-7 JAN. 1985

10 (1984) 3

Schweizerische Zeitschrift für Soziologie

herausgegeben von der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie
mit Unterstützung der Schweizerischen Geisteswissenschaftlichen Gesellschaft
(Schweizerische Akademie der Geisteswissenschaften)

Revue suisse de sociologie

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
Faculté des SES
Bibliothèque

publiée par la Société suisse de sociologie
avec l'aide de la Société suisse des sciences humaines
(Académie suisse des sciences humaines)

Inhaltsverzeichnis / Table des matières

W. FISCHER: Les 10 ans de la Revue suisse de sociologie 643
V. BORNSCHIER: Zur sozialen Schichtung in der Schweiz 647

Aktualitätsbezogen / Centré sur des événements d'actualité:

R. NEF & M. ROSENMUND: Das energiepolitische Plebiszit vom 23. September zwischen Entwicklungserwartung und Wachstumskritik 689

ATELIER: Bilder von Mann und Frau / Images de l'homme et de la femme 723

THOMAS HELD & BARBARA MURRAY:

1. Collective Images of Gender.
   Barbara Murray & Thomas Held 733
2. Individuelle und kollektive Geschlechterbilder.
   B. Heintz 745
3. Rôles féminins et masculins dans la relation de couple: Plusieurs images pour une même culture.
   Jean Kellerhals & Laura Cardia-Vonèche 755
4. Images normatives des genres.
   Martine Chaponnière 769
5. Images des genres en sciences sociales.
   Than-Huyen Ballmer-Cao 777
6. Einige poetologische Voraussetzungen von literarischen Bildern.
   Ruth Böckli 785
7. Bilder und symbolische Kultur: Drei Niveaus ihrer Erfassung in Texten.
   T. Walter 795

Diskussionen, Debatten / Débats, discussions:

PH. LEHMANN: A propos d'un discours sociologique sur le discours préventif 813
J. MARTIN: Prévention et société, prévention et liberté 825
L. GILLIOZ: La construction sociologique face aux représentations des agents 839

Résumés / Zusammenfassungen / Summaries 853
Index 859

Schweizerische Zeitschrift
für Soziologie
Revue suisse de sociologie

Contents of Volume 10 (1984) Number 3

W. FISCHER: Editorial 643
V. BORNSCHIER: Social Stratification in Switzerland 647
R. NEF & M. ROSENMUND: The Energy Policy Plebiscite of Sept. 23, 1984 between the Expectations of Development and Critique of Growth 687

WORKSHOP: Images of Men and Women – An Analysis of Collective Representations of Genders in National Cultures 723

THOMAS HELD & BARBARA MURRAY:

1. Collective Images of Gender.
   Barbara Murray & Thomas Held 733
2. Individuelle und kollektive Geschlechterbilder.
   B. Heintz 745
3. Rôles féminins et masculins dans la relation de couple: Plusieurs images pour une même culture.
   Jean Kellerhals & Laura Cardia-Vonèche 755
4. Images normatives des genres.
   Martine Chaponnière 769
5. Images des genres en sciences sociales.
   Than-Huyen Ballmer-Cao 777
6. Einige poetologische Voraussetzungen von literarischen Bildern.
   Ruth Böckli 785
7. Bilder und symbolische Kultur: Drei Niveaus ihrer Erfassung in Texten.
   T. Walter 795

Bibliographie 806

Debates & Discussions:
PH. LEHMANN, J. MARTIN, L. GILLIOZ 813

Summaries in English 857
Index 859

ISSN 0379-3664

Erscheint dreimal jährlich
Publié trois fois par an
Verwaltung / Administration:
Imprimerie Corbaz S.A., CH-1820 Montreux
Printed in Switzerland

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 643–646

LES 10 ANS DE LA REVUE SUISSE DE SOCIOLOGIE

Werner Fischer
Case postale 197
CH–1212 Grand-Lancy 1 (Genève)

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

La Revue Suisse de Sociologie entre avec ce numéro dans sa dixième année d'existence. C'est assurément l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur l'activité de publication dont elle a été l'instrument principal jusqu'ici et de communiquer aux lecteurs les *conclusions d'une évaluation* à laquelle les Comités de Rédaction et de la Société ont procédé. Les propositions concrètes qui ont été faites lors de ces discussions trouveront une réalisation – au moins partielle – dès ce numéro.

Les intentions et les objectifs qui ont été assignés à la Revue se situent sur trois plans: instrument pour l'échange et la communication de la production sociologique, contribution au développement de savoirs sociologiques en général et en Suisse en particulier, lieu du débat scientifique entre sociologues et avec des représentants d'autres sciences sociales.

Dans l'ensemble, mais à des titres et avec un succès divers, la Revue a concouru à la réalisation de ces objectifs. Malgré quelques regrettables dérèglements liés aux problèmes d'édition, sa diffusion a été intégralement assurée. Reflet principal durant les premières années du travail de recherches et d'enseignements sociologiques en Suisse, elle comprend depuis quelques volumes plus fréquemment des articles provenant d'autres disciplines scientifiques, ainsi que des contributions étrangères. Les numéros spéciaux constituent le support préférentiel pour ces apports. Ils remplissent ainsi un de leurs buts, c'est-à-dire faire connaître des études et des analyses concernant des domaines peu abordés et faiblement représentés en Suisse. Par ce moyen la Revue devrait obtenir une audience plus large.

Si on examine les thèmes et les contenus de toute la publication effectuée, on constate que tous les domaines saillants de la sociologie actuelle sont abordés. Mais des différences importantes apparaissent. Ainsi, la problématique autour de l'intégration, de la déviance et de la marginalité occupe une place de choix; la sociologie des religions et la sociologie de l'économie et du développement sont aussi bien représentées tout au long de ces dix ans. Les domaines suivants ont depuis quelques années perdu en surface de publication: approches théoriques, stratifications sociales, sociologie politique. D'autres en revanche détiennent progressivement une place plus importante: sociologie de la famille, de la médecine, des professions. Les thèmes traités plus ponctuellement par les numéros spéciaux ou par des ateliers étendus (pratiques sociales, monde posttraditionnel des paysans, vie quotidienne et récits de vie, femmes et science, identité sociale, meurtre et crime) ont ainsi pu être mieux établis et représentés en Suisse.

Mais le processus d'institutionnalisation de la Revue a secrété des effets et des inerties qui ont infléchi certaines orientations. Ainsi, elle s'est muée petit à petit dans le rôle prédominant d'organe de publication d'articles achevés. Même si, considérés dans leur ensemble, ils font état des tendances et du volume du travail sociologique en Suisse, ils en fournissent une image partiellement déformée et déformante. Il faut bien constater que, ces derniers temps, nous ne retrouvons pas de traces des débats et des dicussions, des confrontations et des prises de position qui ont pourtant lieu et s'affirment dans le champ sociologique. Ceci est particulièrement vrai pour l'Atelier qui n'a contenu que rarement des critiques, des suggestions, des instruments de recherche, tels que documents, bibliographies spécialisées, esquisses de projet. Très peu d'articles aussi font référence à des thèmes d'actualité ou les prennent pour objet. L'impact et l'intérêt de la Revue s'en trouvent nécessairement affaiblis, de même que sa diffusion, cantonnée dans un cercle de spécialistes.

Ce travail d'évaluation a débouché sur un certain nombre de *propositions* et de *décisions* dont quelques-unes vont se concrétiser dès ce numéro. Elles concernent les points suivants, qui ont tous pour but d'impulser des mouvements nouveaux et de réactualiser les objectifs fondamentaux de la Revue.

1) *Création d'une rubrique "Articles centrés sur des événements d'actualité – Aktualitätsbezogene Aufsätze"*, dans laquelle seront publiées des contributions se référant directement à des thèmes ou événements d'actualité. Leur rôle est d'en proposer une lecture, une analyse et des interprétations sociologiques qui, basées sur des données même partielles et des résultats encore provisoires, permettent de les éclairer et de fournir des modèles de compréhesion et d'explication. L'article de

R. Nef et M. Rosenmund "Das energiepolitische Plebiszit vom 23. September 1984 zwischen Entwicklungserwartung und Wachstumskritik. Ein Beispiel ereignisorientierter, raumbezogener Gesellschaftsanalyse" publié dans ce numéro en donne un exemple tout à fait illustratif et précise aussi le cadre dans lequel une telle approche s'inscrit.

2) *Création d'une nouvelle rubrique: "Débats et discussions – Debatten und Diskussionen".* Les réactions, critiques, voire mises en question plus catégoriques d'articles publiés par la Revue n'ont certainement pas manqué jusqu'à présent. Malheureusement, elles n'ont jamais dépassé les cercles informels où elles ont surgi. Par cette rubrique, la Revue met à leur disposition un espace, où ces opinions, ces prises de position peuvent être exprimées. Il va de soi que le Comité de Rédaction les transmettra, avant publication, aux auteurs des articles critiqués et leur donnera l'occasion de répliquer s'ils le souhaitent . Les formes et les modalités dans lesquelles ces réactions et critiques sont présentées incombent aux débatteurs. La seule condition que le Comité de Rédaction a définie pour leur publication réside dans le fait que les critiques, les points polémiques et les attaques, même personnelles, doivent être argumentés de façon suffisamment circonstanciée en référence à l'article, aux matériaux que les auteurs analysent et aux interprétations qu'ils proposent. Nous ne publierons donc ni les simples critiques qui ne s'appuyent pas sur des aspects des articles en question, ni des condamnations sans appel.

Il est évident que ces deux nouvelles rubriques ne peuvent impulser un renouvellement et rendre la Revue plus vivante que si les lecteurs y participent activement et s'ils les utilisent en tant que moyens d'informations, d'échanges et de débats.

3) Il a aussi été constaté que le maintien d'un comité de lecture défini de façon limitative n'offre plus la souplesse nécessaire pour le travail important qui lui est demandé. Il va de soi que les articles continueront à être soumis, pour appréciation et évaluation, à trois lecteurs choisis pour leur compétence dans le domaine de référence. Cette collaboration est pour le Comité de Rédaction aussi précieuse qu'indispensable. Toutes les personnes qui auront ainsi contribué à la réalisation du volume annuel seront mentionnées au No. 3 dans la liste des collaborateurs.

4) D'autres modifications sont en route. L'augmentation continuelle du nombre de pages doit être stoppée et le volume annuel ramené à 600. Les coûts dépassent actuellement les disponibilités budgétaires de la Société.

Les prix d'abonnement ont été simplifiés. Une baisse a été décidée pour les abonnés étrangers, afin de nous aligner sur les prix d'autres revues d'orientation semblable.

Enfin, une campagne de promotion plus active a été entreprise, afin d'augmenter le nombre d'abonnements et par là d'étendre la diffusion et l'impact de la Revue.

Les discussions et les décisions que nous venons de présenter brièvement mettent en évidence que les Comités de Rédaction et de la Société souhaitent donner de nouvelles impulsions à la Revue Suisse de Sociologie. Nous espérons vivement que le concours et la collaboration des membres de la Société contribueront à la mise en pratique des initiatives et des décisions capables de favoriser l'implantation et l'essor de la Revue.

Pour le Comité de Rédaction

Werner Fischer

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 647–688

ZUR SOZIALEN SCHICHTUNG IN DER SCHWEIZ *

Volker Bornschier
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

EINLEITUNG

Im folgenden wird die soziale Schichtung als ein Strukturmerkmal der Organisation von sozialer Ungleichheit untersucht. Dabei wird ein objektiver Ansatz verwendet, bei dem Soziallagen unabhängig von den sozialen Haltungen, Mentalitäten und Willensrichtungen ermittelt werden, die damit verbunden sein können, aber nicht müssen (vgl. dazu Geiger, 1962). Soziale Ungleichheiten benennen alle möglichen Formen sozialer Bevor- und Benachteiligung. Soziale Schichtung wollen wir demgegenüber für einen sozialen Zustand reservieren, bei dem soziale Bevor- und Benachteiligungen für die Be-

*) *Die vorliegende Arbeit ist eine stark gekürzte Fassung und enthält die wesentlichen Ergebnisse einer Vorstudie. Diese Vorstudie ist im Rahmen des Projektes "Einkommensverteilung in komparativer Sicht" entstanden. Die finanzielle Förderung dieser Forschungen durch den Schweizerischen Nationalfonds (Kredit-Nr. 1.452-0.81) sei dankbar erwähnt.*

troffenen durch alle sozial bedeutsamen Bereiche des Lebens laufen und so Menschen in vergleichbarer Position in einer mehrdimensionalen sozialen Schichtung binden. Technischer ausgedrückt liegt dann soziale Schichtung vor, wenn eine Kristallisation der verschiedenen sozial bedeutsamen Statuspositionen um einen gemeinsamen Rang zu beobachten ist. Daraus wird sofort ersichtlich, dass Schichtung ein graduelles Konzept ist, sie kann mehr oder weniger ausgeprägt vorliegen.

Weiter gilt es, die zeitliche Dimension zu berücksichtigen, durch die soziale Schichtung als Variable in ihrer die Menschen prägenden Kraft nochmals variiert sein kann. Im Sinne der obigen Definition kann soziale Schichtung logisch ausgeprägt sein, ohne dass die Anbindung der Menschen an solche Soziallagen in der Biographie dauerhaft ist. Im Generationenwechsel, zwischen dem Elternhaus und der Erwachsenenzeit sowie innerhalb von letzterer können bei ausgeprägt vertikaler Mobilität über das Leben verschiedene, mehr oder weniger kristallisierte Statusverknüpfungen typisch sein.

Damit sind zwei wichtige Dimensionen der sozialen Stellung erwähnt, einmal der Grad an Kristallisation von Schichtungspositionen, gleichsam bei einer Momentaufnahme, dann weiter der Grad an Angebundenheit an solche mehr oder weniger kristallisierte soziale Lagen über die Zeit. Letzteres ist Gegenstand der soziologischen Mobilitätsforschung. Unser Schichtungsbegriff verbindet mithin die herkömmliche Schichtungsforschung im engeren Sinne mit der vertikalen Mobilitätsforschung zu einer Einheit bei der Analyse von Schichtungsprozessen.

Im Anschluss an eine solche Begriffsbestimmung stellt sich die Frage, in welchem Ausmass es soziale Schicht*en* gibt. Bisher sind Schichten immer gleichsam als unabdingbare Elemente der Schicht*ung* verstanden worden (so auch z. B. bei Geiger, 1962). Stattdessen schlagen wir vor, die bisherige Verbindung von sozialer Schichtung mit der notwendigen Existenz von sozialen Schichten konzeptuell zu trennen, um daraus eine Frage zu formulieren. Soziale Schichtung im Sinne von Statuskristallisation ist nämlich möglich, ohne dass es soziale Schichten im Sinne von klar abgrenzbaren Lagen gibt.

Viele der in der modernen Gesellschaft bedeutsamen Statuspositionen sind graduell abgestuft. Sie weisen eine vergleichsweise feine Abstufung von mehr oder weniger an sozialem Status auf. Status verstanden als die gesamten sozialen Belohnungen, die einer Position zukommen oder die aufgrund einer solchen akquiriert werden können. Selbstverständlich weisen verschiedene Statuspyramiden unterschiedliche, zum Teil sehr unterschiedliche Verteilungsprofile auf. Die einen sind eher mit dem Bilde einer Pyramide, die anderen eher mit dem eines Diamanten vergleichbar. Aber es

gibt kaum natürliche Häufungen, die klar voneinander abgesetzt wären. Ein besonders eindrückliches Beispiel hierfür ist die Einkommensverteilung.

Statusverteilungen sind mithin kaum in der Lage, Abgrenzungen für eindeutige Schichtenbestimmungen zu liefern. Deshalb kann die Frage nach der Existenz von Schichten kaum allein ausgehend vom Konzept 'Status' angegangen werden. Stattdessen schlagen wir vor, das Konzept der 'Klasse' einzuführen, um zu prüfen, ob ökonomische Klassen in der modernen Gesellschaft Grundlage für Schichtenbildung sind.

Klassen beziehen wir auf die Gruppierung von strukturgleichen und institutionalisierten Relationen zwischen Akteuren im System der Arbeitsplätze. Klasse und Status sind begrifflich streng zu scheiden. Eine Kassenposition kann statuswirksam sein. In der Tat ist diese mögliche Umsetzung zentral bei der Frage, ob ökonomische Klassen auch solche im sozialen Sinne sind. Klassenmitglieder teilen in bezug auf das Merkmal der Klassengliederung einen Ort, nämlich die strukturgleiche Position in einer Relation. Das ist der wichtige Unterschied zu Status, bei dem die graduelle Abstufung das charakteristische Merkmal ist. Klassen sind im Gegensatz dazu nicht mehr oder weniger solche, sondern sie sind es objektiv oder nicht.

Wenn die Zugehörgkeit zu ökonomischen Klassen den Zugang zu Lebenschancen auch ausserhalb der ökonomischen Sphäre, worauf sich ihre strukturelle Relation bezieht, bestimmt und durch eine Dauerhaftigkeit der Anbindung an die Klassenlage das Bewusstsein in sozialen und politischen Belangen prägt, dann können ökonomische Klassen zu sozialen und mithin zu Elementen von sozialen Schichten innerhalb der Schichtung werden.

Soziale Schichtung und soziale Schichten werden als variabel vorhandene Strukturmerkmale sozialer Ungleichheit verstanden. Dies legt eine vergleichende Perspektive in der Forschung nahe, die entweder Gesellschaften über die Zeit oder verschiedene Gesellschaften oder beides umfasst, um das Konzept der Schichtung mit anderen sozialen Tatsachen, letztlich auch in einer den Bereich der sozialen Ungleichheit überschreitenden Gesellschaftsanalyse zu verknüpfen.

Die vorliegende Arbeit berichtet über die erste Vorstudie zu einem solchen Unterfangen.

I

EIN ERWEITERTES BLAU–DUNCAN MODELL FÜR DIE SCHWEIZ

Das in der Literatur bekannte Blau-Duncan Modell (Blau & Duncan, 1967), das in zahlreichen Studien in verschiedenen Gesellschaften mittlerweile verwendet worden ist [1], eignet sich zur Klärung der Frage, in welchem Ausmass soziale Schichtung existiert. Das klassische Blau-Duncan Modell verbindet den Beruf und das Bildungsniveau der Väter mit dem erreichten Bildungsniveau der Kinder, dem ersten und dem gegenwärtigen Beruf. Dabei bedient man sich der Methode der Zerlegung der gefundenen Korrelationen mittels Pfadanalyse. Diese erlaubt, direkte und indirekte Wirkungen der im Modell vorgelagerten auf die zeitlich und logisch nachgelagerten Variablen zu untersuchen.

Das ursprüngliche Modell von Blau & Duncan betrachtet nur die beiden Variablen: formale Bildung und den Beruf, wobei dieser für die Befragten und ihre Väter mit der sogenannten sozio-ökonomischen Statusskala gemessen wird, die aber im Kern das Sozialprestige von Berufen misst und dahingehend geeicht wurde (Duncan, 1961). Es handelt sich mithin um eine Skalierung der Berufe nach ihrem Sozialprestige.

Die Betrachtung der Berufe im Hinblick auf ihr Sozialprestige ist kompatibel, ja eng verwandt mit der funktionalistischen Schichtungstheorie in der Tradition von Talcott Parsons (vgl. dazu Wiehn, 1974; Herz, 1983), die die Abfolge des Ansehens von Berufen als einen Ausdruck der kollektiven Zustimmung zu ihrer Bedeutung bei der Bestandssicherung der Gesellschaft sieht. Wir verstehen im folgenden das Berufsprestige neben der formalen Bildung als eine Messung der gesellschaftlich anerkannten und zertifizierten Qualifikation.

1) Eine Auswahl sieht folgendermassen aus. *Vereinigte Staaten:* Blau und Duncan (1967), Duncan, Featherman, Duncan (1972), Jencks et al. (1972), Sewell und Hauser (1975), Hauser und Featherman (1977); *Bundesrepublik Deutschland:* Müller (1975); *Polen:* Meyer, Tuma und Zagórski (1979); *Grossbritannien:* Psacharopoulos (1977), Kerckoff (1976); *Finnland, Schweden, Norwegen, Dänemark:* Pöntinen und Uusitalo (1975); *Brasilien:* Iutaka und Bock (1973).

Das System der Qualifikationen in einer Gesellschaft wird mithin durch zwei Variablen repräsentiert: durch die formale Bildung und durch das Berufsprestige, letzteres als Ausdruck der funktionellen Wichtigkeit und des damit in der Regel einhergehenden potentiellen und gesellschaftlich legitimierten Marktwertes einer Qualifikation. Die formale Bildung und das Berufsprestige sind persönliche soziale Merkmale, die in gesellschaftlichen Zusammenhängen aktualisiert werden können, aber nicht müssen. Solchen Status besitzen Mitglieder der Gesellschaft und nicht die Arbeitsplätze.

Eine erweiterte Version des Blau-Duncan Modells ist erstmals durch Jencks & Mitarbeiter (1972) populär geworden. Diese Erweiterung bezieht sich auf den Einschluss des Einkommens, über das die Befragten verfügen.

Das Blau-Duncan Modell, das als Statuserwerb-Modell in den späteren 60er Jahren den Vorbildcharakter des früheren ISA-Paradigmas brach, (Mayer, 1975; Müller, 1975), ist im Verlauf der zweiten Hälfte der 70er Jahre zunehmend kritisiert worden, und zwar aus der Sicht eines 'neuen Strukturalismus' (Baron & Bielby, 1980; Bielby, 1981; Bornschier, 1982 b, 1983 a).

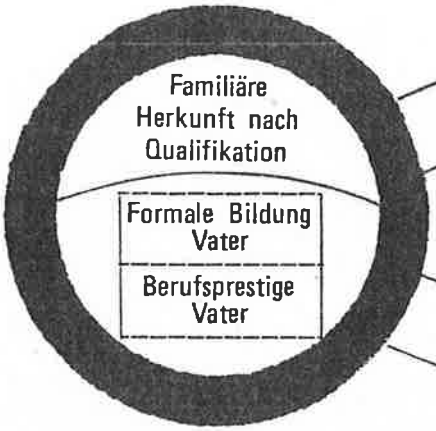
Die neo-strukturalistische Kritik bringt vor, dass die soziale Struktur, vorab im System der Arbeitsplätze, einerseits sehr bedeutsam und andererseits logisch vorrangig vor individuellen Merkmalen beim Erwerb von Status in der Gesellschaft ist und wendet sich gegen die Tatsache, dass im Statuserwerb-Modell die individualistische Perspektive vorherrsche, was unrealistisch sei. Eine frühe soziologische Formulierung des strukturalistischen Ansatzes im Sinne von objektiven Stellungen, gleichsam 'leeren Räumen', die in der Struktur institutionalisiert sind, ist z. B. bei Simmel (1908) zu finden.

Die Kritik bringt weiter vor, die Modellvariablen seien 'angebotsorientiert', weil sie sich auf das Qualifikationssystem beschränken, Arbeitsplätze und Arbeitgeber fänden keine Berücksichtigung. Zudem gelte Prestige als Zentralkriterium sozialer Differenzierung, während eine vollumfängliche Erfassung von Statusdifferenzierung Prestige- und Privilegkomponenten von sozialem Status einschliessen müsse.

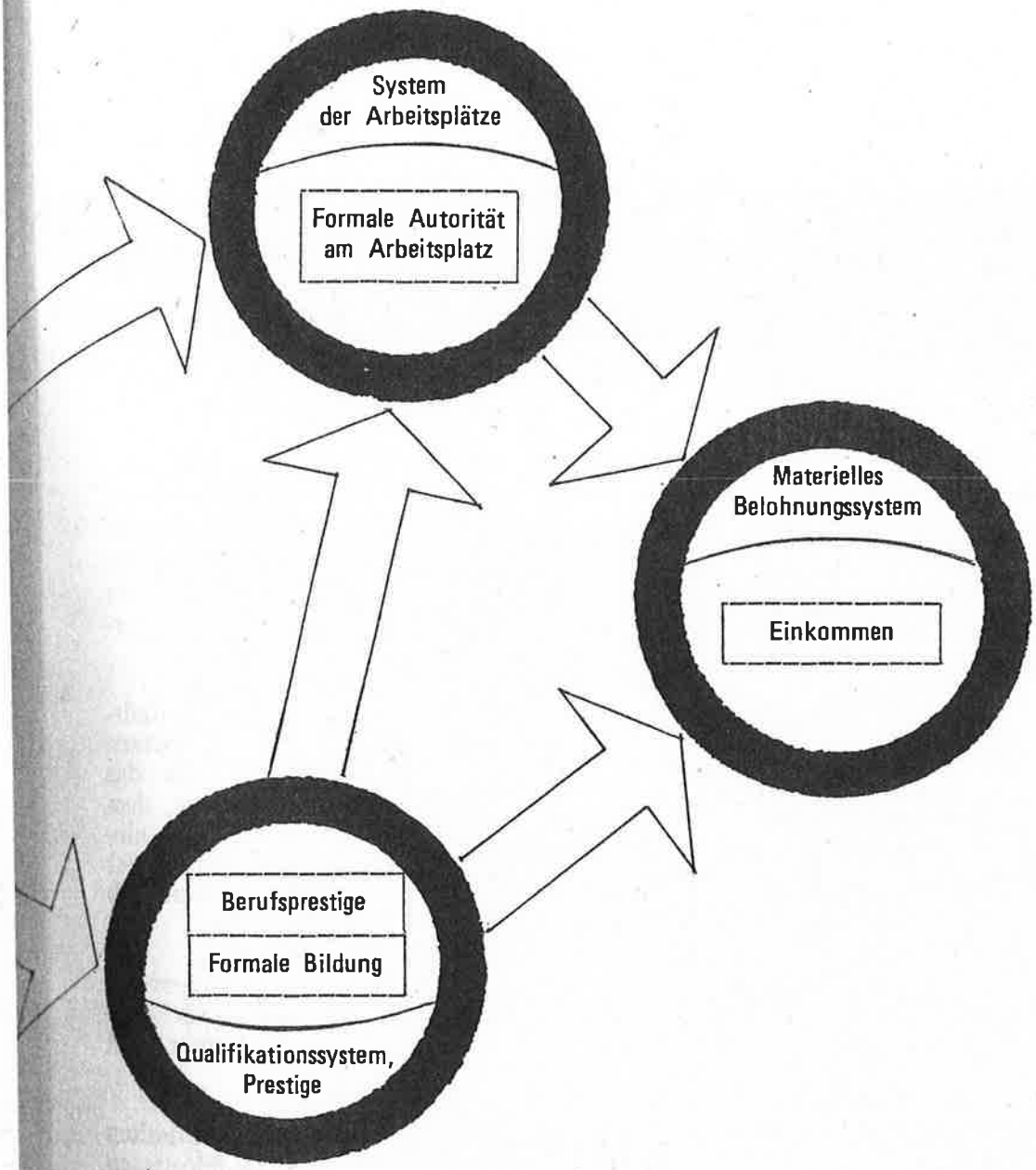
Im folgenden tragen wir dieser neo-strukturalistischen Kritik Rechnung und beziehen das System der Arbeitsplätze in ein erweitertes Blau-Duncan Modell ein. Das vorhandene Material erlaubt eine Beschreibung der Struktur der Arbeitsplätze gemäss der Hierarchie formaler Autorität am Arbeitsplatz, die eines der wesentlichen Gliederungsprinzipien der Arbeitsteilung darstellt (Bornschier, 1977).

Darstellung 1:

Theoretisches Schema für ein erweitertes Blau-Duncan Modell.



Eckig umrandet sind die operationalen Begriffe,
die weiter hinten besprochen werden.


System
der Arbeitsplätze
Formale Autorität
am Arbeitsplatz
Materielles
Belohnungssystem
Einkommen
Berufsprestige
Formale Bildung
Qualifikationssystem,
Prestige

Das erweiterte Blau-Duncan Modell kann der Darstellung 1 entnommen werden. Dieses Modell ist in der Terminologie der Einleitung statusorientiert. Oekonomische Klassen sind nicht explizit berücksichtigt. Es wird aber eine wichtige Unterscheidung innerhalb eines Statusansatzes gemacht, insofern als die eher Prestige-orientierten Variablen des Qualifiaktionssystems den mehr Privileg-orientierten im System der Arbeitsplätze und der materiellen Belohnung gegenübergestellt werden. Das Modell erlaubt eine Schätzung, in welchem Ausmass Einkommen durch Privileg und Prestige erklärt wird, in welchem Ausmass sodann Privileg durch Prestige erklärt wird, nämlich über eine entsprechende Schichtung, und schliesslich, welche Rolle die familiäre Herkunft bei diesen Schichtungsprozessen spielt.

DATENMATERIAL, SAMPLEBESCHREIBUNG UND OPERATIONALISIERUNGEN

Unsere Vorstudie wertet Material aus einer Repräsentativbefragung sekundär aus, die von Henry H. Kerr in Zusammenarbeit mit David Handley, Charles Roig & Dusan Sidjanski an der Universität Genf im Rahmen eines Nationalfondsprojektes durchgeführt wurde. Dieses Datenmaterial ist Teil einer vergleichenden Studie in acht Ländern. Die Daten für alle acht Länder sind im Zentralarchiv zu Köln dokumentiert (Zentralarchiv, Untersuchung 765, 1979). Wir verwenden hier die Daten aus diesem Archiv.

Bei der Stichprobe handelt es sich um eine repräsentative Zufallsauswahl von 1290 Personen. Da die Stichprobe aus Stimmregistern gezogen wurde, sind nur Schweizer und Schweizerinnen, die das 20. Altersjahr überschritten haben, eingeschlossen. Die Tatsache, dass das Sample keine in der Schweiz wohnhaften Ausländer einschliesst, ist eine grosse Beschränkung, da diese rund ein Sechstel der Wohnbevölkerung und etwas mehr als ein Fünftel der ökonomisch Aktiven ausmacht.

Von der Stichprobe der 1290 Schweizerinnen und Schweizer verwenden wir nur jene, die zum Zeitpunkt des Interviews ökonomisch aktiv waren. Das sind 712 Personen, 73 % Männer und 27 % Frauen, von denen 89 % vollzeit arbeiten.

Statusindikatoren. Die Statusvariablen, die im theoretischen Modell der Darstellung 1 aufgeführt sind, wurden folgendermassen operationalisiert:

Einkommen. Die Einkommensvariable wird aufgrund von Angaben zum monatlich verfügbaren Einkommen aus allen Quellen gebildet. Die Angaben für das persönliche Einkommen liegen für

10 Einkommensbereiche vor. Diese Information ist in eine Ratio-Skala umgewandelt worden. [2]

Formales Autoritätsniveau. Diese Variable misst die hierarchische Position im Gefüge der formalen Autorität am Arbeitsplatz für die Befragten. Sie wird aufgrund von folgender Information gebildet. Bei Selbständigen wird die Zahl der Personen, die für den Befragten arbeiten, und bei Vorgesetzten die Zahl der Untergebenen verwendet, um die Zahl der formalen Autoritätsniveaus zu ermitteln, die sich unter einem Befragten befinden. [3]

Berufsprestige. Das Berufsprestige der Befragten und ihrer Väter wurde direkt aus der Quelle übernommen. Es handelt sich um eine Verkodung der angegebenen Berufe nach der von Treiman (1977) entwikkelten internationalen Prestigeskala, die das Massniveau einer Intervallskala hat.

Formale Bildung. Für die Konstruktion der Bildungsvariable für die Befragten und ihre Väter wurde die Information über die zuletzt besuchte Schule herangezogen. Mit dem mittleren Schulabschluss-

2) Als Masszahl wurde den Befragten das arithmetische Mittel zwischen den Stufengrenzen zugewiesen. Der Einkommenskategorie: bis 500 Fr. wurde der Wert 350 zugewiesen. Die offene oberste Kategorie: 5 000 Fr. und mehr wurde bei 10 000 Fr. geschlossen und den Fällen hier das geometrische Mittel zwischen den Stufengrenzen zugewiesen.

3) Wenn die Zahl der Mitarbeiter bzw. Untergebenen plus der/die Befragte selbst P genannt wird, dann kann man die Anzahl der formalen Autoritätsniveaus (L) in der Pyramide, an deren Spitze jemand steht, so ausdrücken:

$$s^L = P\,(s-1) + 1\,,$$ wobei s die Kontrollspanne indiziert, vgl. Starbuck, 1965: 499.

Für die Kontrollspanne *s* wird der in zahlreichen Studien empirisch ermittelte Durchschnittswert von 5 eingesetzt (Starbuck, 1965: 500). Um L zu erhalten, kann folgendermassen transformiert werden:

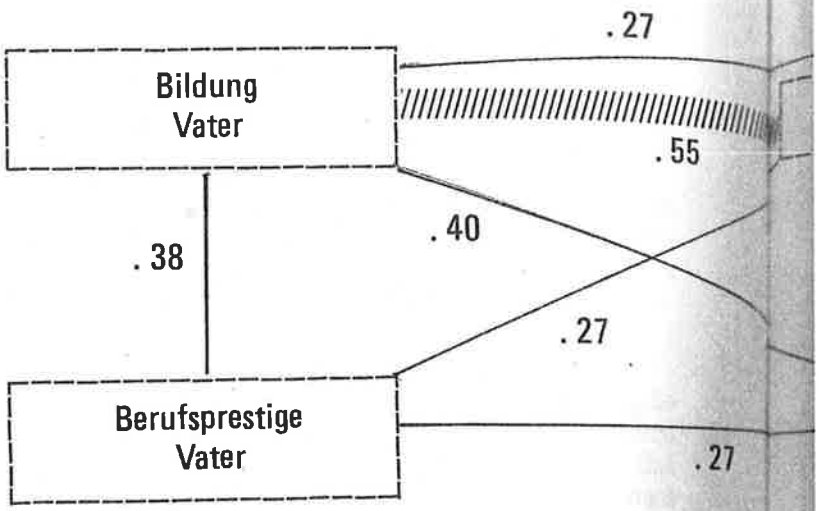
$$L = \log_s (P\,(s-1) + 1)\,, \quad \text{hier } s = 5$$

Das formale Autoritätsniveau im Sinne von Hierarchiestufen *unter* einem Befragten ist nicht L, sondern L−1, nämlich abzüglich der Stufe, die durch den Befragten selbst repräsentiert wird. Fälle ohne Untergebene erhalten somit den Wert 0.

Die resultierende Variable ist stark ungleich verteilt, entsprechend der formalen Autorität in der Wirklichkeit.

Darstellung 2:

Die empirisch ermittelten Korrelationen (nach Pearson), die grösser sind als ± .20.



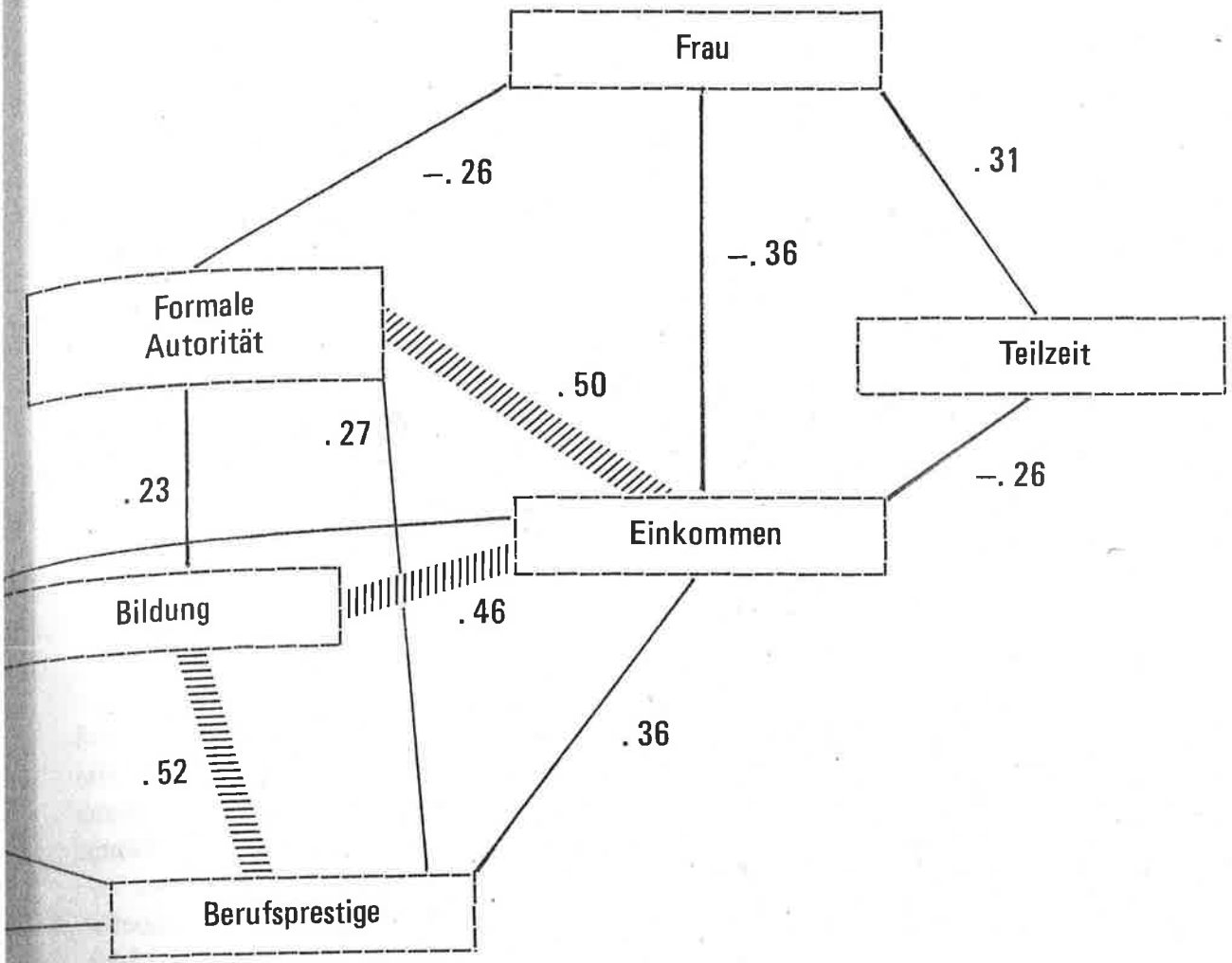
Legende:

////////////////////////////////////// moderate Schichtung

———————————— Schichtungsansätze

Auswahl: ökonomisch aktive Schweizerinnen und Schweizer über 20 Jahre

Methode: paarweiser Ausschluss der Fälle mit unvollständigen Informationen
maximale Fallzahl: 712 Beobachtungen.


Frau
−. 26
. 31
−. 36
Formale Autorität
Teilzeit
. 50
. 27
. 23
−. 26
Einkommen
Bildung
. 46
. 36
. 52
Berufsprestige

alter je Schultyp (nach Angaben der Befragten) wurden die Schultypen nicht nur in eine Rangreihe gebracht, sondern zudem auch ungefähr im Verhältnis der normalen Schullänge gewichtet und dadurch in eine Ratio-Skala überführt, wobei die typische Schuldauer bei der Elementarschule mit 8 Jahren und kein Schulbesuch (0, wurde empirisch nicht beobachtet) die Referenzpunkte waren.

Kontrollvariablen. Als Kontrollvariablen werden das Geschlecht und die Teilzeitarbeit als dichotome Variablen verwendet. Die Variable 'Frau' nimmt den Wert 1 für Befragte weiblichen Geschlechts an und den Wert 0 für Männer; 'Teilzeit' hat den Wert 1 bzw. 0, wenn jemand voll arbeitet. Zudem wird das Alter in Jahren als Kontrollvariable verwendet.

Methode. Die statistische Parameterschätzungen erfolgen mit paarweisem Ausschluss der Fälle mit unvollständiger Information. Dadurch geht weniger Information verloren als bei listenweisem Ausschluss, der alle Fälle mit unvollständigen Angaben unberücksichtigt lässt.

ERGEBNISSE

Bei der Untersuchung des Ausmasses an sozialer Schichtung (Statuskristallisation) befolgen wir eine Sprachregelung. Bei Korrelationskoeffizienten *ab .70* (mindestens zur Hälfte haben dann Variablen eine gemeinsame Varianz) wollen wir von *ausgeprägter Schichtung* sprechen, bei den Koeffizienten *um .50* von *moderater Schichtung* und bei solchen zwischen *.25 bis gegen .45* von *Schichtungsansätzen*.

Die Darstellung 2 führt die empirisch ermittelten Korrelationen (nach Pearson) auf, die substantiell sind (Kriterium: mindestens $\pm$ .20). Diese Korrelationen als Ausdruck jeweils der paarweisen Statuskristallisation verwenden wir zur Beurteilung der Ausprägung der Schichtung.

Mit den Korrelationen in Darstellung 2 wird aufgewiesen, dass die ökonomisch aktiven Schweizerinnen und Schweizer *keine ausgeprägte* Kristallisation im Statussystem aufweisen. Eine *moderate* Statuskristallisation wird einerseits um den Bildungsstatus des/der Befragten aufgewiesen, und zwar bei der Verknüpfung mit dem Herkunftsstatus (Bildung des Vaters), mit dem Berufsprestige und dem Einkommen. Andererseits ergibt sich eine moderate Statuskristallisation zwischen dem formalen Autoritätsstatus und dem Einkommen. Erstaunlich und unerwartet ist die geringe Verknüpfung

zwischen dem Status im System der Arbeitsplätze (gemessen an der formalen Autorität) und dem im Qualifikationssystem (formale Bildung und Berufsprestige). Man kann bestenfalls von Schichtungsansätzen zwischen diesen beiden Systemen sprechen, die über das Einkommen deutlich enger verknüpft sind als direkt untereinander.

Der Berufsprestigestatus ist ausser mit der Bildung nur ansatzweise mit anderen Status verknüpft. Ebenfalls eine nur ansatzweise Statuskristallisation wird auf der Grundlage von Geschlecht ermittelt, aber nur mit formaler Autorität und mit dem Einkommen. Dieser Hinweis auf eine Diskrimination der Frauen beim Zugang zu Autorität am Arbeitsplatz und zu Einkommen wird mit der Pfadanalyse erhärtet.

Das Pfadmodell in Darstellung 3 liefert zusätzlich folgende Informationen. Es schlüsselt die Korrelationen auf in sogenannte indirekte, d. h. über dazwischenliegende Variablen vermittelte Effekte, und direkt, nicht durch solche vermittelte. Damit ist statistisch auch eine Isolierung der Effekte einzelner Variablen verbunden (im Sinne von: ceteris paribus).

Wir beobachten beim Pfadmodell in Darstellung 3, dass die soziale Schichtung in der Schweiz ziemlich direkt über die formale Bildung vermittelt wird. Die herkunftsbedingte Beeinflussung des formalen Bildungsstatus der Befragten erfolgt nahezu ausschliesslich über die Bildung des Vaters und kaum über das Berufsprestige des Vaters (.52 gegenüber .08).

Die formale Bildung ist der wichtigste Schlüssel beim Zugang zu Berufen mit hohem Sozialprestige. Aber der Zusammenhang zwischen formaler Bildung und dem Einkommen wird nur zu einem kleinen Teil über das Berufsprestige und die formale Autorität vermittelt, sondern der Einfluss auf das Einkommen ist im Modell in grösserem Umfange direkt.

Erstaunlich ist der sehr schwache Pfad von der Bildung zur formalen Autorität am Arbeitsplatz, was schon bemerkt wurde. Der Einfluss der väterlichen Bildung auf die formale Autorität der Befragten ist ebenso gross; aber auch dieser direkte Herkunftseffekt ist nicht erheblich.

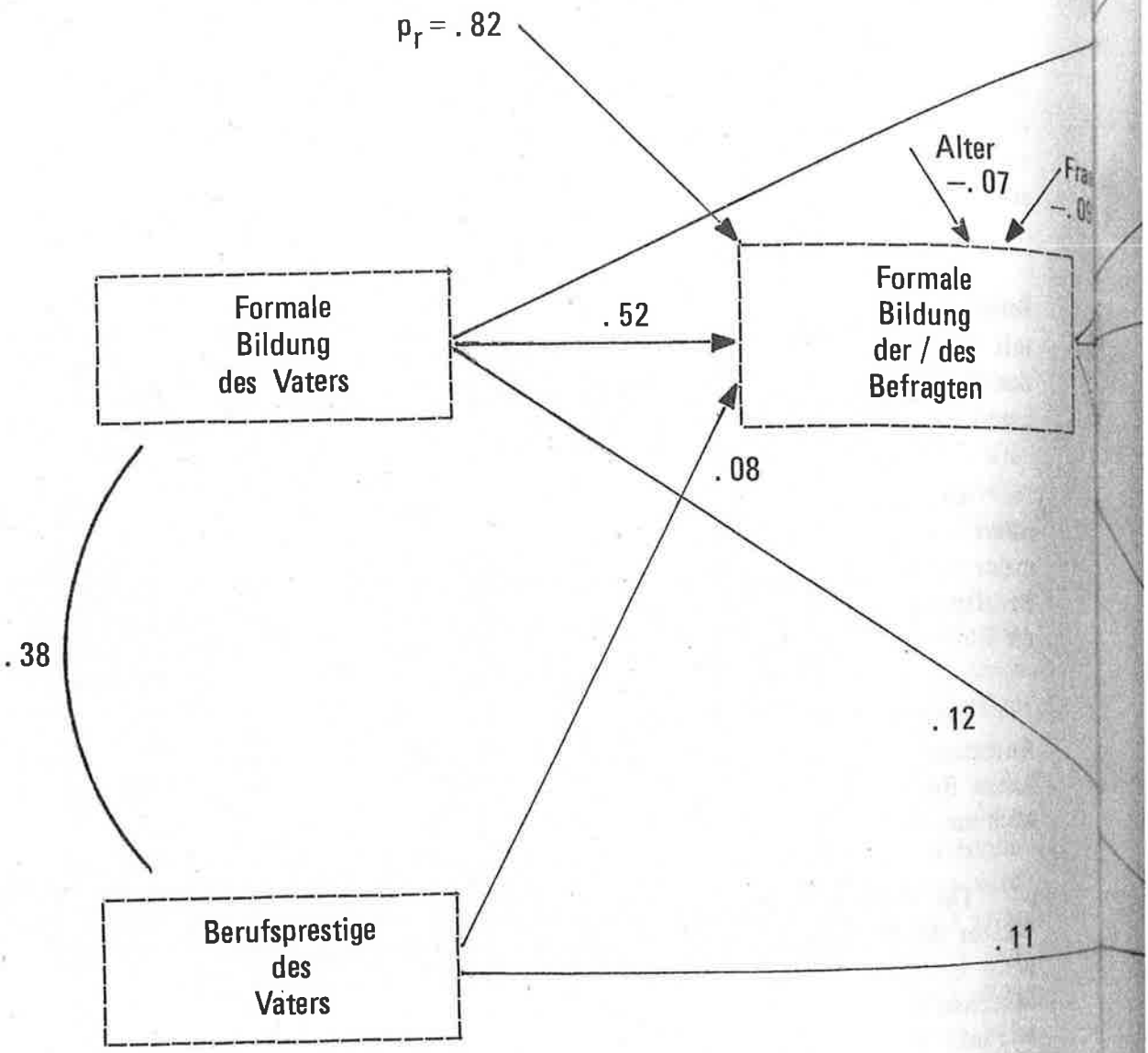
Die formale Autorität am Arbeitsplatz ist der wichtigste einzelne Prädikator des Einkommens. Diese Bedeutung der formalen Autorität am Arbeitsplatz im Einkommensmodell bestätigt die Berechtigung der neo-strukturalistischen Kritik am Statuserwerb-Modell, das auf das Qualifikationssystem beschränkt bleibt. Und sie weist die Begrenzungen einer humankapitaltheoretischen Erklärung der Einkommensverteilung auf.

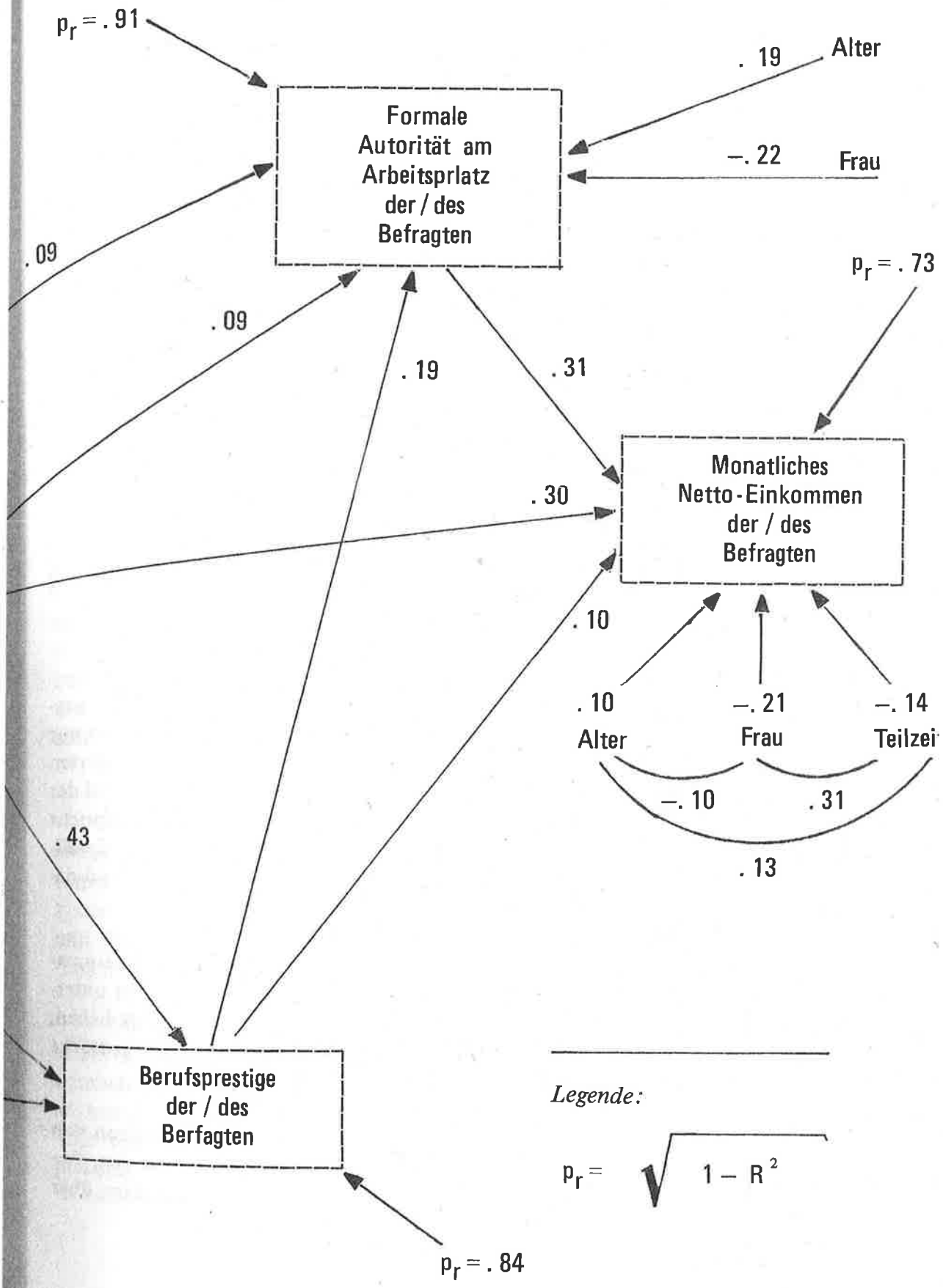
Darstellung 3:

Ein erweitertes Blau-Duncan Pfadmodell für die Schweiz.

Auswahl: ökonomisch aktive Schweizerinnen und Schweizer über 20 Jahre.

Methode: sukzessive Regressionen mit paarweisem Ausschluss der Fälle mit unvollständigen Informationen. N = 515 bis 712.





Legende:

$$p_r = \sqrt{1 - R^2}$$

Das Pfadmodell erhärtet die Diskrimination der Frauen. Bei Kontrolle des Status im Qualifikationssystem und von Alter und Teilzeitbeschäftigung wird ein signifikanter, negativer Effekt für Frauen beim Zugang zu formaler Autorität und zu Einkommen ermittelt. Konkreter ausgedrückt heisst dies z. B., dass Frauen bei sonst gleichen gemessenen Merkmalen nach unserer Regressionsschätzung 627 Fr. im Monat weniger verdienen als Männer, bei einem gesamten Durchschnittseinkommen von 2 561 Fr.

Die multiplen Korrelationskoeffizienten der einzelnen Modellvariablen (R) im erweiterten Blau-Duncan Modell für die Schweiz liegen in einem Bereich, der es nach der vorher erwähnten Sprachregelung nur erlaubt, von einer moderaten Schichtung zu sprechen.

	Multiple Korrelationen (R) im Modell
Formale Bildung	.57
Berufsprestige	.55
Formale Autorität	.42
Einkommen	.68

Die Erklärung der formalen Autorität fällt mit einem multiplen Korrelationskoeffizienten von .42 aus dem Rahmen, was einer Erklärung von nur 18 % der gemessenen Unterschiede entspricht. Nimmt man alle vorgelagerten Variablen zusammen, so kann man immer noch nur weniger als ein Fünftel der Unterschiede bei der formalen Autorität erklären. Dieser Befund widerspricht der These, dass insbesondere der formalen Bildung in der modernen Gesellschaft die Rolle zufalle, den Zugang zu formaler Autorität zu regeln und dadurch zu legitimieren (Bornschier, 1977, 1982a).

Die geringe Erklärung der gemessenen Statusunterschiede bei der formalen Autorität könnte eine statistische Implikation sein, weil 64 % der untersuchten Personen überhaupt keine formale Autorität am Arbeitsplatz haben, wodurch die Höhe der logisch überhaupt möglichen Korrelation gedrückt wird.

Untersucht man nur die Fälle mit formaler Autorität, so erhöhen sich zwar die direkten und indirekten Effekte der formalen Bildung für den Zugang zu formaler Autorität (direkter Effekt dann .27 und indirekter über

das Berufsprestige . 40 x . 14), aber die Gesamterklärung der Unterschiede bei der formalen Autorität bleibt tief (17 %); und diese Effekte sind zu gering, um davon sprechen zu können, dass die Statusvariation im Qualifikationssystem und im System der Arbeitsplätze, gemessen an der formalen Autorität, erheblich kovariieren. Eine statistische Implikation der tiefen Korrelationen kann ausgeschlossen werden, es handelt sich mithin um einen echten Befund, der die *generelle* These einer erheblichen direkten Rolle der Bildung für den Zugang zu formaler Autorität widerlegt.

An anderer Stelle ist allerdings argumentiert worden, dass die formale Bildung nur ein Selektionskriterium unter anderen, gleichsam eine notwendige, aber nicht hinreichende Bedingung für den Zugang zu entsprechenden Stufen formaler Autorität darstelle (Bornschier, 1977). Dadurch könnte eine Korrelation abgeschwächt werden, selbst wenn Bildung ein entscheidendes Kriterium ist.

Obwohl der formale Autoritätsstatus bemerkenswert wenig mit den Statusvariablen im Qualifikationssystem verknüpft ist, kommt ihm aber doch eine besondere Bedeutung zu bei der Erklärung von Einkommensunterschieden. Von den gemessenen Einkommensunterschieden hängen 23 % mit den Unterschieden an Qualifikationsstatus zusammen (Bildung, Berufsprestige), wenn man nur diese beiden Variablen zur Erklärung heranzieht. Die entsprechende Erklärung nur durch die formale Autorität beträgt 25 %. Die formale Autorität erklärt noch weitere 15 % der Einkommensunterschiede zusätzlich zu der durch Bildung und Berufsprestige erreichten Erklärung. Die Gesamterklärung der gemessenen Einkommensunterschiede beträgt einschliesslich der Kontrollvariablen schliesslich 46 %.

Wir halten fest: Die Erklärung von Einkommensunterschieden erfolgt einerseits durch Privileg (Status im System der Arbeitsplätze, gemessen an der formalen Autorität) und andererseits durch Prestige (Status im Qualifikationssystem) sowie durch die unterschiedliche Höhe der Einkommen bei Männern und Frauen. Die Rolle der Bildung ist im Modell insofern zentral, als ihr Einfluss über Herkunft bis zur Höhe des Einkommens nachweisbar ist.

Die Frage, in welchem Ausmass 1976 in der Schweiz soziale Schichtung existiert, kann folgendermassen beantwortet werden. Wir haben bei den ökonomisch aktiven Schweizerinnen und Schweizern nur ein moderates Ausmass an sozialer Schichtung feststellen können. Der Grad der Statuskristallisation über verschiedene soziale Bereiche, die wir mit Herkunft, Bildung, Berufsprestige, Autorität am Arbeitsplatz und dem Einkommen gemessen haben, ist nicht ausgeprägt. Die Ergebnisse aus der Literatur für andere Länder sowie

erste Resultate eines systematischen Vergleichs von sechs hochentwickelten westlichen Gesellschaften in der Mitte der 70er Jahre legen nahe, dass diese Befunde für die Verhältnisse in der modernen Gesellschaft westlichen Typs verallgemeinert werden können.

Die Tendenz in der neueren soziologischen Diskussion, den Begriff der sozialen Ungleichheit dem der sozialen Schichtung vorzuziehen, hat demnach wohl eine reale gesellschaftliche Grundlage und kann nicht allein als Modeströmung gedeutet werden. Die Struktur der sozialen Ungleichheit dürfte in der modernen Gesellschaft einem Wandel unterworfen sein, der es kaum noch gestattet, die vertikale soziale Differenzierung in verschiedenen Bereichen der Gesellschaft, die insgesamt kaum wesentlich geringer geworden ist, vollumfänglich und allgemeingültig als ein soziales Schichtungssystem abzubilden.

II

EIN KLASSENMODELL FÜR DIE SCHWEIZ

KLASSENKONZEPTIONEN IN DER SOZIOLOGIE

Die wichtigsten Klassenkonzeptionen in der Soziologie teilen die Auffassung, dass ökonomische Klassen in Relationen zueinander stehen. Dies ist der Fall bei den Konzeptionen von Karl Marx, Max Weber und Ralf Dahrendorf (zu Uebersichten vgl. Wright, 1979; Bornschier, 1981; Robinson & Kelley, 1979; Herz, 1983).

Der Unterschied beim Klassenbegriff von Marx und Neo-Marxisten und von Weber liegt nicht etwa im verschiedenen Gewicht, das dem Eigentum bzw. dem Besitz beigemessen wird, vielmehr in der Ebene der sozialen Beziehungen, auf denen Klassenrelationen festgemacht werden. Für Weber ist auch der Besitz bzw. die Besitzlosigkeit die Grundlage jeder Klassenlage, was für Marx – weniger allgemein – das Eigentum an den Produktionsmitteln ist. Aber Weber macht seine Klassenlagen im Markt fest. Klassen sind je nach Höhe und Art des Besitzes Erwerbsklassen, die auf dem Markt vermittelt werden.

Demgegenüber betrachtet Marx die soziale Organisation der Produktion, bei der er die Eigentümer der Produktionsmittel denen gegenüberstellt, die

ihre Arbeitskraft der die Produktionsmittel besitzenden Klasse verkaufen. Marx betont das Ausbeuterische an den Klassenbeziehungen und leitet aus der damit verbundenen Konfliktdynamik eine Theorie des sozialen Wandels ab. Webers Klassenkonzeption ist eher klassifikatorisch, ohne eine explizite Theorie des sozialen Wandels. Klassenbewusstsein und -konflikte sind bei ihm an wichtige Randbedingungen geknüpft, zwar latent immer vorhanden, aber manifest eher die Ausnahme. Er zeigt, wie Erwerbsklassen zusammen mit Statusgruppen zu einer labilen, ständisch bestimmten Markt-Gemeinschafts-Einheit, nämlich zu sozialen Klassen amalgamieren können (Beck, 1983).

Die neo-marxistische Variante des neuen Sturkturalismus hat versucht, das herkömmliche und im Grunde fragmentarisch gebliebene Marxsche Klassenschema zu erweitern, wobei die Klasse der Manager zwischen Kapitaleigner und Arbeiter eingeschoben wird (Wright & Perrone, 1977; Wright, 1979). Manager sind danach immer noch eindeutig der dominanten Klasse der Kapitaleigner untergeordnet. Man kann aus guten Gründen bezweifeln, ob die heterogene Kategorie der Manager hilfreich ist.

Unter Bedingungen der Trennung von Eigentum und Verfügungsmacht in vielen grossen formalen Organisationen (vgl. dazu detailliert Bornschier, 1983b) können selbst Spitzenmanager unter bestimmten Bedingungen machtmässig den Kapitaleignern unter- und unter anderen Bedingungen ihnen übergeordnet sein. Weiter scheint es wenig sinnvoll, Spitzenmanager der Geschäftsführung (letzte Herrengewalt im Sinne von Weber) mit jenen Managern zu einer Kategorie zu vereinigen, die auf unteren Stufen der Hierarchie formaler Autorität stehen.

Eine jüngere Klassenkonzeption ist ausgehend von der Kategorie der Herrschaft bei Max Weber von Ralf Dahrendorf (1957) vorgeschlagen worden (vgl. dazu auch Robinson & Kelley, 1979). Weber (1921) besonders den Begriff der Herrschaft oder der Herrengewalt, der auch in seiner Bürokratietheorie zentral ist, aber kaum Eingang in seine Klassenkonzeption gefunden hat, von der Kategorie der Macht.

Dahrendorf unterscheidet dementsprechend die Herrschaftsklasse, weiter die Klasse derer, die der Herrschaft unterworfen sind, und schliesslich die Klassenlosen. Letztere besitzen keine Herrschaft und sind ihr nicht unterworfen. Gegen diese Klassengliederung lässt sich, wie gegen die heterogene Kategorie der Manager beim neo-marxistischen Ansatz, einwenden, dass letzte Herrschaft und abgeleitete Herrschaft als Unterscheidung belangvoll ist.

Da die auf Herrschaft beruhende Klassenkonzeption von Dahrendorf allgemein ist (im Sinne von Weber: gleich worauf die Chance der Herrschaft beruht), ist sie auch auf jene zunehmend bedeutender werdenden sozialen Bereiche anwendbar, für die die herkömmlichen Klassenschemata von vielen Kritikern als wenig klärend empfunden werden. Jedoch erscheint Dahrendorfs Schema ohne eine zusätzliche Gliederung derer mit Herrschaftsstatus nur ein beschränkt hilfreiches Instrument zu sein. Wir schlagen deshalb vor, zwischen originärer und abgeleiteter Herrschaft zu unterscheiden.

An anderer Stelle ist ein aus der Entwicklung der organisationellen Arbeitsteilung abgeleitetes Klassenschema vorgeschlagen worden und in Zusammenhang mit anderen Gliederungen gestellt worden (Bornschier, 1981).

Dieses Klassenschema unterscheidet die *Klasse der letzten Herrschaft* (die Leiter von Bürokratien, Organisationen und Firmen), die *Klasse der Herrschaftsvermittler* (sonstige Vorgesetzte), die *Spezialisten- oder Expertenklasse* und die *Routinearbeiterklasse*. Die dem zugrundeliegende Klassentheorie macht auch Aussagen über die relative zahlenmässige Bedeutung der Klassen und über Klassenmobilität im Prozess der Entfaltung der Arbeitsteilung und der Grössenausdehnung der formalen Organisationen. In der modernen Gesellschaft der Zentrumsländer schrumpft die relative Bedeutung der Routinearbeiterklasse. Die Freisetzung, ausgelöst durch Grössenwachstum und Technikwandel, erlaubt die Expansion der Experten- und der Herrschaftsvermittlerklasse, wobei erstere relativ noch schneller zunimmt. Gleichzeitig nimmt die relative Besetzung in der Klasse der letzten Herrschaft ab (Abnahme der Selbständigenanteile und Konzentration bei den formalen Organisationen). Diese Klasse ist machtmässig sehr stark differenziert (Grösse und externe Macht der Organisation). Ebenfalls hierarchisch gegliedert ist die Herrschaftsvermittlerklasse, während die Spezialisten stark nach dem Grad an Expertise gegliedert sind. Diese Theorie ist kompatibel mit der Diagnose einer zunehmend im Entstehen begriffenen Mittelklassegesellschaft, die allerdings auch gerade in dieser Mitte vertikal stark gegliedert ist.

DAS VERWENDETE KLASSENSCHEMA

Im folgenden knüpfe ich an das zuletzt behandelte Klassenschema an. Bei der Klassenbestimmung werden zwei Kriterien kombiniert, das Kriterium der Herrschaft und das des Besitzes von ökonomisch wertvollen Res-

sourcen. Diese beiden Kriterien stehen in einem hierarchischen Verhältnis: Herrschaft ist als Kriterium vorrangig, weil allgemeiner. Daraus folgt, dass bei Vorhandensein des Kriteriums 'Herrschaft' der Besitz an ökonomisch wertvollen Ressourcen nur fraktionenbildend sein kann (Fraktionen sind sich nicht überschneidende Unternehmungen von Klassen), während bei nicht vorhandener Herrschaft Besitzunterschiede klassenbildend sein können.

Mit einer Kreuztabellierung des hierarchisch übergordneten Kriteriums Herrschaft (Herrschaft am Arbeitsplatz vorhanden / Herrschaft am Arbeitsplatz unterworfen) kann man vier Klassen trennen, nämlich die *Herrschaftsklasse* (formale Autorität am Arbeitsplatz und selbst keiner solchen unterworfen), die *Herrschaftsvermittlerklasse* (zwar formale Autorität am Arbeitsplatz, aber ihr auch gleichzeitig unterworfen), die *Oberklasse der letzten Adressaten der Herrschaft* (keine formale Autorität, aber ihr unterworfen) und die *Klassenlosen* (keine Herrschaft am Arbeitsplatz, ihr aber auch nicht unterworfen).

Bei der Herrschaftsklasse handelt es sich mithin um jene mit der höchsten formalen Autorität in Organisationen und Produktionszusammenhängen, gleich worauf diese Stellung beruht; bei der Herrschaftsvermittlerklasse um Vorgesetzte, die nicht die höchste formale Autorität besitzen. In die Kategorie der Klassenlosen fallen die alleinarbeitenden Selbständigen und die Semiautonomen (wie z. B. gewisse Vertreter).

Die Oberklasse der letzten Adressaten der Herrschaft wird durch das zweite Kriterium: Besitz an ökonomisch wertvollen Ressourcen in zwei Unterklassen geteilt, die *Expertenklasse* und die *Routinearbeiterklasse*. [4] Das Kriterium dabei ist der individuelle Besitz an Kapital, und zwar in der Form von Humankapital. Ein solcher Besitz liegt vor, wenn jemand über formale

4) In meiner früheren theoretischen Arbeit habe ich die Expertenklasse aufgrund ihrer Funktion in der organisatorischen Arbeitsteilung bestimmt (Bornschier, 1981). Dies ist aufgrund des vorliegenden Datenmaterials nicht möglich, wohl aber die Alternative, nämlich die Expertenklasse aufgrund ihrer Verfügung über Humankapital – gleichsam im Sinne von Erwerbsklassen auf Arbeitsmärkten in der Tradition von Max Weber – von der Routinearbeiterklasse abzusondern. Der Unterschied zwischen beiden Alternativen besteht darin, dass der individuelle Besitz an Humankapital die Angebotsseite auf dem Arbeitsmarkt stärker betont, wodurch noch keine sicheren Aussagen darüber möglich sind, ob solche Besitzer auch Spezialisten- oder Experten*funktionen* innerhalb der organisationellen Arbeitsteilung ausführen.

Schulung und berufliche Bildung verfügt, die über die gesetzliche Pflichtschulzeit hinausgeht. Die Schulung während der gesetzlichen Pflichtschulzeit stellt natürlich auch Humankapital dar. Aber es ist kollektives Humankapital, ein Sockel, über den alle verfügen. Individuelles Humankapital ist nur jenes, das über alles, was alle mindestens haben, hinausgeht. [5]

Das zweite, hierarchisch untergeordnete Kriterium unterteilt die Herrschaftsklasse in Fraktionen, und zwar auf der Grundlage von verschiedenen Formen und Arten des Besitzes.

Als *Formen des Besitzes* können einerseits Rechtstitel auf Aemter oder Stellen, sodann 'ökonomischer Besitz' sowie die Einheit von juristischem und ökonomischem Eigentum unterschieden werden. Aemter und Stellen (seien sie zeitlich begrenzt oder nicht) werden gewöhnlich nicht berücksichtigt, wenn man an Formen von Besitz denkt. In vielen früheren, aber auch zunehmend in unseren modernen Gesellschaften spielen solche Besitzformen eine Rolle. Hierzu gehören die Beamten und Funktionäre als Leiter von Organisationen und Bürokratien. 'Oekonomischer Besitz' nimmt bezug auf die mit dem Grössenwachstum der Wirtschaftsunternehmen und der Rechtsinstitution der 'juristischen Person' eingetretene Trennung von juristischem Eigentum und faktischer Verfügungsmacht (vgl. dazu detaillierter Bornschier, 1983 b). Die Geschäftsführung, wie auch die Direktoren direkt darunter, verfügt über die ökonomisch wertvollen Ressourcen, die juristisch nicht ihr Eigentum sind. Sie sind aber auch nicht Eigentum der Aktionäre, sondern das der Unternehmung als eigener Rechtsperson.

Die Einheit von juristischem und ökonomischem Eigentum kennzeichnet schliesslich die klassischen Eigentümer-Unternehmer, die bei Marxens Analyse der Frühindustrialisierung als Repräsentanten der dominierenden Klasse im Kapitalismus angesehen wurden. Sie sind zwar bei den gewichtigen Wirtschaftsunternehmen der Gegenwart nicht ganz ausgestorben, aber doch selten geworden. Die bürokratischen Unternehmer mit dem ökonomischen Besitz als Grundlage ihrer Herrengewalt sind in den gemischtwirtschaftlichen, westlich kapitalistischen Ländern (mit öffentlichen und privaten Gesellschaften einerseits, mit vielen kleinen Unternehmen und vergleichsweise wenigen grösseren und grossen Konzernen) zu den dominierenden wirtschaftlichen Gestalten geworden.

Arten des Besitzes können schwerpunktmässig eher sein: Boden, Realkapital, die im Amt begründete Sanktionsmacht oder das dafür nötige Spezialwissen (z. B. Klinikleiter in öffentlichen Anstalten).

5) Bei der vorliegenden Operationalisierung: mindestens eine über die Pflichtschulzeit hinausgehende formale Schulung *und* mindestens 16 Jahre beim Schulaustritt.

Aus der Kombination von Formen mit Arten des Besitzes ergibt sich eine Matrix mit 12 Zellen verschiedener Grundlagen von Herrschaft, die fraktionsbildend sein können. Eine solche Feingliederung kann zwar analytisch sehr interessant sein, ist aber unpraktisch, wenn man mit kleinen Stichproben arbeitet, so dass viele Zellen keine oder zu wenig Besetzungen aufweisen.

Aus praktischen Erwägungen sondern wir nur die folgenden Fraktionen der Herrschaftsklasse aus:

- die *bürokratische Herrschaftsklasse,*
- die *Selbständigen* ausserhalb der Landwirtschaft *als Arbeitgeber* und
- die *Landwirte* als *Arbeitgeber.*

Die Darstellung 4 führt die Klassen und Fraktionen auf, die im folgenden betrachtet werden. [6] Weiter werden die Häufigkeiten abgegeben, mit denen sie in unserem empirischen Material vertreten sind.

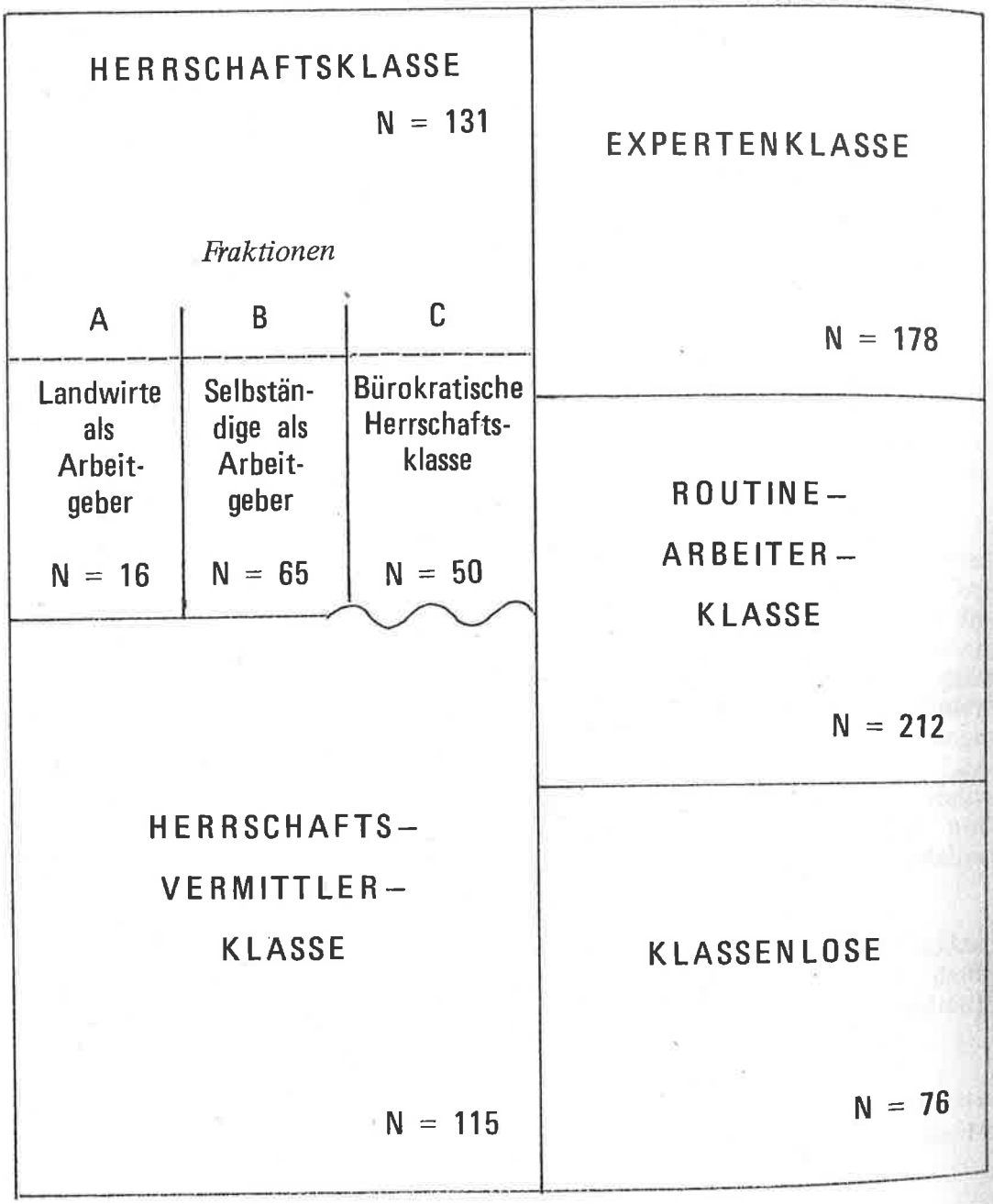
6) Die Operationalisierung des Klassenschemas ist bis auf die unexakte Abgrenzung zwischen der Bürokratischen Herrschaftsklasse und der Herrschaftsvermittlerklasse mit unseren empirischen Informationen unproblematisch. Leider gibt unser Material nicht Aufschluss, ob jemand Inhaber der höchsten formalen Autorität ist, sondern liefert nur Angaben zur Zahl der Untergebenen. Damit haben wir dennoch eine vertretbare Lösung gefunden. Ist jemand Vorgesetzter und hat mindestens 12 Untergebene (Vorgesetzte gaben Untergebene zwischen 1 und 350 an, Selbständige Arbeitgeber übrigens nur zwischen 1 und 50), so wird er der Fraktion der Bürokratischen Herrschaftsklasse zugeordnet, ansonsten der Herrschaftsvermittlerklasse. Das Kriterium mindestens 12 Untergebene wurde pragmatisch deshalb gewählt, weil dadurch mit Sicherheit Vorgesetzte der ersten Hierarchiestufe ausgeschlossen werden. Während die Herrschaftsvermittlerklasse beim gewählten Kriterium wohl nur wenige unechte Fälle enthält, dürfte die Bürokratische Herrschaftsklasse auch fälschlicherweise mehrere Fälle des mittleren Managements umfassen, die strukturell in die Herrschaftsvermittlerklasse gehören. Es sei bemerkt, dass eine präziser abgegrenzte Bürokratische Herrschaftsklasse statusmässig noch klarer über den Selbständigen als Arbeitgeber liegen würde als weiter hinten aufgewiesen wird.

Schliesslich ist noch zu erwähnen, dass die in Darstellung 4 und 5 ausgewiesene Kategorie 'Klassenlose' auch 19 nichtklassifizierbare Restfälle enthält, die weiter hinten (Tabelle 2) ausgeschlossen werden.

Darstellung 4:

Das verwendete Klassenschema und die Aufteilung der ökonomisch aktiven Schweizerinnen und Schweizer (N = 712) auf die verschiedenen Klassen und Fraktionen.

Die zugrundeliegende repräsentative Stichprobe bezieht sich auf Ende 1975 – Anfang 1976.



Die Klassenkomposition in Darstellung 4 bezieht sich auf die Schweizerinnen und Schweizer. Bezöge man die im Sample nicht eingeschlossenen Arbeitskräfte ausländischer Nationalität ein [7], so käme man zu folgender Schätzung für alle ökonomisch Aktiven in der Schweiz. Die Herrschaftsklasse und die Herrschaftsvermittlerklasse machen jeweils rund 15 % aus, die Expertenklasse ungefähr 25 % und die Routinearbeiterklasse als grösste ca. 36 %, auf die Klassenlosen entfallen unter 10 %.

DESKRIPTION DER KLASSEN UND FRAKTIONEN NACH IHREM SOZIALEN STATUS.

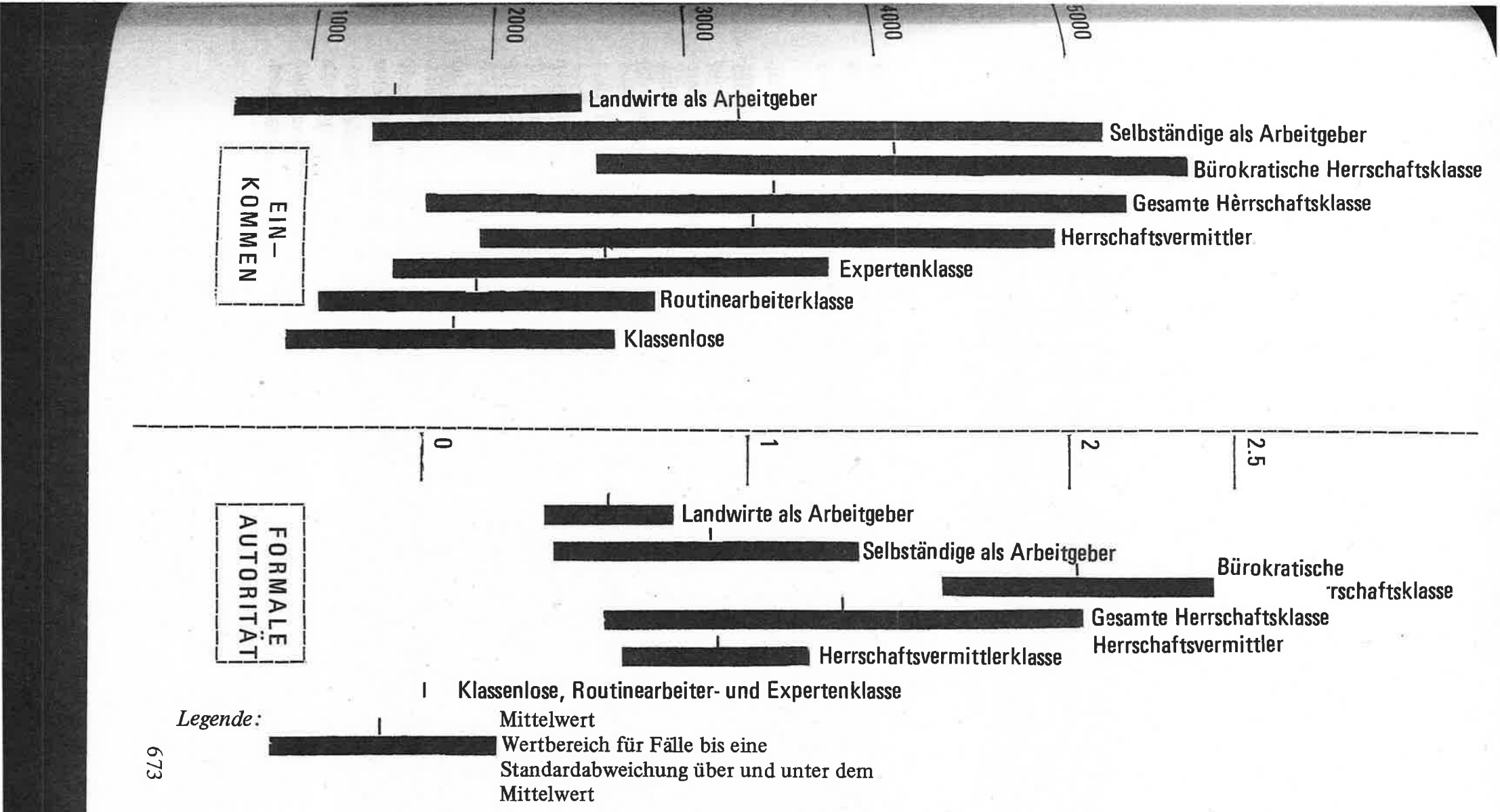
In Tabelle 1 (Annex) sind die Mittelwerte und die Streuungen für das Alter, das Geschlecht, die Teilzeitbeschäftigung, für den Bildungsstatus, das Berufsprestige, die formale Autorität und das monatliche verfügbare Einkommen in verschiedenen ökonomischen Klassen aufgeführt. Eine graphische Darstellung der Unterschiede auf den vier Statusvariablen findet sich in Darstellung 5.

Im Durchschnitt liegen die Mitglieder der Fraktion: Bürokratische Herrschaftsklasse eindeutig im oberen Bereich der Schichtung. Die Herrschaftsvermittlerklasse und die der Selbständigen Arbeitgeber, letztere als Fraktion der Herrschaftsklasse, sind im Durchschnitt in der oberen Mitte der Schichtung zu finden. In der unteren Mitte der Schichtung finden sich die Mitglieder der Expertenklassen mit stark inkonsistenter Statuskombination (Qualifikationsstatus relativ viel höher als Einkommens- und Autoritätsstatus). Im unteren Bereich der Schichtung liegen im Durchschnitt die Mitglieder der Routinearbeiterklasse, die Klassenlosen und die Fraktion der Landwirte als Arbeitgeber.

Viele der Unterschiede in Tabelle 1 sind im *statistischen* Sinne signifikant, d. h. es handelt sich bei den Klassen und Fraktionen häufig um unterschiedliche 'Populationen' im statistischen Sinne. Die Mittelwertunterschiede

7) Hierbei sind die Angaben für Ausländer und Schweizer in verschiedenen Berufsgruppen und arbeitsrechtlichen sowie beruflichen Stellungen nach der Volkszählung 1970 verwendet worden (Eidg. Statistisches Amt, 1974, S. 15 und S. 40). Die Angaben erlauben nur eine ungefähre Hochrechnung.

Darstellung 5



Legende:

Mittelwert

Wertbereich für Fälle bis eine Standardabweichung über und unter dem Mittelwert

sind mithin in der Regel grösser als man bei verschiedenen Stichproben der gleichen 'Population' erwarten würde. Die Klassen und Fraktionen unterscheiden sich mithin statusmässig.

Dennoch ist grosse Vorsicht bei der Interpretation der Ergebnisse geboten. Mit Recht stellt sich die Frage, ob diese statistisch signifikanten Mittelwertunterschiede auch *sozial bedeutsam* sind. Bei einer idealen Normalverteilung liegen rund 2/3 aller Fälle im Wertbereich einer Standardabweichung über und unter dem Mittelwert. Berücksichtigt man diese Streuung um die Mittelwerte, dann erkennt man, dass die verschiedenen Klassen und Fraktionen teilweise einen stark überlappenden Wertbereich bei den Statusvariablen aufweisen. Dies wird graphisch in Darstellung 5 gut ersichtlich.

Der Streuungsbereich von Status innerhalb einer Klasse, nämlich der Mittelwert plus / minus eine Standardabweichung, geht in der Regel sogar weit über den Mittelwert für die statusmässig nächsthöhere Klasse hinaus. Mit anderen Worten: Die Klassen sind statusmässig nicht deutlich abgesetzt. Das gilt in besonderem Masse für die Einkommensverteilung. Klarer differenziert sind die Klassen nach ihrem formalen Autoritätsstatus, wobei die Expertenklasse, die Routinearbeiterklasse und die Klassenlosen allerdings alle den Wert Null aufweisen. Dieser Befund ist aber nicht spektakulär, vielmehr durch die Klassenoperationalisierung bereits impliziert.

Die statusmässige Differenzierung zwischen den Klassen im Qualifikationssystem ist von mittlerer Ausprägung. Hier beobachtet man eine vergleichsweise klare Spaltung zwischen zwei Gruppen von Klassen: die Bürokratische Herrschaftsklasse, die Selbständigen Arbeitgeber, die Herrschaftsvermittler- und die Expertenklasse auf der einen und die Routinearbeiterklasse, die Klassenlosen und die Landwirte als Arbeitgeber auf der anderen Seite.

Wir interpretieren diese Differenzierung nach Status zwischen Gruppen von Klassen im Qualifikationssystem als Ausdruck einer moderaten Ausprägung von Schichtenbildung, nämlich als eine Differenzierung zwischen Unter- und Mittelschichtsklassen. Aber solche Schichtpositionen werden jeweils von recht verschiedenen ökonomischen Klassen gebildet, so dass die Hypothese eines gemeinsamen Schichtbewusstseins nicht vernünftig erscheint. Die Mittelschichtsklassen sind statusmässig untereinander nicht durchgängig abgesetzt, insbesondere nicht nach Qualifikationsstatus. Deutlicher ist die Gliederung nach Einkommen und insbesondere nach formaler Autorität. Dabei nimmt die Bürokratische Herrschaftsvermittlerklasse klar die Spitzenposition ein, die Herrschaftsvermittlerklasse und die Selbständigen Arbeitgeber einen mittleren Platz und die Expertenklasse einen unteren.

Die Gliederung nach Mittelschichts- und Unterschichtsklassen ist auch im Generationenwechsel beim Bildungs- und Berufsprestigestatus gut zu erkennen (Tabelle 1 im Annex), d. h. die beiden Gruppen von Klassen reproduzieren sich mit ihren Qualifikationsunterschieden in recht hohem Mass von der Väter- zur Kindergeneration. An dieser Gesamttendenz ändert auch die Tatsache wenig, dass die Väter der Befragten in verschiedenen Klassen statusmässig weniger weit auseinanderlagen als die Befragten selbst, dass also ein gewisser Auf- und Abstieg zwischen den Generationen stattgefunden hat.

Darüber hinaus ist zu beobachten, dass die Mittelschichtsklassen nach Qualifikation tendenziell Aufsteiger im Vergleich zu ihren Vätern sind. Ihr Bildungs- und Berufsprestigestatus liegt in der Regel höher als die entsprechenden Durchschnitte bei ihren Vätern (dabei ist kontrolliert, dass sich diese Status im Durchschnitt zwischen den Generationen erhöhen). Eine Ausnahme bilden dabei die Selbständigen, die im Generationenwechsel ihre führende Stellung beim Qualifikationsstatus aufgegeben haben und einen gewissen Abstieg hinnehmen mussten. Besonders ausgeprägt ist der durchschnittliche Aufstieg bei der neuen führenden Gruppe der Bürokratischen Herrschaftsklasse. Die Unterschichtsklassen sind im Gegensatz zu den Mittelschichtsklassen im Durchschnitt alle Absteiger, ihr Qualifikationsstatus liegt tiefer als bei ihren Vätern.

Die Expertenklasse hat im Unterschied zu den übrigen Klassen eine sehr inkonsistente Statuskombination. Ein vergleichsweise sehr hoher Bildungsstatus kombiniert sich mit einem mittleren Einkommensstatus, und die Mitglieder dieser Klasse haben keine formale Autorität am Arbeitsplatz. Es sei aber darauf verwiesen, dass das Durchschnittsalter in dieser Klasse deutlich tiefer liegt, zudem ist der Frauenanteil überdurchschnittlich (vgl. Tabelle 1, Annex). Deshalb dürfte diese Klasse, zumindest für Männer häufig ein Durchgangsstadium beim Aufstieg in die Herrschaftsvermittlergruppe oder die Bürokratische Herrschaftsklasse sein. Mit anderen Worten: Die stark inkonsistente Expertenklasse dürfte ihre aktuellen männlichen Mitglieder kaum über das gesamte Arbeitsleben binden. So betrachtet gerät die stark inkonsistente Statuskonfiguration kaum durchgängig in Konflikt mit der Mittelschichtsorientierung.

Insgesamt können wir in unserem Material nur eine moderate Ausprägung von Schichtenbildung nach ökonomischen Klassen erkennen, die allerdings der häufig a priori unterstellten Teilung in Unterschicht und Mittelschicht entspricht. Aufgrund unseres Materials können wir aber keine soziale Oberschicht bestimmen. Die Oberschicht im sozial prägenden Sinne dürfte sehr klein sein.

Sicherlich gehört die bürokratische Herrschaftsklasse macht- und einkommensmässig zur Oberschicht im weiteren Sinne. 1983 lagen die Nettoeinkommen des höheren Managements in der Schweiz laut FORTUNE bei gut 200 000 Franken, die der Spitzenmanager (Geschäftsleitung) darüber bis in den Bereich von einer Million Franken im Jahr. Sicher, das sind Spitzeneinkommen aufgrund von Spitzenpositionen. Aber wie lange werden sie realisiert? und wie sicher ist es am Anfang einer Karriere, sie zu erreichen? Wie wir weiter vorne erwähnt haben, sind viele Mitglieder der bürokratischen Herrschaftsklasse eher soziale Aufsteiger (vgl. auch Tabelle 1 im Annex).

Um von einer Oberschicht im soziologischen Sinne sprechen zu können, bedarf es m. E. einer sozialen Prägung durch eine deutlich hervorgehobene soziale Lage über das gesamte Leben. Das beginnt im Elternhaus und wird an die Kinder weitervermittelt. Die soziale Oberschicht ist im Kern dynastisch in der Orientierung. Erreicht man erst mit 45 oder 50 Jahren eine Spitzenposition ohne eine familiäre Hintergrundsozialisierung, die das als ziemlich selbstverständlich erachtet, so herrscht sicherlich die Mentalität der Mittelschicht vor mit ihrer typischen Aufstiegsorientierung.

Zur Mitgliedschaft in der sozialen Oberschicht müssen zu Talent und Karriere noch weitere Ressourcen hinzukommen, die in dem Sinne prägend sein müssen, dass es als ziemlich sicher gilt, die Spitzenposition der Gesellschaft zu erreichen. Hier sind als solche Hintergrundressourcen zu nennen: die grossen Vermögen, Familientraditionen z. B. im Rahmen hoher Administratorenkarrieren, akademischer Karrieren und solche bei den freien Professionen. Dies ist keine abschliessende Aufzählung, umfasst aber das Wesentliche. Mit den vorhandenen Daten ist im Rahmen unserer Klassenanalyse eine solche Bestimmung der sozialen Oberschicht nicht möglich.

Wir halten fest, dass unsere Untersuchung keine ausgeprägte soziale Schichtenbildung auf der Grundlage von ökonomischen Klassen in der Schweiz aufgewiesen hat, nur eine moderate Gliederung nach Mittelschichts- und Unterschichtsklassen, wobei die Routinearbeiterklasse bei den letzteren mit 70 % die grosse Mehrheit stellt.

Weiter kann darauf hingewiesen werden, dass ein Klassenmodell der Einkommensverteilung dem erweiterten Blau-Duncan Modell nicht überlegen ist. Ein Klassenmodell führt die Klassen und Fraktionen als dichotome Variablen bei der Erklärung der Einkommensverteilung ein (wobei die Routinearbeiter und die Klassenlosen die ausgelassene Kategorie sind). Ein solches Regressionsmodell erklärt 27,5 % der gemessenen Einkommensunterschiede. Das Statusmodell (Bildung, Berufsprestige, formale Autorität) erklärt mit 38 % mehr. Führt man die Klassendichotomien sowie die Kontrollvariablen (Alter, Geschlecht, Teilzeit) zusätzlich zu den Status-

variablen ein, so wird nur eine Erklärung von 47 % erreicht, genausoviel wie mit dem Statusmodell in Teil I. Zudem sind dann die meisten dichotomen Variablen des Klassenmodells nicht mehr signifikant, lassen sich mithin gut durch die Statusvariablen ersetzen.

Ein lineares Klassenmodell trägt aber nicht der Möglichkeit Rechnung, dass sich der Statusverknüpfungsprozess zwischen ökonomischen Klassen unterscheidet.

III.

ZUR UMMÜNZUNG VON STATUS IN KLASSEN

Zum Schluss soll noch eine Hypothese geprüft werden, die besagt, dass der Statusverknüpfungsprozess, so wie er in Teil Eins untersucht worden ist, je nach Klasse unterschiedlich ist. Dafür gibt es gute theoretische Gründe. Die empirische Prüfung soll am Einkommensmodell erfolgen.

Das vorne vorgestellte Klassenschema ist in weiten Bereichen eng verknüpft mit den arbeitsteiligen Zusammenhängen im Rahmen der modernen formalen Organisation (Bornschier, 1981). Formale Organisationen sind durch Arbeitsplatzstrukturen gekennzeichnet, die einer eigenen Logik folgen und die deshalb nur beschränkt auf formale Qualifikationsprofile in der Bevölkerung Rücksicht nehmen bzw. davon Gebrauch machen. Eine solche strukturalistische Sichtweise hat eine frühre soziologische Formulierug z. B. bei Simmel (1958: 178) gefunden.

Organisationsstrukturen beinhalten nach der Hypothese Restriktionen in bezug auf die Umsetzung von sozialem Qualifikationsstatus in materielle soziale Belohnungen (Einkommen). Je geringer die bürokratischen Restriktionen, desto höher ist der Einkommensertrag von formaler Bildung und Berufsprestige (letzteres als Mass für die soziale Zustimmung zur funktionellen Wichtigkeit von Berufen). Mit anderen Worten: Die formale Organisation behindert eine perfektere marktmässige Umsetzung von Qualifikation in Einkommen und verteilt letzteres mehr nach der Differenzierung von Arbeitsplätzen, die der Logik und den Bedürfnissen formaler Organisation entspricht. Die formalen Organisationen nehmen mithin nur beschränkt Rücksicht auf sozialen Status.

Dafür werden ihre Mitglieder aber mit Anciennitätsregeln beim Fortkommen und mit einer Bezahlung auch nach firmeninterner Aus- und Weiterbildung belohnt. Mit anderen Worten: Alter bzw. Berufserfahrung (sowie auch Treue zum Arbeitgeber) wird in formalen Organisationen mehr belohnt als bei eher marktmässiger Steuerung der Einkommensverteilung.

Solche Restriktionen bei der Umsetzung von Status in Einkommen sind umso ausgeprägter, je mehr eine ökonomische Klasse der formalen Organisation unterworfen *und* je tiefer ihr Rang in der Hierarchie der organisationellen Arbeitsteilung ist.

Am wenigsten sind die Klassenlosen bürokratischen Restriktionen unterworfen. Deshalb erwarten wir bei ihnen die grössten Einkommenseffekte der formalen Bildung und des Berufsprestiges und keinen günstigen Altseffekt.

Die Selbständigen als Arbeitgeber und die Bürokratische Herrschaftsklasse sind als Organisationsleiter den bürokratischen Restriktionen im Vergleich zu den übrigen Klassen am wenigsten unterworfen. Deshalb erwarten wir für die Herrschaftsklasse höhere Einkommenseffekte von Status als bei den übrigen Klassen und keinen substantiellen Alterseffekt. Von der Herrschaftsvermittlerklasse über die Experten- zur Routinearbeiterklasse (in der Abfolge ihres Ranges in der Arbeitsteilung) erwarten wir sinkende Einkommenserträge der formalen Bildung und des Berufsprestiges und wachsende Erträge des Alters.

Die Tabelle 2 (Annex) prüfte diese Erwartungen, indem die Einkommensregression in den verschiedenen Klassen durchgeführt wird. Um unverzerrte Schätzungen zu erhalten (die Einkommensintervalle nehmen mit steigendem Einkommen zu, und die Klassen unterscheiden sich nach ihrem Durchschnittseinkommen), wird das monatlich verfügbare Einkommen zehner-logarithmiert. Dadurch können die metrischen Effekte in Tabelle 2 in Prozenteffekte umgerechnet werden. Dies ist bei den Koeffizienten für die Prädikatoren bereits geschehen. Eine Einheit Variation in der Prädikatorvariable, z. B. formale Bildung, ist in der Herrschaftsklasse mit 9 % mehr Einkommen verbunden – alle übrigen Merkmale konstant gesetzt – und mit 4,5 % mehr Einkommen in der Expertenklasse.

Aufgrund der Ergebnisse in Tabelle 2 (Annex) kann die Hypothese für die formale Bildung und für das Alter akzeptiert werden; sie erfährt auch eine gewisse, aber weniger deutliche Stütze beim Berufsprestige. Eine Diskussion der früheren Befunde zu unterschiedlichen Einkommenseffekten in verschiedenen Klassen muss hier aus Platzgründen unterbleiben

(s. dazu Wright & Perrone, 1977; Wright, 1979; Ternwey, 1982, 1984; Kerstholt & Leuijkx, 1983). Diese Ergebnisse, denen eine neo-marxistische Klassengliederung zugrundeliegt, widersprechen nicht der hier gegebenen Erklärung für unterschiedliche Effekte.

Wir halten fest, dass ökonomische Klassen für die Statusverknüpfung von Bedeutung sind. Je nach Klassenlage wird Status unterschiedlich umgemünzt. Dies erscheint uns als ein neuer Gesichtspunkt bei der Untersuchung von sozialen Schichtungsprozessen.

SCHLUSSBEMERKUNG

Wir haben für die Schweiz nur eine moderate Ausprägung sozialer Schichtung in der Mitte der 70er Jahre nachweisen können. Daraus kann nicht etwa abgeleitet werden, dass die soziale Ungleichheit entsprechend tief sei. Vielmehr besagt der Befund nur, dass soziale Ungleichheiten nicht vollumfänglich und allgemeingültig als soziale Schichtung, nämlich als eine bestimmte Ausprägungsform von sozialer Ungleichheit abgebildet werden können.

Oekonomische Klassen sind zwar wichtige Elemente der Differenzierung im Rahmen der Wirtschaft. Aber in der Schweiz bündeln ökonomische Klassen Status nicht in eindeutiger Weise, so dass sie zur Grundlage von sozialen Klassen werden könnten. Immerhin kann man in der Schichtung eine Spaltung in Mittelschichts- und Unterschichtsklassen erkennen.

Klassen sind mithin zwar nicht ausgeprägt Grundlage für soziale Schichtenbildung, aber Statusverknüpfungen innerhalb von Klassen unterscheiden sich, und zwar auch im Hinblick darauf, wie sich Status ummünzt.

Die Ergebnisse aus der Literatur und erste Ergebnisse unserer verschiedenen Länderstudien haben keinen Hinweis ergeben, dass diese Grundbefunde für die Schweiz von denen für andere Industriegesellschaften abweichen. Vielmehr kann *ein* Grundmuster sozialer Schichtungsprozesse in der hochentwickelten westlichen Gesellschaft als Arbeitshypothese weiterbestehen.

ANNEX

Tabelle 1:

Mittelwerte und Streuungen in Klassen und Fraktionen

1.1 Kontrollvariablen

	Alter	Anteil Frauen	Anteil Teilzeitbeschäftigte
Landwirte als Arbeitgeber	49.0 (12.6)	6.3 %	0 %
Selbständige als Arbeitgeber	45.6 (13.8)	29.2 %	9.2 %
Bürokratische Herrschaftsklasse	44.3 (12.4)	6.0 %	4.0 %
Herrschaftsklasse	45.5 (12.3)	17.6 %	6.1 %
Herrschaftsvermittlerklasse	41.4 (11.8)	7.8 %	6.1 %
Expertenklasse	35.3 (12.5)	33.2 %	12.4 %
Routinearbeiterklasse	39.9 (36.8)	36.8 %	14.2 %
Klassenlose	44.5 (15.5)	26.3 %	11.0 %
Alle	40.5 (13.6)	26.5 %	11.0 %

Tabelle 1 Fortsetzung

1.2 Statusvariablen für Klassen und Fraktionen

1. Zeile Mittelwerte, 2. Zeile in Klammern Standardabweichung,
3. Zeile z-standardisierte Mittelwerte.

Z-Transformation: $z = \frac{M_k - \bar{M}}{\bar{s}}$,

wobei $\bar{M}$ das Gesamtmittel und M_k das Klassenmittel bzw. Fraktionenmittel und $\bar{s}$ die Gesamtstandardabweichung darstellt.

Fraktionen und Klassen	Formale Bildung Vater
Landwirte als Arbeitgeber	8.66
	(0.89)
	–0.40
Selbständige als Arbeitgeber	9.99
	(2.19)
	0.34
Bürokratische Herrschaftsklasse	9.83
	(2.22)
	0.25
Herrschaftsklasse insgesamt	9.77
	(2.11)
	0.21
Herrschaftsvermittlerklasse	9.93
	(1.87)
	0.30
Expertenklasse	9.80
	(2.07)
	0.23
Routinearbeiterklasse	8.63
	(1.07)
	–0.41
Klassenlose	8.86
	(1.36)
	–0.29
Alle	9.38
	(1.82)

Berufsprestige Vater	Formale Bildung	Berufs-prestige	Einkommen	Formale Autorität
37.0	8.81	38.1	1492	0.538
(7.8)	(1.13)	(9.0)	(912)	(0.208)
–0.09	–0.64	–0.25	–.77	0.23
42.0	10.39	44.7	3271	0.846
(12.6)	(2.19)	(13.8)	(1869)	(0.466)
0.35	0.12	0.27	0.51	0.71
36.5	11.31	48.1	4078	1.997
(10.8)	(2.42)	(10.9)	(1512)	(0.424)
–0.13	0.57	0.55	1.09	2.51
39.3	10.53	45.2	3425	1.253
(11.7)	(2.33)	12.5)	(1798)	(0.729)
0.11	0.19	0.31	0.62	1.34
40.1	10.78	44.9	3369	0.879
(12.4)	(2.08)	(11.9)	(1495)	(0.286)
0.18	0.31	0.29	0.58	0.76
38.7	11.17	44.2	2526	0
(12.5)	(1.90)	(12.4)	(1144)	0
0.05	0.50	0.23	–0.03	–0.62
34.7	8.94	34.9	1941	0
(9.8)	(1.33)	(10.9)	(849)	0
–0.29	–0.59	–0.51	–0.44	–0.62
40.0	9.49	39.9	1736	0
(8.3)	(1.53)	(10.0)	(835)	0
0.18	–0.32	–0.11	–0.59	–0.62
38.0	10.14	41.3	2561	0.394
(11.4)	(2.04)	(12.5)	(1396)	(0.639)

Tabelle 2:

Regressionsmodelle für das verfügbare monatliche Einkommen in verschiedenen ökonomischen Klassen.

Für die Regression sind die Einkommen logarithmiert worden. Angegeben sind die Antilogarithmen der metrischen Effekte für die Prädiktorvariablen, ausgedrückt in Prozenten (Antilog minus 1, mal 100)

Methode: Regressionen mit paarweisem Ausschluss der Fälle mit unvollständigen Informationen
Auswahl: ökonomisch aktive Schweizerinnen und Schweizer im Alter von 20 Jahren und darüber

Stichproben	*Prädiktoren*								
	Formale Autorität	Berufs-prestige	Formale Bildung	Alter	Frau	Teilzeit (...)	Absolutes Glied	R^2	N
Alle	.25 %	0.4 %	7 %	0.3 %	–43 %	–53 %	3.061	.44	572–712
Klassenlose	X	0	20 %	(–0.6%)	0	–88 %	3.063	.35	44–57
Herrschaftsklasse	38 %	1.1 %	9 %	0	0	(–31 %)	2.867	.53	92–131
Herrschaftsvermittler-klasse	(17 %)	0.8 %	6 %	0.7 %	(–20 %)	(–24 %)	3.089	.29	100–115
Expertenklasse	X	0	4.5 %	0.6 %	–51 %	–61 %	3.168	.40	179–215
Routinearbeiterklasse	X	(0.5 %)	0	0.6 %	–55 %	–94 %	3.049	.42	144–175

Symbole: X nicht anwendbar, 0 Koeffizient weicht nicht signifikant von Null ab ($F < 1$), ( ) nicht ausreichend signifikant ($1 < F < 2.72$). Die übrigen Koeffizienten sind statistisch eindeutig gesichert.

BIBLIOGRAPHIE

BARON, JAMES N. & BIELBY, WILLIAM T. (1980) Bringing the Firms Back in: Stratification, Segmentation, and the Organization of Work, *American Sociological Review,* 45 (1980) 737–765.

BECK, ULRICH (1983), Jenseits von Stand und Klasse ? Soziale Ungleichheiten, gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer Formen und Identitäten, (Reinhard Kreckel (Hg.)) *Soziale Ungleichheiten.* Sonderband 2 Soziale Welt. 35–74 (Schwarz & Co., Göttingen).

BIELBY, WILLIAM T. (1981), Models of Status Attainment, *Research in Social Stratification and Mobility,* (Donald J. Treiman & Robert V. Robinson (Hg.)) (Jai, Greenwich, Conn.) Vol. 1 3–26.

BLAU, PETER M. & DUNCAN, OTIS DUDLEY (1967) "The American Occupational Structure" (Wiley, New York).

BORNSCHIER, VOLKER (1977), Arbeitsteilung und soziale Ungleichheit, *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie,* 19 (3) 438–460.

BORNSCHIER, VOLKER (1981), Arbeitsteilung, strukturelle Mobilität und Klassenbildung. Eine theoretische Perspektive für die Mobilitätsforschung. *Zeitschrift für Soziologie* 10 (2) 117–132.

BORNSCHIER, VOLKER (1982a), Bildung, Beruf und Arbeitseinkommen: Theoretische Verknüpfungen zwischen Aspekten der sozialen Schichtung. *Zeitschrift für Soziologie* 11 (3) 254–267.

BORNSCHIER, VOLKER (1982b), Segmentierung der Unternehmen in der Wirtschaft und personelle Einkommensverteilung. *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie* 8 (3) 519–539.

BORNSCHIER, VOLKER (1983a), Duale Wirtschaft, Statuszuweisung und Belegschaftsintegration. *Soziale Welt* '83 (2) 188–200.

BORNSCHIER, VOLKER (1983b), Eigentum und Verfügungsmacht. Zum korporativen Eigentum. (Helmuth Holzhey & Georg Kohler, unter Mitarbeit von Charles Gagnebin (Hg)) *Eigentum und seine Gründe.* Studia Philosophica, , Supplementum 12, 161–197 (Paul Haupt, Bern).

DAHRENDORF, RALF (1957), "Soziale Klassen und Klassenkonflikte in der Industriegesellschaft" (Stuttgart). Vom Autor revidierte und erweiterte Fassung (Class and Class Conflict in Industrial Society) (Routledge and Kegan, London) 1965.

DUNCAN, OTIS DUDLEY (1961), A Socioeconomic Index for All Occupations. (Albert J. Reiss & al.) *Occupations and Social Status,* Chapter VI (Free Press, New York).

DUNCAN, OTIS DUDLEY; FEATHERMAN, DAVID L. & DUNCAN, BEVERLY (1972), "Socioeconomic Background and Achievement" (Seminar Press, New York and London).

EIDGENOESSISCHES STATISTISCHES AMT (1974), "Eidgenössische Volkszählung 1970" Statistische Quellenwerke der Schweiz, Bd. 5, Heft 533 (Bern).

GEIGER, THEODOR (1962), Theorie der sozialen Schichtung. (Theodor Geiger) *Arbeiten zur Soziologie.* 186–205 (Luchterhand, Neuwied).

HAUSER, ROBERT M. & FEATHERMAN, DAVID L. (177), "The Process of Stratification" (Academic Press, New York).

HERZ, THOMAS (1983), "Klassen, Schichten und Mobilität" Studienskripten zur Soziologie (Teubner, Stuttgart).

IUTAKA, SUGIYAMA & BOCK, E. WILBUR (1973), Determinants of Occupational Status in Brazil. (Walter Müller & Karl Ulrich Mayer (eds.)) *Social Stratification and Career Mobility* (Mouton, Paris / Den Haag).

JENCKS, CHRISTOPHER S. & al. (1972), "Inequality: A Reassessment of the Effects of Family and Schooling in America" (Basic Books, New York).

KERCKHOFF, ALAN C. (1976), Schichtungsprozesse und -ergebnisse in England und den USA. (Karl H. Hörning (Hg)) *Soziale Ungleichheit. Sturkturen und Prozesse sozialer Schichtung.* 177–188 (Luchterhand, Darmstadt / Neuwied).

KERSTHOLT, FRANS & LUIJKX, RUUD (1983), Class, Status and Income Inequality in the Netherlands. *Paper,* Meeting of the ISA research commitee Social Stratification, Amsterdam, Oktober 1983.

MAYER, KARL ULRICH (1975), Soziale Mobilität. (Erhard R. Wiehn & Karl Ulrich Mayer) *Soziale Schichtung und Mobilität. Eine kritische Einführung.* (Beck, München).

MEYER, JOHN W.; TUMA, NANCY BRANDON & ZAGORSKI, KRYSZTOF (1979), Education and Occupational Mobility: A Comparison of Polish and American Men. *American Journal of Sociology* **84** (4) 978–86.

MUELLER, WALTER (1975), "Familie – Schule – Beruf. Analysen zur sozialen Mobilität und Statuszuweisung in der BRD." (Westdeutscher Verlag, Opladen).

POENTINEN, SEPPO & UUSITALO, HANNU (1975), Socioeconomic Background and Income. *Acta Sociologica* **18** (4) 322–329.

PSACHAROPOULOS, GEORGE (1977), Family Background, Education and Achievement: A Path Model of Earnings Determinants in the U. K. and some Alternatives. *British Journal of Sociology* **28** (3) 321–335.

ROBINSON, ROBERT V. & KELLEY, JONATHAN (1979), Class as Conceived by Marx and Dahrendorf: Effects on Income inequality and Politics in the United States and Great Britain. *American Sociological Review* **44**, 38–58.

SEWELL, WILLIAM H. & HAUSER, ROBERT M. (1975), "Education, Occupation, and Earnings. Achievement in the Early Career". (Academic Press, New York).

SIMMEL, GEORG (1908), "Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung" Neue Ausgabe (Duncker & Humblot, Berlin) 1958.

STARBUCK, WILLIAM H. (1965), Organizational Growth and Development. (James G. March (ed)) *Handbook of Organizations.* (Rand McNally, Chicago).

TERNWEY, MICHAEL (1982), Empirische Klassenanalysen als neuer Ansatz zur Erklärung von Einkommensunterschieden: Explorationen im internationalen Vergleich. Arbeitspapier Nr. 27. VASMA – Vergleichende Analysen der Sozialstruktur mit Massendaten, Universität Mannheim.

TERNWEY, MICHAEL (1984), Klassenlagen als Determinanten von Einkommensungleichheit. *Zeitschrift für Soziologie* **13** (2) 134–144.

TREIMAN, DONALD J. (1977), Occupational Prestige in Comparative Perspective. (Academic Press, New York).

WEBER, MAX (1972), "Wirtschaft und Gesellschaft" 5. revidierte Ausgabe (Mohr, Tübingen).

WIEHN, ERHARD (1974), "Theorien der sozialen Schichtung. Eine kritische Diskussion" 2. Auflage (Piper, München).

WRIGHT, ERIK OLIN (1979), "Class Structure and Income Determination" (Academic Press, New York).

WRIGHT, ERIK OLIN & PERRONE, LUCA (1977), Marxist Class Categories and Income Inequality. *American Sociological Review* **42** 32–55.

ZENTRALARCHIV (1979), "Political Action. An Eight Nation Study 1973–1976" Zentralarchiv-Study-No. 0765. Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung, Universität zu Köln (Köln).

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 689–722

A K T U A L I T Ä T S B E Z O G E N E
A U F S Ä T Z E

A R T I C L E S
C E N T R E S S U R D E S
E V E N E M E N T S D ' A C T U A L I T E

DAS ENERGIEPOLITISCHE PLEBISZIT VOM 23. SEPTEMBER 1984 ZWISCHEN ENTWICKLUNGSERWARTUNG UND WACHSTUMSKRITIK

Ein Beispiel ereignisorientierter, raumbezogener Gesellschaftsanalyse

Rolf Nef &
Moritz Rosenmund
Soziologisches Institut der Universität Zürich
Apollostrasse 2, CH–8032 Zürich

1.

DER BEZUGSRAHMEN

1.1. PROBLEME AKTUALITATSORIENTIERTER WISSENSCHAFT

Auf einer rein analytischen Ebene stellt der folgende Beitrag eine soziologische Auseinandersetzung mit einem gesellschaftspolitischen Tagesereignis dar: der eidgenössischen Volksabstimmung vom 23. September 1984 über die Atom- und Energieinitiative. Das punktuelle Resultat der Auswertung liegt dabei in einem Versuch der Erklärung der Ergebnisse dieses kollektiven Entscheides, namentlich der auftretenden Variationen auf Gemeindeebene.

Darüber hinaus betrachten wir den Beitrag jedoch auch als ein Element in einem grundsätzlicheren Bezugsrahmen: Die Analyse ist bewusst als eine Art 'Instant Research' konzipiert worden. Darunter verstehen wir ein Vorgehen, in dem akkumuliertes theoretisches und empirisches Wissen auf ein gesellschaftspolitisches Ereignis – speziell ein Ereignis, in dem sich relevante allgemeinere Prozesse spiegeln – fokussiert wird mit dem Ziel, dieses aktualitätsorientiert zu interpretieren und das Ergebnis der Analyse unverzüglich der öffentlichen Diskussion zugänglich zu machen. Im vorliegenden Fall geschah letzteres – wie in beschränktem Ausmass schon bei früheren Gelegenheiten [1] – in Form eines Textes (Nef & Rosenmund), der eine Woche nach der Volksabstimmung von mehreren grösseren Tageszeitungen zumindest auszugsweise übernommen werden konnte [2].

Ein derartiges Unterfangen ist aus zwei Gründen eher unüblich. Zum einen tut sich die Soziologie oft schwer damit, öffentlich kritisierbare Deutungen über wichtige aktuelle Ereignisse vorzulegen. Ob hinter dieser Zurückhaltung die Absicht steht, keinem Wissenschaftsautoritarismus Vorschub zu leisten, ob die unmittelbare Gegenwart als platte Aktualität verachtet wird oder ob jeweils die Hoffnung auf *die* stimmige Deutung in der Zukunft besteht, bleibe einmal dahingestellt. Sicher ist, dass die Soziologie sich mit dem Verzicht auf derartige Interventionen der Möglichkeit begibt, in einer Zeit gesteigerter Aufmerksamkeit für den aktuellen Prozess dem potentiell interessierten Publikum spezifische, soziologische Interpretationen vorzulegen. Dies ist speziell bedauerlich im Zusammenhang mit gesellschaftspolitischen Ereignissen, deren Struktur nicht weitgehend routinisierten Konfliktachsen folgt und deshalb unter Umständen neuartiger Interpretationen bedarf.

Dies führt zu einem zweiten Gesichtspunkt. In dem Ausmass, in dem sich die Soziologie ausserhalb des engen akademischen Rahmens publikumsbezogen mit der aktualitätsorientierten Interpretation von wichtigen gesellschaftspolitischen Ereignissen beschäftigt, entsteht zumindest potentiell eine Konfliktsituation gegenüber der Berufsgruppe der Journalisten, die qua Rollenerwartung ereignisbezogen-aktuell Stellung beziehen *müssen*. Die Rezeptionsgewohnheiten des breiten Publikums, die Produktionsbedingungen und die formbezogene hohe Aktualitätsorien-

1) vgl. dazu z. B. die Analyse zur Abstimmung über die Bankeninitiative vom 20. Mai 1984 (Nef, 1984a).

2) z. B. St. Galler Tagblatt vom 1. Oktober 1984.

tierung der Massenmedien erzeugen geradezu einen Zwang zur raschen Abarbeitung des anstehenden Ereignisdrucks. Dies mag mit ein Grund dafür sein, dass der Anspruch der Soziologie, sich autonom aktualitätsbezogen zu wichtigen gesellschaftspolitischen Ereignissen zu äussern, auf Indifferenz, Skepsis oder gar offene Ablehnung stösst. Letzteres wird noch durch den Umstand gefördert, dass in der Schweiz eine Diskurskultur, die wechselseitige 'Rollenerweiterungen' von Personen, die qua dominanter Berufsrolle Wissenschafter resp. Journalisten sind, zuliesse, nur sehr schwach entwickelt ist.

Weder die im akademischen Bezugsrahmen eher gering geschätzte Sensibilität der Soziologie für den Bereich der gesellschaftspolitischen Aktualität noch die Schwierigkeit, mit aktualitätsorientierten Analysen aus soziologischer Perspektive in das Feld der veröffentlichten Stellungnahmen vorzudringen, sollten jedoch den Soziologen von der Entwicklung eines auf Aktualität gerichteten Sensoriums abhalten. Aktuelle gesellschaftspolitische Ereignisse sind zum einen 'Experimentalsituationen', in denen bereits vorhandene, konsolidierte Erklärungsmodelle getestet werden können; zum anderen aber auch 'Generatoren' von neuen Gesichtspunkten, von kreativen Rückwirkungen auf die Fachdisziplin und unter Umständen auch auf den politischen Prozess selbst. Dies gilt gerade auch für Abstimmungsereignisse, die meistens sowohl durch routinisierte, voraussagbare Aspekte wie durch neue, nicht zum vorneherein erwartbare Elemente gekennzeichnet sind.

1. 2. ABSTIMMUNGSANALYSE ALS AKTUELLE, RAUMBEZOGENE GESELLSCHAFTSANALYSE

Im Abstimmungsverhalten reflektieren sich politisch-gesellschaftliche Präferenzen. Es sind zunächst Individuen, die sich aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu und ihrer Referenz auf soziale Gruppen, Klassen und kontextuelle Aggregate (Räume) politisch-gesellschaftliche Präferenzen bilden und diese an der Urne artikulieren. In den Tagen nach einem Abstimmungsereignis sind aber lediglich räumlich aggregierte Verhaltensdaten auf verschiedenen Niveaus (Kantone, Bezirke, Gemeinden) systematisch greifbar. Aktualitätsorientierte Analysen über Abstimmungsereignisse haben sich also nolens volens auf aktuelle, raumaggregierte Verhaltensdaten und deren Beziehungen zu anderen raumbezogenen Informationen zu beschränken. Dies impliziert, dass substantielle Aussagen nur in dem Ausmass möglich sind, in dem die schweizerische Gesellschaft mehrniveaunal räumlich gebrochen ist resp. Raumdifferenzierung als Sozial- und Interessendifferen-

zierung interpretiert werden kann. Wir gehen im folgenden davon aus, dass dies in der Schweiz der Fall ist [3] und unterscheiden drei konzentrische Ebenen der Raumdifferenzierung:

- *Makroebene*
  Politisch-kulturelle und / oder strukturelle Differenzierung auf der Ebene von *Grossregionen* (Landesteile, Kantonsgruppen, Kantone etc.). Hier ist in erster Linie die räumliche Differenzierung der Schweiz in die drei sprachkulturell bestimmten Landesteile zu berücksichtigen [4]. Weiter sind in diesem Zusammenhang auch etwa religionskulturelle Teilungslinien (z. B. Innerschweiz / Nicht-Innerschweiz) von Bedeutung [5].

- *Mesoebene*
  Strukturelle Differenzierung auf der Ebene von *Regionen* (Bezirke, Mobilitätsregionen etc.). Hier wird auf die raumstrukturelle Teilung der Schweiz auf einem mittleren Niveau Bezug genommen. Dabei steht die Bevölkerungs- und Beschäftigungsstruktur von Regionen und damit deren Stellung im interregionalen Zentren- / Peripherien-Gefälle im Vordergrund [6].

3) vgl. dazu z. B. die im Rahmen des NF-Sonderprogramms 'Regionalprobleme' durchgeführten soziologischen Forschungsarbeiten; Meier-Dallach; Hohermuth; Nef & Anliker (1982); Meier-Dallach; Hohermuth & Nef (1984).

4) Diese grossräumige Dreiteilung der Schweiz sollte nicht zum vorneherein als *nur* kulturelle interpretiert werden; sie ist auch mit grossräumigen strukturellen Unterschieden assoziiert.

5) Zum Konzept der Politischen Kultur und einem Typisierungsvorschlag für die Schweiz vgl. Meier-Dallach & Rosenmund (1978) und Meier-Dallach & Rosenmund (1979), S. 43–53.

6) vgl. dazu Meier-Dallach; Hohermuth; Nef & Anliker (1982), spez. Kap. 2, sowie Schuler & Nef (1983). Dass die *politisch-kulturelle* Differenzierung auf der Ebene der Regionen – unabhängig von derjenigen auf dem Makroniveau – flächendeckend nicht mit der gleichen Präzision erfassbar ist, wie die *strukturelle*, empfinden wir als Mangel. In gewissem Ausmass widerspiegelt sich darin die politisch-kulturelle 'Indeterminiertheit' der Region; vgl. dazu Meier-Dallach (1984).

- *Mikroebene*
  Strukturelle Differenzierung auf der Ebene von *Gemeinden.* In diesem Zusammenhang sind z. B. die Differenzierung der Beschäftigten nach Sektoren, beruflicher Stellung, Bildungsniveau, die Einkommensschichtung und der Urbanitätsgrad von Bedeutung [7] .

Konzentrieren wir uns auf das tiefste Raumniveau, für das aggregierte aktuelle Verhaltensdaten vorliegen, auf das Niveau der Gemeinde, so kommen alle drei Typen von Erklärungsfaktoren als Bestimmungsgründe in Frage: die strukturellen Charakteristika der Region, welcher die Gemeinde angehört; und schliesslich die strukturellen und politisch-kulturellen Spezifika der Grossregion, der Region und Gemeinde zugeordnet sind. Das Ausmass, in dem Abstimmungsverhalten auf Gemeindeebene durch diese drei Typen von Faktoren bestimmt wird, kann zwischen verschiedenen Abstimmungsereignissen stark variieren. Je grösser der Effekt der strukturellen Merkmale der Gemeinde, d. h. der strukturellen Raumdifferenzierung auf dem Mikroniveau, desto stärker spricht ein Abstimmungsereignis die – nicht nur eingeschränkt pekuniär zu verstehende – *individuelle* Nutzenperspektive an. Umgekehrt deutet ein starker Effekt der strukturellen und / oder politisch-kulturellen Merkmale der Grossregion, der die Gemeinde angehört, auf die Dominanz *kollektiver* Nutzenbezüger hin [8] .

Diese Art von Determinantenanalyse erlaubt eine substantielle Verortung von Abstimmungsereignissen in den zentralen strukturellen und politisch-kulturellen Cleavages. Darüber hinaus kann das Verhalten der Gemeinden bei einem Abstimmungsereignis in Zusammenhang mit dem Verhalten bei früheren Urnengängen gebracht werden. Dies ist insofern von Bedeutung, als jedes Abstimmungsereignis einerseits durch einen konkreten *Sachaspekt,* anderseits aber zugleich durch einen *Grundsatzaspekt,* der über die Folie *verschiedener* konkreter Sachfragen angesprochen werden kann, gekennzeichnet ist. Aus diesem Vergleich wird ersichtlich, mit welchen der bisher bekann-

7) Bisherige flächendeckende strukturelle Typisierungen von Gemeinden in der Schweiz konzentrieren sich stark auf die Faktoren Gemeindegrösse und sektorale Zuordnung der Beschäftigten; vgl. dazu v. a. Meyer (1977). Die in dieser Arbeit verwendeten strukturellen Gemeindetypen orientieren sich an einem elaborierteren mehrdimensionalen approach; vgl. Nef (1984b).

8) Wir nennen hier nur die zwei 'extremsten' Zustände und verzichten auf eine vollständige Elaborierung der Kombinatorik.

ten zentralen Konfliktachsen ein spezifisches Abstimmungsereignis allenfalls in Verbindung gebracht werden kann [9].

Die Aussagekraft der aktualitätsorientierten, raumbezogenen Verhaltensanalyse hängt zum einen von der Stärke der statistischen Beziehungen, zum anderen von der substantiellen Plausibilität der analysierten Verknüpfungen ab. Zu welchen Resultaten man hier auch immer gelangt: Hierarchien hinsichtlich der Relevanz von Argumenten, von Motiven für den individuellen Entscheid, wie sie in der VOX-Analyse jeweils auf der Basis von rund 700 gesamtschweizerisch repräsentativ ausgewählten Befragten in den Wochen nach dem Abstimmungsereignis eruiert werden, sind nicht herauszuarbeiten. Das Wissen um diese Argumente und Entscheidungsgründe auf individuellem Niveau ist für die Einschätzung der gesellschaftspolitischen Bedeutung eines Abstimmungsereignisses von sicher nicht zu unterschätzender Bedeutung. Aber: Das Individuen-Sample ist zwar global individuenbezogen repräsentativ, kann jedoch aufgrund der relativ beschränkten Zahl von Befragten die vielgestaltigen strukturellen und kulturellen Brechungen der schweizerischen Gesellschaft auf räumlicher Ebene nur in ungenügendem Ausmass erfassen. Um einen global-individuell und strukturell-regional einigermassen repräsentativen Survey durchzuführen, wären im Minimum 4000 Befragungen notwendig – ein Aufwand, den sich vielleicht ein grosses Universitätsinstitut im Rahmen eines gewichtigen Forschungsprojekts hin und wieder, niemand aber nach jedem Abstimmungsereignis leisten kann und will.

Die beiden ereignisorientierten Analysestrategien stehen somit in einem Verhältnis der gegenseitigen Ergänzung und können aufgrund ihrer je spezifischen Zugänge und Datenbasen mitunter auch zu leicht divergierenden Resultaten führen – ein Sachverhalt, der weniger zu Resignation als zur Eröffnung eines Diskurses Anlass geben sollte. Dass es zu diesem Diskurs vielfach gar nicht kommt, hängt mit der Tatsache zusammen, dass der politische Kommentator nach der Analyse der Kantonsresultate mitunter zusätzliche Erkenntnisse einzig und allein von Analysen auf individuellem Niveau erwartet – auch wenn diese schon von den Produktionsbedingungen her einige Zeit auf sich warten lassen müssen und vom breiten Publikum wahrscheinlich

9) Zu zentralen, sich im Abstimmungsverhalten widerspiegelnden Konfliktachsen vgl.
- auf Niveau Kantone: Joye (1984), Nef (1980);
- auf Niveau Bezirke: Gilg & Frischknecht (1976), Nef & Ritschard (1978), Nef & Ritschard (1983);
- auf Niveau Gemeinden: Nef & Ritschard (1983).

nur noch schwer in einen engen Zusammenhang zum angesprochenen Ereignis zu bringen sind.

Im Falle der hier vorgelegten Arbeit verfügen wir allerdings – ein Ausnahmefall – bereits über Daten auf dem Individualniveau, mit deren Hilfe Interpretationen auf räumlicher Ebene zusätzlich validiert werden können. Es wird auf Informationen zurückgegriffen, die im Rahmen eines Repräsentativ-Surveys zum Thema 'Lebensqualität im Wandel' auf der Basis von 2200 Befragten erarbeitet worden sind (Ortega & Rosenmund, 1984) und die wir für die Zwecke der folgenden Analysen auf das kommunale Niveau aufaggregiert haben. Für das Sample der 156 im genannten Survey erfassten Gemeinden konnten somit neben sekundärstatistischen Verhaltensdaten auch Parameter der individuellen mit dem Issue 'Atomenergie' verbundenen Konnotationen in die Analyse einbezogen werden.

2.

DIE GESELLSCHAFTSPOLITISCHE BEDEUTUNG DER AUSEINANDERSETZUNG UM DIE ATOMENERGIE

2.1. ENERGIEPOLITISCHE ABSTIMMUNGEN IM VERGLEICH

Untersucht man als erstes die Abstimmungsergebnisse der Atom- und der Energieinitiative hinsichtlich ihrer wechselseitigen Aehnlichkeit sowie im Vergleich zu den Resultaten anderer Vorlagen, die von ihrem Sachbezug her ebenfalls das Problem der Energiepolitik angesprochen haben, so lassen sich vorerst drei Sachverhalte beobachten:

- Zwischen den Ergebnissen der Abstimmung über die 84er Atominitiative einerseits, den Resultaten der 79er Atominitiative anderseits besteht im interkommunalen Vergleich eine starke Parallelität. Beide Vorlagen haben damit in etwa das gleiche Potential mobilisiert, wenn sich auch zwischen 1979 und 1984 gesamtnational die Zustimmung um knapp 4 % verringert hat. Diese Gleichsinnigkeit war nicht zum vorneherein zu erwarten: Gemäss Initiativtext und Art seiner Thematisierung im Abstimmungskampf ging es 1979 klar um zwei

Aspekte der sozialen und politischen Kontrolle – einerseits um die Wahrung regionaler Selbstbestimmung angesichts von Grossvorhaben der Energiewirtschaft, die das Gesicht einer Region nachhaltig zu verändern vermögen; anderseits um Massnahmen, eine der gesellschaftlichen und politischen Kontrolle zu entgleiten drohende Entwicklung wieder in den Griff zu bekommen. 1984 dagegen ging es stärker ums Ganze, um die Wünschbarkeit eines weiteren Ausbaus der Kernenergie in der Schweiz, um die Weiterführung des bisherigen Entwicklungsmodells überhaupt.

- Zwischen den Ergebnissen der Abstimmung über die Atom- und die Energieinitiative besteht im interkommunalen Vergleich eine sehr starke Parallelität; dies obwohl sich die beiden Vorlagen in ihrem konkreten Gehalt – Atom-Stopp im einen, konzentriertes Energiesparen im anderen Fall – von der Fragestellung her deutlich unterscheiden. Sachproblembezogen hätte durchaus manch einer der Ansicht sein können, es sei zwar konsequent und wirkungsvoll Energie zu sparen; die AKW-Option in der Elektrizitätsproduktion sei aber überhaupt nicht oder zumindest zum gegenwärtigen Zeitpunkt noch nicht aufzugeben. Dass es nur in sehr geringem Ausmass zu einem derartigen 'Splitting' gekommen ist, zeigt, dass die beiden Vorlagen, unbesehen ihrer sachlichen Differenzen, als Einheit betrachtet worden sind.

- Zwischen den Ergebnissen der Abstimmung über die Energieinitiative einerseits, den Resultaten der Abstimmung über den Energieartikel im Jahre 1983 anderseits besteht im interkommunalen Vergleich nur eine schwache Parallelität. Der Energieartikel – eine eher sanfte, kompromissentschärfte Bundesvorlage – thematisierte inhaltlich klar die Sachfrage 'Energiesparen'. Er scheiterte im Februar 1983 am nicht realisierten Ständemehr. Gemäss den Resultaten der VOX-Analyse [10] wollte eine Hälfte der Gegner in Sachen Energiepolitik auf zusätzliche staatliche Massnahmen gänzlich verzichten. Die andere Hälfte der Nein-Stimmenden hingegen refusierte die Vorlage als zu schwach und nichtssagend und plädierte für Interventionen, wie sie in der Energieinitiative vorgesehen waren. Wären die 'linken' Sachgegener des Energieartikels in ihrer grossen Mehrheit zu Befürwortern der Energieinitiative geworden, müsste im Vergleich der beiden Abstimmungen doch ein höherer Grad an Parallelität vorliegen als dies tatsächlich der Fall ist [11]. Ener-

10) vgl. VOX-Analyse Nr. 19, S. 3–17.

11) vgl. Abstimmungen über Mehrwertsteuer in den Jahren 1977 und 1979.

Tabelle 1

Korrelationen zwischen der Zustimmung zur 84er Atominitiative und der Zustimmung zu wichtigen Abstimmungen der letzten Jahre a)

% Ja Atominitiative 1984 / *% Ja wichtiger Abstimmungen der letzten Jahre*	alle *(1655)*	deutsche Schweiz *(1178)*	französische Schweiz *(365)*	italienische Schweiz *(112)*
Atominitiative 1 (1979)	.81	.82	.79	.56
Energieinitiative (1984)	.96	.96	.96	.94
Energieartikel (1983)	.19	−.16	.40	−.20
Reichtumssteuer-initiative b) (1977)	.43	.32	.47	.55
Mitbestimmungsinitiative (1976)	.43	.27	.48	.29
Gleiche Rechte für Mann und Frau (1981)	.38	.18	.55	.0
Preisüberwachungs-initiative (1982)	.45	.28	.55	.50
Zivildienstinitiative 2 (1984)	.48.	.33	.61	.15
Hochschulförderungs-gesetz b) (1978)	.22	−.02	.21	−.32
Raumplanungsgesetz b) (1976)	.14	.07	.37	−.21
Steuerinitiative (1976)	.21	.20	.38	.25

a) Die Beziehungen verändern sich nur in sehr geringem Ausmass, wenn man die Gemeinden der Region, die im weiteren Verlauf der Analyse als betroffen definiert werden, ausschliesst.

b) Diese Vorlagen sind bei einer faktoranalytischen Bearbeitung des Abstimmungsverhaltens der Gemeinden bei einer grossen Zahl von issues insofern speziell 'typisch', als dass sie mit jeweils hohen Ladungen auf jeweils getrennten Dimensionen lokalisiert sind: Die Reichtumssteuer auf der Dimension 'soziale Egalität', das Hochschulförderungsgesetz auf der Dimension 'neue Werte' und das Raumplanungsgesetz auf der Dimension 'Zentralismus / Föderalismus' (vgl. dazu weiter Nef & Ritschard 1983).

Tabelle 2

Korrelation der Zustimmung zu den Atominitiativen mit ausgewählten Bewusstseinsparametern. [a])

% Ja Atominitiative 1984 + 1979 / *% Befragter je Gemeinde*	*Total*	*deutschsprachige Gemeinden (n = 35)*		*nicht-deutschsprachige Gemeinden (n = 25)*	
	1984	*1984*	*1979*	*1984*	*1979*
Wertpriorität "Schutz der natürlichen Umwelt" [b])	.01	.27	.11	.05	−.30
Perzipierte Auswirkungen des Kernenergie-Ausbaus					
"Atomenergie ist umweltfreundlicher als andere gebräuchliche Energiearten"	−.62	−.54	−.44	−.42	−.35
"Der Schutz der Arbeitsplätze erfordert den Ausbau der Kernenergie"	−.61	−.40	−.45	−.38	−.33
"Mit dem Ausbau der Kernenergie kann sich unser Land an der Spitze des Technischen Fortschritts halten"	−.60	−.66	−.60	−.49	−.48
"Der AKW-Bau fördert die weitere Industrialisierung einer Region"	−.51	−.23	−.34	−.44	−.22
Generelle Wahrnehmung von Benefits (Additiver Index)	−.72	−.57	−.57	−.59	−.47

"Die Kerntechnologie führt uns einen Schritt in Richtung Polizeistaat"	.36	.20	.29	.00	.10
"Die Nukleartechnologie ist noch nicht sicher genug"	.32	.58	.64	.11	.12
"Die Risiken eines AKW lassen sich durch die Anwohner nicht kontrollieren"	.29	.17	.20	.25	.15
"Die Diskussion um den Ausbau der Kernenergie hat die Schweiz in zwei Lager gespalten"	.16	.07	−.03	.09	−.03
Generelle Wahrnehmung von Risks (Additiver Index)	**.44**	**.35**	**.37**	**.17**	**.15**

a) Basis: Survey-Gemeinden mit mindestens 10 Antwortenden unter Ausschluss von Gemeinden in betroffenen Regionen (N = 60)

b) aus einer Vorgabe von 8 items unter die 4 mit hoher Priorität klassiert

gieartikel und Energieinitiative haben somit trotz relativ ähnlichem Sachbezug stark unterschiedliche Potentiale mobilisiert.

Offensichtlich lassen sich die Entscheide zu den zitierten Vorlagen auch nicht annähernd befriedigend unter einer Modellaufnahme interpretieren, wonach sich in den Abstimmungsresultaten im Prinzip die kollektiv aggregierten Interessen hinsichtlich der explizierten Ziele und Forderungen der Vorlagen ausdrücken. Damit aber gewinnt die im vorangegangenen Abschnitt eingeführte Annahme weiter an Plausibilität: Neben der manifesten Sachthematik verweisen Abstimmungsvorlagen stets auch auf eine oder mehrere Grundsatzproblematiken. Deren Gewicht dürfte von Issue zu Issue variieren; es scheint, dass es im Fall der Atom- und Energieinitiative recht hoch zu veranschlagen ist. Es stellt sich dann die Frage, ob und in welchem Ausmass die beiden Vorlagen mit bekannten grundsätzlichen Konfliktachsen in Verbindung gebracht werden können.

2. 2. MANGELNDE ERKLÄRUNGSKRAFT TRADITIONELLER KONFLIKTFRONTEN

Vergleicht man das Abstimmungsergebnis der Gemeinden bei der Atominitiative mit den Resultaten bei früheren wichtigen Urnengängen zu nichtenergiepolitischen Fragen, so ist am ehesten noch eine Parallelität zu Vorlagen festzustellen, die die Verteilung von Gütern, Einfluss und Ansehen zum Gegenstand hatten (z. B. Reichtumssteuer, Mitbestimmung, Gleiche Rechte für Mann und Frau). Einschränkend ist aber anzumerken, dass dieser Zusammenhang in erster Linie durch die Ergebnisse aus der Romandie erzeugt wird, während in der Deutschschweiz nur sehr schwache Verknüpfungen vorliegen. Auch da, wo es um 'neue Werte' in dem Sinne geht, dass sich der Bund die Förderung neuer Anliegen wie etwa die Hochschulförderung zu eigen machen will, oder wo es um die Revision politischer Rechte wie etwa in Fragen des Zivildienstes geht, bestehen gewisse Verknüpfungen. Sie sind indessen schwächer als die oben genannten und zudem wiederum vor allem durch die Ergebnisse aus der welschen Schweiz bestimmt.

Es dürfte so ein Kennzeichen der Auseinandersetzungen um Energiepolitik, Kernenergie und Atomkraftwerke sein, dass sie sich auf den hergebrachten Achsen, entlang derer gesellschaftliche Interessengegensätze und Konflikte bisher thematisiert worden sind, nicht so recht fassen und zuordnen lassen. Speziell ist noch darauf hinzuweisen, dass zwischen der Zu-

stimmung zur 84er Atominitiative einerseits, der Zustimmung zu den wenigen Vorlagen mit einem klaren Sachbezug zur Umweltproblematik anderseits, nur schwache Verknüpfungen bestehen [12]. Dies bedeutet nicht, dass die Umweltthematik beim individuellen Entscheid über die Initiative keine Rolle gespielt hat. Es heisst lediglich, dass sich die Fronten nicht entlang der Achse 'grün – nicht-grün' gebildet haben, was sich auch anhand der aggregierten Individualdaten aus dem Sample von Survey-Gemeinden belegen lässt:

Diese zeigen zunächst eine Null-Beziehung zwischen der umweltbezogenen Wertpriorität (Anteil Befragter je Gemeinde, die bei der Auswahl von vier aus acht allgemeinen Werten den 'Schutz der natürlichen Umwelt' mitberücksichtigt haben) und der Zustimmung zur Initiative von 1984. Diese Zustimmung ist anderseits signifikant und verglichen mit 1979 verstärkt mit der Zustimmung zum Statement 'Atomenergie ist umweltfreundlicher als andere gebräuchliche Energiearten' korreliert. Daraus auf eine grundlegend 'grüne' Inzidenz der Kernenergiefrage schliessen zu wollen, wäre indessen verfehlt. Es zeigt sich vielmehr, dass perzipierte Auswirkungen des Kernenergie-Ausbaus auf verschiedenste Werte ähnlich starke Beziehungen aufweisen, weshalb in Tat und Wahrheit die Korrelation zu allgemeinen Risiko- und vor allem Nutzenperzeptionen den relevanten Sachverhalt ausdrücken. Für die Gemeinden ausserhalb des deutschen Sprachgebietes lässt sich zudem im Vergleich der 79er- und 84er-Ergebnisse eine tendenziell verstärkte Verknüpfung mit der generellen Nutzenperspektive feststellen, wobei namentlich die Wahrnehmung regionaler Entwicklungsimpulse mehr in den Vordergrund tritt.

Die verfügbaren Befunde zur Frage, auf welche Grundsatzproblematik das Plebiszit zur Atom- und zur Energieinitiative verweist, lassen sich wie folgt zusammenfassen: Erstens sind die individuellen Entscheide offenbar unter Rekurs auf generelle Einschätzungen des Zustandes resp. der Entwicklung des gesellschaftlichen Gesamtsystems getroffen werden. Zweitens scheinen eher divergierende Beurteilungen der aufgrund dieser Entwicklungen zu erwartenden Benefits als unterschiedliche Risikowahrnehmungen den Entscheid systematisch bestimmt zu haben.

12) Korrelationen auf Bezirksebene: Atominitiative 1984 (% Ja) mit
- Albatrosinitiative 1977 (Luftverschmutzung durch Motorfahrzeuge) 34
- Burgdorfer Initiative 1978 (12 autofreie Sonntage) 08

Tabelle 3

Das Abstimmungsverhalten bei den Atominitiativen

– multiple Varianzanalyse mit kategorialen Typen –
standardisierte b-Koeffizienten

	% Ja Atominitiative 1984 + 1979 / *Bestimmungsfaktoren*	I [a]		II [b]		III [c]		IV [d]	
		1984	*1979*	*1984*	*1979*	*1984*	*1979*	*1984*	*1979*
	Betroffenheit [e]	.56	.46	.52	.41	/	/	/	/
MAKRO	Sprachregion [f]	.31	.45	.34	.49	.41	.54	.42	.57
MESO	Strukturregion [g]	.23	.18	.27	.22	.30	.23	.27	.19

MIKRO	Sektorstruktur h)	.07 .04	.07 .04	.08 .05	.07 .05
	Positionsstruktur h)	.12 .12	.08 .08	.07 .08	.12 .12
	Bildungsstruktur h)	.05 .10	.03 .07	.06 .05	.06 .08
	Einkommensstruktur h)	.26 .23	.27 .24	.33 .25	.34 .26
	MR 2	.53 .51	.49 .47	.36 .43	.32 .41

a) Alle Gemeinden; Betroffenheit dreiwertig: keine, potentielle, realisierte Betroffenheit (= 1655 Gemeinden)
b) Alle Gemeinden; Betroffenheit zweiwertig: keine + realisierte, potentielle Betroffenheit (= 1655 Gemeinden)
c) Nur Gemeinden *ohne potentielle* Betroffenheit (= 1505 Gemeinden)
d) Nur Gemeinden *ohne realisierte und potentielle* Betroffenheit (= 1314 Gemeinden)
e) Zur Definition vgl. Anhang I
f) deutsch + romanisch, französisch, italienisch
g) Regionstypen Basis 184 Bezirke – vgl. Schuler / Nef (1983).
Die Berücksichtigung der Strukturtypen Basis 106 Mobilitätsregionen verändert die dargestellten Koeffizienten nur sehr geringfügig
h) Gemeindetypen; Sektor-, Positions- und Bildungsstruktur der erwerbstätigen Schweizer nach VZ 80,
Einkommenstruktur gemäss Wehrsteuer 1979 / 80
(Pflichtige nach Stufen des reinen Einkommens) – vgl. Nef (1984b)

In Anbetracht dieser Indizien kann im Sinne einer *Arbeitshypothese* davon ausgegangen werden, dass die politische Stellungnahme für oder gegen den weiteren Ausbau der Kernenergie massgeblich durch die generalisierte Einschätzung ihres stabilisierenden oder disruptiven Potentials im Hinblick auf das Entwicklungsmodell der Nachkriegszeit beeinflusst worden ist. Dieses lässt sich im vorliegenden Zusammenhang allgemein charakterisieren als ein Prozess rascher Modernisierung, zunehmend unterstützt durch den Einsatz von Grosstechnologie, die absehbar eine verstärkte Konzentration wirtschaftlicher und politischer Macht fördert.

Unter dieser Voraussetzung wäre das Ausmass der Ablehnung der Atominitiative in einer Gemeinde als Indikator für den Grad positiver Beurteilung des bisherigen Entwicklungsmodells und für die Erwartung künftiger Benefits bei dessen ungebrochener Fortführung zu verstehen. Komplementär dazu kann das Ausmass der Zustimmung zur Initiative als Indikator für generalisierte Wachstumskritik im Sinne einer negativen Beurteilung des Modells und der bei dessen Fortschreibung zu erwartenden Konsequenzen aufgefasst werden.

3.

BESTIMMUNGSFAKTOREN DES VERHALTENS

3.1. POTENTIELLE BETROFFENHEIT ALS EIN ZENTRALER FAKTOR

Damit stellt sich nun die Frage, wo in der räumlichen und sozialen Landschaft der Schweiz das Zustimmungs- resp. Ablehnungspotential zu den Atominitiativen lokalisiert ist, welche Faktoren in welchem Ausmass das Abstimmungsverhalten beeinflussen. Die statistische Auswertung der Abstimmungsergebnisse aus allen Gemeinden mit mehr als 500 Einwohnern (= 1655 Gemeinden) zeigt zunächst (vgl. Uebersichtstabelle 3) einen dominanten Effekt des Faktors 'Betroffenheit':

In Gemeinden von Regionen, in denen der Bau eines Atomkraftwerkes geplant ist oder in denen zur Lagerung von radioaktiven Abfällen geolo-

gische Untersuchungen vorbereitet werden [13] (= potentielle Betroffenheit) liegt die Zustimmung zur 84er Atominitiative 19 % über dem Gemeindemittel. Hier, wo die Realisierung der nuklearen Option in einer Zeit zunehmender Skepsis gegenüber grosstechnologischen Unterfangen erst ansteht, artikuliert sich die Bevölkerung stark wachstumskritisch. Im Bereich der potentiellen, meist mit starker lokal-regionaler politischer Mobilisierung verknüpften Betroffenheit wendet sich das Ja zur Atominitiative nicht nur gegen ein generelles Entwicklungsmuster sondern auch gegen dessen partikulären Konsequenzen resp. absehbaren lokal-regionalen Inzidenzen. Die Gegenüberstellung der Modelle I und II zeigt, dass die statistische Erklärungskraft des Faktors 'Betroffenheit' gesamtschweizerisch weitestgehend auf diesen Typ von Betroffenheit zurückzuführen ist. Der Effekt ist zudem bei der 84er Abstimmung deutlich *grösser* als beim 79er Urnengang.

In Gemeinden von Regionen, in denen Atomkraftwerke in Betrieb stehen [14] (= realisierte Betroffenheit), liegt die Zustimmung zur 84er Atominitiative 10% unter dem Gemeindemittel. Hier, wo die nukleare Option in einer Zeit des technologischen Optimismus *und* politisch fast unwidersprochen realisiert werden konnte, artikuliert sich die Bevölkerung also schwach wachstumkritisch. Dies lokal-regional auf die Tatsache zurückzuführen, dass hier konkret Atomkraftwerke realisiert worden sind und die Bevölkerung qua geographischer Nähe zu diesen besonders in das bisherige Entwicklungsmuster eingeschrieben ist, trifft den Kern der Sache nicht [15]. Nicht die Nähe zu spezifischen realisierten Standorten sondern wohl eher das Bestehen eines grossräumig wirkenden elektro- und maschinenindustriellen Interessenkomplexes auf der Ebene der wirtschaftlichen und politischen Eliten einerseits, die lange Geschichte einer nach Urbanitätsgesichtspunkten zwar dezentralen, hinsichtlich der Art der produzierten Güter (massgeblich Investitionsgüter) aber formationell zentralen Industrialisierung andererseits sind z. B. im Kanton Aargau für die relativ schwache Zustimmung der Bevölkerung zu den Atominitiativen verantwortlich. Dass dieses Muster zwar sicher gewisse Partikularitäten aufweist, aber nicht etwas grundsätzlich Eigenständiges, durch Betroffenheit Definierbares darstellt, zeigt die Gegenüberstellung der in Tabelle 3 präsentierten Modelle: Weder verändert bei der alle Gemeinden umfassenden Analyse die Ausblendung der realisierten Betroffenheit die statistische Erklärungskraft des Faktors 'Betroffenheit' in relevantem

13) vgl. Anhang I.

14) Kanton Aargau ohne potentiell betroffene Regionen, Region Olten-Gösgen, Region Mühleberg.

15) vgl. dazu Ortega & Rosenmund (1984) s. 94–99, sowie Nef (1981).

Ausmass (Modell I und II), noch wird das Koeffizientenmuster ausserhalb des Bereichs potentieller Betroffenheit (Modell III) durch den Ausschluss der Gemeinden in Regionen mit realisierten Kernkraftwerken (Modell IV) substantiell modifiziert.

Die weiteren Analysen, die Aufschluss über die Bedeutung der eingangs genannten *generellen* Bestimmungsfaktoren geben sollen, haben sich somit sinnvollerweise auf Modell III zu stützen: Die 150 Gemeinden in den potentiell betroffenen Regionen werden aus der Analyse ausgeschlossen, da der alles überragende Effekt der partikulären Situation die Bedeutung anderer, generellerer Gesichtspunkte ausserhalb des Bereichs der potentiellen Betroffenheit u. U. verdeckt.

3. 2. STRUKTURELLE UND POLITISCH–KULTURELLE EFFEKTE AUF DEM MAKRONIVEAU

Wichtigster Bestimmungsfaktor für die Zustimmung zur 84er Atominitiative ausserhalb des Bereichs der potentiellen Betroffenheit ist die Zugehörigkeit der Gemeinden zu den drei sprachkulturell bestimmten Grossregionen. Die Zustimmung liegt in der deutschen Schweiz 3 % unter, in der Romandie hingegen 5 % und in der italienischen Schweiz 12 % über dem Gemeindemittel. Der Effekt der sprachkulturellen Teilung ist beim 84er Urnengang deutlich schwächer als beim 79er und zudem inhaltlich nicht ganz gleich gelagert: Die 1979 vorliegende Bipolarität zwischen deutscher Schweiz einerseits, der Romandie und den italienischsprachigen Gebieten andererseits wird infolge des stark überdurchschnittlichen Zustimmungsrückgangs der Gemeinden in der welschen Schweiz 'aufgelöst'. Die Gemeinden in der französischen und in der italienischen Schweiz verzeichnen ceteris paribus 1984 zwar immer noch höhere Zustimmungsquoten als die Gemeinden in der Deutschschweiz, der Abstand hat sich aber absolut betrachtet im Vergleich zum 79er Urnengang verkleinert; in starkem Kontrast zur deutschen Schweiz steht 1984 so nur noch die italienische.

Die Tatsache, dass bei *beiden* Urnengängen die Zustimmung ceteris paribus in der französischen und italienischen Schweiz grösser ist als in der deutschen, ist in erster Linie unter Rekurs auf politisch-kulturelle Konzepte, die immer dann relevant werden, wenn Fragen der politisch-gesellschaftlichen

Tabelle 4

Das Abstimmungsverhalten bei den Atominitiativen

– multiple Varianzanalyse – kontrollierte kategoriale Effekte [a]

Makro- und mesoniveauale Determinanten \ *% Ja Atominitiative 1984 + 1979*		*% Ja kontrolliert*		*kontrollierte Abweichung vom Mittelwert in %*	
		1984	*1979*	*1984*	*1979*
MAKRO	*Sprachregion*				
	(1048) deutsch + romanisch	37	43	–3	–4
	(354) französisch	45	57	5	10
	(103) italienisch	52	53	12	6
	eta			.41	.54
MESO	*Strukturregion*				
	(75) tertiäre Gross-Zentren	50	56	10	9
	(176) Wohn- und Arbeitsumland der Gross-Zentren	42	49	2	2
	(150) tertiäre Mittel-Zentren	43	49	3	2
	(97) industr. Mittel-Zentren	34	43	–6	–4
	(208) industr. Klein-Zentren	38	45	–2	–2
	(241) industr. Peripherien	40	46	0	–1
	(163) tertiäre Klein-Zentren	41	48	–4	1
	(69) touristische Peripherien und Tourismus-Zentren	36	48	–4	1
	(72) agrarische Peripherien	39	45	–1	–2
	(254) agrarisch-industrielle Peripherien	39	46	–1	–1
	eta			.30	.23

a) Gemäss Tabelle 3, Modell III

Kontrolle resp. der gesellschaftlichen Umverteilung zur Diskussion stehen, zu erklären [16]. Beide Atomabstimmungen sprechen so den Kontroll- und Umverteilungsaspekt an, die 79er Abstimmung jedoch in deutlich höherem Ausmass als die 84er. Im Zusammenhang mit der letzteren sind damit offensichtlich zusätzliche, eher strukturaffine Gesichtspunkte – z. B. die nach Massgabe der Stellung im grossregionalen Zentren-/Peripherien-Gefälle variierende reale wie symbolische Bedeutung der Kernenergie – zu berücksichtigen. Je zentraler die Position in diesem grossregionalen Gefälle, desto geringer die Zustimmung. In einer eher peripheren, im Clinch zwischen den Wirtschaftszentren jenseits der Alpen resp. jenseits der Grenze stehenden Situation mit schwachen technologiedeterminierten Entwicklungsperspektiven ist die AKW-Option für die italienische Schweiz von geringerer Attraktivität als für die deutsche Schweiz, die im grossregionalen Vergleich wohl als strukturelles Zentrum zu betrachten ist [17]. Die Romandie hingegen nimmt eine Mittelstellung ein. Im Vergleich zur italienischen Schweiz ist hier einerseits – auch aus Gründen der unterschiedlichen Grösse und der variierenden strukturellen Diversität – die oekonomische Abhängigkeit von aussen (speziell von der deutschen Schweiz) geringer; andererseits ist der laufende Restrukturierungsprozess im industriellen Sektor – z. B. in der sich der Elektronik zuwendenden Uhrenindustrie – stärker technologieaffin. Wenn diese Interpretation zutrifft, ist sowohl der starke Zustimmungsrückgang in den Gemeinden der Romandie wie die im Vergleich zur 79er Abstimmung unveränderte 'Frontstellung' der Gemeinden der italienischen Schweiz erklärbar. Zudem ist dieser Sachverhalt ein klarer Hinweis darauf, dass sich die Auseinandersetzung um die Atomenergie in ihrer Bedeutung zwischen 1979 und 1984 im eingangs postulierten Sinne verändert hat [18].

16) vgl. dazu auf Bewusstseinsebene Meier-Dallach; Rosenmund & Ritschard (1980), auf Verhaltensebene (Gemeinden) Nef & Ritschard (1983).

17) Als strukturelles Zentrum mit einer intern allerdings relativ stark ausgeprägten Zentren-/Peripherien-Problematik.

18) Diese Interpretation findet zumindest eine indirekte Bestätigung in der Analyse der aggregierten Individualdaten: Es bestehen eine ganze Reihe signifikanter Beziehungen, die belegen, dass sich in der Westschweiz mit wissenschaftlich-technischen Innovationen ein beträchtliches Potential an Entwicklungs- und Modernisierungserwartungen verbindet. Der Rückgang der Zustimmung zwischen 1979 und 1984 ist daher in der Westschweiz wohl primär darauf zurückzuführen, dass 1979 die dezentrale Kontrolle, 1984 aber das wissenschaftlich-technische Potential als solches zur Diskussion stand.

Eine detaillierte Aufgliederung der sprachkulturellen Landesteile zeigt gewichtige interne Unterschiede, die auch dann bestehen bleiben, wenn die weiteren generellen Bestimmungsfaktoren statistisch kontrolliert werden [19]. In der welschen Schweiz besteht eine starke 'Polarisierung' zwischen den Gemeinden des Kantons Genf und denjenigen des Unterwallis. Auf der einen Seite also das urbane, stark auf den Dienstleistungssektor ausgerichtete Zentrum, auf der anderen Seite eine politisch extrem konservative, industriell-agrarisch-touristische Landregion. Hier kumulieren an beiden Polen politisch-kulturelle *und* strukturelle Faktoren, die Wachstumskritik maximieren resp. minimieren. Diese Frontstellung ist insofern partikulär, als sich in der Romandie in der Regel bei Abstimmungen über Umverteilungsfragen, die – wie in Tabelle 1 dargestellt – vor allem in der welschen Schweiz mit der 84er Atomabstimmung in Zusammenhang zu bringen sind, die grössten Differenzen zwischen den Gemeinden des Unterwallis und denjenigen des Kantons Jura finden. Die Gemeinden des Kantons Jura aber weichen bei der Abstimmung über die 84er Atominitiative nur geringfügig vom Mittelwert aller Westschweizer Gemeinden ab – ein Sachverhalt, der die oben eingeführte Interpretation der Zustimmungsdifferenzen zwischen den Landesteilen insofern stützt, als gerade der Jura (neben dem Kanton Neuenburg) in einem industriellen Umstrukturierungsprozess begriffen ist und deshalb – einem symbolischen Technologieoptimismus folgend ? – der 84er Atominitiative in bedeutend geringerem Ausmass zustimmt als in aller Regel den 'klassischen' Umverteilungsvorlagen. In den Gemeinden der Kantone Jura und Neuenburg findet sich denn auch der im Mittel massivste Zustimmungsrückgang im Vergleich zum 79er Urnengang.

In der deutschen Schweiz ist ein Aspekt der Binnendifferenzierung besonders hervorzuheben: In den Gemeinden der Innerschweiz liegt die Zustimmung zur 84er Atominitiative ceteris paribus 3 % über dem Mittel. Gerade

19) vgl. Anhang II. Die hier verwendete Gliederung der Schweiz kombiniert makro- und mesoniveaunale Differenzierungsaspekte struktureller wie politisch-kultureller Art, deren komplexe Interaktion bis jetzt analytisch noch nicht befriedigend geklärt ist. Die sprachkulturelle Dreigliederung bleibt erhalten, wird innerhalb der deutschen und welschen Schweiz jedoch durch Faktoren der religions-kulturellen Teilung sowie der unterschiedlichen Verankerung von politisch-ideologischen Potentialen (d. h. von Parteistrukturen) erweitert. – Wird in Modell II (vgl. Tabelle 3) anstelle der bloss dreiwertigen die detailliertere makroniveaunale Gliederung verwendet, so steigt zum einen die statistisch gesamthaft reproduzierte Varianz deutlich an, zum anderen verändert sich die Erklärungskraft der übrigen Faktoren nur in geringem Ausmass. Am ehesten noch wird Erklärungskraft vom strukturellen Regionstyp abgezogen.

hier finden sich auch die weitaus massivsten Differenzen zwischen der Zustimmung zum 83er Energieartikel einerseits, zur 84er Energieinitiative andererseits – und zwar zugunsten der zuletztgenannten, politisch 'radikaleren' Vorlage. Dies ist insofern interessant, als in der welschen Schweiz sich eine in gewissem Ausmass recht ähnliche Situation (strukturell periphere Lage, politisch-kulturell hohe Dominanz der CVP), diejenige des Unterwallis, besonders tiefe Zustimmungswerte produziert, währenddem die Gemeinden des Unterwallis und der Innerschweiz bei Abstimmungen über 'klassische' Umverteilungsmassnahmen (z. B. Reichtumssteuer) in ihrer stark ablehenden politischen Option in der Regel nahe beieinander liegen. Es ist zu vermuten, dass dieser Unterschied primär auf strukturelle Faktoren zurückzuführen ist: Die Innerschweiz ist strukturell peripher, aber weniger isoliert, 'abgekoppelt' als das Unterwallis, sondern – wenn freilich auch passiv, dependent – in das vom 'goldenen Dreieck' im deutschschweizerischen Mittelland dominierte Entwicklungsmodell einbezogen: als (Verkehrs-)Korridor zum Süden mit eher schwachen autonomen industriellen wie touristischen Entwicklungsperspektiven. Ist die schon 1979 eher hohe Zustimmung der Gemeinden in der Innerschweiz allenfalls noch unter Rekurs auf die föderalistischen Konnotationen des Kontrollarguments miterklärbar [20], so bedarf derselbe Sachverhalt bei der 84er Abstimmung und der eher unterdurchschnittliche Zustimmungsrückgang zwischen 1979 und 1984 einer anderen, eher an Probleme der grossregionalen strukturellen Lage anknüpfende Deutung.

3.3. STRUKTURELLE EFFEKTE AUF DEM MESONIVEAU

Wenn wir nun den Einfluss des zweiten generellen Bestimmungsfaktors, des strukturellen Regionstyps, auf das Verhalten beim 84er Urnengang näher betrachten [21], so wird als erstes eine recht klare Teilung zwischen den Gemeinden der hochurbanen und hochtertiarisierten Grosszentren (10 % über dem Gemeindemittel) auf der einen, den Gemeinden aus allen anderen Regionstypen auf der anderen Seite sichtbar. Der hochurbane Raum ist also die 'strukturelle Avantgarde' der generalisierten Wachstumskritik. Dies, weil hier einer-

20) Womit sich implizit die Frage stellt, wieso 1979 dergleichen im Unterwallis sicher nicht zum tragen gekommen ist.

21) Der Effekt des strukturellen Regionstyps ist bei der 84er Abstimmung um einiges grösser als bei der 79er – ein weiterer Hinweis auf die eingangs postulierte Bedeutungsverlagerung der Auseinandersetzung um die Atomenergie in Richtung Wachstum.

seits die 'Zerstörung der Stadt' als Lebensraum eine spezifische Art von negativer(Wachstums-)Betroffenheit mit sich bringt und andererseits zudem gerade in diesem Raum linke und grüne politische Gruppierungen stark verankert sind. Allerdings ist darauf hinzuweisen, dass die Wahlstärke derartiger Gruppierungen für das Ja zur Atominitiative nicht entscheidend ist. Der hochurbane Raum erzeugt aus sich selbst eine deutlich überdurchschnittlich wachstumskritische Haltung – dies nicht nur als Reaktion auf die (negativen) Wachstumsfolgen, sondern auch darum, weil sich die hochtertiarisierte resp. -urbane Beschäftigungsstruktur relativ stark vom klassischen – industriellen? – Entwicklungsmodell abgekoppelt hat und damit auch die klassischen Wachstumsperspektiven an Relevanz verloren haben. In die gleiche Richtung weisen die Zustimmungsquoten der Gemeinden in den von den Gross-Zentren dominierten Agglomerationen sowie in den tertiären Mittelzentren. Allerdings sind hier die (positiven) Abweichungen vom Gemeindemittelwert (2 % resp. 3 %) um einiges schwächer.

Im Gegensatz dazu liegt die Zustand zur 84er Atominitiative in den Gemeinden der industrialisierten Regionen teilweise stark unter dem Mittel. Die Zustimmung ist im Durchschnitt umso tiefer, je zentraler die Position des (industriellen) Regionstyps im interregionalen Zentren-/Peripherien-Gefälle: Industrielle Mittel-Zentren –6 % [22], industrielle Klein-Zentren –2 % [23]. Dies ist weder über die direkte oder indirekte Abhängigkeit vom AKW-Bau, also z. B. über den Anteil von Arbeitsplätzen in energienahen Branchen, noch über die Betroffenheit durch die Industrierezession zu erklären. Es ist davon auszugehen, dass eine industrielle Beschäftigungsstruktur (im regionalen Rahmen) für generalisierte Wachstumskritik insofern relativ 'resistent' ist, als dass hier auch nach der Erfahrung von teilweise massiven Beschäftigungseinbrüchen nach wie vor stark auf das Entwicklungsmodell der Nachkriegszeit gesetzt wird. Dies ist vor allem im Falle der eher strukturschwachen Industrieregionen problematisch, da deren Krise in starkem Ausmass durch die technologische Modernisierung der Industrie im letzten Jahrzehnt mitverursacht worden ist und von einer weiter fortschreitenden zentrenorientierten Entwicklung wohl kaum beschäftigungspolitische Impulse, verschwiegen denn vermehrte Autonomie zu erwarten sind.

22) Die Abweichung von – 6 % besteht auch dann, wenn man die Gemeinden der Region mit realisierter Betroffenheit (also auch den ganzen Kanton Aargau) aus der Analyse ausschliesst.

23) Die Abweichung der Gemeinden in den industriellen Peripherien beträgt – 3 %, wenn auch die Wahlstärke der Linksparteien (Nationalratswahlen 1983) im Bestimmungsmodell berücksichtigt wird. Dies weist darauf hin, dass sich – speziell in der welschen Schweiz – regionalstrukturelle Lage und politisch-ideologisches Linkspotential z. T. unterschiedlich auf die Zustimmung auswirken.

Betrachtet man die mittleren Abweichungen der Gemeinden in den (modern) tertiären und in den industriellen Regionstypen als ganzes, so sind in Termini des interregionalen Zentren-/Peripherien-Gefälle die tertiären Gross-Zentren und die industriellen Mittel-Zentren *die* (strukturellen) 'Hauptkontrahenten' in der Auseinandersetzung um die Atomenergie – beim 84er Urnengang noch ausgeprägter als es schon 1979 der Fall ist.

Auffallend ist weiter die unterdurchschnittliche Befürwortung der 84er Atominitiative in den Gemeinden der landwirtschaftlich-touristischen oder dominant auf den Tourismus ausgerichteten (Berg-) Regionen (4 % unter dem Gemeindemittel). Da diese Regionen grösstenteils in den Kantonen Graubünden und Wallis liegen, empfiehlt es sich, in diesem speziellen Fall zusätzlich auch ein Augenmerk auf die Kantonszugehörigkeit (und deren Folgen) zu legen (vgl. Anhang II). Bei der 79er Abstimmung liegt die mittlere Zustimmung der Gemeinden Graubündens über, der Gemeinden des Kantons Wallis hingegen unter dem Mittel. Der Effekt des hier betrachteten strukturellen Regionstyps auf die Zustimmung ist so – da sich stark befürwortende und stark ablehnende Konfigurationen aus Gründen der Kantonszugehörigkeit in etwa die Waage halten – praktisch gleich Null. Dass bei der 84er Abstimmung hingegen klar eine unterdurchschnittliche Zustimmung vorliegt, ist auf die im Vergleich zur 79er Abstimmung teilweise massiv tiefere Zustimmung in den Gemeinden des Kantons Graubünden zurückzuführen, für die auch partikuläre, kantonsspezifische Faktoren verantwortlich sind [24].

Jenseits derartiger spezifischer Gesichtspunkte sind u. E. die folgenden – strukturellen – Faktoren für die unterdurchschnittliche Zustimmung der Gemeinden in den auf den Tourismus ausgerichteten (Berg) Regionen verantwortlich: Die touristische Option integriert die Bergregionen in verschiedener Hinsicht stärker in die klassischen Entwicklungsvorstellungen als es nur aufgrund ihrer teilweise stark tertiarisierten Beschäftigungsstruktur erwartet werden könnte. Zum einen sind hier im Gegensatz zu den tertiären Zentren im Mittelland die 'steuerungsintensiven', modernen Teile des Tertiärsektors nur schwach vertreten [25]. Zum anderen trägt die touristische Tertia-

24) Kenner der politischen Situation im Kanton Graubünden betonen zwei Gesichtspunkte: Das Fehlen politisch mobilisierender Konflikte, wie sie 1979 bestanden (Auseinandersetzung um die Flusskraftwerke Ilanz I und II); die Betroffenheit durch das Waldsterben (Atomenergie als Möglichkeit zur Substitution der die Waldschäden mitverursachenden fossilen Energieträger).

25) Ein Sachverhalt, der sich z. B. in einem hohen Anteil von Arbeitern und Tiefqualifizierten im Dienstleistungsbereich widerspiegelt.

risierung, die in einzelnen Regionen durchaus zu einem akzeptablen Wohlstand geführt hat, Merkmale einer dependenten, abhängigen Entwicklung, die auf globale Wachstumsschwankungen resp. damit verknüpfte Realisationskrisen ziemlich sensibel reagiert. Etwas überspitzt formuliert repräsentiert der Tourismus eine Art 'tertiären Industrialismus', womit – wenn das bisherige Wachstumsmodell wie bei der 84er Abstimmung implizit politisch mit zur Debatte steht – auch eine den zentralen industriellen Regionstypen recht ähnliche Verhaltensweise resultiert [26].

3.4. STRUKTURELLE EFFEKTE AUF DEM MIKRONIVEAU

Von den vier in die Analyse einbezogenen strukturellen Gemeindecharakteristika (vgl. Tabelle 3, Modell III) ist für die Erklärung des Zustimmungsverhaltens einzig die Einkommensstruktur der Gemeinden von Bedeutung [27]. Je grösser der Anteil der Einkommensoberschicht, desto geringer die Zustimmung; das Umgekehrte gilt im Zusammenhang mit dem Anteil der Einkommensunterschicht [28]. Der Effekt der kommunalen Einkommensstruktur ist bei der 84er Abstimmung um einiges grösser als bei der 79er – ein weiterer Hinweis auf die postulierte Bedeutungsveränderung der Auseinandersetzung um die Atomenergie.

Währenddem speziell bei der 84er Abstimmung der Einfluss der Einkommensverteilung in der vorliegenden Art in etwa sogar voraussagbar gewesen wäre, ist es doch etwas überraschend, dass die drei weiteren strukturellen Gemeindemerkmale keinen systematischen Effekt auf das Verhalten der Gemeinden ausüben. Dieser in der gesamtschweizerischen Analyse vorliegende

26) Damit besteht implizit auch eine grosse Zustimmungsdistanz zu den Gemeinden in den ebenfalls stark tertiarisierten Gross-Zentren.

27) Selbst dann, wenn Sektor-, Positions- und Bildungsstruktur zu einem komplexen Indikator zusammengefasst werden, ist dessen Effekt deutlich kleiner als der Einfluss der Einkommensstruktur alleine.

28) Nicht in einem klaren Zusammenhang zum Verhalten hingegen steht der Anteil der Einkommensmittelschicht. Es ist weiter darauf hinzuweisen, dass der Effekt der Einkommens*struktur* um einiges grösser ist als der Effekt des Einkommens*niveaus* (Kopfquote).

Sachverhalt ist grösstenteils darauf zurückzuführen, dass die gleichen strukturellen Gemeindemerkmale das Verhalten bei der 84er (wie in geringerem Ausmass auch schon bei der 79er) Abstimmung in der deutschen und in der welschen Schweiz z. T. konträr beeinflussen. In der Romandie finden sich 1984 überdurchschnittliche Zustimmungsquoten in Gemeinden mit einem hohen Anteil von Tertiärbeschäftigten, von Angestellten und von Beschäftigten mit höherer Bildung; gleichzeitig wirkt sich die Einkommensstruktur tendenziell entgegengesetzt zum gesamtschweizerischen Muster auf das Verhalten aus [29]. In der deutschen Schweiz hingegen laufen die Beziehungen – speziell die Verknüpfungen mit der in einer Gemeinde vorliegenden Positions- und Bildungsdifferenzierung – in die umgekehrte Richtung; zudem wirkt sich die Einkommensstruktur noch deutlicher, als schon auf gesamtschweizerischer Ebene festgestellt, auf das Abstimmungsverhalten aus.

Verknüpft man die genannten Gemeindemerkmale, die jedes für sich *einen* Aspekt gesellschaftlicher Privilegierung darstellen, so ist in der Romandie Wachstumskritik stärker im privilegierten Zentrum verankert als in der deutschen Schweiz. Dies ist nicht nur politisch-kulturell – etwa mit dem Hinweis auf die relativ starke Verankerung gesellschaftskritischer Attitüden in der Westschweiz *auch* bei den oekonomisch Priveligierten – sondern wiederum auch unter Berücksichtigung der Stellung der beiden hier angesprochenen sprachkulturellen Landesteile in der gesamtschweizerischen Arbeitsteilung zu erklären: Die nach ihrer Position in der Beschäftigungsstruktur privilegierten Teile der Bevölkerung sind in der deutschen Schweiz stärker mit dem bisherigen Entwicklungsmodell, das dem 'goldenen Dreieck' im deutschschweizerischen Mittelland ja erst zu seiner heutigen Bedeutung verholfen hat, verwoben als die strukturell homologen Bevölkerungsteile in der Romandie.

Abstrahiert man von der makro- und mesoniveaunalen Gliederung innerhalb der beiden sprachkulturellen Landesteile und berücksichtigt man nur diejenigen Gemeinden, die hinsichtlich *aller* vier strukturellen Gemeindecharakteristika zentral oder privilegiert resp. marginal oder unterprivilegiert sind [30], so zeigt sich in der deutschen Schweiz eine deutliche Tendenz zur

29) Basis univariate Varianzanalysen.

30)

	unterprivilegiert		*privilegiert*	
Sektorstruktur	Tertiärsektor	⟨ 40 %	Tertiärsektor	⟩ 50 %
Positionsstruktur	Angestellte	⟨ 40 %	Angestellte	⟩ 50 %
Bildungsstruktur	höhere Bildung	⟨ 10 %	höhere Bildung	⟩ 20 %
Einkommensstruktur	Einkommens-oberschicht	⟨ 10 %	Einkommens-oberschicht	⟩ 20 %

Kumulativität: Im eben definierten Sinne vollständig privilegierte Gemeinden (= 126) stimmen der 84er Atominitiative im Mittel mit 34 % zu, unterprivilegierte Gemeinden (= 206) im Durchschnitt mit 40 %. Dabei erweist sich die Einkommensstruktur als das wesentlichste Differenzierungsmerkmal; wo alle anderen Gemeindemerkmale in Richtung Privilegierung kumulieren und nur die Einkommenstruktur davon abweicht, findet sich schon eine mittlere Zustimmung von 36 %. In der welschen Schweiz hingegen besteht keine derartige Tendenz zur Kumulativität. Die Zustimmungsdifferenz zwischen vollständig privilegierten und vollständig unterprivilegierten Gemeinden beträgt bloss 1 %. Jedes Privilegierungsmerkmal wirkt sich damit relativ unabhängig von anderen gegen die Zustimmung zur 84er Atominitiative aus.

4.

FOLGERUNGEN

Eine erste Folgerung bezieht sich auf die Resultate der aus aktuellem Anlass durchgeführten Abstimmungsanalyse und die daraus u. E. resultierenden politischen Konsequenzen.

Einerseits nimmt die Bedeutung des Faktors potentielle Betroffenheit zwischen dem 79er und dem 84er Urnengang zu. Die potentiell direkt betroffenen Regionen wollen mehr denn je verhindern, was überhaupt noch aufzuhalten ist. Andererseits zeigen sich ausserhalb der potentiell direkt betroffenen Region deutliche Tendenzen zur Abschwächung des 1979 unter den Leitthemen Kontrolle und Autonomie zum Ausdruck gebrachten Widerstandpotentials in Richtung auf eine grössere Bedeutung von – zustimmungsabschwächenden – wachstumsorientierten Nutzenbezügen. In diese Richtung weisen die abnehmende Erklärungskraft der sprachkulturellen Teilung, besonders der überdurchschnittliche Zustimmungsrückgang in der Westschweiz; der verstärkte Effekt der regionsstrukturellen Lage, speziell die sich vergrössernde Zustimmungsdistanz zwischen dem hochurbanen und dem modernindustrialisierten Raum; schliesslich auch die grössere Erklärungskraft der kommunalen interindividuellen Einkommensverteilung.

Nun ist bereits eine neue Volksinitiative angekündigt worden, die sich die Verhinderung des AKW Kaiseraugst zum Ziel setzt und im wesentichen die Interessen *einer* potentiell direkt betroffenen Region schützen will. Auf

dem Hintergrund der oben zusammengefassten Ergebnisse ist allerdings fraglich, ob sich die Auseinandersetzungen um die Atomenergie nochmals auch nur halbwegs erfolgreich unter den Aspekten der Kontrolle und Autonomie – die in diesem Fall ja nur *eine* Region ansprechen würden – thematisieren lassen. Die Frage der Selbstbestimmung müsste schon weit über das Problem der AKW-Standortfrage hinausreichend, unter massiver Mobilisierung von föderalistischem Potential, politisiert werden können, wenn man sich auch nur eine kleine Hoffnung auf einen in nächster Zeit wohl notwendigen Durchbruch machen will. Gesellschaftspolitisch wäre es wohl sinnvoller, primär auf eine Lösung, wie sie Nationalrat Caccia vorgeschlagen hat, hinzuarbeiten [31].

Eine zweite Folgerung bezieht sich auf den produktiven Zusammenhang zwischen der hier durchgeführten Abstimmungsanalyse auf der einen, der Soziologie auf der anderen Seite.

Dass die Auseinandersetzungen um die Atomenergie in kurzer Zeit sowohl eine relativ stabile wie eine von den dominanten Mustern relativ unabhängige Konfliktlinie hervorgebracht haben, hätte wohl kaum jemand vorauszusagen gewagt. Wie die Ueberfremdungsfrage in den frühen 70er Jahren eine neue, relativ stabile Konfliktlinie hat entstehen lassen, so ist dies seit den späten 70er Jahren offensichtlich auch im Zusammenhang mit den Auseinandersetzungen um die Atomenergie der Fall. Dies ist insofern interessant, als mit diesem Sachverhalt die Frage aufgeworfen ist, unter welchen Bedingungen auf der Erscheinungsebene relativ neuartige Sachprobleme nicht in die zumindest mittelfristig stabilen, dominanten Konfliktlinien integriert resp. politisch in deren Termini strukturiert werden. Die Frage ist gestellt; ihr wird in weiteren Arbeiten nachzugehen sein.

Konzentriert sich der eben diskutierte Gesichtspunkt auf das Neuartige im Bereich der Dimensionalität von politischen Konflikten, so sind in einem zweiten Argument auch die Rückwirkungen auf die Konzeptualisierung der raumbezogenen Gesellschaftsanalyse als solcher in Betracht zu ziehen. Raumbezogene empirische Analysen haben nicht selten die Tendenz zu einer objektivstisch-strukturalistischen Betrachtungsweise. Landesteile, Kantone, Regionen und Gemeinden, die sich als Ebenen konzentrischer Systeme auffassen lassen (vgl. z.B. Heintz 1980), sind nach einer Vielzahl von objektiven Merkmalen beschreib- resp. typisierbar. Welche Aspekte

31) Nationalrat Caccia (TI) präsidierte die parlamentarische Kommission, die bezüglich der Erteilung der Rahmenbewilligung für das AKW Kaiseraugst Antrag an die Räte zu stellen hatte. Sein Kompromissvorschlag: Verzicht auf das AKW Kaiseraugst, AKW-Bau-Moratorium – aber ohne Fixierung in der Verfassung.

über das soziologische Reissbrett hinaus jedoch im Realprozess relevant sind, bleibt vielfach in unerfreulichem Ausmass hypothetisch. Abstimmungsereignisse, die meist sowohl routinisierte wie auch spezifische neuartige Aspekte antippen, sind so nicht nur 'Testfeld' für bereits empirisch konsolidierte Konzepte, sondern zugleich Anstoss für deren Modifikation. Wir meinen, dass sich das hier gewählte Vorgehen – ereignisorientierte, raumbezogene Gesellschaftsanalyse – in bezug auf beide Aspekte als fruchtbar erweist.

ANHANG I

Betroffenheit durch die AKW-Option

Potentielle Betroffenheit *(= total 150 Gemeinden)*	
AKW Kaiseraugst	Kantone Basel-Stadt und Basel-Land Bezirke Rheinfelden (AG), Laufen (BE), Dornach (SO) und Thierstein (SO)
AKW Graben	Bezirke Aarwangen (BE) und Wangen (BE)
AKW Rüthi	Bezirke Oberrheintal (SG) und Werdenberg (SG)
NAGRA	Bezirke Aigle (VD), Misox (GR) und Leventina, oberer Teil (TI)
Realisierte Betroffenheit *(= total 191 Gemeinden)*	
AKW Beznau, Gösgen und Leibstadt	Kanton Aargau (ohne Bezirk Rheinfelden) Bezirk Olten (SO) und Gösgen (SO)
AKW Mühleberg	Bezirk Laupen (BE)

ANHANG II

Das Abstimmungsverhalten bei den Atominitiativen

– multiple Varianzanalyse – kontrollierte kategoriale Effekte [a)]

% Ja Atominitiative 1984 / 1979 / *detaillierte makroniveaunale Gliederung*	*% Ja kontrolliert*		*kontrollierte Abweichungen vom Mittelwert in %*	
	1984	*1979*	*1984*	*1979*
GL + SH + AR + AI + SG + TG	36	43	– 4	– 5
GR (ohne italienisch-sprachigen Teil)	43	55	3	8
UR + SZ + OW + NW	43	47	3	0
LU + ZG	38	43	– 2	– 4
AG	29	35	–11	–12
ZH	40	45	0	– 2
BE + SO + FR (deutsch-sprachiger Teil)	39	44	– 1	– 3
VS (deutsch-sprachiger Teil	34	37	– 6	–10
Südjura	46	53	6	6
FR (französisch-sprachiger Teil)	44	56	4	9
VS (französisch-sprachiger Teil	32	43	– 8	– 4
JU	48	64	8	17
VD	47	59	7	12
NE	47	64	7	17
GE	57	71	17	24
TI + GR (italienisch-sprachiger Teil)	52	53	12	6
eta			.65	.76

a) Gemäss Tabelle 3, Modell III – jedoch mit detaillierter makroniveaunaler Gliederung.

BIBLIOGRAPHIE

GILG, P. & FRISCHKNECHT F. (1976), Regionales Verhalten in eidgenössischen Volksabstimmungen, *Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft,* **16** (1976) 181–202.

HEINTZ, P. (1980), Eine Theorie der strukturellen Determinanten politischer Kultur, *Festschrift für Hans Winkelmann* (Niemeyer, H. (Hrsg.)) (Dunker & Humbolt, Berlin).

JOYE D. (1984), "Structure sociale et structure politiques" (Thèse, Université de Genève).

MEIER–DALLACH, H. P. & ROSENMUND, M. (1978), "Politische Kultur – eine Begriffsexplikation am Beispiel der Schweiz", *Sonderbulletin zur Jurafrage,* (Soziologisches Institut der Universität Zürich).

MEIER–DALLACH H. P. & ROSENMUND, M. (1979), "Eine soziologische Theorie zur Genese von Bewusstsein", *Bulletin Nr. 36* (Soziologisches Institut der Universität Zürich)

MEIER–DALLACH, H. P.; ROSENMUND, M. & RITSCHARD, R. (1980), "Wandel und Konstanz des Bildes Schweiz" *Bulletin Nr. 38* (Soziologisches Institut der Universität Zürich).

MEIER–DALLACH, H. P.; HOHERMUTH, S; NEF, R. & ANLIKER, R. (1982), "Zwischen Zentren und Hinterland – Probleme, Interessen und Identitäten im Querschnitt durch die Regionstypen der Schweiz" (Rüegger, Diessenhofen).

MEIER–DALLACH, H. P.; HOHERMUTH, S. & NEF, R. (1984), "Räumliche Identität und regionale Politik" (Manuskript, Soziologisches Institut der Universität Zürich).

MEIER–DALLACH, H. P. (1984), "Politische Kultur, Regionalprobleme und föderalistische Perspektiven in der Schweiz" (Manuskript, Soziologisches Institut der Universität Zürich).

MEYER, W. (1977), "Struktur und Entwicklung der Gemeinden der Schweiz zwischen 1950 und 1970", *Verkehrsstudie Schlussbericht Band 1* (Soziologisches Institut der Universität Zürich).

NEF, R. & RITSCHARD, R. (1978), "Strukturelle und kulturelle Determinanten von Abstimmungsverhalten – ein empirischer Test", *Sonderbulletin zur Jurafrage* (Soziologisches Institut der Universität Zürich).

NEF, R. (1980), Struktur, Kultur und Abstimmungsverhalten, *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie,* **6** (1980) 155–190.

NEF, R. (1981), "Determinanten der Zustimmung zur eidgenössischen Atominitiative auf Bezirks- und Gemeindeebene" (Paper, Soziologisches Institut der Universität Zürich).

NEF, R. & RITSCHARD R. (1983), "Dimensionen und Determinanten politischer Präferenzen bei Bundesabstimmungen im interregionalen und interkommunalen Vergleich" (Manuskript, Soziologisches Institut der Universität Zürich / Bundesamt für Statistik Bern).

NEF, R. (1984a), "Grossbanken als Mäzene des Föderalismus? – Eine statistische Analyse der Volksabstimmung über die Bankeninitiative", (Pressetext, Soziologisches Institut der Universität Zürich) (23. Mai 1984).

NEF, R. (1984b), "Dimensionen räumlicher Interessendifferenzierung und politisches Verhalten" (Manuskript, Soziologisches Institut der Universität Zürich).

NEF, R. & ROSENMUND, M. (1984) "Die Atominitiative im Spannungsfeld zwischen Entwicklungserwartung und Wachstumskritik – Eine statistische Analyse der Bundesabstimmung vom 23. 9. 84 auf der Basis von 1655 Gemeinden" (Pressetext, Soziologisches Institut der Universität Zürich) (28. September 1984).

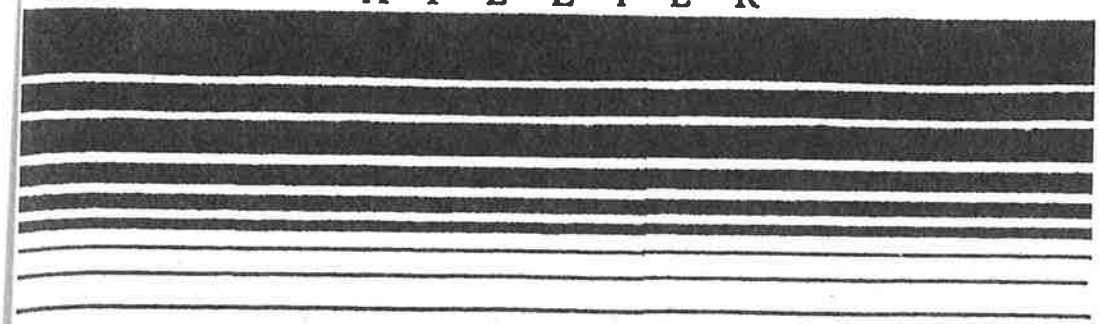
ORTEGA, R. & ROSENMUND, M. (1984), "Wahrnehmung von Atomkraftwerken – Eine empirische Studie über Einstellungen zur Kernenergie in der Schweiz", Band 1 (Soziologisches Institut der Universität Zürich / Bundesamt für Energiewirtschaft, Bern).

SCHULER, M. & NEF, R. (1983), Räumliche Typologien des Schweizerischen Zentren-Peripherien-Musters, *NFP Regionalprobleme, Arbeitsbericht Nr. 35.*

VOX, (1983), Analyse der eidgenössischen Abstimmung vom 27. Februar 1983, *Vox-Analyse* Nr. 19, Forschungszentrum für Schweizerische Politik Von der Universität Bern; Schweizerische Gesellschaft für praktische Sozialforschung Zürich.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 723–812

A T E L I E R



A T E L I E R

BILDER VON MANN UND FRAU

Zur Analyse kollektiver und institutionalisierter Vorstellungen über die Geschlechter in nationalen Kulturen

IMAGES DE L'HOMME ET DE LA FEMME

A propos de l'analyse de représentations collectives et institutionalisées des genres dans les cultures nationales

IMAGES OF MEN AND WOMEN

An Analysis of Collective Representations of Genders in National Cultures

THOMAS HELD & BARBARA MURRAY:
Einleitung 725
Introduction 729

1. Collective Images of Gender.
Barbara Murray & Thomas Held 733
2. Individuelle und kollektive Geschlechterbilder.
B. Heintz 745
3. Rôles féminins et masculins dans la relation de couple: Plusieurs images pour une même culture.
Jean Kellerhals & Laura Cardia-Vonèche 755
4. Images normatives des genres.
Martine Chaponnière 769
5. Images des genres en sciences sociales.
Than-Huyen Ballmer-Cao 777
6. Einige poetologische Voraussetzungen von literarischen Bildern.
Ruth Böckli 785
7. Bilder und symbolische Kultur: Drei Niveaus ihrer Erfassung in Texten.
T. Walter 795

Bibliographie 806

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 725–728

BILDER VON MANN UND FRAU

ZUR ANALYSE KOLLEKTIVER VORSTELLUNGEN ÜBER DIE GESCHLECHTER IN NATIONALEN KULTUREN

E I N L E I T U N G

Thomas Held & Barbara Murray
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

In diesem *ATELIER* werden – teilweise in überarbeiteter Form – einige Beiträge publiziert, die an einer Tagung über "Gender images and national culture" im März 1984 am Soziologischen Institut in Zürich vorgetragen wurden. Dieses Treffen, an dem neben schweizerischen Soziologen auch UNESCO-Vertreter aus Belgien, der CSSR, Portugal, der Türkei und der UdSSR teilnahmen, markierten den Beginn eines Forschungsprojektes, das am Soziologischen Institut Zürich im Auftrag des Bundesamtes für Kultur und im Rahmen des UNESCO-Projektes "Programmes Européens en communs" durchgeführt wird. Ergänzt werden diese Referate durch zwei Artikel über methodologische Probleme bei der Analyse von Geschlechtsbildern aus Texten.

Die hier abgedruckten Texte sind nicht abgeschlossene Artikel oder Forschungsberichte, sondern Diskussionsbeiträge, als was *ATELIER*-Publikationen ja auch gedacht sind. Trotzdem ist es eher aussergewöhnlich,

dass eine solche Diskussion zu Beginn und nicht erst gegen Ende eines Forschungsobjektes publiziert wird. Die Frage nach den *institutionalisierten* oder *kollektiven* Bildern der Geschlechter scheint aber, zumindest was die Soziologie betrifft, noch so wenig vorstrukturiert und entwickelt, dass eine Debatte in einem etwas grösseren Rahmen angezeigt scheint. Zwar gibt es eine mittlerweile umfangreiche Forschungstradition zu Geschlechtsrollen-Stereotypen (sex role stereotypes) im Sinne individueller Attituden und Normen. Untersuchungen über *kulturelle* Definitionen von Mann und Frau kommen aber vorwiegend aus der Anthropologie (z. B. die Studien von Ortner 1974, 1981). Und wo in Einzelwissenschaften – etwa in der Medienforschung, in der Rechts- oder Literaturwissenschaft – Geschlechtsbilder untersucht werden, fehlt oft die Verknüpfung von Dimensionen solcher Bilder mit Strukturvariablen und noch mehr der Vergleich zwischen verschiedenen nationalen Gesellschaften. Als weiteres Problem kommt hinzu, dass selbst in Untersuchungen, wo kollektive, institutionalisierte Bilder der Geschlechter zum zentralen Problem gemacht werden – wie etwa bei der Untersuchung von Geschlechtsbildern in der Werbung –, eine weitestgehende Konzentration auf die Darstellung der *Frau* zu beobachten ist. Es handelt sich dabei wie auch in anderen Bereichen der Forschung über Geschlechterrollen und -probleme – um eine Reaktion auf die "invisible woman" (Oakley, 1974) in zentraleren Gebieten der Soziologie, wie etwa Schichtungs- und Organisationssoziologie. Obwohl das Projekt über Geschlechterrollen eine symmetrische Behandlung von Männer- und Frauenbildern anstrebt, steht auch in den hier versammelten Beiträgen das Frauen- eher als das Männerbild im Mittelpunkt. Diese Verzerrung spiegelt natürlich auch die über die beiden Geschlechtsbilder verfügbare und verwendete Literatur.

Im ersten Beitrag (Murray & Held) geht es um eine Abgrenzung der kollektiven Geschlechtsbilder von individuellen Normen und Attituden sowie um eine mögliche Bestimmung von soziologisch relevanten *Dimensionen* dieser Bilder. Zudem werden einige vorläufige Hypothesen über den Zusammenhang von nationaler (politischer) Kultur und Geschlechtsbildern formuliert. Diese Ueberlegungen gehen von der Annahme eines umfassenden Prozesses der kulturellen Individualisierung aus, im Verlaufe dessen das Individuum zunehmend zum Angelpunkt und zur Legitimationsbasis allen staatlichen Handelns wird, von dem aber nationale Gesellschaften in unterschiedlichem Masse und in unterschiedlicher Form betroffen sind.

Im Beitrag von Bettina Heintz geht es zunächst um Bilder auf individueller Ebene. Anhand einer empirischen Untersuchung von Geschlechtsbildern bei Frauen wird gezeigt, wie sich kognitive Elemente in relativ strukturierte, abgrenzbare Bilder ordnen lassen. Wichtig sind die theoretischen Ueberlegungen zum Verhältnis zwischen solchen individuellen Vorstellungen

und kollektiven Bildern. Heintz skizziert die strukturellen Bedingungen, unter denen Bilder aus der dominanten Kultur von individuellen Akteuren übernommen oder zurückgewiesen werden.

Der Beitrag von Laura Cardia-Vonèche & Jean Kellerhals illustriert den Zusammenhang zwischen kollektiven Bildern (Darstellung des Liebesverhältnisses in den populären Fotoromanzi), individuellen Vorstellungen über die ideale Beziehung und der strukturellen Realität. Eine empirische Untersuchung über junge Familien in Genf zeigt, dass sowohl zwischen der nahezu konstant-universellen Darstellung des Liebesverhältnisses und der durch die strukturelle Lage (vor allem die Bildung) teilweise geprägten individuellen Vorstellungen, als auch zwischen letzteren und der schichtabhängigen Realität des Familienlebens erhebliche Diskrepanzen bestehen.

Im Text von Martine Chaponnière wird das Konzept der kollektiven, institutionalisierten Geschlechtsbilder anhand von Erklärungen des Bundesrates illustriert. Ein gutes Beispiel für kollektive Bilder sind diese Texte insofern, als sie ein geplantes, elaboriertes Produkt eines institutionellen Akteurs darstellen. Chaponnière diskutiert den Wandel dieser Vorstellungen in den letzten 10 Jahren und diskutiert den möglichen Widerspruch, der zwischen so konstruierten kollektiven Darstellungen und individuellen Attitüden entstehen kann.

Um Bilder von Mann und Frau in den Sozialwissenschaften selbst geht es im empirischen Beispiel von Huyen Ballmer-Cao, wo *Titel* von sozialwissenschaftlichen Publikationen aus den Bereichen Frau, Familie und Geschlechtsrollen im Hinblick auf die implizite Darstellung der Geschlechter untersucht werden. Wenn auch von diesem kleinen Text-Ausschnitt her nur sehr vorsichtige Schlüsse gezogen werden dürfen, scheint es doch, dass im Verlaufe des letzten Jahrzehnts Frau und Mann in den Sozialwissenschaften häufiger in einem relationalen Verhältnis und zeitweise sogar aus einer Perspektive des Konflikts dargestellt werden.

Literarische Texte sind eine weitere wichtige Quelle für die Analyse von kollektiven Geschlechtsbildern. Ruth Böckli wirft aus volkskundlicher Sicht die Frage auf, inwieweit literatur-immanente Entwicklungen (Diffusion und Rezeption von Topoi und Figuren) als Voraussetzungen in eine soziologische Untersuchung von kollektiven Bildern eingehen müssen und inwieweit es angesichts einer gesamteuropäischen Verbreitung bestimmter literarischer Inhalte überhaput möglich ist, nationale Unterschiede in den literarischen Bildern von Mann und Frau – sei es in der Hoch- oder in der Trivialliteratur – aufzuzeigen.

Um methodologische Fragen geht es auch im abschliessenden Beitrag von Therese Walter, die anhand von drei empirischen Beispielen zeigt, wie der Auflösungs- oder Schärfegrad einer Textanalyse den in Frage stehenden Bildern angepasst sein muss. Ganzheitliche Bildbetrachtungen kommen der naiven, alltäglichen Wahrnehmung kollektiver Bilder am nächsten, bleiben aber mehrdeutig, während eine hochauflösende, eindeutige Betrachtung von Bildern – wie sie etwa aus Schlüsselwortanalysen resultieren – oft keine Entsprechung im alltäglichen Umgang mit Bildern haben.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 729–732

IMAGES DE L'HOMME ET DE LA FEMME

A PROPOS DE L'ANALYSE DE REPRESENTATIONS COLLECTIVES DES GENRES DANS LES CULTURES NATIONALES

I N T R O D U C T I O N

Thomas Held & Barbara Murray
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

Nous publions dans cet *ATELIER,* des contributions, en partie remaniées, qui furent présentées lors du colloque 'Gender Images and National Culture', organisé en mars 1984 à l'Institut de Sociologie de Zurich. Cette rencontre, à laquelle participèrent des sociologues suisses, ainsi que des représentants de l'UNESCO venant de Belgique, de Tchécoslovaquie, du Portugal, de la Turquie et de l'URSS, marquait le début d'un projet de recherches réalisé à l'Institut de Sociologie pour le compte de l'Office Fédéral de la Culture. Cette recherche s'insère dans le cadre du projet UNESCO 'Programmes Européens en commun'. Les contributions sont complétées par deux articles traitant des problèmes méthodologiques de l'analyse des images des genres [1] pris dans des textes publiés.

1) Le terme de 'genre' est ici employé comme synonyme de sexe de manière analogue à un nouvel usage dans la littérature anglo-saxonne, dans le souci de souligner l'aspect de l'attribution culturelle plutôt que la catégorisation biologique.

Les textes suivants ne sont pas des articles achevés, ni des rapports de recherche, mais des contributions à une discussion, dans le sens des publications d'*ATELIER*. Malgré cela, il est plutôt inhabituel qu'une telle discussion soit publiée au début et non vers la fin d'un projet de recherche. La question des images *institutionnalisées* ou *collectives* des genres semble, du moins en ce qui concerne la sociologie, encore peu structurée et développée: un débat dans un cercle élargi semble donc indiqué. En fait, il existe maintenant une tradition de recherche assez étendue en ce qui concerne les rôles des genres stéréotypés (sex-role stereotypes) dans le sens d'attitudes et de normes individuelles. Des recherches sur la définition *culturelle* de l'homme et de la femme proviennent surtout de l'anthropologie (Par exemple les études de Ortner, 1974, 1981). Quand les images des genres sont examinées au sein d'une discipline spécifique, comme dans la recherche sur les médias, en droit et en littérature, la mise en rapport des dimensions de ces images avec des variables structurelles et la comparaison entre différentes sociétés nationales font souvent défaut. S'y ajoute le problème suivant: même dans les recherches où les images institutionnalisées des genres sont l'objet principal de l'étude, comme dans le cas de l'analyse des images des genres dans la publicité, on remarque une concentration presque exclusive sur la représentation de la *femme*. Il s'agit donc là, comme dans d'autres domaines de la recherche sur les rôles et les problèmes des genres, d'une réaction au problème de l'"invisible woman" (Oakley, 1974) dans les domaines plus centraux de la sociologie, tels que la sociologie de la stratification et des organisations. Bien que le projet sur les rôles des genres aspire un traitement symétrique des images masculines et féminines, on trouve au centre des contributions réunies ici, l'image de la femme plutôt que celle de l'homme. Cette distorsion est en même temps un reflèt de la littérature concernant les images des deux genres.

La contribution de Murray & Held propose une délimitation des images collectives des genres, des normes et des attitudes individuelles, ainsi qu'une détermination des *dimensions* sociologiques potentiellement significatives de ces images. En outre, quelques hypothèses provisoires sont formulées concernant la relation entre la culture nationale (politique) et les images des genres. Ces reflexions partent de l'existence supposée d'un processus étendu d'individualisation culturelle, au cours duquel l'individu devient de plus en plus le point d'ancrage et la base de légitimation de toute activité étatique, mais qui se présente sous des formes et à des degrés différents dans diverses sociétés nationales.

La contribution de Bettina Heintz concerne d'abord les images des genres sur le plan individuel. A partir d'une étude empirique de ces images parmi deux groupes de femme, on montre comment certains éléments cognitifs

peuvent être classés en images relativement structurées et délimitables. Les réflexions théoriques sur les rapports entre les représentations individuelles et les images collectives sont importantes. Heintz esquisse les conditions structurelles qui influencent l'acceptation ou le rejet par les individus des images de la culture dominante.

La contribution de Laura Cardia-Vonèche & Jean Kellerhals illustre le lien entre les images collectives (représentation des relations amoureuses dans les romans-photo populaires), les représentations individuelles de la relation idéale et de la réalité structurelle. Une recherche empirique auprès de jeunes familles à Genève montre qu'il existe des divergences considérables entre la représentation universelle et presque constante des relations amoureuses et les représentations, en partie très individuelles, à travers une situation structurelle (principalement la formation). Des divergences importantes existent aussi entre cette situation et la réalité de la vie de famille, dépendant de la classe sociale.

Le texte de Martine Chaponnière illustre le concept des images collectives et individuelles des genres, à partir de déclarations du Conseil Fédéral. Ces textes donnent de bons exemples d'images collectives, parce qu'ils sont le produit planifié et élaboré d'un acteur institutionnel. Chaponnière discute le cheminement de ces idées pendant les dix dernières années et montre la contradiction qui peut résulter entre les présentations collectives ainsi construites et les attitudes individuelles.

Dans l'exemple empirique de Huyen Balmer-Cao, il s'agit d'images de l'homme et de la femme au sein même des sciences sociales, où les *titres* de publications traitant de sujets comme "femme", "famille" et "rôles des genres" sont examinés du point de vue de la représentation implicite des genres. Même si on ne peut que prudemment tirer des conclusions à travers ce petit échantillon de textes, il semble qu'au courant de la dernière décennie, l'homme et la femme sont présentés de plus en plus souvent dans un rapport relationnel et parfois même dans une perspective de conflit.

Les textes littéraires sont également des sources importantes pour l'analyse d'images collectives des genres. Ruth Böckli se pose sous un aspect ethnologique la question suivante: jusqu'à quel point doit-on prendre en considération, dans une enquête sociologique, les évolutions intrinsèques de la littérature (diffusion et réception de topoi et de figures). Elle se demande également comment il est possible, en vue d'une diffusion européenne de certains contenus littéraires, de démontrer les différences nationales des images littéraires de l'homme et de la femme, que ce soit dans la haute littérature ou dans la littérature triviale.

En conclusion, Therese Walter s'intéresse, elle aussi, à des questions méthodologiques, montrant au moyen de trois exemples empiriques, comment le degré d'abstraction et de précision d'une analyse de texte doit être adapté aux images étudiées. L'analyse globalisante des images se rapproche particulièrement des perceptions naïves et quotidiennes des images collectives. Mais elle reste ambiguë, alors qu'une analyse de textes abstraite et claire, comme celle résultant d'analyses linguistiques, n'a souvent aucune analogie avec la perception quotidienne des images.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 733–744

COLLECTIVE IMAGES OF GENDER

Barbara Murray &
Thomas Held
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

In the social sciences to date, the investigation of gender, and of the roles and status associated with it, has been largely confined to the analysis of women's roles and status, and the ways in which they relate to men's roles. Evidence from such research indicates wide variation in the status of women in different societies, even among those which are comparable in terms of such criteria as the level of economic development or the level of modernisation. These variations are rooted in underlying cultural and social factors, of which *collective images of gender* form an important part. There is, consequently, a growing realisation of the need to expand the study of gender images to include collective images as they apply to men.

The term 'image' refers to notions and concepts about what men and women are, to the cultural meanings assigned to male and female gender. Collective images may be *institutionalized* at different levels of national cultures (in laws, constitutions, educational curricula, inter alia), or may be less formal, less articulated, yet persuasive beliefs, which according to Williams, form part of the world view of a social group or class (Williams, 1981: 28).

Collective institutionalized images have been referred to by Williams, in his discussion of ideology, as 'organized beliefs', which are both formal and conscious. The concept has also been specifically used in relation to gender, although the language of the discussion has varied considerably. Ortner & Whitehead have referred to the same concept as 'sexual meanings': the ways in which gender and sexuality are conceptualized in different cultures. Thus sex, both in the sense of gender, and in the sense in which it pertains to the

erotic, is considered as a symbol to which is attributed culturally variable meanings (Ortner & Whitehead, 1981). Strathern, in discussing the activity of "stereotype-making", uses the concept of 'gender constructs' to refer to the notions about the similarities and differencies between the sexes. She stresses that gender classes are not just obvious developments on biological sex-differencies: there is an infinite variety of ideologies and logic by which such ideas are developed. She considers these classes as

> empty moulds into which all kind of notions are poured. What the moulds provide is the outline structure of contrast and relationship (Strathern, 1976: 55).

Gender ideology reflects the society and provides a way of thinking about social activities, as well as a mirror in which the society can see itself. Shirley Ardener talks about 'models of women' as the set of ideas which together represent women in the minds of those who have generated the model. Members of a group, while each, no doubt, perceiving the world in a unique way, nevertheless share some fundamental ideas which go to form a common model of society, or a common model of its components (Ardener, 1975). Ann Oakley refers to the idea of collective images of gender as 'cultural artifacts which seperate the world of girls from that of boys' (Oakley, 1981). Smock discusses the values, norms, attitudes and ideals infusing each society, which translate the physical underpinnings of sexual distinctions into socially relevant categories of masculine and feminine (Smock, 1977). The definition of what it means to be female or male in a given culture provides institutionalized modes of action, relationships and groupings which link the individual to the society. It is clear from the forgoing, that an understanding of the nature and sources of collective institutionalized images of gender is central to the analysis of the different roles played by men and women cross-culturally.

INDIVIDUAL AND COLLECTIVE IMAGES

The concept of collective images must be distinguished from that of individual images, usually referred to as sex-role stereotypes and attitudes. Cross-national comparisons of the position or role of women in particular are often based on national averages for such variables as the importance attributed to gender equality, or the acceptance of male dominance. There may be a close relationship between the distribution of individual attitudes and collective gender images, and indeed they may fully overlap, but the extent to which they correspond to each other is an empirical question, as the con-

cepts refer to fundamentally different phenomena (cf Heintz's contribution to this workshop). The aggregation of individual sex-role stereotypes and attitudes regarding gender behaviour is a construct of social science. As such, they are not objectified in the same way as collective, institutionalised images, which can be seen in the cultural horizon of a society, and exist independently of individual consciousness as part of the society's symbolic universe (e. g. in laws, literature, folklore). The concept of collective images of men and women, as used here, thus refers to images of men and women which are *institutionalized* at different levels of national cultures. These institutionalised images are 'objectified' in the sense that they leave a trace, and are independent of individual members of society. They form part of the framework within which individuals live out their lives and bestow meaning on the social environment. Gender, in this approach, is seen as a symbol or set of symbols whose meanings vary beween cultures.

Collective images of gender have both cognitive and normative elements. *Cognitive* images of gender relate to beliefs about the nature of men and women e. g. that men are aggressive, dominant, rational, competitive, while women are intuitive, emotional, passive and submissive. Sociological and psychological theories are prime propagators of such images, which are diffused to other areas of society, and underlie patterns of behavoiur and of treatment of individuals who do not fit into the accepted collective image (Baker, 1980; Shields, 1982; Lambert, 1978; Lowe, 1978). *Normative* images refer to ideas about what women and men *should be or should do* – for example, ideas about the division of labour within marriage, institutionalized in the marriage laws and concisely expressed in the popular proverb: "a woman's place is in the home", and the corresponding idea of man as breadwinner. These ideas are incorporated in laws, regulations, procedural rules of professional associationa, as well as in theories about what a 'normal' woman or man is and does, or what a 'sick' man or woman must do to become 'normal' again.

DIMENSIONS OF GENDER IMAGES

The study of a topic as broad and general as the collective, institutionalized images of men and women requires the identification of theoretically relevant dimensions of these images. In this context, three dimensions are considered to be of primary importance: differentiation of male and female character, relations between men and women, and the role sets of men and women.

Differentiation of Male and Female Character

The first analytically relevent dimension refers to the degree of ascription present in the cultural conceptions of men and women. Images may be classified according to whether women and men are represented as belonging to *essentially* opposite or antagonistic categories of human beings. The questions to be answered here deal with the extent to which certain psychological and social traits of individuals are classified as either 'male' or 'female', and whether the explanations for such a categorization are circular in that the categories 'man' or 'woman' are used to explain the behaviour of individual actors. A distinction can thus be made between polarized and androgenous gender images in national culture. Polarized images would typically stress biological gender dimorphism (for example: hormonal processes, size, physical abilities), cognitive differences (for instance: spatial ability, IQ), and emotional gender dimorphism (aggressivity, self-esteem). Androgenous images, at the other end of the spectrum, would be expected to portray men and women such that interpersonal variation of the qualities mentionned above is not primarily associated with gender. These images emphasize the cultural environment and structural factors in the explanation of gender differencies.

In addition to the above, the extent to which cultural gender images are relational or not must be examined. Relational images of one gender make reference to the other gender or to a common scale on which both genders are ranked (as in 'the weaker sex'). It can be hypothesized, for example, that relational definitions are more frequent in the case of women than of men. Non-relational images of woman have certainly become more prevalent, however, in the wake of the new women's movement. The progressive female subculture has attempted to replace or modify existing images of both genders in the world of men. Autonomous images can thus be interpreted as the result of cultural conflict, in which the formerly oppressed culture is trying to redefine the symbolic world in its own terms – that is, without referring to the dominant culture, even in the form of negation. Such definitions are based on the assumption that a meaningful comparison between the genders is not possible. Some relational definitions of men have emerged from the value change for which there has been evidence, of late, in many European countries. For example, it is nowadays sometimes seen as a 'weakness' that men do not show or are unable to show, emotions as much as women.

Relations between Men and Women

Collective images are not restricted to ideas about the nature of men and women, and the roles they should play. They also deal with the topic of male-female relations. The concepts of *status* (the power aspect of relations) and *legitimation* (the prestige aspect of relations) are central to an analysis of this dimension of collective gender images. Smock has postulated three types of cultural interpretation of the kinds of relationship considered possible and desirable between women and men, on the basis of empirical findings in different cultures (Smock, 1977). Each broad category is based on a way of conceptualising sex-differences.

1. In the first type, sex-differencies are emphasised but not ranked. This interpretation is often linked to social seperation and complementary roles – men and women go separate ways, and neither is subordinate to the other. Looked at from a sociological point of view, women and men can be said to have unequal status but equal legitimation in this type of collective image. Ideal relations between them are *'romantic':* men and women are considered to be of equal worth, but different. This type of gender image has been prevalent in Western societies up to recently, and still pervades the institutional structures of many societies, even though a shift away from it has been gathering speed. The roots of this type of image lie in the conception of romantic love and the bourgeois ideal of marriage. The idea of 'equality in difference' allows men and women, at least theoretically, to adhere to their 'natural' character, without at the same time becoming the object of exploitation, or of a relationship of dependency.

2. In a further type, sex-differencies are emphasised and the traits associated with males are accorded superiority. Each gender is conceptualised as having polar opposite "natures". Such collective images of relations between the sexes are usually classified as *traditional,* and / or *patriarchal* in the basic sense of the word. The relations themselves are defined by unequal status and unequal legitimation. The images imply a categorical inferiority of women. 'Natural', ascribed differences between men and women in terms of status and prestige are assumed. The relationship between men and women is modelled on that between parents and children. In the extreme version of this interpretation, male and female spheres are clearly differentiated and joint socializing and activities are illegitimate.

3. In the third type, which is becoming increasingly prevalent in developed western nations, minimal attention is paid to sex-differences and the likelihood of shared roles is greater. The collective images which prevail in such societies can be classified as *egalitarian.* Gender relations are charcterised by equal status and legitimation (equal social value) of the two genders. In reality, this type is often implemented in the form of modified male superiority: in some spheres, males and females are considered to be relatively equal, while in others, traits considered to be characteristic of males are accorded higher social value.

Role Sets of Men and Women

The third dimension of gender images which is of relevance here refers to the societally defined role sets of both genders. The question to be answered, in this case, refers to the extent to which the differentiation of the private, familial sphere from the public domain coincides with the sex-based division of labour. That is, to what extent are female roles linked to the production of familial and household goods, while male roles serve the production of public goods (power and income). Conceptually, the two parameters are independent, and it would be expected that a sharp segregation of familial and public domains contributes to the societal division of labour on the basis of sex. Compared to the nineteenth century, the sex-based division of labour has become less clearcut in Western societies, reflecting the secular increase in female labour force participation, while the public and private spheres have remained largely seperate, both in terms of institutional structures and cultural values. Despite the growing incidence of dual roles, there are, as yet, no collective images of women which positively integrate both types of role, and those which do so in the case of men are restricted to the 'fatherhood' aspect of the domestic role.

MALE BIAS IN COLLECTIVE IMAGES OF GENDER

The study of collective institutionalised images of gender raises the question of who actually *produces* these images, whose model of the world do they belong to or derive from. Logically, those which are institutionalised and thus 'objectified' in a society are the products of the dominant classes

in the society, whether these be seen in terms of social classes or of gender groups. Gender images, in this way of looking at things, could then be described as the ideas which men hold about women in the society, and which come to be accepted by many (if not all) women also. These images make reality intelligible, but if they are constructed on the basis of the experience of only one group in society (in this case, men) the images will only reflect reality from their point of view. The problem of what happens to the group which does not produce the images, but to whom the images relate, has been discussed at length by Ardener as that of 'muted groups' (Ardener, E. 1975). This problem has two aspects: on the one hand, it has to do with the models used by social scientists in their attempts to understand a society: these models of society tend to be derived from the male portion of that society, ignoring the existence at a deeper level of an autonomous female view. On the other hand, it has to do with the muted groups themselves: the extent to which they adopt the male-produced images of the world and of themselves, and the extent to which they are conscious of their own perceptions. Male models of society, according to Ardener, accomodate women only by making certain assumptions that ignore or hold constant elements that would contradict these models. The nature of the dominant structure is such that women are rendered inarticulate by it. The dominant structure is articulated in terms of a male world-position. Those who are not in the male world-position are 'muted'. Muted groups do not form part of the dominant communicative system of the society – expressed through the dominant ideology. The mutuel structures are 'there' but cannot be realized in terms of the dominant structure. Where society is defined by men, there are elements of women which do not fit that definition. Some aspects of women's view often tend to remain inarticulated, as they cannot be expressed in terms of the dominant ideology. Whether such 'muted' structures always exist is seen here as an empirical question, rather than a foregone conclusion. Strathern postulates that some societies may yield female as well as male models of the world, but in others, women may simply live in the shadow, or shelter of men's structures. Besides the possibility of female models of the world, which the concept of muted groups raises, collective images can be expected to vary between regions, classes, as well as between official and mass versions.

INDIVIDUALIZATION PROCESS AND GENDER IMAGES

Our starting point for the explanation of national difference in gender images is the observation that modern societies are characterized by a process of individualization, which varies cross-culturally in scope and speed. The indi-

vidual is increasingly regarded as the only valued social unit and the sole source of social legitimation. In the course of this modern development, kin groups, organizations and the state come to act solely for and on behalf of the individual (Meyer & al., 1981; Beck, 1983).

This process of cultural individualization is closely linked, firstly, to the rise of the nation state, with its emphasis on the citizen, and secondly, to the emergence of the welfare state. Bureaucratic action is here centred around the individual, who needs care, protection and development, and whose 'happiness' must be guaranteed by the state. Even state activities which serve organizational or collective purposes (such as defense) are increasingly legitimated with reference to the welfare of the individual actor.

Analytically, two aspects of this individualization process can be distinguished. The first can be described as a secular increase in societal membership rights (including the right to protection), the second as a movement towards increasingly complex conceptions of the individual. The two aspects reinforce each other: on the one hand, the notions of increased complexity (e. g. the intellectual capacity to do business) call for the granting of certain legal titles or procedural rights to everybody; on the other hand, viewing former dependent or muted groups as full members facilitates the ascription of capacities considered necessary for membership (e. g. citizens have to be fairly rational or wise), thus adding to the number of basic capacities or dispositions ascribed to all individuals (Held & al., 1983).

Gender is a crucial variable in the process of culturel individualization. Up to present, women have not been bestowed with full personhood status either with regard to membership rights or with regard to the assumed complexity of the individual. The public domain which emerged as a result of the bourgeois revolution or emancipation during the late 18th and early 19th centuries (i. e. the re-public in the widest sense) was exclusively a male sphere, and the citizen, almost by definition, a male character. We can thus ask whether, to what degree and how, over the past two centuries, women have been incorporated into the public sphere.

A tentative distinction can be made between three modes of women's incorporation, which may each be regarded as determinants of gender images. The first mode of incorporation simply involves the expansion of the cultural conception of the individual to include *all* members of society. In legal terms, the principle of equality before the law is gradually applied to categories of actors who did not formerly qualify for full personhood status. At the level of discourse, gender and other ascribed characteristics become increasingly irrelevant in the relationship between the state and the individual. A second

mode of incorporation occurs through female pressure groups. Women (represented by women's organizations or by female subunits *within* male organizations), participate in the public domain like other corporate groups (for example, groups based on regional or occupational interests). They usually operate in a similar manner – by lobbying, or by token rather than proportional representation (Held & Levy, 1983). But unlike other pressure groups, women do not constitute a relatively homogenous social category. This means that female pressure groups will stress cultural rather that structural aspects of women's situation and will tend to focus on the lowest common denominator of 'female' problems. These latter are frequently defined in ascribed, naturalist terms. The third form of incorporation may be based on membership in a family or household. Here, women's reproduction and socialization capacities are emphasized. The production of family values is directly linked to the welfare of the state. Conversely, the state protects domestic production – it guarantees some minimal standards of (family) life rather than individual rights.

The three modes of incorporation are not mutually exclusive, and national political cultures may exhibit elements of each to varying degrees. In addition, different modes may predominate at different levels of state activity, or in different sectors of the public domain. Furthermore, social change and redefinitions which take place within the political culture may completely transform the issue of women's incorporation. Such changes may involve the extension of political culture, as well as its content and style. For example, revolutionary and liberationist movements have often attempted to break down the divisions between the public, political domain of men, and the private, familial world of women, by declaring family issues to be political problems. A more recent example is the institutionalization of post-industrial values, such as the quality of life, or environmental balance, which are considered closer to feminine values. This idea is developed in some of the blueprints for an ecologically balanced society and for world peace (for instance, by the Peace movement). Because women are assumed to be more communicative and less competitive than men, and because they are traditionally portrayed as guardians of nature, a 'feminization' of political culture is considered crucial for the survival of human society.

The two aspects of the individualization process outlined obove – the increase in the assumed complexity and capacities of the individual, and the extension of membership rights both in scope and in coverage – may have conflicting implications for institutionalized gender images in modern society. Firstly, with the growing centrality of the individual in Western ontology, the individual's motives, needs and desires come to be defined in increasingly abstract terms (Meyer & al, 1981), as reflected, for instance, in the

models of homo economicus and homo sociologicus. The emergence of specific personality types has come to be seen as the result of active, conscious efforts on the part firstly of the socializers, and secondly of the individuals themselves. Thus, differentiation on the basis of 'natural' differences, such as age and gender, is regarded as highly irrational or at least suspicious. In the light of the increasingly sophisticated concept of the individual, a development towards less polarized, more androgenous collective images of gender can be expected. Gender differentiation based on nature becomes illegitimate. According to this line of reasoning, nature itself may be seen as an obstacle to the achievement of full gender equality, full justice, and freedom of the individual. The political actions derived from this perspective are directed at overcoming 'natural' barriers, either by showing (e. g. through social science research) that no such barriers 'actually' exist (thus adding to the complexity and abstractness of the individual), or by rendering given gender differences obsolete through technical arrangements or social engineering. An apt illustration of the latter are social arrangements and medical technologies which 'free' women from the reproductive tasks usually seen as the key determinants of the social differentiation of gender.

Secondly, the other aspect of the individualization process – the extension, in both scope and coverage, of membership rights – inevitably leads to debates about the 'true' needs of the individual and their satisfaction in modern society. This question must be distinguished from that of who (the state, markets, or self-help associations) should or could best satisfy these needs. Individuals are increasingly entitled not only to political membership, to due process and social welfare, but also to 'quality of life' goods: that is, to happiness in general. This requires an essential definition of the individual, stripped of social constructs. The search for a culture-free concept of the individual, and the related concern about over-socialization or manipulation, have been major problems in Western history (Meyer, forthcoming). One of the classic answers has been to introduce nature as a frame of reference in the discussion. For instance, many modern psychological theories stress the importance of bodily experiences (such as birth trauma) as both causes of and therapies for psychic disorders. With regard to gender, this reference to nature may once again legitimize polarized images of women and men, leading to a new emphasis on 'true' womanhood and manhood. Thus, in terms of the extension of membership rights, it is not 'nature' itself, but rather social constraints which have to be overcome so that the full potential of *female* and *male* individuals can be 'realized'.

It may be hypothesized that the increased saliency of the individual will lead to the coexistence of, and oscillations between polarized and androgenous concepts of gender. With regard to the public identity of actors,

androgenous images may be stressed and fashionable, while with regard to the self, gender images may be determined by concepts of 'true' womanhood, or (less frequently) 'true' manhood. The contradiction between the two legitimating systems are logical rather than psychological in nature, thus making it more difficult to combine elements of both in highly institutionalized, collective gender images, than in individual images. Assuming that the two types of gender image are to some extent mutually exclusive, the question arises as to the structural conditions leading to the predominance of one or the other form of gender legitimation in national societies. Furthermore, it may be asked whether the modes of women's incorporation outlined above have any relationship to the type of gender legitimation prevalent in a society. While these questions can only be raised, and not answered, here some speculative conclusions may be in order. With regard to the first question, it may be hypothesized that relatively polarized gender images ('true nature' argument) will predominate in societies where the concept of the individual actor is shaped by the bureaucratic man – i. e. where public identity and self are more ore less decoupled (Meyer, forthcoming). In cultures where markets are emphasized, and the individual is thus seen more as a decison-maker (consumer, entrepreneur), and where wishes and tastes are, consequently, part of the public identity, it may be expected that the legitimating system will be more abstract, and gender images less naturalistic. Accordingly, in relation to the second question, it may be expected that the 'liberal' mode of the incorporation of women (and of dependents in general) is associated with abstract, androgenous concepts of gender, while incorporation through membership in households or families is clearly compatible with a naturalist view of gender.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 745–754

INDIVIDUELLE UND KOLLEKTIVE GESCHLECHTERBILDER

Bettina Heintz
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

In den letzten Jahren zeichnet sich im Rahmen der Frauenforschung ein grundlegender Wandel ab: einmal eine Verlagerung des Interesses von der 'reinen' Frauenforschung hin zur Geschlechterforschung, zum andern eine Verschiebung von den strukturellen zu den kulturellen Bedingungen sozialer Ungleichheit zwischen den Geschlechtern (Oakley 1979; Eisenstein 1984). Zu dieser neuen Forschungstendenz gehören z. B. interkulturell vergleichende Arbeiten über die kulturelle Konstruktion von Geschlecht (z. B. Ortner & Whitehead 1981); aber auch empirische Untersuchungen über individuelle Einstellungen lassen sich mit einigem guten Willen dazu zählen.

Wenn wir zwischen gesellschaftlich objektivierter und individuell assimilierter Kultur auf der einen und normativen bzw. kognitiven Bildern auf der anderen Seite unterscheiden, so geht es beim Projekt "Gender images and national culture" um einen bislang eher vernachlässigten Forschungsbereich, nämlich um *kognitive* Geschlechterbilder auf *gesellschaftlichem* Niveau. Zahlreicher sind Untersuchungen über Bilder, insbesondere aber über Einstellungen, auf individuellem Niveau (z. B. Gaskell 1975; Roper & Labeff 1976; Mason u. a. 1976; Duncan & Duncan 1978; Thornton & Freedman 1979). Allein schon aus forschungsökonomischen Gründen stellt sich deshalb die Frage, inwieweit solche Untersuchungen für die Ermittlung von kollektiven Bildern fruchtbar gemacht werden können bzw. inwiefern individuelle Bilder Rückschlüsse auf kollektive Bilder zulassen.

Im folgenden Diskussionsbeitrag werde ich einige Ergebnisse aus einer Studie über individuelle Geschlechterbilder vorstellen und anschliessend drei Bedingungen formulieren, unter denen individuelle Bilder als Ausdruck der dominanten Kultur interpretiert werden können.

Im Mittelpunkt dieser Studie stand die Frage, ob die Berufsaufgabe von Frauen kognitive Konsequenzen hat, ob also die Uebernahme der familiären Rollen von einer kognitiven Umorientierung begleitet ist (B. Heintz 1982). Um diese Frage zu beantworten, wurden 235 Frauen mittels eines halbstandardisierten Fragebogens befragt, und zwar 115 berufstätige Frauen und 120 Hausfrauen. Die beiden repräsentativ ausgewählten Subsamples sind hinsichtlich Alter, Nationalität, Kontextzugehörigkeit und Zivilstand homogen. Sämtliche Frauen waren zwischen 25 und 35 Jahre alt, Schweizerinnen, verheiratet und lebten in Zürich. Im Gegensatz zu den Hausfrauen hatten die berufstätigen Frauen (noch) keine Kinder. Da jedoch die Mehrheit eine baldige Berufsaufgabe plant, lassen sich die synchron erhobenen Daten diachron interpretieren: Die beiden Frauengruppen repräsentieren dann zwei aufeinanderfolgende Phasen der weiblichen 'Normalbiographie' (vgl. Levy 1977).

Theoretisch ging diese Studie von einem Akteurmodell aus, das Individuen als 'practical social theorists' (Giddens 1976: 15) konzipiert (und sich damit den Rat von Miller, Galanter & Pribram zu Herzen nimmt, "ein bisschen Weisheit zwischen Reiz und Reaktion zu schieben"). Diese Konzeption erlaubt es, das wissenschaftstheoretische Begriffsinstrumentarium auf Alltagstheorien und Laientheoretiker zu übertragen (vgl. Obrecht u. a. 1976). Wenn ich also im folgenden von 'Bild' oder 'Modell' spreche, ist immer ein mehr oder weniger integriertes kognitives System bzw. eine 'schwache' Theorie gemeint.

Um die Codierungen, die ich zu ermitteln suchte, nicht bereits vorzugeben, wurden die meisten Fragen offen formuliert, wobei ich, um den kognitiven Aspekt von Bildern zu erfassen, zwei spezifische Fragetypen verwendet habe:

1) Fragen, die sich auf wahrgenommene Unterschiede beziehen (Klassifikationskriterien, Konzepte), und
2) Fragen, die eine Erklärung der wahrgenommenen Unterschiede verlangen (Theorien).

Die Fragen, die den Geschlechterbildern [1] zugrundelagen, bezogen sich auf verschiedene Aspekte der geschlechtsspezifischen Organisation der Gesellschaft:

1) Ich habe neben den Geschlechterbildern auch die Gesellschaftsbilder erhoben, die ich aber hier nicht berücksichtige.

a) auf die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung,
b) auf die gesellschaftliche Stellung der Frau, und
c) auf deren Legitimität.

Eine multidimensionale Skalierung dieser kognitiven Variablen ergab drei klar voneinander abgrenzbare und einander ausschliessende Geschlechterbilder. Ich habe sie als
- familistisches,
- feministisches und als
- psychologisches Modell bezeichnet.

Dieses Ergebnis ist nicht selbstverständlich. Es weist zum einen darauf hin, dass Geschlechterbilder mindestens auf der Ebene individuellen Bewusstseins existieren. Zum andern macht es deutlich, dass kognitive Strukturen mit systemhaftem Charakter eine empirische Realität sind, oder anders ausgedrückt: dass kognitive Elemente nicht beliebig kombinierbar sind. So schliessen sich z. B. die Wahrnehmung von geschlechtsspezifischen Machtdifferenzen und eine biologische Erklärung der Geschlechterbeziehung gegenseitig aus.

Das verbreitetste Modell ist das *familistische* Modell. Es wird von 36 % der befragten Frauen benützt. Das familistische Modell entspricht in etwa dem Modell, das im einleitenden Artikel (Murray & Held) als 'romantisch' bezeichnet wird: Frauen und Männer gelten als 'gleichwertig, aber andersartig'. Bezugsrahmen für dieses Modell ist die Familie. Gesellschaft und gesellschaftliche Stellung der Frau erscheinen nur am Rande im Blickfeld. Unterschiede zwischen Männern und Frauen beruhen in dieser Sicht auf ihren unterschiedlichen, jedoch als komplementär begriffenen gesellschaftlichen Leistungen. Die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung, die der Frau den privat-familiären, dem Mann den gesellschaftlich-öffentlichen Bereich zuweist, wird biologisch begründet und damit legitimiert.

Fast ebenso verbreitet ist das *feministische* Modell. Es kommt bei 35 % der befragten Frauen vor, und zwar insbesondere bei den berufstätigen Frauen der Mittelschicht, aber auch bei Hausfrauen mit bereits älteren Kindern, die am Ende ihrer Familienkarriere angelangt sind. Das feministische Modell ist das einzige Modell, bei dem die Gesellschaft Bezugsrahmen für die Interpretation der Situation von Frauen ist. Die Beziehung zwischen den Geschlechtern wird als ein (illegitimes) Machtverhältnis wahrgenommen. Die gesellschaftliche Diskrimination der Frau wird soziologisch erklärt und auf die traditionelle geschlechtsspezifische Arbeitsteilung zurückgeführt.

Das dritte Modell, das von 29 % der Frauen benützt wird, habe ich als *psychologisches* Modell bezeichnet. Es kommt vor allem bei berufstätigen

Frauen in hoher beruflicher Position vor. Im Vergleich zu den beiden andern Modellen ist es inhaltlich wie formal gesehen relativ diffus. Die soziale Realität wird gleichsam aufgelöst und auf psychische Prozesse reduziert. Einzig relevanter Akteur ist das Individuum, das jedoch von all seinen sozialen Bezügen und Rollen entkleidet ist. Explizit tauchen weder Gesellschaft noch Familie in diesem Modell auf. Unterschiede zwischen den Geschlechtern werden auf psychische reduziert, wobei auch diese durch die Betonung gemeinsamer Grundbedürfnisse – wie etwa das Bedürfnis nach Zärtlichkeit, Wärme etc. – praktisch wieder aufgehoben werden.

Alle drei Modelle lassen sich als individuelle Assimilationen vorgegebener kollektiver Bilder interpretieren.

Beim familistischen Modell handelt es sich um eine vereinfachte Version der *dualen Geschlechterphilosophie,* die im ausgehenden 18. Jahrhundert entwickelt, im Verlauf des 19. Jahrhunderts systematisiert wurde und heute – z. B. als Grundlage des schweizerischen Eherechts – sozial durchaus noch relevant ist. Charakteristisch für die duale Geschlechterphilosophie ist

a) die Universalisierung und Biologisierung der Frau auf der einen und die Individualisierung des Mannes auf der andern Seite,
b) die Deduktion sozialer Arrangements – wie z. B. die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung – aus invariant und polar konzipierten Wesensmerkmalen (Aktivität / Passivität, Rationalität / Emotionalität etc.), und
c) das Postulat der psychischen und sozialen Komplementarität der Geschlechter (vgl. Hausen 1976).

Das feministische Modell ist eine Fortführung des *egalitären Geschlechterbildes* der (Früh-) Aufklärung, in dem, naturrechtlich begründet, das bürgerliche Gleichheitspostulat auf Frauen übertragen wurde: "L'esprit n'a point de sexe", wie es Poullain de la Barre 1673 formulierte (vgl. Baxmann 1983). Im Gegensatz zur dualen Geschlechterphilosophie, die eine grundlegende Differenz zwischen Mann und Frau behauptet, beruht das egalitäre Bild auf einer androgynen Geschlechterkonzeption. Unterschiede zwischen den Geschlechtern werden als Produkt sozialer Zuschreibung gedeutet und von daher als illegitim erklärt. Obwohl das egalitäre Modell nie die gleiche soziale Akzeptanz erreichte wie die duale Geschlechterphilosophie, bildet es heute die legitimatorische Basis für den Gleichberechtigungsartikel der Bundesverfassung.

Das psychologische Modell schliesslich lässt sich als Ausdruck einer *'post-materialistischen'* Kultur interpretieren, wie sie von Inglehard für die urbanen Zentren der westlichen Industriegesellschaften behauptet wird (Ingle-

hart 1979). Dafür spricht einerseits, dass dieses Modell im Vergleich zu den beiden andern am wenigsten elaboriert ist (was sich mit der strittigen Frage nach der Kohärenz und Stabilität der 'postmaterialistischen' Werte deckt, vgl. z. B. Herz 1979; Lehner 1979); zum andern die Tatsache, dass es vor allem von sozial privilegierten berufstätigen Frauen benützt wird. Der materielle Aspekt der Geschlechterbeziehung (Lohndiskrimination, Aufstiegsbarrieren) spielt für diese Frauen nur noch eine geringe Rolle und wird zugunsten der immateriellen Aspekte ausgeblendet.

Ich möchte im folgenden in thesenartiger Form drei Bedingungen formulieren, unter denen individuelle Bilder, wie sie z. B. in dieser Studie ermittelt wurden, als Ausdruck der dominanten Kultur interpretiert werden können. Praktisch geht es also um die Frage, ob Untersuchungen über individuelle Geschlechterbilder für die Untersuchung kollektiver Bilder fruchtbar gemacht werden können.

Kollektive Bilder können als kulturelle Vorgaben betrachtet werden, die von Individuen entweder assimiliert, modifiziert oder auch abgelehnt werden können. Kollektive Bilder, die zum Fundus des sozialen Wissens einer Gesellschaft gehören, unterscheiden sich nach Grad ihrer Institutionalisierung und ihrer gesellschaftlichen Akzeptanz. Nowotny & Schmutzer 1974 sprechen in diesem Zusammenhang von einer unterschiedlichen gesellschaftlichen 'Akkreditierung' sozialen Wissens. Die folgenden drei Hypothesen über die Bedingungen einer individuellen Uebernahme kollektiver Bilder beziehen sich auf in diesem Sinn hoch 'akkreditiertes' Wissen. Die Frage lautet also: Unter welchen Bedingungen werden gesellschaftlich *dominante* kulturelle Vorgaben – konformistisch – übernommen bzw. abgelehnt? [2]

1) Kognitive Konformität ist dann zu erwarten, wenn die soziale Integration eines Individuums hoch ist. Hohe soziale Integration ist dann gegeben, wenn die Diskrepanz zwischen der individuellen Statuskonfiguration und
   a) den gesellschaftlichen Vollständigkeitsnormen,
   b) den gesellschaftlichen Gleichgewichtsdefinitionen, und
   c) den gesellschaftlichen Mobilitätszielen gering ist, oder anders ausge-

2) Mit 'Uebernahme' der dominanten Kultur ist nicht eine passive Rezeption gemeint, sondern eine aktive Verarbeitung im Sinne einer Interaktion zwischen vorgegebenen kollektiven Bildern und individuellen Deutungsmustern. Deshalb werden sich kollektive und individuelle Bilder, auch bei grösstmöglicher Uebereinstimmung, niemals vollständig decken. Dazu – exemplarisch – Ginzburg 1983.

drückt, wenn die strukturellen Bewegungsmöglichkeiten eines Individuums nicht (oder nur in geringem Masse) von den gesellschaftlich vorgegebenen Wünschen abweichen (P. Heintz 1969; P. Heintz u. a. 1978). [3]

Allerdings bestehen erhebliche geschlechtsspezifische Unterschiede, was die strukturellen Bewegungsmöglichkeiten (z. B. weibliche Lohndiskrimination, Aufstiegsbarrieren) wie auch die gesellschaftlichen Zielvorstellungen (z. B. männliche Berufs- versus weibliche Familienkarriere) anbelangt. Soziale Integration muss also in jedem Fall geschlechtsspezifisch bestimmt werden.

2) Kulturelle Vorgaben werden vor allem dann direkt übernommen, wenn ihnen quasi ein Interpretationsmonopol zukommt, d. h. alternative, gesellschaftlich weniger akkreditierte Deutungsmuster nicht zur Verfügung stehen. Sobald – via Zugang zu alternativen Interpretationsmodellen – eine Relativierung möglich ist, entsteht eine prinzipiell kritische Distanz zu den dominanten kulturellen Vorgaben. Die Zugänglichkeit von alternativen Deutungsmodellen ist auf der Seite der Kultur abhängig von ihrer Heterogenität und Pluralität, auf seiten des Individuums von seiner (geographischen und sozialen) Mobilität und vor allem von seinem Bildungsgrad (P. Heintz 1975). [4]

3) Aber nicht nur (alltags-) theoretische, auch 'empirische' Widersprüche können zu einer Relativierung gesellschaftlicher Interpretationsangebote führen. Zu solchen 'empirischen' Widersprüchen, d. h. zu einer Diskrepanz zwischen eigener Erfahrung und dominantem Modell, wird es vor allem dann kommen, wenn der Referenzbereich innerhalb des eigenen Erfahrungsbereichs liegt und persönlich relevant ist. Und umgekehrt ist kognitive Konformität umso wahrscheinlicher, je weniger die kulturellen Vorgaben mit persönlichen Erfahrungen konfrontiert werden können. Konkret impliziert diese These, dass beispielsweise bei Weltbildern eine grössere kognitive Konformität zu erwarten ist als bei Geschlechterbildern.

3) Und umgekehrt sind Statusinkonsistenzen und Rangspannungen wesentliche Voraussetzungen für eine kognitive Distanz zur herrschenden Kultur. Allerdings müsste hier zwischen verschiedenen Formen von ungleichgewichtigen und rangtiefen Statuskonfigurationen unterschieden werden.

4) Mit Bildungsgrad ist hier nicht der Statusaspekt von Bildung angesprochen, sondern die damit verbundene Lernkapazität – der Bildungscode.

Diese Ueberlegung steht nicht in Widerspruch zu Untersuchungen, die eine positive Beziehung zwischen sozialer Distanz und Konfliktwahrnehmung nachweisen (z. B. Meier 1981; B. Heintz & Obrecht 1981). Die Harmonisierung des Binnenbereiches und – komplementär dazu – die pessimistische Wahrnehmung des Aussenbereichs entspricht der offiziellen Deutung der Schweiz als konfliktarmer Insel in einer zunehmend bedrohlichen Umwelt.

Individuelle Bilder lassen also dann direkte Rückschlüsse auf die dominante Kultur zu, wenn die betreffenden Individuen sozial integriert sind (1), ihr Zugang zu alternativen Interpretationsangeboten begrenzt ist (2), und sie hinsichtlich des angesprochenen Referenzbereiches nur über wenig eigene Erfahrung verfügen (3). Sollen Untersuchungen über individuelle Geschlechterbilder für die Ermittlung von kollektiven Bildern fruchtbar gemacht werden, so müssten sie unter diesen drei Gesichtspunkten reanalysiert werden.

Dies möchte ich abschliessend anhand der oben beschriebenen Studie tun. Es handelt sich dabei allerdings nicht um eine empirische Ueberprüfung, sondern lediglich um eine Art Gedankenexperiment, das illustrieren soll, wie aus individuellen Bildern Hinweise auf kollektive Bilder gewonnen werden könnten. Konkret geht es darum, das vorherrschende Geschlechterbild jener Frauen zu ermitteln, die

1) sozial integriert sind und denen
2) gesellschaftlich weniger akkreditierte Deutungsmuster kaum zugänglich sind.

(Die dritte Bedingung – Uebereinstimmung von Codierungs- und persönlichem Erfahrungsraum – lässt sich hier nicht illustrieren, da der Referenzbereich nicht variiert).

Auch wenn die traditionelle weibliche Normalbiographie in den letzten Jahren etwas von ihrer Unausweichlichkeit verloren hat (zunehmende Berufstätigkeit von Frauen mit Kindern, demographische Veränderungen wie etwa Anstieg des Heiratsalters, Zunahme von Scheidungen, Rückgang der Kinderzahl etc., vgl. Borkowsky u. a. 1983; Hoffmann-Nowotny u. a. 1984), sind andere sozialbiographische Verläufe – zumindest in der Schweiz – noch kaum institutionalisiert. Die modale (und vollständige) weibliche Rollenkonfiguration ist immer noch die der (nicht-berufstätigen) Ehefrau und Mutter; Berufstätigkeit von Frauen mit (kleinen) Kindern, aber auch Kinderlosigkeit gelten nach wie vor als Makel. [5] Aus diesem Grund sind Hausfrauen – trotz ihres

5) Dass sich diesbezüglich die gesellschaftlichen Verhaltenserwartungen in den letzten Jahren nur wenig verändert haben, zeigt z. B. ein Vergleich der Frauenstudie von Held & Levy, 1974, und einer Vox-Analyse aus dem Jahr 1981. In der Frauenstudie, deren Daten 1971 erhoben wurden, befürworten gut 60 % eine traditionelle Arbeitsteilung. Zehn Jahre später sind es noch etwas mehr, nämlich 64 %, die die Familie als primären Wirkungsbereich der Frau definieren.

Rückzugs auf die Familie – sozial integrierter als berufstätige Frauen. Da die kognitive Konformität der Hausfrauen demnach grösser sein müsste als jene der berufstätigen Frauen, liesse sich das bei ihnen vorherrschende Geschlechterbild als Ausdruck der dominanten (Geschlechter-)Kultur interpretieren. [6]

Betrachtet man die Verteilung der drei Modelle auf die beiden Frauengruppen, so zeigt sich, dass bei den Hausfrauen das familistische Modell überwiegt (es wird von 50 % benützt), während das feministische bzw. das psychologische Modell nur bei 31 % bzw. 19 % auftritt. Die berufstätigen Frauen hingegen codieren das Geschlechterverhältnis vorwiegend im Rahmen des feministischen (39 %) und des psychologischen Modells (38 %); das familistische Modell kommt nur bei 23 % vor. [7]

Was die zweite Bedingung – die Zugänglichkeit von alternativen Deutungsmustern – betrifft, so erlauben die Daten nur eine Ueberprüfung des Zusammenhangs zwischen Bildungsstatus und Geschlechtermodell.

Bei tiefer Bildung dominiert das familistische Modell (64 %), während bei Frauen mit hoher Bildung des psychologische Modell überwiegt (55 %). Betrachtet man die beiden Subgruppen gesondert, so ist diese Beziehung bei den berufstätigen Frauen etwas ausgeprägter als bei den Hausfrauen: von den berufstätigen Frauen mit tiefer Bildung sind es 71 %, bei den Hausfrauen nur 60 %, die das Geschlechterverhältnis im Rahmen des familistischen Modells codieren.

Bei Frauen, die sozial integriert sind und/oder kaum Zugang zu alternativen Interpretationsangeboten haben, ist also das *familistische* Modell das vorherrschende Geschlechterbild. Das familistische Modell reflektiert auf individueller Ebene die duale Geschlechterphilosophie. Wenn die vorhergehenden Ueberlegungen zutreffen, wird demnach die dominante Kultur durch dieses traditionelle Geschlechterbild repräsentiert, während das egalitäre Modell und die 'postmaterialistische' Konzeption zu den gesellschaftlich noch wenig akkreditierten Sichtweisen gehören.

6) Die Beziehungen zwischen Geschlechtermodell und den beiden andern strukturellen Bedingungen für kognitive Konformität – gleichgewichtige und den gesellschaftlichen Mobilitätszielen entsprechende Statuskonfigurationen – lassen sich im Rahmen dieser Studie nicht überprüfen.

7) Diese Erklärung der Geschlechtermodelle (über die kognitive Konformität der befragten Frauen) ist nur eine der möglichen Interpretationen. Andere Erklärungen sind durchaus denkbar, vgl. B. Heintz 1982.

Dass dieser Schluss nicht abwegig ist, legen Untersuchungen über das Geschlechterbild in Lesebüchern (z. B. Nave-Herz 1982) und in der Werbung (z. B. Whipple & Courtney 1980; Kotelmann & Mikos 1981) nahe. [8] Auch die Argumente, die in der Debatte über den Einbezug der Frauen in die Gesamtverteidigung benützt werden, weisen auf die kulturelle Dominanz des dualen Modells hin, und schliesslich auch die Tatsache, dass der 'biologische' (und soziale) Sonderstatus der Frau immer noch eine wesentliche ideologische Prämisse der schweizerischen Gesetzgebung bildet (vgl. Nabholz 1984).

Vergleicht man die Sichtweise der Befragungsgruppe – also relativ junge, verheiratete Frauen in einem urbanen Kontext – mit der als dominant postulierten Geschlechter-Kultur, so besteht eine erhebliche Diskrepanz zwischen dem offiziellen (und vorwiegend von Männern produzierten) kollektiven Bild und den individuellen Bildern (von Frauen). [9] Dem offiziellen Modell folgen nur (noch) ein Drittel der Frauen, die andern beziehen sich bei ihrer Deutung des Geschlechterverhältnisses auf kollektive Bilder, die gesellschaftlich noch wenig akkreditiert sind. Beispielhaft wird dieser 'Bild-Konflikt' in der gegenwärtigen Diskussion um die geplante Revision des Eherechts, und es wäre nicht uninteressant, anhand eines solchen Fallbeispiels die Wechselwirkungen zwischen individuellen und kollektiven Bildern zu untersuchen.

8) In der Schweiz gibt es meines Wissens bislang keine ähnlichen Untersuchungen, doch sind die Resultate dieser Studien sicher auch auf schweizerische Verhältnisse übertragbar.

In der Werbung zeichnet sich m. E. allerdings in den letzten Jahren ein Trend zu einer eher androgynen, 'partnerschaftlichen' Geschlechterkonzeption ab.

9) Damit ist keineswegs gemeint, dass sich diese Diskrepanz zwischen dem (von Männern produzierten) kollektiven Bild und den individuellen Bildern von Frauen auf einen Geschlechterdissens reduzieren liesse. Die Geschlechterzugehörigkeit ist nur eine der möglichen Erklärungsvariablen.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 755–768

ROLES FEMININS ET MASCULINS DANS LA RELATION DE COUPLE: PLUSIEURS IMAGES POUR UNE MEME CULTURE

Jean Kellerhals &
Laura Cardia-Vonèche
Université de Genève
Département de Sociologie
CH–1211 Genève 4

I. INTRODUCTION

Nous aimerions caractériser, dans les lignes qui suivent, le modèle culturel de la relation amoureuse développé dans certains genres de littérature populaire (en l'occurence le roman-photo à grand tirage) et le confronter aux définitions de la relation conjugale que se donne une cohorte de jeunes couples, de nationalité suisse, qui se sont mariés en 1974–1975 et que l'on a observés jusqu'à aujourd'hui. Pourquoi une telle comparaison? L'intérêt en est à la fois théorique et méthodologique. En effet, une culture n'est pas nécessairement homogène. Dans le cas de la société suisse, divers modèles de la relation de couple sont produits et diffusés. Tantôt complémentaires, tantôt divergentes ou opposées, ces images coexistantes interdisent tout réductionnisme simple visant à mettre en correspondance mécanique un type sociétal et un contenu culturel. Il convient plutôt de faire de la diversité des consignes culturelles – telles qu'elles apparaissent dans le droit, dans la littérature, dans les ouvrages de vulgarisation scientifique, dans les catéchismes, etc. – une propriété du système lui-même et de cerner les conséquences de cette diversité, de ces ruptures, pour le comportement des acteurs.

Pour ce qui est de la littérature populaire, nous en avons analysé un genre particulier: le roman-photo. Bien que produit hors des frontières helvétiques, il est répandu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires en Suisse. Par ailleurs, son "message" ressemble assez à celui que diffusent les "romans de kiosques" (on trouvera des précisions méthodologiques dans Gretillat, Keller, Kellerhals, Vonèche, 1981). S'agissant des représentations des couples, nous prenons appui sur l'étude par interview d'une cohorte de 600 jeunes mariés genevois (n = 2 x 557), interrogés à trois reprises entre le début du mariage et la cinquième année de celui-ci (cf. Kellerhals, Perrin, Steinauer, Vonèche, Wirth, 1982).

Cela dit, il convient de préciser l'angle sous lequel on opère la comparaison. En effet, la notion de rôle (en tant qu'attentes de l'environnement à propos du comportement d'un acteur occupant une position donnée) est très générale. Cet "ensemble d'attentes" comprend tout et rien, l'essentiel et l'accessoire. Pour structurer un peu cette notion et permettre de comparer romans et représentations des couples, on considérera le groupe conjugal comme un système d'échange. Les principales normes de rôle à prendre en considération sont alors les suivantes:

- la norme de pertinence définit sur quoi porte l'échange (ce qui doit être partagé);
- la norme de production dit qui doit produire (ou "être") quoi;
- la hiérarchie des allégeances définit quels sont les objectifs prioritaires du groupe;
- la norme de transformation définit par quel moyen (causal) il est possible de faire passer le groupe d'un état (jugé inadéquat) à un autre.

II. LA RELATION DE COUPLE DANS LE ROMAN–PHOTO

Examinons alors le contenu de ces différentes normes dans le roman-photo. Méthodologiquement, on peut prendre appui sur le fait que, dans ces récits, la relation de couple évolue systématiquement d'une situation initiale jugée problématique ou mauvaise à un état final heureux et stable. Si étrange que cela paraisse, le roman-photo est une sorte de catéchisme où l'on apprend à se bien conduire en comparant l'avant et l'après. On peut dès lors analyser cette transformation pour en déduire le code de la bonne conduite amoureuse et les rôles qui lui correspondent.

1) L' EXCLUSION DU TIERS

La norme de pertinence est caractérisée par le fait que tout tiers est exclu de la relation de couple. Celle-ci est entièrement "privée". Tout doit être rapporté à la relation duelle. En ce sens, l'extension de l'échange est maximale. Les activités "extérieures" sont systématiquement perçues comme néfastes à l'harmonie du couple. Même l'enfant (présent ou futur) est absent du modèle. Voyons plus en détail ces types d'évolution narrative :

1.1) Dans la moitié des récits, les protagonistes affrontent initialement des problèmes individuels, de type psychologique ou physique (orphelinat, infirmités). Dans d'autres cas, ce sont des handicaps sociaux : chômage, difficulté d'adaptation à la vie urbaine, réinsertion professionnelle après détention. Ces difficultés, lot d'individus isolés (et non pas produit de contraintes collectives), sont toujours compensées par l'échange amoureux. Ce dernier les estompe, ou permet de les résoudre grâce à des interventions miraculeuses. Ainsi, dans le cas des infirmités, la relation donne l'occasion et le courage d'affronter une opération médicale qui toujours réussit.
En d'autres termes, l'absence d'amour équivaut au manque absolu, à la non-vie. Et réciproquement l'amour gomme toutes les limites, quelles qu'elles soient.

1.2) Toutefois, les déroulements narratifs sont rarement aussi simples. Souvent les relations elles-mêmes, momentanément problématiques, constituent une source de tension pour les partenaires. Ici, les récits consistent à transformer ces déséquilibres pour accéder (par la substitution d'un des partenaires ou par la modification des modalités de l'échange) à une situation de stabilité. Les principales sources de déséquilibre résident dans :

– *L'arrivisme des partenaires*

Le roman-photo met en scène des situations où les protagonistes utilisent la relation "de couple" à des fins professionnelles ou économiques; on ne tombe amoureux que pour obtenir la jouissance des privilèges de l'autre (argent, position sociale, facilités professionnelles, relations mondaines, etc . . .). Parallèlement, ces volontés d'ascension sociale constituent une entrave à l'expression d'un amour "vrai", tout centré sur lui-même.

Dans l'évolution narrative, ces relations arrivistes se terminent toujours par un échec. Soit les protagonistes se transforment et abandonnent leurs ambitions professionnelles ou leurs rêves de gloire, soit ils sont éliminés du bonheur final. Pour le roman-photo la richesse et les avantages sociaux ne s'obtiennent que *si on ne les recherche pas.*

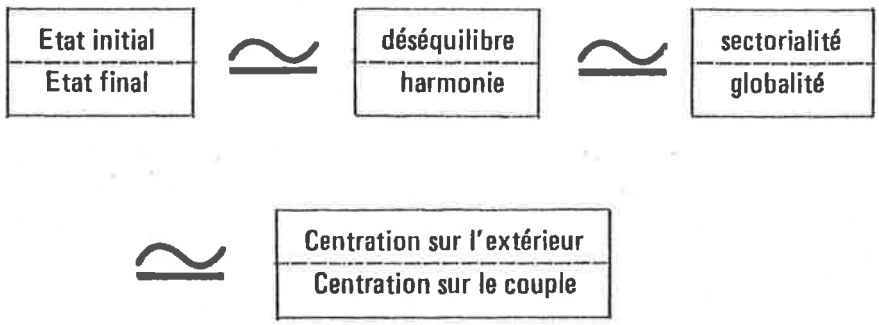
– *Les divergences des protagonistes sur les projets relatifs à la vie commune*

Entre conjoints ou "fiancés", des désirs contradictoires peuvent se manifester quant au lieu d'habitation (ville / campagne), aux loisirs (absorbant de l'énergie et perturbant le couple) ou encore à la profession (lui investit beaucoup dans son travail). La solution de tels conflits provient systématiquement d'un "accident miraculeux" qui montre que seule la relation a de l'importance et que tout désir "extérieur" à celle-ci est néfaste.

– *La dégradation du sens de la vie conjugale*

Pour certains couples mariés, vivant ensemble depuis un certain temps, le rapport à l'autre perd son attrait et devient ennuyeux. Dans ce cas, une circonstance externe (maladie grave, perte d'un parent, accident de la route) redonne aux protagonistes le plaisir conjugal. Il se retrouve et ils ont l'occasion de revivre entre eux le grand amour. Cette redécouverte du couple pourrait certes n'être que passagère; toutefois, le fait que le récit se clôt sur un tel moment laisse pressentir le caractère définitif.

Ce qui précède peut s'exprimer dans des couples d'opposition du type:



Autrement dit, les évolutions narratives font apparaître un nombre restreint de "lois" élémentaires de l'échange amoureux, reliées les unes aux autres :

a) Les amants doivent centrer tout leur intérêt sur la seule relation. Celle-ci n'a pas d'autre but qu'elle-même.

b) Pour autant que cet impératif soit respecté, la relation amoureuse suffit à procurer un bonheur sans limite. Elle efface tout les handicaps, toutes les carences, toutes les douleurs.

c) La relation doit durer idéfiniment (toute la vie).

Ces règles sont valables pour tout le monde. Il n'est montré nulle part que la formule de l'échange pourrait varier selon les appartenances sociales ou selon les personnalités. Au contraire, l'accent est mis sur l'existence d'une seule orthodoxie de l'amour par laquelle et en laquelle les individus, si différent soient-ils, accèdent à l'existence, se retrouvent, et communiquent sans trouble. Voyons cela plus en détail.

2) L'ABSTRACTION DU MONDE ET L'UNIVERSALISATION DE L'INDIVIDU

Pour que le récit puisse éliminer la réalité extérieure, celle-ci doit perdre son caractère contraignant ; en effet, la relation ne peut fonctionner en vase clos que si rien, dans les comportements, les attitudes, les désirs des partenaires n'évoque les marques ou empreintes sociales. D'où la nécessité de faire disparaître les déterminations socio-culturelles et de faire en sorte que tous les individus réagissent à la condition amoureuse selon les mêmes réflexes et la même dynamique. Voici les cinq procédés principaux de cette abstraction :

- *La nature de l'insertion professionnelle :* la profession est certes mentionnée, mais son exercice est dépourvu de toute contrainte d'horaires, de tâches, ainsi que de tout problème d'argent. L'activité professionnelle n'est ni source de gratification symbolique, ni créatrice de revendication sociale.

- *Le langage :* quel que soit leur milieu d'origine ou d'appartenance, les protagonistes utilisent le même langage, parfaitement fictif, en ce

sens qu'il ne saurait, dans aucun milieu social, caractériser une conversation courante. Il est marqué par l'hypercorrection. En voici deux exemples:

Un étudiant pauvre dit à une de ses copines de bonne famille: "Florence, si je connais bien 'Roméo et Juliette' et Marivaux également, je ne veux pas me prêter au jeu du flirt qui amuse tant les jeunes filles."

Un autre étudiant se promenant avec son amie: "Il y a dans l'air un avant-goût de l'été. Sens-tu ces délicieux effluves parfumés!"

Un tel langage universalise les individus et, partant, le champ des relations amoureuses.

- *Les codes gestuels:* ils sont stéréotypés quels que soient les protagonistes. Il n'existe qu'une manière d'exprimer sa jalousie, sa tendresse, son amour; les poses du "Baiser", de la "Colère", de l'"Adieu", etc., sont constantes et aisément identifiables.

- *Le cadre social:* les personnages évoluent dans un vide sociétal (absence de référence au moment historique, au cadre géographique) complet. C'est une manière de montrer que l'environnement ne saurait affecter une relation amoureuse. Cela est encore accentué par le type de photographie: pas d'espaces susceptibles de localiser une région, une ville, une athmosphère. Il s'agit presque exclusivement de gros plans et de plans américains.

- *La production domestique:* on constate une absence quasi totale des contraintes de la vie de tous les jours. On ne voit pas l'un des protagonistes faire le ménage ou préparer un repas. Les biens de la quotidienneté ne sont pas réellement produits, ce qui élimine la question de savoir qui doit les produire et selon quel barème ils doivent être échangés.

3) LA CAUSALITE MAGIQUE ET LA FATALITE

Comment passe-t-on d'une situation de souffrance et de manque au bonheur final? Pour que les protagonistes puissent faire ce chemin, il est paradoxalement nécessaire qu'ils ne tentent pas de transformer leur destin. Les individus ne doivent pas avoir d'action sur la nature ni sur l'évolution de leur relation. C'est à cette condition seulement que celle-ci pourra réussir. Dans le roman-photo, la volonté est systématiquement présentée comme perturbant le rapport amoureux. C'est dire qu'il ne peut y avoir de "travail" psychologi-

que des personnages pour améliorer leur relation. Loin d'assister à des processus progressifs de maturation d'une liaison, à une prise de conscience de plus en plus affirmée, le lecteur se voit confronté à deux états simples: l'amour et le non-amour. Le premier est reçu comme un coup de foudre, comme l'expression d'un destin préexistant aux amants. Ceux-ci sont les jouets d'événements extérieurs: un drame, ou simplement une circonstance extraordinaire (un hold-up, par exemple) fait irruption dans la vie des protagonistes et provoque une *catharsis.* Ils découvrent dans le même instant le sens de leur existence, leurs erreurs passées et la puissance surhumaine de leur amour. Ainsi, c'est par une soumission aveugle à leur "destin" qu'ils accèdent au bonheur final. Cette causalité extérieure (on peut parler d'exorégulation de l'échange) est aussi *magique* en ce sens que n'importe quel événement extérieur peut produire n'importe quelle modification interne.

En résumé, le message du roman-photo réside dans l'affirmation d'une relation privatisée et fusionnelle d'une part, non-conflictuelle et dépourvue d'ambivalence d'autre part. Cette "condition" n'est atteinte que par l'abstraction des individus, présentés comme êtres intemporels et sans détermination spatiale, et par la soumission à une sorte de main invisible qui rend les relations harmonieuses. Comme on le voit, on est très près – si étrange que cela paraisse – de l'idéal-type de l'homo oeconomicus.

Voyons alors si l'on retrouve des normes semblables dans les représentations des jeunes couples.

III. LES REPRESENTATIONS DES COUPLES

Par rapport à l'abstraction et à l'universalisation qui caractérisent la relation du couple dans la littérature populaire, les représentations des jeunes couples urbains sont au contraire très marquées par leur appartenance socio-professionnelle: l'image du couple, de son "devoir-être", de sa bonne forme pourrait-on dire, varie du tout au tout selon que l'on appartient aux milieux dits populaires ou aux strates supérieures. Il n'est pas insensé, comme on va le voir d'interpréter cette corrélation dans une optique de rentabilisation des atouts matériels et symboliques des conjoints, et d'opposer ainsi au caractère "gratuit" de la relation affective dans le roman populaire (on a vu que la production quotidienne n'a pas de place dans le roman-photo) l'économie d'une dialectique entre position sociale et relation affective dans les représentations des jeunes ménages. Ici, projet familial et projet social se répondent, prennent sens l'un par l'autre.

Cela vaut bien sûr – et on insistera sur ce point – pour le degré d'autonomie ou de fusion que se reconnaissent les conjoints. A l'idéal d'exclusion du tiers (fusion) qui définit la relation *bonne* ou réussie dans le catéchisme du roman populaire s'oppose la revendication de nombreux couples à des domaines réservés, qui seraient la condition de succès d'une relation.

Voyons alors plus en détail comment l'appartenance sociale marque le projet de couple et tentons de décrire brièvement la logique générale reliant les éléments de représentation les uns aux autres. Pour cela, nous allons mettre en rapport trois éléments caractérisant la structure normative de l'échange conjugal: la norme de production, définissant qui doit faire quoi dans le couple; la norme de pertinence, définissant sur quoi doit porter l'échange ou, autrement dit, quelles sources individuelles doivent ressortir à l'autorité du nous-couple; la hiérarchie des allégeances, définissant la priorité du "je" par rapport au "nous" ou l'inverse.

1) LA NORME DE PRODUCTION

Le fait premier – et dont on trouve nombre de confirmations ailleurs – est que la norme de production est largement définie par les atouts professionnels des femmes. Pour celles qui disposent d'un bagage professionnel subalterne (d'ouvrière, d'employée), la norme est à la *différenciation:* pour 80 % d'entre elles, une fois l'enfant venu, il convient que la femme arrête de travailler, s'occupe des enfants et du ménage et que l'homme assure la subsistance. Au contraire, pour les femmes à formation para-universitaire et universitaire, la norme est à l'*indifférenciation:* disons, pour être moins caricatural, qu'une bonne moitié d'entre elles poursuivent l'idéal de la double carrière (Kellerhals & al., 1982, pp. 139–40). Il est important de noter que cette variance des projets est bien moindre chez les hommes: une vision plus stéréotypée traverse les différentes strates, même si les variations s'opèrent dans le sens de ce que l'on remarque chez les épouses.

En un sens, de tels résultats vont dans la direction de la théorie des ressources (Blood & Wolfe, 1964), telle que complétée par la notion d'alternatives de Thibaut & Kelley (1959). En effet, on peut interpréter ces différences comme le résultat de comparaisons entre les coûts et bénéfices (matériels ou symboliques) d'une insertion principalement professionnelle ou prioritairement domestique chez les femmes des différentes classes sociales. En cela, la norme de production se comprendrait "en soi", comme une simple économie individuelle de l'effort. Mais cette perspective un peu statique

de comparaisons de valeurs (les bénéfices de la profession, les gratifications du foyer, etc.) supposées objectives et constantes paraît cependant incomplète et peut-être trompeuse. Il est préférable à notre avis de comprendre la norme de production en la reliant non seulement aux atouts sociaux des femmes, mais aussi à la norme de pertinence et à la durée assignées à l'échange conjugal.

2) PERTINENCE ET DUREE

Chez les ouvriers et employées, l'accent mis sur une durée *indéfinie* de l'échange est très fort : on s'est marié "pour la vie", et on n'envisage de recourir au divorce que pour des motifs très graves. Seules 26 % des femmes universitaires sont aussi strictes. La plupart, au contraire, sans pour autant se marier pour une durée en principe limitée, sont prêtes à se séparer de leur conjoint si des motifs "sérieux" le justifient. La pérennité n'a de valeur que relative: tant que dure le bon plaisir personnel. L'idée d'une limite potentielle à la durée de l'échange se fait donc d'autant plus nette que s'accroissent les atouts socio-économiques des femmes. La tendance est la même, mais sensiblement moins nette, chez les hommes (Kellerhals & al., 1982, pp. 113 ss.).

Pour ce qui est de la norme de pertinence – que nous avons cernée en recourant à des sortes de scénarios-problèmes portant sur le droit de regard du conjoint sur des biens en principe personnels (par exemple une lettre "privée", ou les opinions et l'activité politique, ou encore le droit à disposer de son temps, etc.) – deux tendances rassemblent les réponses des interviewés à ces problèmes.

D'une part, chez les ouvriers et les employées, l'accent est mis sur la *fusion.* Tous les genres d'atouts personnels (temps, idées, affections, finances) ressortissent à l'autorité du nous-couple qui décide, en principe, de l'allocation de ces ressources. Différemment, les para-universitaires et universitaires mettent plus d'accent sur l'*autonomie,* à savoir un caractère plus sectorial de l'échange. Le nous-couple n'a d'autorité que sur une partie de capitaux privés. D'autre part, la *légitimité* de l'autorité du nous-couple sur les ressources individuelles est à dominante *institutionnelle* dans le bas de l'échelle sociale : c'est parce que l'on est marié – et indépendamment de toute subjectivité – qu'il est jugé normal d'accepter le regard du groupe. Cela fait partie en quelque sorte d'un contrat passé une fois pour toutes. On trouve au contraire une légi-

timation de type charismatique chez les universitaires. Ce droit de regard est en effet justifié par le sentiment amoureux: si l'on s'aime, alors pourquoi pas . . . Mais le mariage en soi ne saurait autoriser aucune intrusion du groupe sur les domaines privés. En cela, les conjoints des milieux universitaires entendent rester maîtres constamment des termes de leur échange (on peut parler d'une régulation *endogène* du comportement) alors que les ressortissants des milieux populaires se fient plus à une régulation exogène (le droit civil, par exemple) et par là contraignante ou peu mobile.

Ces résultats confirment donc l'hypothèse selon laquelle ces deux dimensions – la norme de production et celle de pertinence – sont en relation dialectique: la stricte différenciation des rôles ne prend vraiment sens qu'inscrite dans un échange de durée indéfinie. Plus généralement, on peut comprendre que la spécialisation des tâches, qui correspond pour les acteurs à la renonciation (asymétrique d'ailleurs) à certaines ressources, soit comme compensée par un accès "de principe" aux ressources contrôlées de fait par autrui. C'est-à-dire que la différenciation s'accompagne d'une insistance sur une fusion à légitimation institutionnelle. On trouve confirmation de ces interprétations en croisant l'accent mis sur la pérennité de l'échange et la norme de production. Pour les femmes, à statut social contrôlé, on trouve deux tiers de projets "différenciés" lorque l'accent sur la pérennité est fort, mais un quart seulement lorsque celle-ci n'est pas mise en exergue.

3. L'INSTANCE PRIORITAIRE: PRIMAT DU GROUPE OU DE L'INDIVIDU

On le voit, la perspective coût-profit *statique* ne suffit pas à rendre compte des faits. Il faut replacer l'option pour la différenciation dans la formule globale de l'échange, impliquant sa durée et son ampleur. De plus ces normes de production, de pertinence et de durée, sont sous-tendues par des *hiérarchies des allégeances* elles-mêmes variables. Rappelons que l'on nomme hiérarchie des allégeances un ordre de priorité entre trois instances de régulation des comportements présentes dans tout groupe familial: le "je" individuel, le "nous-couple" et le "nous-famille". Il existe potentiellement une certaine concurrence entre ces différents "nous" et en conséquence une des tâches du groupe consiste à les hiérarchiser. Dans le roman-photo, seul le "nous-couple" est présent. Il exclut ou gomme les deux autres instances. Il n'en va pas de même dans les représentations des conjoints. Dans les familles d'ouvriers et d'employés de notre étude, il semble que cet ordre

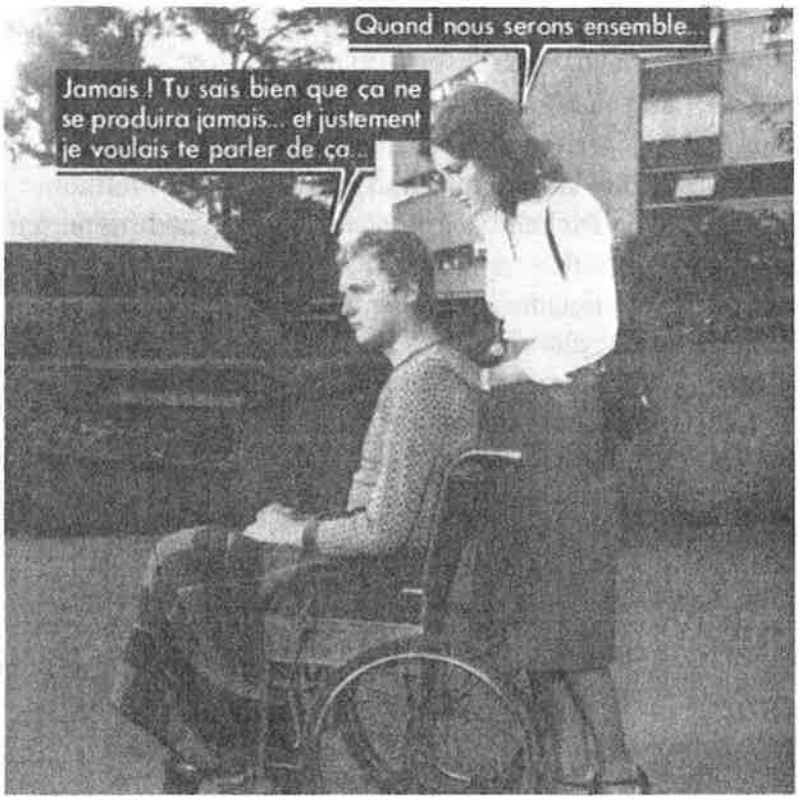
aille du nous-famille au nous-couple et enfin au je. A titres d'indices de ce fait, on peut avancer les éléments suivants. D'abord l'enfant est plus immédiatement associé aux projets du couple. Certes, on s'attend à en avoir dans tous les milieux, mais sa venue est très largement décalée (dans les souhaits et dans les faits) dans les milieux à formation de cadre, alors qu'elle est assez rapide ailleurs. C'est la formation professionnelle de l'épouse qui fait le clivage, le métier de l'homme n'intervenant que peu. Après quatre ans de mariage, quatre femmes ouvrières sur cinq ont un ou plusieurs enfants, cette proportion n'était que d'une sur trois chez les universitaires. Au plan idéologique, l'idée d'un temps propre au couple (quelques années de vie commune "entre soi") n'est présente que chez une ouvrière sur quatre, alors qu'elle caractérise plus d'une universitaire sur deux (Kellerhals & al., 1982, p. 214). Un troisième indice est celui des *styles d'expressivité* repérables dans les qualités attendues du conjoint. Du point de vue de ces attentes, il serait erroné d'opposer des familles ouvrières où seules des aptitudes instrumentales sont requises, à des familles lettrées où ne s'expriment que des attentes expressisves. Par contre, l'expressivité dominante est *individualiste* chez les universitaires et para-universitaires (on attend de son conjoint du charme, de la séduction, un certain sens de l'humour, etc.), alors qu'elle est surtout *familialiste* chez les ouvriers et employés (on attend un fort sens paternel ou maternel, de la fidélité, de la tendresse). Il s'agit donc de qualités expressives orientées vers l'harmonie dans une famille, alors que les premières caractérisent plutôt le dialogue, quelquefois frondeur, d'un couple où domine l'idée d'un "rechoix" permanent. Un quatrième indice est fourni par la norme de fidélité : elle est forte, et basée sur l'idée d'un devoir indépendant des préférences chez les ouvriers et employés, elle est moyenne, et légitimé par les orientations subjectives, dans les milieux culturellement aisés.

Ainsi observe-t-on, chez les universitaires et les para-universitaires une sorte de concurrence entre les exigences du nous-couple et celles du nous-famille. Ils ont pour ainsi dire le même statut, alors que la hiérarchie est mieux marquée dans le bas de l'échelle sociale : le couple se comprend par la famille. La fusion qui caractérise les représentations des ouvriers et employés n'est donc qu'apparemment semblable à celle que prône le roman populaire. Dans celui-ci, la fusion a le couple pour raison et ne correspond à rien par ailleurs au niveau de la norme de production. Dans les représentation des conjoints, la fusion à la famille pour raison et apparaît comme un répondant "logique" à la norme de production.

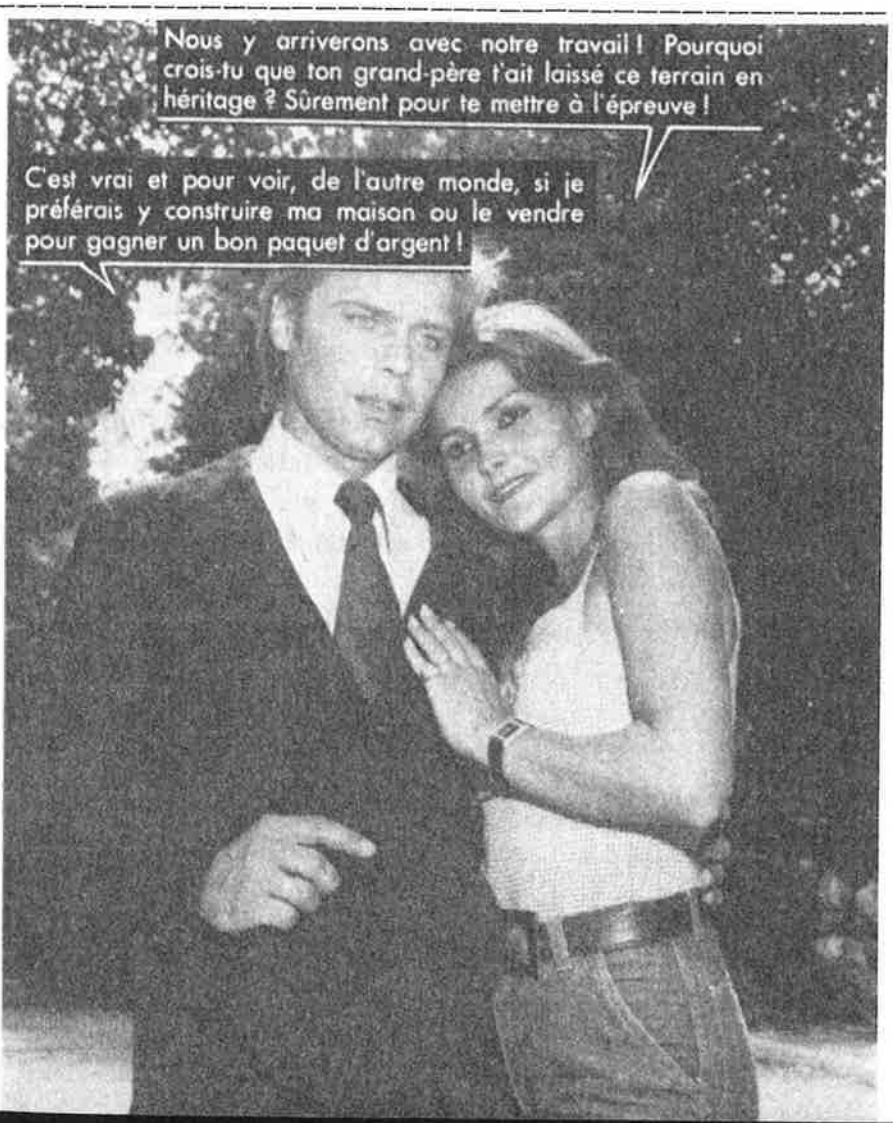
*
* *

Concluons. Alors que la représentation "mythique" de la relation amoureuse fait apparaître un seul genre d'orthodoxie relationnelle, l'observation des projets et représentations familiales montre l'impact décisif des déterminismes socio-culturels sur les contenus assignés à la relation. Abstraction des idéologies, ancrage des projets: il serait facile d'en tirer de belles thèses sociologiques si un troisième plan d'observation, par ses différences avec les deux précédents, ne venait pas tout compliquer. Il s'agit des comportements concrets des conjoints. Nous avons effectué cette comparaison entre projets, ou attentes, et comportements réels après deux ans et quatre ans de mariage. On s'aperçoit aisément qu'à l'idéal d'indifférenciation et d'égalité propre aux universitaires et para-universitaires correspondent des pratiques très inégalitaires de division des tâches et de l'autorité dans la famille. De même, aux projets d'autonomie de ces couples répond, dans les faits, un repli très marqué du groupe sur lui-même. Les zones d'autonomie sont très étroites. A l'idéal de durée indéfinie de l'échange dans les milieux populaires correspond une incidence du divorce d'autant plus nette que l'on est socialement défavorisé. Au projet de différenciation des tâches (elle à la maison, lui au bureau ou à l'usine) correspond fréquemment la nécessité matérielle d'une double insertion professionnelle. Ainsi la vie quotidienne des jeunes familles contemporaines paraît-elle en tension à la fois avec un certain imaginaire collectif et avec les représentations privées. Mais ceci est encore une autre histoire.

La causalité magique . . .



Les codes gestuels : "baiser"



Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 769–776

IMAGES NORMATIVES DES GENRES

Martine Chaponnière
Faculté de Psychologie
et des Sciences de l'Education
Université de Genève
CH–1211 Genève 4

"On a raison de dire que la femme pense souvent d'une autre façon que l'homme. La pensée de l'homme est plus abstraite, plus réfléchie, plus logique et objective; celle de la femme est plus commandée par le sentiment, davantage concentrée sur la personne que sur la chose, sur le concret que sur le principe. Si la femme manque peut-être ici et là de logique, elle compense ce défaut par son bon sens pratique, ce qui lui permet souvent de discerner plus aisément ce qui est juste et essentiel. Si elle est plus exposée à tirer des conclusions subjectives, elle court moins le danger de sacrifier une conclusion ayant l'apparence de la logique. Il faut reconnaître que l'homme a joué jusqu'à présent un plus grand rôle dans la production intellectuelle et manifesté plus d'esprit créateur. On peut l'expliquer, en partie historiquement, par le fait que la femme avait jusqu'à présent une situation subordonnée et était accaparée par ses tâches familiales. Mais on peut l'expliquer en partie aussi par le fait qu e la femme est de nature plus réceptive. Cette particularité lui vaut de craindre davantage les risques et d'être moins portée à la spéculation. Mais cela n'empêche pas que les femmes qui ont perdu leur équilibre sont plus extrêmistes que les hommes qui se trouvent dans les mêmes conditions."

MESSAGE DU CONSEIL FEDERAL, 1957, p. 771

Cette citation, extraite du Message du Conseil fédéral daté de 1957 en faveur de l'introduction du suffrage féminin, est significative de ce que sont des images normatives des genres. J'entends par "images normatives des genres" l'ensemble des représentations que se fait une société donnée, dans une culture donnée et à une époque donnée, de la configuration générale (c'est-à-dire physique et mentale) appropriée à l'un et l'autre sexe, et la traduction matérielle en termes d'attitudes, de droits et de devoirs de ces représentations.

A cet égard le texte du Conseil fédéral est intéressant pour plusieurs raisons. La première est que nous y trouvons un résumé des idées reçues non seulement sur les femmes mais également sur les hommes, fait assez rare tant les femmes constituent, depuis toujours, un objet d'étude passionnant:

> "Avez-vous quelque idée, disait Virginia Woolf, du nombre de livres consacrés aux femmes dans le courant d'une année? Avez-vous quelque idée du nombre de ces livres qui sont écrits par des hommes? Savez-vous que vous êtes peut-être de tous les animaux de la création celui dont on discute le plus? (. . .) Pourquoi (. . .) les femmes intéressent-elles les hommes tellement plus que les hommes n'intéressent les femmes?"

Le premier point que je voudrais mettre en évidence dans ce Message du Conseil fédéral est celui de la confusion de deux discours à l'intérieur même du discours politique: le discours scientifique et le discours de l'homme de la rue (je dis l'homme de la rue parce que "femme de la rue" a un sens tout à fait différent, la principale différence étant que la femme de la rue ne parle pas, elle attend.).

Si je dis qu'il y a mélange de sens commun et de scientificité, c'est bien parce que ce texte émane du Conseil fédéral, c'est-à-dire de la plus haute instance décisionnelle suisse. Et celle-ci ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi. Pour rédiger ses Messages, le Conseil fédéral fait appel à des experts, qui sont, pour la plupart, des universitaires. Donc, si, pour reprendre les termes du Conseil fédéral, "on a raison de dire" que les hommes ou les femmes sont comme ceci ou comme cela, c'est bien que, à un moment donné, non seulement l'homme de la rue, mais, surtout la science – et ici, en particulier, la psychologie – ont dû en constater les manifestations, que ces manifestations soient, comme le précise d'ailleurs le Conseil fédéral, d'origine culturelle ou dues à la nature.

La deuxième raison est que même si ce texte date de 1957, c'est-à-dire d'il y a 27 ans, bon nombre des idées qui y sont exprimées ont encore cours. Je vois à cela deux explications. Tout d'abord les idées du sens commun ont la vie dure. Ce sont probablement les plus difficiles à extirper des mentalités collectives, sans doute parce que, pour la plupart, elles contiennent, comme on dit, "un fond de vérité". Car, comme le montre Mead,

"un cliché (. . .) qui fixe les intérêts et les occupations de chaque sexe n'est habituellement pas sans fondement. L'idée de la virilité dans une société donnée peut s'adapter très étroitement au tempérament d'un certain type d'homme. L'idée de la féminité peut être conforme à la femme du même type ou, au contraire, à celle d'un autre. Aux enfants qui n'appartiennent pas à ces types élus, seuls les caractères sexuels primaires permettent de les classer dans une catégorie donnée".

La deuxième explication que je vois au fait que ces idées reçues ont encore cours, c'est que celles-ci sont renforcées par le discours que tiennent aujourd'hui certaines féministes issues du mouvement des femmes des années 70. En effet, avec l'avènement du néo-féminisme est né un courant dit de la spécificité, qui consiste en gros à dire :

"Nous les femmes avons développé des valeurs inconnues du monde masculin fondé sur la force et sur la compétitivité. Ces valeurs sont l'amour, l'intuition, le sens de la vie, le sens de la paix, le sens de l'autre, etc. Ce sont de "bonnes" valeurs. Messieurs, laissez-vous aller à la féminitude et tout le monde, femmes et hommes, s'en portera mieux".

C'est un peu la transcription dans le rapport de pouvoir entre les sexes de la stratégie "Black is beautiful" dans le rapport de pouvoir entre les races. Dans son ouvrage consacré au racisme, Albert Demmi note que

"affirmer sa différence devenait la condition même de l'affirmation de soi, le drapeau de la reconquête du moi, individuel ou collectif". La revendication de la féminitude se situe dans la même logique.

Enfin, la troisième raison pour laquelle ce Message du Conseil fédéral est intéressant est que, sous des allures de description, il émet des jugements de valeur, confusion caractéristique des textes relatifs aux sexes. Chacun sait que pour réussir dans la vie, il vaut mieux être "réfléchi, logique et objectif" que "commandé par le sentiment", et ce d'autant que "manquer ici et là de logique" est considéré comme un "défaut", heureusement compensé par notre "bon sens pratique".

Outre la stigmatisation des caractères attribués à chacun des sexes, il y a donc jugement de valeur. Et l'on peut dénoter un jugement de valeur dans bien des caractéristiques mentionnées par le Conseil fédéral. Prenons l'exemple de l'intuition, que le Conseil fédéral ne mentionne pas expressément, tout en relevant que les femmes savent discerner l'essentiel grâce à leur bon sens pratique. Or, que signifie discerner l'essentiel grâce à son bon sens pratique. Cela signifie que ce n'est pas l'intellect de la femme qui lui permet de faire des raisonnements justes, c'est son intelligence *des choses,* ce n'est

pas un raisonnement logique, c'est un sens pratique. Pour Colette Guillaumin (1978)

> "l'intuition (si spécifiquement féminine) classe les femmes comme l'expression des mouvements d'une pure matière. D'après cette notion, les femmes savent ce qu'elles savent *sans raisons.* Les femmes n'ont pas à comprendre puisqu'elles savent. Et ce qu'elles savent, elles y parviennent sans comprendre et sans mettre en œuvre la raison: ce savoir est chez elles une propriété directe de la matière dont elles sont faites" (p. 8).

Ainsi, et pour resumer, dans les images normatives des genres, il peut y avoir:

- confusion entre le discours scientifique et le discours du sens commun;
- persitance, permanence des idées reçues ou stéréotypes;
- confusion entre le discours descriptif et le jugement de valeur.

Quoique les idées des jeunes filles d'aujourd'hui ne sont pas tellement différentes de celles du Conseil fédéral il y a 27 ans (voir, par exemple, Doise et Deschamps, 1979), ce Message gouvernemental est tout de même vieux d'une génération. Je vais donc prendre maintenant une courte citation, toujours du Conseil fédéral, mais évidemment ce ne sont plus les mêmes hommes qui le composent, extraite celle-là, d'un Message publié en 1979 en faveur de l'égalité des droits entre hommes et femmes.

> **"Il y a des différences d'aptitudes et de goûts non seulement entre les femmes, mais aussi à l'intérieur de chacun de ces deux groupes. L'égalité des droits et l'égalité des chances, au sens où nous les entendons, doivent permettre à l'homme d'avoir une tâche domestique et à la femme une activité hors de la famille. Mais, pour parvenir à cette égalité, il faudra auparavant supprimer les handicaps dont souffrent les femmes dans les domaines de l'instruction, de la vie professionnelle et de la politique"**
>
> MESSAGE DU CONSEIL FEDERAL
> 1979, p. 7).

Une première différence entre les deux textes saute aux yeux. Dans les premières lignes, on ne parle plus de "la femme" mais "des femmes". C'est extrêmement important, car l'accent est mis sur le fait que les femmes ne constituent pas un groupe homogène, qu'il peut y avoir autant de types de femmes qu'il y a de types d'hommes. En ce qui concerne les aptitudes et les goûts, le sexe *peut* constituer une ligne de démarcation entre deux groupes, mais il ne s'agit certainement pas du seul clivage possible. Autrement dit, dans certains cas, le sexe est pertinent pour différencier à l'intérieur du genre humain et dans d'autres, il ne l'est pas. C'est alors l'individu qui compte et non son sexe.

Une deuxième différence entre ces deux textes du Conseil fédéral est que le plus récent parle des fonctions: l'homme doit pouvoir avoir une tâche domestique et la femme une activité à l'extérieur. Ceci est à la fois nouveau et ancien. C'est nouveau parce que les tâches sont inversées par rapport aux images normatives des genres où la femme reste à la maison et l'homme va travailler dehors. Et il faut saluer ici le courage du Conseil fédéral d'avoir inséré cette phrase qui va à l'encontre du sentiment d'une bonne partie de la population (voir l'enquête du *Blick* du 28 janvier 1984 citée dans *La Suisse* du 10 février 1984). C'est à la fois nouveau et ancien, disais-je. C'est ancien car le fonctionnalisme a presque toujours été partie intégrante du discours sur les sexes. Le problème majeur réside à nouveau dans une confusion des différents niveaux du discours. Nous avons d'une part le discours *descriptif,* c'est-à-dire qui décrit une réalité, par exemple:

> "La femme était jusqu'à présent accaparée par ses tâches familiales".

Puis nous avons le discours *ascriptif,* c'est-à-dire, pour reprendre la définition donnée par Girod,

> "ce qui est attribué à quelqu'un à cause de ce qu'il est, en particulier à cause de son appartenance à une catégorie sociale, plutôt que de ce qu'il fait, notamment de ses performances, de ses mérites".

Par exemple:

> "La femme pense souvent d'une autre façon que l'homme",
> "la femme est de nature plus réceptive", etc.

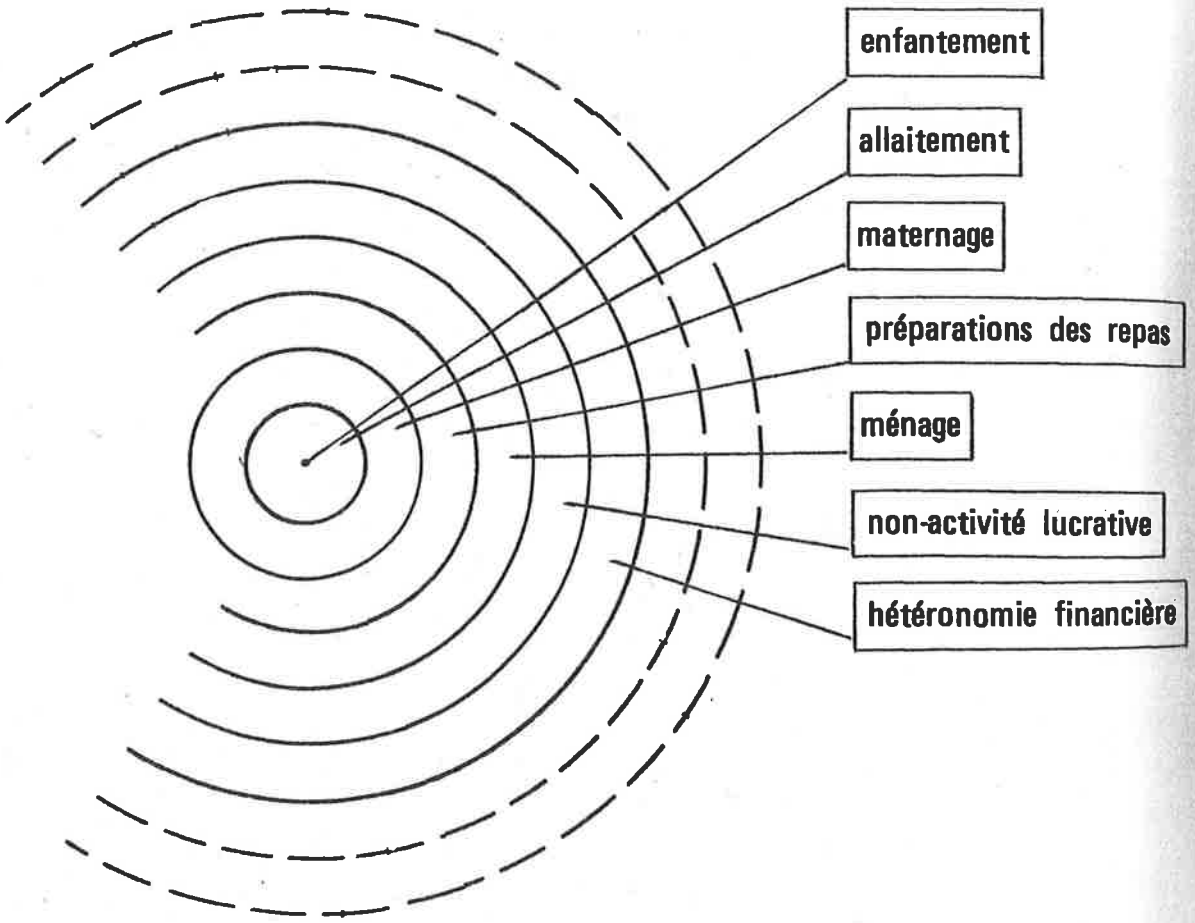
Enfin, il y a le discours *prescriptif,* conséquence logique du discours ascriptif, et qui assigne des droits et des devoirs, des rôles, en fonction de l'appartenance à une catégorie sociale.

Par rapport à la question de la pertinence des catégories de sexes, il faut se demander dans quelle mesure il est plus pertinant de raisonner en fonction de la différence des sexes que de la différence des races ou des couleurs de cheveux? Dans quelle mesure la biologie doit-elle constituer le fond d'un discours? En fait,

"La biologie, en tant qu'ensemble de possibilités, fournit le matériel soumis à l'interprétation sociale et ses prolongements. La biologie n'est pas la cause du comportement humain, mais elle le conditionne et en pose les limites". (Padgug, 1979).

Silvia Lempen (1982) montre comment des situations typiques de la condition féminine n'ont plus qu'un lointain rapport avec la nature. Elle prend comme exemple l'enfantement comme noyeau originel d'une série de cercles concentriques.

IMAGES NORMATIVES DES GENRES



" A mesure que les cercles s'élargissent, dit Lempen, le degré de nécessité, c'est-à-dire l'influence directe des données de nature, diminue. (. . .) Le rapport direct entre les cercles les plus éloignés et le noyau est pratiquement inexistant, et les conséquences les plus extrêmes de la nécessité naturelle considérée (l'enfantement) n'ont plus rien de nécessaire ni de naturel. Ainsi, de proche en proche, et sans que l'on sache exactement où la nature aurait pu céder le pas à la liberté, la vie de la femme se trouve entièrement conditionnée par un facteur naturel qui, dans sa nudité, ne pourrait conditionner que deux ou trois fois quelques mois de sa vie".

Je terminera cet exposé sur une dernière citation, celle d'un biologiste: Stephan Jay Gould (1982):

"Je ne nie pas que la nature ait ses harmonies. Mais la structure a aussi ses capacités latentes. Elaborée pour une chose, elle peut en faire d'autres; et c'est dans cette souplesse que se situent le désordre et l'espoir de nos vies".

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 777–784

IMAGES DES GENRES EN SCIENCES SOCIALES

Thanh-Huyen Ballmer-Cao,
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 67
CH–8032 Zürich

Pendant les dernières années, le féminisme commence à exercer une certaine influence dans le domaine scientifique. D'origine intellectuelle, il ne cesse de remettre en question à la fois les axiomes, les méthodes, les modèles utilisés pour aborder la question féminine. En sciences sociales par exemple, le principale reproche étant la partialité, où même le sexisme, qui règnent dans ces disciplines monopolisées par les hommes (Groupe d'études féministes, 1981, Bowles & Duelli, 1980). Ainsi, en science politique, les citoyennes sont considérées comme apolitiques et conservatrices (Boals, 1975; Millman, Kanter 1975; Jaquette, 1976). En psychanalyse, le modèle patriarchal freudien a eu longtemps la valeur universelle. En psychologie expérimentale, il se rélève que les sujets testés en laboratoire sont en grande majorité masculins. En économie politique, le travail ménager a été ignoré.

Dans leur effort pour dénoncer le phénomène de la femme "invisible" et dévaluée, les chercheurs d'orientation féministe semblent cependant rester ouverts à l'évolution des courants d'idées et de la réalité sociale. Ainsi, dans le discours féministe, on remarque que l'image féminine a nettement évolué pendant les dernières décades. Les premières années sont marquées par l'image de la femme marginalisée, écartée de l'histoire humaine (de Beauvoir, 1949), de la femme mystifiée, ritualisée (Friedan, 1963) opprimée, exploitée (Bird, 1969; Figes, 1970, Firestone, 1970). Puis, avec l'institutionnalisation de la question féminine, on voit apparaître dès les années 70 l'image des femmes élites, symboles du succès des féministes sur le plan structurel (Chamberlin,

1973; Kirkpatrick, 1974; Calkin, 1978). Par contre, on commence à retrouver dans les années 80 l'image des femmes isolées ou "aliénées" par leurs propres réuissites (Friedan, 1981; van der Keilen-Herman, 1980).

L'évolution ne concerne pas seulement l'image des femmes, mais aussi celle des hommes. Nous nous proposons d'illustrer cette évolution brièvement sur la base de la Bibliographie internationale des sciences sociales de l'UNESCO, nous avons pris en considération tous les titres de publications en sociologie parus entre 1970–80 dans le monde entier. L'analyse laisse ainsi de côté le contenu des recherches, et les disciplines telles que la psychologie, la science politique, etc. Néanmoins, dans un stade préliminaire de la recherche, un tel choix comporte aussi des avantages. D'une part, il permet de dépasser le cadre de la production scientifique occidentale en tenant compte des publications venant d'autres continents. D'autre part, ne se limitant pas uniquement aux revues spécialisées et en incluant à la fois articles et ouvrages, il évite de surévaluer les courants d'idées isolés ou éphémères.

Entre 1970–80 la Bibliographie internationale de l'UNESCO contient 1 043 titres de recherches sociologiques sur la problématique des genres classées sous deux rubriques distinctes: "Status de la femme" et "Homme, femme" [1]. Nous nous proposons d'examiner l'évolution de ces titres sous l'aspect de leur nombre et celui de leur contenu.

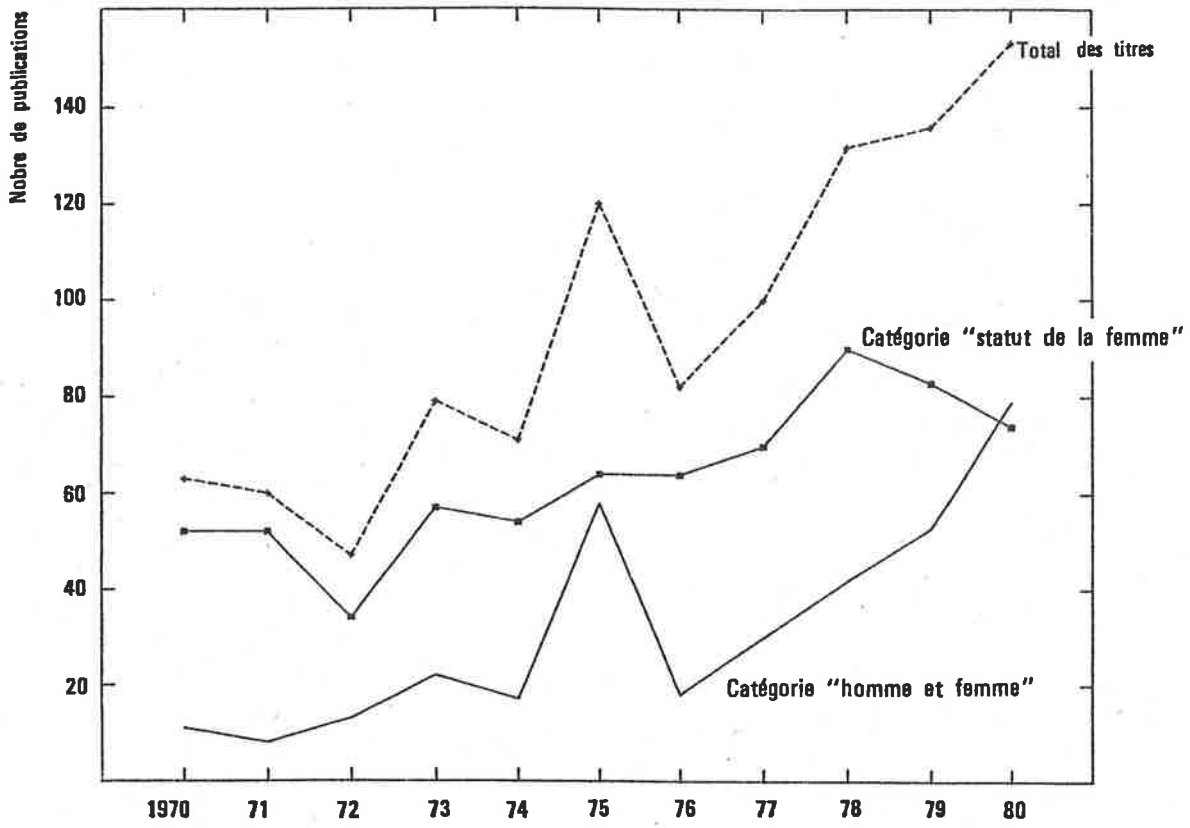
Tout d'abord, on constate que le nombre de recherches sur la problématique des genres a plus que doublé entre 1970–80 (63 titres en 1970, par rapport à 154 en 1980). Sans pouvoir comparer cette augmentation avec celle des autres disciplines ou avec celle des sciences sociales dans leur ensemble, on pourrait néanmoins supposer que cette attention accrue serait due à un début d'institutionnalisation de la question féminine. Ainsi, sur le plan académique, sont apparus des centres de recherches, des sources de crédit en faveur d'un nombre croissant de femmes chercheurs. Sur le plan politique par exemple, c'est en 1975 qu'a eu lieu l'Année internationale de la femme, qui stimule différents travaux dans ce domaine.

Cependant, si l'on retient la distinction entre les deux types d'approches "Statut de la femme" et "Homme, femme", on remarque que le nombre de

1) Dans la Bibliographie de l'UNESCO, elle contient en réalité aussi les titres relatifs au ménage (household) que nous laissons de côté.
Cette dernière rubrique est créée seulement à partir de 1972. Pour les années 1970 et 71, notre analyse la compense par celle des "Rôles des sexes".

Graphique 1

Analyse des publications "Images des genres en sciences sociales"



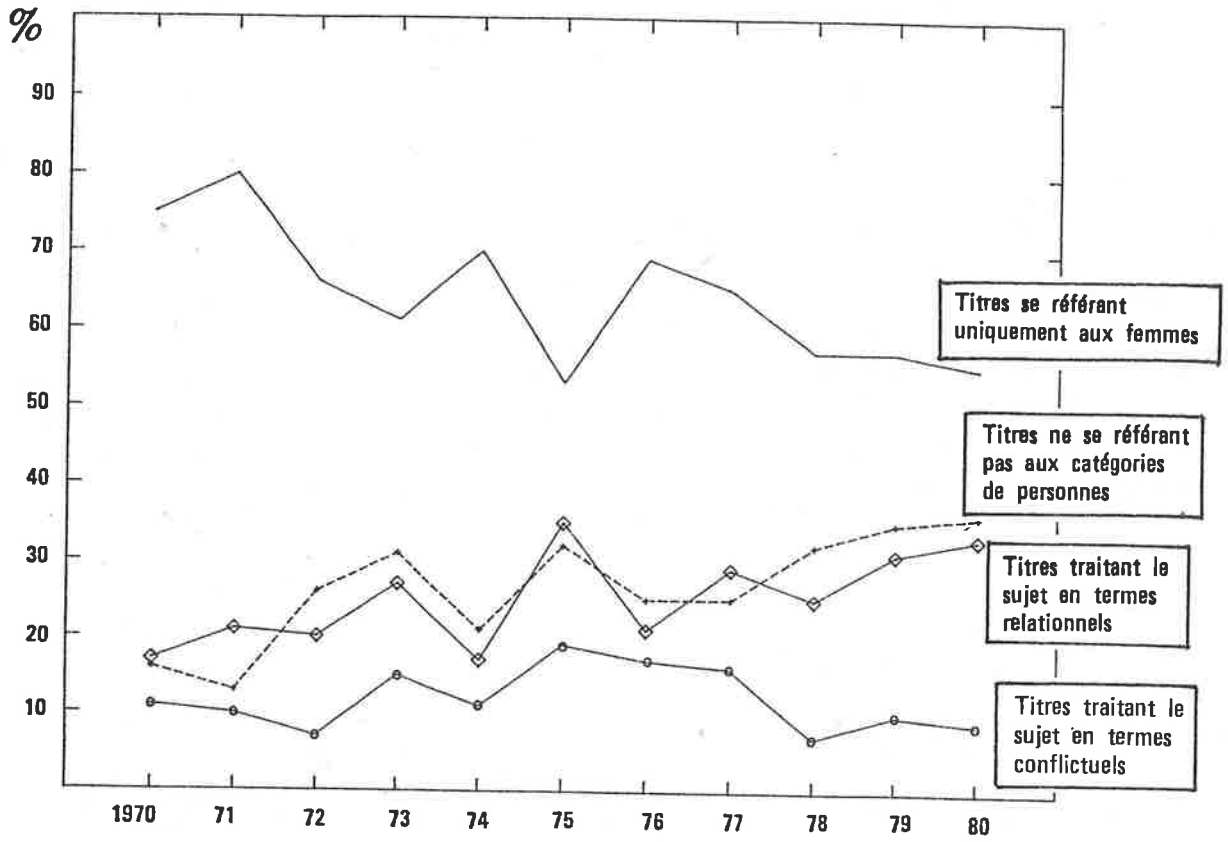
titres concernant la première catégorie connaît seulement une lente progression, et est même en baisse à partir de 1978. Par contre, les titres relatifs à la seconde catégorie "Homme, femme", nettement minoritaires au début des années 70, augmentent régulièrement pour atteindre en 1980 ceux concernant le statut de la femme. Cette remarque coïncide avec la distinction de deux phases consécutives dans la recherche féministe. La première, de caractère plutôt "descriptif", est dominée par les études sur le statut de la femme lesquelles cherchent à identifier, objectiver et conscientiser les problèmes de la discrimination et de l'inégalité. Puis vient la seconde phase, plus "contextualiste", marquée par une certaine saturation par rapport à la première approche. Désormais, la question féminine semble se situer dans une perspective plus globale, et les études concernant l'homme et la femme se font de plus en plus nombreuses.

D'autre part, on constate aussi que l'Année internationale de la femme se révèle aussi celle où les recherches du deuxième type d'approche at-

UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Graphique 2

Analyse des publications par thème et année



teignent leur point culminant. Si cette coincidence ne permet pas encore de déduire une relation causale entre les deux phénomènes, elle donne cependant matière à supposer que, même en présence d'une croissante institutionnalisation, la question féminine semble de moins en moins considérée comme un problème isolé, mais de plus en plus dans un contexte global qui est celui de la relation entre les genres.

Comment la relation entre les sexes est-elle conçue par les titres publiés entre 1970–80? Trois catégories supplémentaires essaient de répondre à cette question:

1) le genre visé par l'étude,
2) la relation, ainsi que
3) le degré de conflit entre les genres.

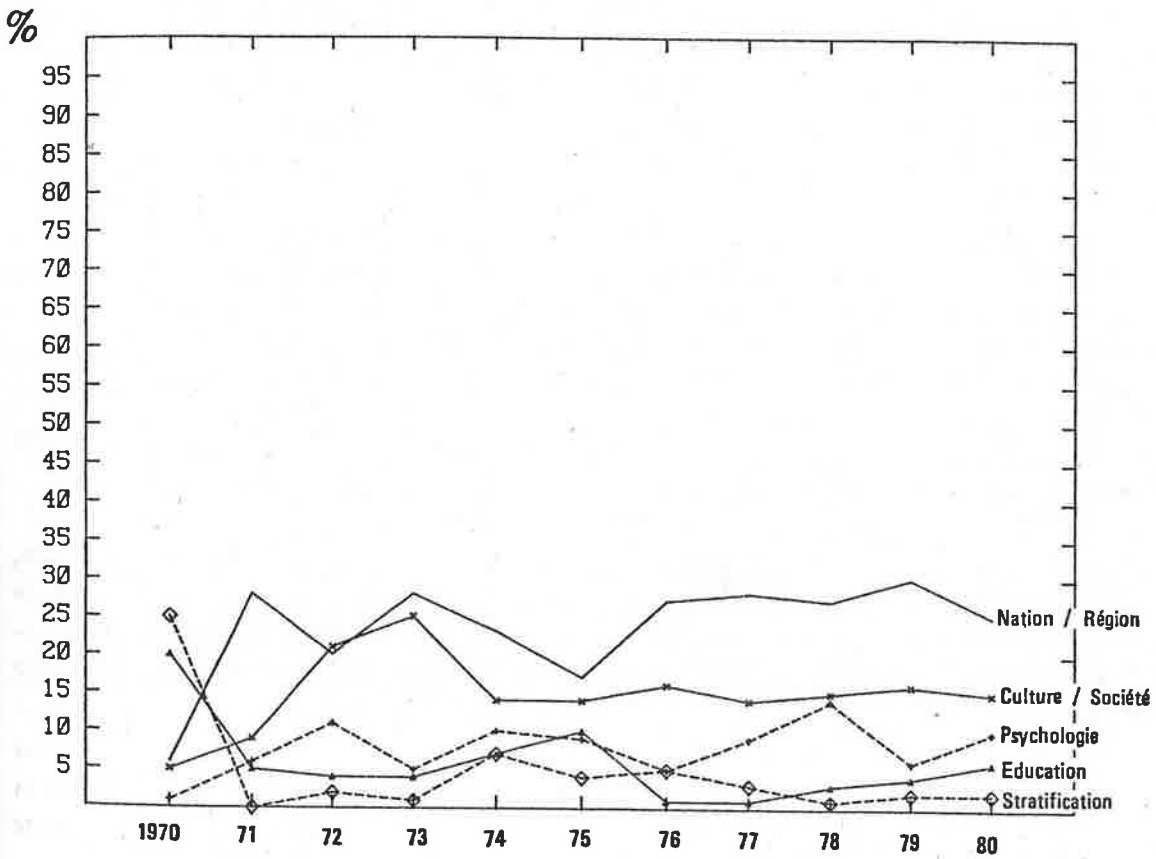
La première catégorie décèle le sujet concerné par la recherche (les hommes, les femmes, tous les deux sexes, les êtres humains en général, ou par contre une non-personnalisation du problème). La deuxième cherche à savoir si les deux sexes sont étudiés l'un par rapport à l'autre ou séparément. La troisième informe si les titres décrivent la relation entre les deux genres en terme conflictuels ou neutres.

En ce qui concerne la Ière dimension on observe une nette "dépersonnalisation" des publications sur la question féminine. Les études se référant uniquement au genre féminin diminuent en faveur de celles qui adoptent une approche plus abstraite et théorique du problème. Notons aussi que la baisse des travaux exclusifs sur les femmes ne semble pas stimuler pour autant ceux sur les hommes, sur les femmes et hommes en tant que tels ou en tant qu'êtres humains. Toutes ces catégories restent marginales durant les années 70 [2] . Quant à la deuxième dimension, on constate une mise en relation de plus en plus fréquente des deux sexes. En même temps que les titres deviennent plus abstraits, ils relatent plus souvent l'interdépendance des genres. En ce qui concerne la troisième dimension, a eu lieu une certaine radicalisation dans la perception du problème. Malgré la tradition neutraliste et objectiviste du discours scientifique, le nombre de titres qui abordent la relation des genres en termes conflictuels a légèrement augmenté pendant la seconde moitié de la décade, et ne commence à diminuer qu'au début des années 80.

2) Le graphique 2 ne tient pas compte de ces types de travaux.

Graphique 3

Analyse des titres par sujet et année



La distribution des titres selon leurs thèmes de recherche révèle une assez grande stabilité durant la période analysée. Les variations constatées entre 1970–71 s'expliquent sans doute par la modification dans la classification des rubriques de la Bibliographie internationale de l'UNESCO. Parmi les thèmes les plus fréquents on distingue deux catégories.

La première regroupe les thèmes "anciens" dont l'actualité semble en baisse. Ainsi la question de l'éducation, l'une des premières batailles des féministes, perd progressivement son importance avec le nombre croissant des femmes qui accèdent à l'enseignement professionnel et supérieur. De même, la stratification se trouve moins abordée, la question féminine refuse désormais de se limiter à sa dimension structurelle.

La seconde catégorie se compose de thèmes plutôt "nouveaux", dont l'actualité va en grandissant. La problématique des genres se conçoit de plus en plus en fonction du contexte national ou régional d'une part, ou en relation avec une culture et une société d'autre part.

Il est donc intéressant de constater que, s'il y a ouverture de la question féminine dans la direction du sexe opposé, et dans le sens d'une plus grande abstraction, il existe en même temps une particularisation du problème avec l'introduction des nouveaux paramètres non directement liés aux genres, tels le contexte territorial, historique et culturel. Aussi, malgré l'existence d'autres courants de pensée allant dans le sens inverse telle la biosociologie, peut-on se demander s'il s'agit là d'un indicateur d'une nouvelle conception de l'individu, dont le genre devient moins relevant.

Les limites de cette analyse exigent la plus grande prudence dans l'interprétation des résultats. Néanmoins, l'impression que dégage un tel survol des titres de travaux en sociologie semble être confirmée si l'on suit de plus près le développement de certaines disciplines en sciences sociales pendant la dernière décade. La construction théorique ainsi que la démarche empirique de la sociologie de la famille par exemple témoignent une double tendance.

D'une part, une symétrie plus grande dans le traitement des deux sexes, qui provient moins du souci d'égalité, mais surtout d'une attention plus grande accordée aux interactions et processus interpersonnels. Ainsi, le choix professionnel est aussi étudié chez les femmes et non plus exculsivement chez les hommes (Scanzoni & Fox, 1980: 749), et la qualité conjugale s'analyse aussi en fonction des maris et non plus uniquement en fonction de leurs conjointes (Spanier, Lewis, 1980: 826). De même, dans les recherches sur le pouvoir et le processus de décision au sein des familles, l'approche statique

concentrée sur les ressources individuelles se trouve de plus en plus remplacée par une autre plus dynamique reposée sur le processus d'influence à l'intérieur d'un système familial interdépendant (Scanzoni & Fox, 1982: 745). C'est aussi dans la même décade que le couple est devenu une unité d'analyse (Spanier, 1980: 826), et que la notion d'amour est apparue dans les théories concernant le choix des partenaires (Murstein, 1980: 783).

D'autre part, on constate une conception plus neutre des relations entre les genres. Les études macrosociologiques telles la division du travail, la stratification, les relations de pouvoir entre les sexes laissent de plus en plus la place à celles relatives aux petits groupes. D'où une définition plus complexe et abstraite des individus dont le genre devient moins relevant. Par exemple, dans les analyses du processus de négociation au sein des familles, tandis que les objets négociés peuvent rester sexuellement spécifiques, la rationalité des stratégies adoptées est considérée comme universelle ou symétrique (Scanzoni, 1972; Scanzoni & Fox, 1982: 745).

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 785–794

EINIGE POETOLOGISCHE VORAUSSETZUNGEN VON LITERARISCHEN BILDERN

Ruth Böckli
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

Die Vorstellungswelt ("l'imaginaire" bei Patlagean, 1978), als ein Ganzes von Einstellungen und Glaubensformen, ist eine zugleich individuelle und kollektive Produktion, da die ganz persönliche menschliche Erfahrung mit dem sozialen und kulturellen Feld verknüpft ist. Jede Sozietät, jede Ebene einer komplexen Gesellschaft produziert ihre eigene Vorstellungswelt, welche als kulturelles Erbe in den materiellen und nichtmateriellen Aeusserungen ihren Ausdruck findet, so in der mündlichen oder geschriebenen Erzählung. Hier werden literarische Produkte, als ausgeformte Bilder, aus sozialwissenschaftlichem Interesse befragt. Letzteres impliziert einen ihm entsprechenden Arbeitsrahmen, für dessen Erstellen vorerst der literaturwissenschaftliche Fundus an Methodologie im Zusammenhang mit der hiesigen Problemstellung abgesucht werden muss. Dies sei im folgenden punktuell erörtert.

Gegen Ende der frühen Neuzeit hatten sich die herrschenden Schichten Europas mit der "culture savante" ihres Landes verschmolzen, welche mit dem Aufschwung der Buchdruckerkunst je länger je mehr die Schriftlichkeit vorantrieb und die mündlichen Ausdrucksformen der "culture populaire" zurückdrängte (Burke, 1978). Diejenigen Bilder der Poesie, die in den Kanon der mächtig gewordenen Nationalliteraturen Eingang gefunden und hier als Spuren der offiziellen Kultur im Blickfeld stehen, sind als sprachkünstlerischer Ausdruck individuellen oder kollektiven Gedächtnisses zugleich die einzigen überlebenden. Wenngleich aus der Folklore, dem Wissen und Glauben der Unterschichten, im Eifer dieses nationalen Strebens von "Volk"-suchenden Romantikern stückweise gerettet wurde, was sonst lautlos verschwunden

wäre, so sind diese in den literarischen Horizont gehobenen Zeugnisse bäuerlicher Kultur eben nur Bruchteile der nicht dominanten poetischen Formen der europäischen Vergangenheit.

Es ist nicht nur reizvoll, literarische Bilder auf den verschiedenen Ebenen der Poesie – der Hochliteratur, der populären Lesestoffe (Schenda, 1970), der Folklore – in ihrer Beziehung zueinander anzuschauen. Dieses Vorgehen verspricht auch Erkenntnis, da in ihrer Konfrontation miteinander sich Momente der Repetition ergeben, gleich- oder andersartige, widersprüchliche Charakteristika aufscheinen werden.

Hier stehen die gesellschaftlich massgebenden literarischen Vorstellungen über die beiden Geschlechter im Europa des 19. Jahrhunderts zur Diskussion: Was wurde zu jener Zeit im Bereich der Erzählkunst an Bildern von Mann und Frau tradiert oder neu gestaltet und von einzelnen im Entstehen begriffenen, sich behauptenden Nationen zu Emblemen ihrer Literatur ausgewählt? Welche Figuren manifestierten sich allegorisch? Wie sind die Könige, Ritter, Damen und Springer auf dem Schachbrett des abendländischen Sprachkunstwerks beschaffen und ausgestattet und wer zieht gegen wen, mit welchen Absichten ins Feld, – wer bleibt hinter der Frontlinie zurück?

Der Ensemblecharakter der bereits unüberblickbaren europäischen Literatur des 19. Jahrhunderts zwingt, aus den vorhandenen Untersuchungen auszuwählen (viel, aber wenig aus der hier gefragten Sicht wurde geschrieben über die Figuren in der hohen Literatur; ein verwandtes Problem stellt sich für den Bereich der Folklore; für Europa noch ungenügend systematisiert und untersucht ist die damalige Trivial- und Kolportageliteratur). Auch ist es schwierig, Leben und Wirken (sowie den Popularitätsgrad) mancher Figuren einzuschätzen (Schutte, 1983).

Männerbilder – Frauenbilder in der Literatur, – was ist ein literarisches Bild? Im Abendland wurde stets viel über den bildlichen Charakter von hoher Literatur gesprochen. Lessing zerstörte endgültig die Auffassung von der Kongruenz poetischer und malerischer Bildlichkeit, indem er die zeitlich bewegte Anordnung der Zeichen in der Literatur betonte und damit Wesentliches zur symbolischen "Bildhaftigkeit" der poetischen Gestalten aussagte. Im Umkreis der klassischen Aesthetik hebt Gœthe zwei Aspekte der literarischen Darstellung hervor: Das Symbol im Entwurf einer "Zweiten Natur" und das Modell als Analogie zur Wirklichkeit. Mit Ausgang des 19. Jahrhunderts rückte immer mehr die bildlose Impression anstelle des Bildcharakters (Naumann, 1976). Hier interessiert weniger das Problem der Plastizität oder des fotografischen Details einer poetischen Figur als die grundlegende Unterscheidung zwischen Wirklichkeit und Mimesis: Symbol und Modell im Sinne

Gœthes entsprechen nicht den soziologisch gefassten Symbolen, die sich zu Bildern, Leitbildern verdichten und den Vorstellungen, welche, weniger affektiv und spontan, direkter im Zusammenhang mit Normen und Wertsystemen stehen und zu Modellen geprägt werden können (Chombart de Lauwe, 1971). Das mimetische Prinzip der Literatur beruht nicht im Dokumentieren, vielmehr im Aufbewahren von "Lebenswirklichkeit" (Stephan, 1983). Effi Briest ist als typisches Frauenschicksal ihrer Zeit geschildert, trotzdem bleibt sie eine Kunstfigur. In der Textur des Stoffes, aus dem sie erdichtet ist, sind zeitgenössische aktuelle Themen und Dichterphantasien verwoben.

Die soziologischen, sozial- und kulturhistorischen Informationen in literarischen Produkten werden zum einen auf dem Hintergrund der jeweiligen sozio-kulturellen Wirklichkeit und ihrer Ideologien herauslesbar. In der älteren Hausväterliteratur wurden Frau und Mann mittels sozialen Positionen, ihrem Stand beschrieben. Seit Ende des 18. Jahrhunderts aber formulierte man geschlechtsspezifische Charakterdefinitionen und Wesensmerkmale; Metaphern blühten auf (Dauphin, 1984). Sie bezeichnen eine veränderte Beziehung der Geschlechter, bedingt durch die dominant werdende Philosophie eines männlichen: vernünftigen und eines weiblichen: natürlichen Wesens, durch die nationale Idee und das Entstehen von bürgerlicher Oeffentlichkeit und sekundärem Patriarchalismus, d. h. der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben (Hausen, 1976). Nach dem Auftauchen des Unternehmers in der bürgerlichen Wirklichkeit erschien der Unternehmertyp in der Erzählliteratur (Rarisch, 1977). Die Frauen, vom Bezugspunkt der Französischen Revolution aus gesehen, erfahren in den einzelnen Ländern verschiedene soziale Bedingungen: russische und französische Heldinnen treten selbständiger auf als ihre englischen Kolleginnen der Viktorianischen Aera (Basch, 1979). Nimmt man an, dass Geschlecht – als ein kultureller Faktor, welcher das gesellschaftliche Ganze mitstrukturiert – in den zentralen nationalen Werten als historisches Erbe beinhaltet ist und zu mehr polarisierten oder mehr unbestimmten Geschlechtsbildern führt (im traditionellen Italien die familien- und konfessionsbezogenen Werte wie Familienehre, Jungfräulichkeit), so mögen die Figuren ebenfalls mit diesen zentralen kulturellen Werten ausgestattet sein. In der sizilianischen Familiengeschichte "I Malavoglia" von G. Verga scharen sich um Padron 'Ntoni, den Grossvater, eine patriarchalische Gestalt von biblischer Eindrücklichkeit, die andern sieben Personen aus drei Generationen. Mit dem Wandel der materiellen Bedingungen verändert sich der Umgang mit dem Wert der Familienehre, die soziale Kontrolle über die Frau zum Beispiel, – verändern sich auch die poetischen Figuren. Vor der Einigung Italiens 1859/60 (vor dem wirtschaftlichen Rückgang Siziliens, der einsetzenden Emigration und der Erscheinung der "weissen" Witwe; Cutrufelli, 1975) wurden in Sizilien Arbeitslieder gesungen,

Die Frau als Schöpfung des Mannes . . .
nicht zu verwechseln mit den wirklichen Frauen.

Kunkelband aus Graubünden im Stil älterer Hausväterliteratur.
1838, Donath.
(Historisches Museum, Basel).

welche die Frau als Spinnerin in der Fabrik priesen und diese als vorbildliche Ehefrau darstellten. Als ein Ausdruck der frühen Industrialisierung, da die Frauen als billige Arbeitskräfte herangezogen wurden, sind die Bilder der fleissigen Arbeiterin ebensogut mit dem Aufgabenbereich der damaligen Hausfrau in Einklang zu bringen. Die traditionelle kulturspezifische Bedeutung der weiblichen Rolle als Ehefrau und Mutter widerspiegelt sich viel deutlicher in den Märchen, die sizilianische Bäuerinnen zu Ende des 19. Jahrhunderts erzählt haben: Die Frau als Sklavin des Mannes, eingesperrt im Innern des Hauses, mit ihren teils sehr mühsamen häuslichen Arbeiten beschäftigt (Schenda, 1980).

Literarische Texte werden zum zweiten mit Rücksicht auf das Umfeld des Autors bzw. des Sammlers verständlich. Mit der Schilderung sizilianischen Lebens wollte Verga das Heldentum der kleinen Leute nachzeichnen. Im Falle der Märchen, erzählt von Bäuerinnen aus der Gegend des Aetna, ist es nicht uninteressant zu wissen, dass eine Frau sie gesammelt hat, die Schweizerin Laura Gonzenbach. Allgemein ist im Bereich der Volksliteratur zu bedenken, dass im Prozess des Aufzeichnens von Folklore – anfangs des 19. Jahrhunderts wurde die "Volkspoesie" in Europa entdeckt (Bausinger, 1968), es entstanden die grossen nationalen Sammlungen – Form und Inhalt des Endproduktes, des Buchmärchens zum Beispiel, durch verschiedene Faktoren (Performanz und Transkription) geprägt wurde. Die Grimm korrigierten ihre gesammelten Märchen im Sinne ihres Gesellschaftsideals einer vergangenen bäuerlichen Ständewelt und ihrer pädagogischen Absichten. Die massiven Verzerrungen in der hohen Literatur sind aus der Sicht der feministischen Literaturwissenschaft das Resultat einer männlich dominierten Schreibweise: in ihr erscheint das Grundverständnis von Weiblichkeit als "Natureinheit" (Bovenschen, 1980). Sie ist eine Folge des Prozesses der Zivilisation, in dem, nach Horkheimer und Adorno, die äussere und innere Natur des Menschen zunehmend zu Gunsten von Fortschritt und Aufklärung unterdrückt worden ist. Die Frau, als beinahe unbeteiligt an diesem Fortschritt und nicht direktes Opfer der Entfremdung, wird durch den Herrn Dichter neu geschöpft: er macht sie zu seinem Wunsch- und Schreckbild zugleich. Seine Sehnsüchte und Aengste schaffen ein Naturkind und Dämone, rein und verführerisch – eine gespaltene Kreatur. Dass diese Frau eine Schöpfung des Mannes und nicht zu verwechseln ist mit den wirklichen Frauen, daraufhin wies neben Bovenschen schon Virginia Woolf. Erstere stellt den "Bilderreichtum" von Frauen in der Literatur der "Schattenexistenz" der realen Frauen gegenüber. Deshalb schlägt Inge Stephan eine exakte Unterscheidung vor zwischen der "Frauenfigur" oder "-gestalt", wie sie konkret im Text auftritt, dem "Frauenbild" und dem weitergefassten "Weiblichkeitsmuster", welches die psychoanalytische, historische und mythologische Basis der Fiktion darstelle (Stephan, 1983).

Die Vermittlung von literarischen Werken mit dem historischen Prozess umfasst auch die literarische Tradition. Auf diese von Einfluss war jener Glaube an eine bedeutungsvolle und in sich geschlossene Persönlichkeit des Menschen, wie er den okzidentalen Kulturen eigen ist. Verbunden mit erwähnter Individualkonzeption ist die Entwicklung des höfischen Liebesideals – Tristan und Isolde: Das Schicksal war Liebe und Tode der mittelalterlichen Literatur prägte ein Bild der Liebesleidenschaft und eine Art abendländischen Liebesmythos (Auerbach, 1946; de Rougemont, 1939; Swidler, 1980), welche in zahlreichen literarischen Reprisen fortlebten und -leben, vom Stoff des tragischen Paares Romeo und Julia bis hin zu den sentimentalen Genres der populären Lesestoffe. Unter den fingierten Helden/innen Europas sind zwei Lebensprinzipien vertreten: das heroische und das sich aufopfernde (Weigel, 1983). Die Haltung der christlichen Selbstaufopferung nehmen vor allem weibliche Figuren ein. Der Heldentyp ist gattungsgebunden; das Drama fordert Opferhelden. Viele der Frauen, welche seit dem 18. Jahrhundert deutlich vermehrt in den Mittelpunkt von literarischen Werken zu stehen kommen, müssen im bürgerlichen Trauerspiel sterben.

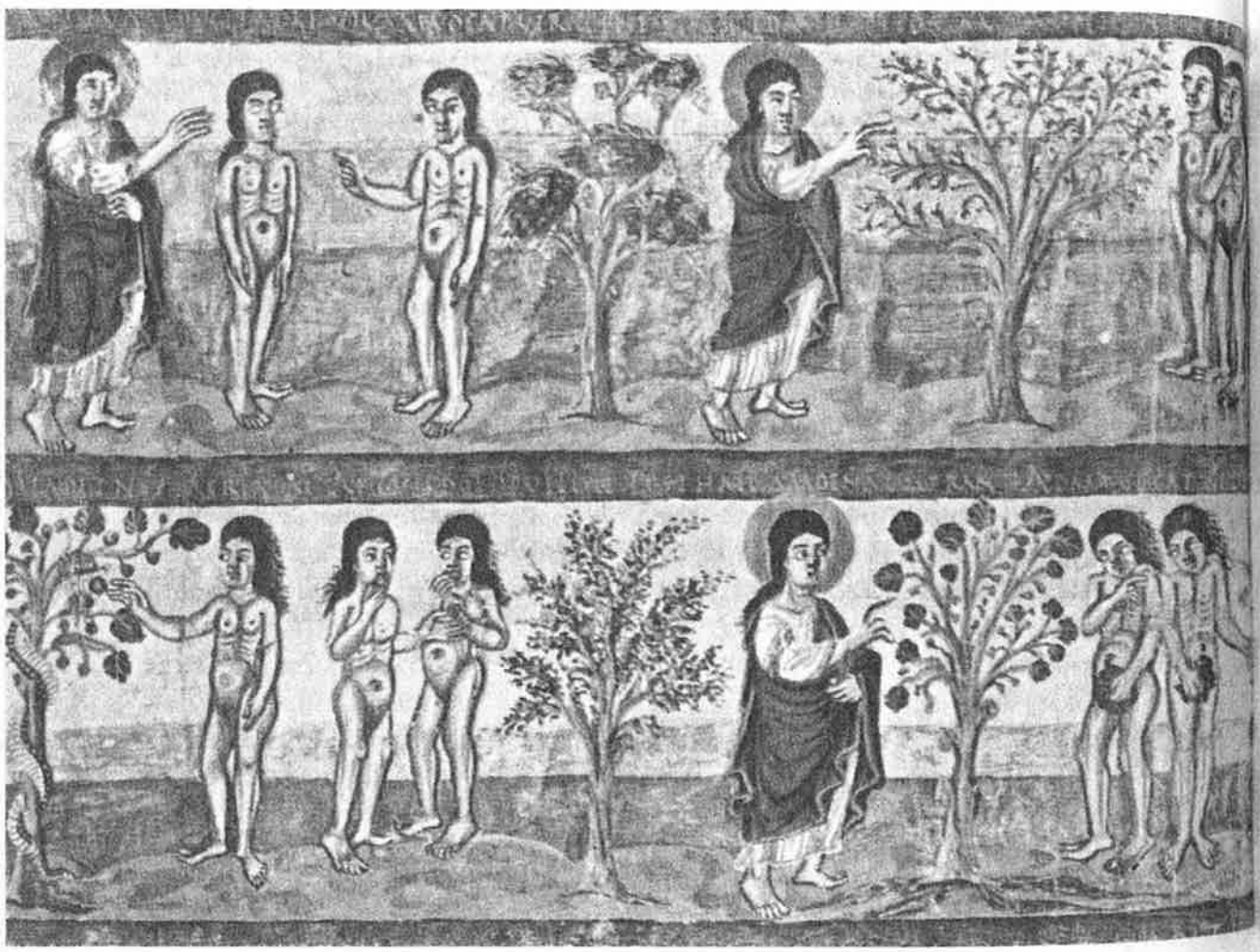
Diese Erscheinung hängt mit dem Aufblühen der bürgerlichen Poesie in der zweiten Hälfte des 18. und im beginnenden 19. Jahrhundert zusammen, da sich ein neuer Frauentyp entwickelte, "die Unschuld". Tugendhaftes Verhalten führt die Bürgerin in der Literatur zum glücklichen Ende der Eheschliessung, der Sinnlichkeit nachgeben verlangt Busse im Tod. Herkömmliche biblische Motive wie Eva und Maria, die Bilder der Schlange und der Heiligen, historische und mythische Motive wie das Bild der Venus, der Undine, der Amazone leben in den Heroinen des 19. Jahrhunderts weiter. Schillers Jeanne d'Arc, "Jungfrau von Orleans", veranschaulicht beispielhaft die Dualität des Frauenbildes als Hexe und Heilige (Stephan, 1983). Aber auch die Männer werden im Zeitalter des aufsteigenden Bürgertums ringend um dessen Ethik und Moral dargestellt. Adam und Eva verkörpern nicht mehr den paradiesischen Sündenfall. Vielmehr werden sie im aufgeklärten Sinn zu Symbolgestalten für Krise und Ausgang von einem tierischen Zustand in einen menschlich-vernünftigen. Ausserdem wird Eva, von ihrem Griff zum Apfel entlastet, auch als positive Figur gezeichnet (wie V. Hugos "Le sacre de la femme"), Adam auch mit negativen Bedeutungen bedacht (wie in Paludan-Müllers "Adam homo"). Gefühle und Gebaren von Emma Bovary wie von René oder Deerslayer sind Anregung und Warnung zugleich, und sie dienen letztlich dazu, die Ordnung im gesellschaftlichen Dschungel (als eine bürgerliche) wiederherzustellen. (Bersani, 1982). Hinfabulierte quijoteske Traumwelten und Idealismen finden gerade im realistischen Roman keinen Anklang. Männliche Figuren, Wilhelm Meister, Heinrich Lee, erleben im zeittypischen Bildungsroman ihre persönliche Entwicklungsgeschichte. Im zeitlichen Zyklus von Versinken und Auftauchen der europäischen Stoffe kenn-

zeichnet das 19. Jahrhundert, in seinem Interesse an der historischen "Richtigkeit" dieser Fabeln (oder "Plots": Frenzel, 1970), eine Vorliebe für Bearbeitungen auf Kosten schöpferischer Neugestaltung. Zudem zeigt sich der gegenwartsbezogene Realismus der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts den grossen Stoffen wenig geneigt.

Innerhalb der Formen europäischer Volkspoesie tummeln sich verschiedene Arten von Figuren. Herkömmliche burleske Gestalten sind der Krieger, der Heilige, der Herrscher und der Gesetzlose, Geächtete. Die Volkslieder, Märchen, Volksstücke etc. Europas können als Kombinationen elementarer Formen gesehen werden, welche aus einem Repertoire von Themen, Motiven und Formeln gebaut wurden (Burke, 1978; Moser, 1980). So hat das erzählende Lied, die Ballade oder das Epos, ganz verschiedene Namen historischer Gestalten mit ein und derselben Geschichte vereint. Parallel zu einem der weiblichen Prototypen der Literatenliteratur steht die volkstümliche Heldin der Märtyrerin, welche ein Leben er-litten hatte und deshalb nach ihrem Tod heilig gesprochen wurde. Im Märchen wie in der Sage figuriert ein je eigener Heldentyp. In der Märchenwelt, welche wunderbar ist und sphärisch losgelöst, wandelt der Blinde, der/die Jüngste, elternlos oder verirrt, ohne greifbar gezeichnete soziale Umwelt und findet sein/ihr Glück, ohne gelernt zu haben (Lüthi, 1947). In der Sage aber, die nebelhaft, jedoch gebunden ist an eine Oertlichkeit, machen die Hauptfiguren ihre tiefschürfenden Erfahrungen (Bausinger, 1968). Mit der Annahme, dass zwischen der "great tradition" und der "little tradition" (Redfield, 1956) in Europa eine Mittlerkultur existierte (Burke, 1978) – die volkstümliche Kultur eine semi-orale war – wird verständlicher, dass Helden häufig umhergewandert sind und im 19. Jahrhundert anderswo und andersartig auftauchen.

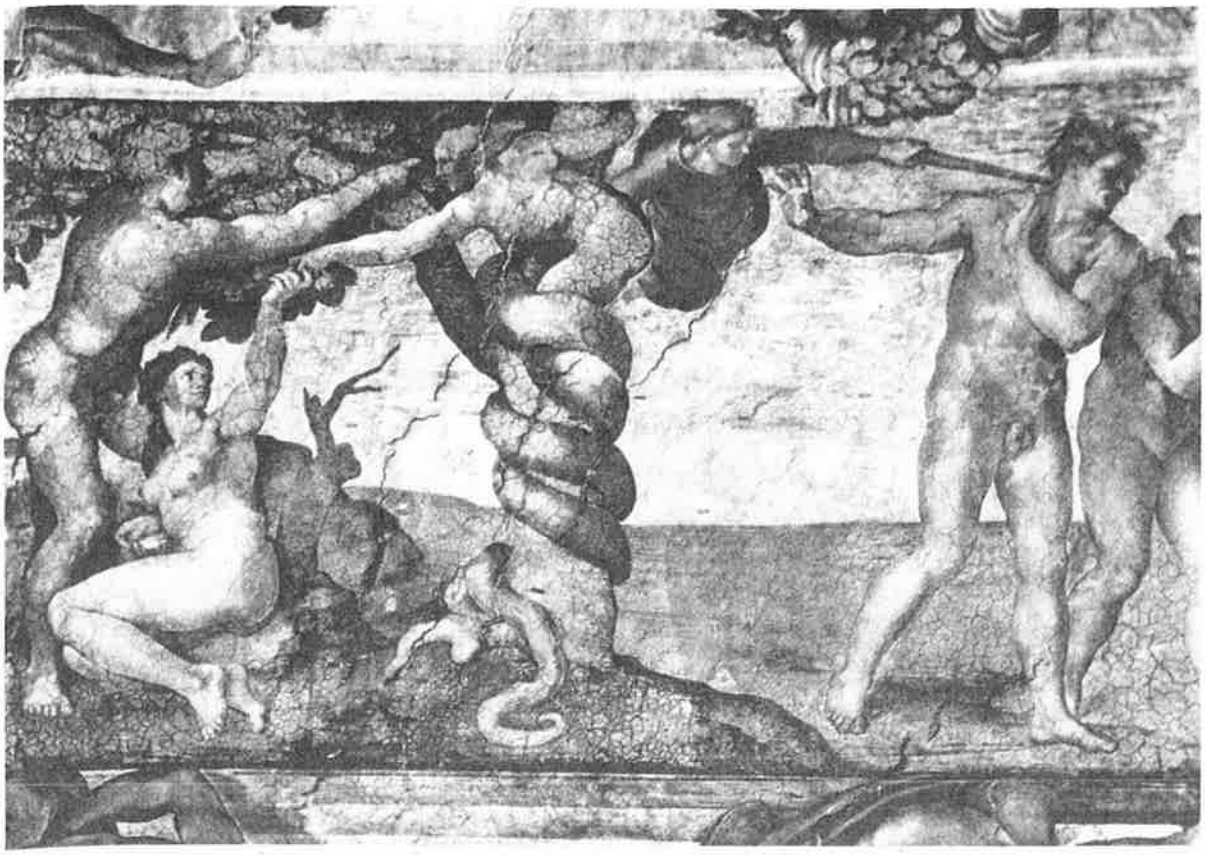
Die Figuren nehmen je nach Gattung verschiedene Farbe und Gestalt an. Robin Hood war nicht nur Balladenheld, er war auch ein Held der Maispiele und Maikönigin Marion war seine Gefährtin. Sein Stoff erschien als Kunstdrama, Prosaerzählung und im 19. Jahrhundert in Romanform. Volkshelden können in die hohe Literatur aufsteigen. Doctor Faustus, eine Legende, dann ein Volksbuchstoff, der als populärer (relativ massenhaft verbreiteter) Lesestoff für die Unterschichten gedruckt wurde, erlebte durch Goethe eine entscheidende Station in seinem Werdegang. Figuren überschreiten gerne nationale Grenzen. Don Quijote wurde weniger als Gestalt und Fabel tradiert denn nachgeahmt: eigene, männliche und weibliche Quijotes wurden da und dort, dann und wann geschaffen. Don Juan war ursprünglich eine Erfindung, die in spanischen Romanzen spielte. Sie wurde von Molière, Goldoni, Da Ponte & Mozart (als "Don Giovanni"), Hoffmann, Stendhal, Sand u. a. aufgegriffen.

Frenzel (1970) stellt angesichts der Masse des von ihr bearbeiteten Materials behutsam fest, dass die literarische Tradition eines jeden Landes seine Vorliebe kenne. Vorlieben für Gattungen, Vorlieben auch für gewisse Themen wie Treue, Freundschaft und für Motive wie "Der Mann zwischen zwei Frauen", "Der Doppelgänger". Auf dem Feld dieser Bedingungen steht das nationale Figurenkabinett. Und durch die Wanderungen vieler der Figuren in der Zeit, zwischen den Territorien, Gattungen und literarischen Ebenen schillern diese poetischen Geschöpfe in immer anderen Facetten. Es werden ihnen jeweils neue Bedeutungen und Funktionen zugeschrieben. All die Modi von Figurinen (jeder sozio-literarischen Herkunft und Vergangenheit) dürften sich auf den Kontrastachsen der historisch-geografischen Landkarte Europas (Burke, 1978; Gerndt, 1978) – dem politischen und sozialen Leben ihrer Geburtszeit entwachsen – als in ihre nationale Geschichte eingebunden entpuppen.



Eva und die Schlange ...
Erst im 19. Jahrhundert wird Eva in der Literatur von ihrem Griff zum Apfel (teilweise) entlastet.

(Ausschnitt aus der Alkuin-Bibel "de Moutier-Grandval", Tours, ca. 840, British Museum).



"Ursünde und Vertreibung"
von Michelangelo Buonarroti, Fresko 1508–12;
Vatikan, Musei Vaticani, Capella Sistina.

Zwei Detailstudien von Correggio zum Fresko der Domkuppel zu Parma, nach 1522, Royal Library, Windsor Castle und Louvre, Paris.
Das Adamsapfel-Motiv – sein Griff zum Hals als Hinweis auf die würgende Kost der Sünde und Evas schuldbewusstes Vorzeigen der Frucht.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 795–805

BILDER UND SYMBOLISCHE KULTUR: DREI NIVEAUS IHRER ERFASSUNG IN TEXTEN

Therese Walter
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Zeltweg 63
CH–8032 Zürich

DAS BILD ALS METAPHER FÜR BEWUSSTSEIN

Sprachhistorisch gesehen, lässt die Verwendung des Bildbegriffes eine zunehmende Verlagerung vom Materiell-Gegenständlichen zum Immateriell-Mentalen erkennen. So wurde der Begriff vorerst im Sinne der Abbildung eines realen Gegenstandes, sei es in der Kunst oder sei es im Sinne der Wiederspiegelung eines Gegenstandes durch das Medium einer glatten Oberfläche (Spiegelbild) gebraucht. Etwa im 14. Jahrhundert nimmt er die Bedeutung einer Beschreibung an, die sich auf eine reale Situation bezieht. Im 17. Jahrhundert endlich prägt sich die Auffassung des Begriffes im Sinne einer mentalen Repräsentation eines Sachverhaltes heraus. Hier erst bezieht sich 'Bild' auf die innere Abbildung eines Gegenstandes und meint vom Individuum kreierte Bilder.

Chombart de Lauwe (1975) beschreibt die Entstehung eines mentalen Bildes als Resultat der Ueberlagerung von:

- individueller Perzeption
- individueller Erinnerung
- individueller Imagination,

wobei diese 3 Komponenten vom sozialen Rahmen abhängig sind (vgl. kollektives Gedächtnis; Halbwachs, 1967), in welchem das Individuum sich befindet.

Unser Interesse konzentriert sich nun vorwiegend auf kollektive Bilder – nach Chombarts Terminologie 'image-guide' – Leitbilder, wie sie einerseits in künstlerischen Produkten aufgenommen, ausgearbeitet und diffundiert, andererseits durch gesellschaftliche Institutionen vertreten werden und so mehr oder weniger stark verbindliche Bezugspunkte der kollektiven Normen- und Wertorientierung darstellen. Die bisher implizierte Ganzheitlichkeit des Bildbegriffes hat den Vorteil der Visualität und Sinnlichkeit, der guten Diffusionsfähigkeit und Popularität. Jedoch birgt gerade die Ganzheitlichkeit den Nachteil, dass sie äusserst anfällig ist für Konnotationen. Daher ist es wichtig, idealtypische Bilder mit dem analytischen Pol zu konfrontieren. Zur Illustration dieses Sachverhaltes kann auf die Metapher eines Mosaikbildes verwiesen werden. Betrachtet man ein Mosaik aus der Weite, so ergibt sich ein Gesamteindruck, ein ganzheitliches Bild. Will man wissen, wie der Eindruck des Bildes zustandekommt, sich dem Bild also nähert, löst sich das Bild langsam in seine Teile und einzelnen Elemente auf. Bilder können so von zwei Polen aus betrachtet und untersucht werden.

Fünf wichtige Parameter von Bildern im Kontrast zwischen 'phänomenalem' und 'explikativem' Pol der Betrachtungseise seien erwähnt:

Ganzheitlichkeit	vs	analytische Mosaikstruktur
Nivellierung von Grenzen	vs	Differenzierung von Grenzen und Feldern von Bewusstsein
Polyvalenz	vs	Eindeutigkeit
Konnotation	vs	Denotation
Oberflächenstruktur	vs	Tiefenstruktur

Im folgenden sind zwei Annahmen wichtig:

1) In der empirischen Forschung sind ganzheitlich-diffuse Bilder das Ausgangsmaterial, das aber innerhalb eines analytischen Rahmens, der strukturelle, d. h. eher interessenbezogene und kulturelle – eher identitätsbezogene – Aspekte einbezieht, beschrieben und erklärt werden muss.
2) Je nach Differenzierungsgrad der Bildbereiche, die erfasst werden sollen, variiert der Grad des analytischen Zugangs zu den zu untersuchenden Texten. Auf die vorher eingeführte Mosaikmetapher übertragen heisst das, dass der Betrachter des Bildes die Distanzachse entsprechend seinem Interesse wählen muss, das zwischen einem Gesamteindruck und der Favorisierung einzelner Elemente schwanken kann.

DIE WIRKUNG IDEALTYPISCHER BILDER

In diesem Beispiel wird noch nicht auf die methodische Erfassung von Bildern eingegangen. Ziel des Beispiels ist vielmehr das Aufzeigen einiger Aspekte der Bildpragmatik in der sozialen Realität.

Nach Chombart de Lauwe erhalten Symbole (1967) ihre pragmatische Stärke durch den mehr oder weniger verborgenen Referenten. Das Symbol erhält eine Vermittlerrolle zwischen reeller offensichtlicher Welt und einem Universum, das einer direkten Erfassungsweise nicht zugänglich ist. Die Wirkung idealtypisch geprägter Leitbilder ist mit der von Symbolen vergleichbar, sie wird potenziert, wenn sich diese Leitbilder aus mehreren Symbolen zusammensetzen

So versuchte im Mittelalter die Kirche die den Frauen zugeschriebenen Merkmale mittels der zwei polarisierten idealtypischen Bilder Marias und Evas zu steuern. EVA, der Frau, die sich ihrer sexuellen Ausstrahlung und ihrer Macht bewusst ist, der Verführerin, Sünderin, potentiellen Hexe, die sich als solche auch mit dem Teufel einlässt, wird MARIA, die entsexualisierte Jungfrau, die Mutter, die durch Ehe und Kinder domestizierte gute Frau gegenübergestellt. Diese durch die religiös-politische Elite stark beeinflussten Leitbilder waren in der Basis als Fragmente, wenn auch mannigfach abgewandelt, wirksam. So zeigt Ginzburg (1983) in einer Analyse von Inquisitionsprotokollen eines Hexenprozesses, dass die als Hexe angeklagte Bäuerin die symbolische Wirkung des Marienbildes als Rechtfertigung für ihre eigenmächtige Handlungsweise benutzte. Diese Maria war sich der Bedürfnisse einer Bäuerin der damaligen Zeit bewusst und trat für deren Interessen ein. Der Inqui-

sitor hatte nun die Aufgabe im Prozess aufzuzeigen, dass die helfende eine teuflische, dem Evabild entnommene Macht war, um so die Interpretationsweise der Machtelite transparent zu machen und richtig zu stellen.

Das Beispiel zeigt, dass die Prägung und Diffusion ganzheitlich-diffuser Bilder als Instrument zur Verteilung und Fixierung von Identitäten durch die Machtelite eingesetzt werden kann, dass die Rezeption dieser Bilder aber immer wieder kontrolliert werden muss, da sie mehrdeutig sind. Die Mehrdeutigkeit ganzheitlicher Bilder kann sich sogar soweit verselbständigen, dass diese den Zielen der Machtelite entgegenwirken.

METHODISCHE ERFASSUNG VON BILDERN AUS TOTENNACHRUFEN

Das zweite Beispiel für die Erfassung von Bildern aus Texten stammt aus einer Studie über den Kanton Uri als Beispiel für ein wirtschaftlich peripheres Gebiet der Schweiz. Ausgangspunkt war die Ueberlegung, dass die Machteliten peripherer Gebiete einen relativ geringen externen Handlungsspielraum besitzen (z. B. was die Durchsetzung kantonaler Interessen auf Bundesebene betrifft) und deswegen darauf angewiesen sind, ihre Stellung mithilfe traditioneller Integrationsinstanzen wie Kirche und Familie zu legitimieren und zu stabilisieren. Ein Instrument zur Reaktivierung solch traditioneller Orientierungshorizonte – wie die Betonung der schicksalsverhafteten und tranzendentalen Tendenzen der katholischen Ethik und der damit verknüpften Familienideologien – bieten die Lokalzeitungen, die sich zum Zeitpunkt der Untersuchung (1971) in den Händen der kantonalen Eliten befanden. Die Leserschaft orientiert sich sehr stark an Informationen über ihre strukturelle Nachbarschaft, welche von den kantonsexternen Tagesmedien nicht erbracht werden; hierbei spielen Todesanzeigen und Totennachrufe, neben anderen kantons- und kommunalinternen Informationen eine wichtige Rolle. Dadurch ergibt sich für die kantonale Elite die Möglichkeit, mittels der Bescheibung von Lebensläufen Verstorbener 'Bilder' zu diffundieren und zu stabilisieren, die für ihre Interessen funktional sind und soziale Identitäten regional verankern. Diese Bilder lassen sich durch die Auswahl der Biographien und der Darstellung einzelner 'Fakten' im Leben der Betroffenen gewichten.

Es wurde deshalb ein Sample solcher Totennachrufe aus den beiden kantonalen Lokalzeitungen entnommen. Bei Totennachrufen handelt es sich um stark standardisierte und konventionalisierte Texte, die im Vergleich zu literarischen Texten eine geringere Polyvalenz und Komplexität der Kombination aufweisen.

In Bezug auf die Geschlechtsbilder in diesen Totennachrufen zeigte die Inhaltsanalyse [1] vorerst eine erstaunlich geringe geschlechtsspezifische Variation in der quantitativen Darstellung des Produktions- beziehungsweise Reproduktionsbereiches.

	Männer	Frauen
Produktionsbereich	26 %	19 %
Reproduktionsbereich	42 %	39%

Die übliche Verankerung des Mannes im Aussenbreich, die der Frau im Binnenbereich scheint im Kanton Uri nicht zuzutreffen. Den gängigen Vorstellungen eher entsprechend ist die stärkere Verankerung der Frauen in der Religion und ihr häufigeres Unterliegen unter das Schicksal, welches sie eher religiös-transzendental bewältigen.

	Männer	Frauen
Schicksal	13 %	18 %
Schicksalsbewältigung	6 %	4 %
Religiöse Werte	6 %	11 %

Wird nun der Reproduktionsbereich nach Familie und Freizeit aufgegliedert, zeigt sich ein neuer Aspekt. Die Frauen werden im Vergleich zu den Männern kaum in ihrer Freizeit dargestellt, da sie neben Familie und Berufsausbildung keine mehr haben.

	Männer	Frauen
Freizeit	20 %	7 %
Familie	22 %	32 %

Bei den Männern findet die Wahrnehmung der Aussenrolle also im Freizeitbereich statt. Das relativ geringe Angebot an unterschiedlichen Positionen in der Beschäftigungsstruktur des Kantons verhindert – bei den sesshaften Einwohnern starke berufliche Aufwärtsorientierungen. Aus diesem Grunde ist die Verknüpfung der männlichen Berufsrolle mit sozialem Prestige dysfunktional. Als Ausgleich wird in den Nachrufen die noch erhaltene Verbindung

1) Die Quantifizierung der Inhaltsanalyse erfolgte mittels eines elektronischen Auszählungsprogramms (vgl. Drewek, 1980). Referent-units waren ganze Sätze, die über Adjektive eine zusätzliche Gewichtung erhielten. Beispiel: 'Sie war ein hilfsbereiter, gütiger Mensch' erhielt so den Gewichtungspunkt 3 und wurde in die Kategorie 'allgemeine ideologisch-kulturelle Werte' aufgenommen.

zwischen traditionellem Vereinswesen und kommunalpolitischer Identitäten betont (vgl. auch Meier-Dallach & al, 1982a, S. 166 ff.), die wohl gerade auch wegen der fehlenden vertikalen und horizontalen Differenzierung der Beschäftigungsstruktur hier eher erhalten blieb. Diese Entkoppelung der männlichen Identität vom Berufsprestige wirkt unter anderem als Emigrationsbremse.

Die periphere Position des Untersuchungsgebietes, entsprechende formationelle Charakteristika beeinflussen also die Prägung der von den lokalen Machteliten diffundierten Bilder. Der allgemeine Orientierungshorizont wird auf den Binnenbereich der Familie und ihre nähere Umgebung einzuschränken versucht.

ERFASSUNG VON BILDERN IM NATIONALEN RAHMEN

Das dritte Beispiel demonstriert eine eher analytische Erfassungsart von Bildern. Ausschlaggebend für die Wahl des extrem analytischen Zugangs waren folgende Punkte [2]:

1) das Forschungsinteresse richtete sich auf die Erfassung des Wandels von – durch die literarische Elite produzierten – Bildern, die sich auf die ganze Nation 'Schweiz' bezog.

2) Ausgangsmaterial waren Kurzgeschichten, die während des Zeitraumes von 1920–1970 in überregionalen Tageszeitungen veröffentlicht wurden. Diese Texte sind im Vergleich zu Totennachrufen kaum standardisiert. Als Vermittlungshilfen gesellschaftlich-kultureller Codes haben sie eine gewisse Eigendynamik, indem sie 'neue' Bilder zur Interpretation sozialer Realität entwerfen oder vergangene Bilder wieder neu aufbereiten. In diesem Sinne haben sie politische Relevanz bei der Diffusion nicht nur von zeit-, sondern auch interessenbezogener Bilder, die Identifikationsmuster – im Sinne Chombarts Leitbilder – prägen.

2) Bei der Analyse der literarischen Texte wurde ein nach den fünf Subtopoi hierarchisierter Kategorienrahmen verwendet, der insgesamt 262 Kategorien enthielt und aus der erwähnten Studie 'Konstanz und Wandel des Bildes des Schweiz' übernommen und ergänzt worden war. Referent-units waren semantisch relativ eindeutige Substantive, die als 'Schlüsselwörter' den entsprechenden Kategorien zugeordnet wurden.

So ist in gesellschaftlichen Krisenzeiten die Suche und Aushandlung sozialer Interpretationsmuster wichtiger als in Normalzeiten. Die dominierenden Interessengruppen versuchen in unsicheren Phasen, ihren Einfluss auch in den ästhetischen Feldern der Kultur stärker geltend zu machen, als dies in Zeiten politischer und gesellschaftlicher Stabilität erforderlich ist. Eine weiter Annahme: In unsicheren Zeiten wächst die Wahrscheinlichkeit für Fluchttendenzen aus der Gegenwart. Die Suche zeitadäquater Interpretationsraster führt auf der einen Seite zurück zu vergangenheitsorientierten, bewährten Bildern, und zugleich vorwärts zu progressiv utopischen Vorstellungen auf der anderen Seite.

Die Variationsbreite des dabei greifbaren Bildangebotes hängt mit der Heterogenität kultureller Gedächtnisse zusammen. Nach Meier-Dallach & al. (1979, 1980) spiegeln sich Ereignisse, Geschehensbiographien von Nationen und Regionen, von sozialen Schichten, Interessengruppen und Individuen in fünf Teilen (Topoi) der Gedächtnisse und strukturieren deren Bilder: in jenen von Zeit – Raum – Gesellschaft – Politik und Mensch. Auf dem Hintergrund dieser Gedächtnisse werden Erfahrungen und Informationen verarbeitet. Die Grenzen und die Gewichtung dieser Teilbilder sind variabel. Sie verschieben sich je nach Ort, Zeit und Problemlage in einer Gesellschaft.

Im folgenden seien drei empirische Ergebnisse dargestellt: Im Zeitraum zwischen 1917 bis Ende 1970, einer Zeit wo Oktoberrevolution, Weltwirtschaftskrise, der Ausbruch des 2. Weltkrieges, der in der Schweiz zur Geistigen Landesverteidigung führte, die Konjunkturphase vom Ende der fünfziger Jahre bis zu den siebziger Jahren die wichtigsten Ereignisse markierten, wurde die Besetzung der verschiedenen Teile der Gedächtnisse (Topoi) erfasst und verglichen.

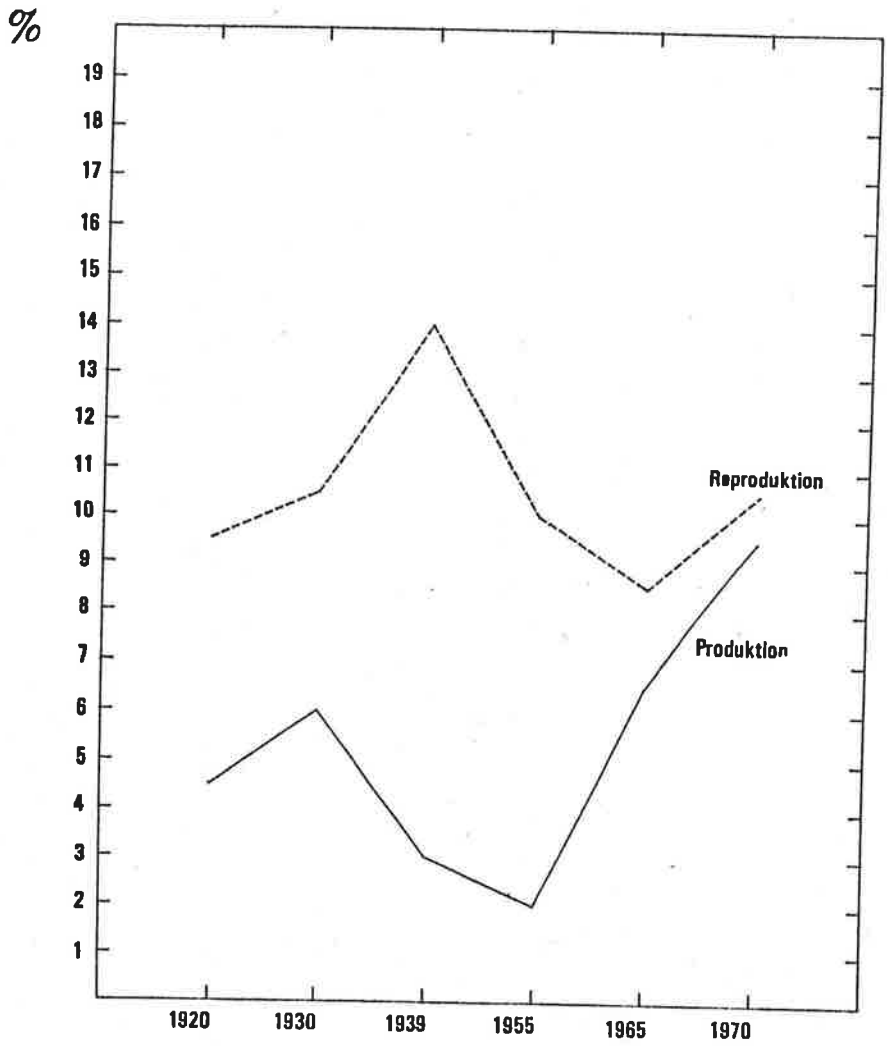
Die Gewichtung des gesamten Gesellschaftstopos blieb, wie sich zeigt, über den untersuchten Zeitraum relativ konstant.

	Gewichtung Gesellschaftstopos
Gewichtung allgemein	48 %
Vorkriegszeit	48, 2 %
Nachkriegszeit	47 %

Die Abnahme erfolgt zugunsten des Raum- und Zeittopos. Auf analytischer Stufe zeigen sich jedoch Unterschiede; zwei Resultate aus dem Gesellschaftstopos seien herausgegriffen, die einerseits Wandel 'einzelner Elemente im Mosaik' des Gesellschaftsbildes illustrieren, andererseits die These bestärken, dass in Krisenzeiten auch die ästhetische Kultur politisch-ideologisch instrumentalisiert wird.

Darstellung 1:

Quantitative Repräsentation der Produktions- und Reproduktionssphäre (1920–1970) [3]



3) Die Prozentuierung erfolgte auf der Basis der pro Erhebungsjahr erfassten Schlüsselwörter. Die relativ kleinen Prozentwerte der Graphik erklären sich durch die differenzierte Kodierung der Schlüsselwörter. So enthielt allein der Gesellschaftstopos 107 Kategorien; der gesamte Kategorierahmen setzte sich – wie erwähnt – aus insgesamt 262 Kategorien zusammen. Eine Konstanthaltung des Gesellschaftstopos als Prozentuierungsbasis hätte die Werte zwar erhöht, deren Aussagekraft inhaltlich jedoch nicht verändert.

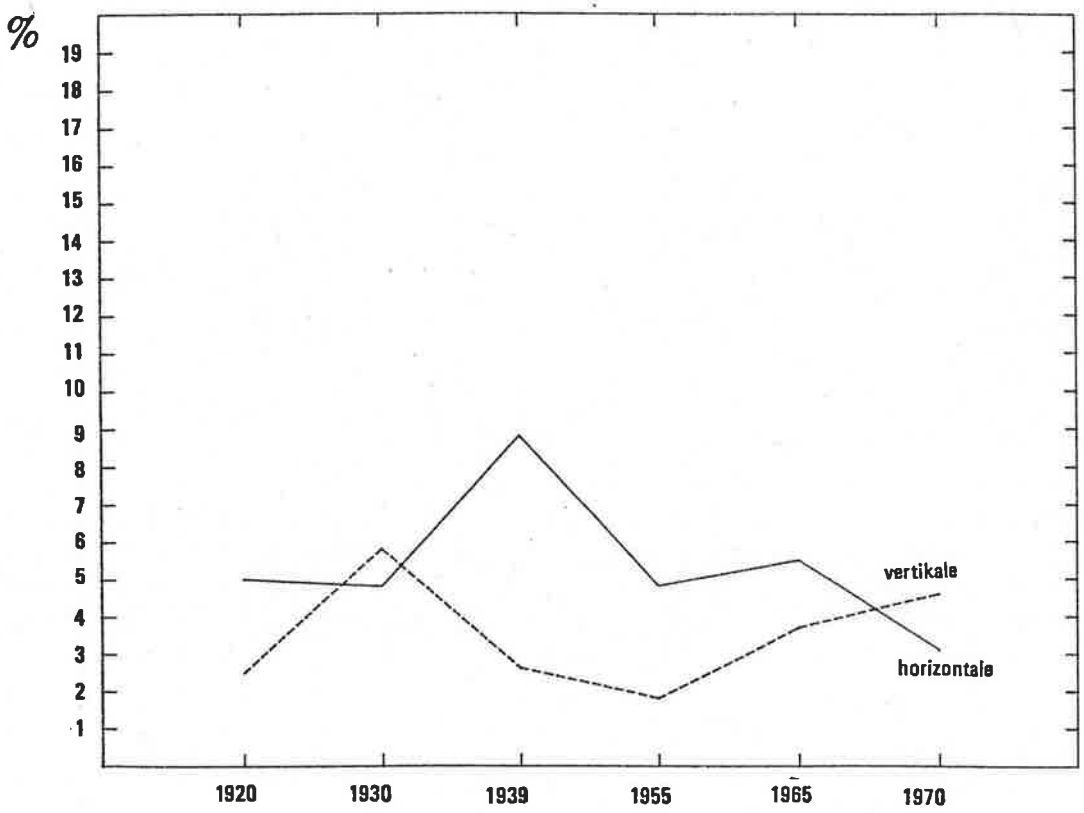
Zeigt sich in den 30-er Jahren eine Zunahme beider Bereiche, so divergieren sie in der Phase der Geistigen Landesverteidigung: die Reproduktionssphäre wird stärker gewichtet. Das Aufgreifen potentiell spannungserzeugender Binnenthemen aus dem Arbeitsbereich der Gesellschaft wird offenbar durch die einseitige Betonung des familären Bereiches vermieden. In jüngerer Zeit, 1965–1970, wird die Verteilung der literarischen Symbole im Produktionsbereich, es ist die Zeit der Hochkonjunktur, wieder wichtiger.

Das dritte Resultat bezieht sich auf die quantitative Gewichtung der Symbole bezüglich der sozialen Teilung während dieser Zeitspanne.

Das Ansteigen der Nennung vertikaler Gruppen in den 30-er Jahren kann als Aufnahme und Verarbeitung der Auswirkungen der Weltwirtschaftskrise und ihren Folgen auf das verschärfte Klima im Verhältnis unterer und

Darstellung 2:

Quantitative Repräsentation vertikaler und horizontaler gesellschaftlicher Gruppen (1920–1970)



privilegierter Klassen durch die literarische Elite interpretiert werden. Vertikale Schichtungsgegensätze führten zu einer hochideologischen Situation: zu polaren Klassenschemata.

Die Ueberbetonung der Reproduktionssphäre für das Jahr 1939 wiederholt sich hier in der Ueberbetonung horizontaler gesellschaftlicher Gruppen dieser Zeit (Ideologie der nationalen Einheit), was als weiterer Hinweis für die Instrumentalisierung der kulturellen Elite zur internen Spannungsreduktion während Krisenzeiten, – hier durch externe Bedrohung ausgelöst –, gedeutet werden kann. Wie sich zeigt (vgl. Meier-Dallach & al, 1982 b, z. B. S. 141 ff.), spiegeln sich diese Episoden und Einflüsse entsprechender Eliten in Selbst- und Gesellschaftsbildern der Vorkriegsgeneration. Auch der hermeneutisch-ganzheitliche Nachvollzug dieser Textstichproben bestätigt die auf Schlüsselwortniveau quantitativ erfassten Trends. Allgemein ergibt sich daraus die Folgerung, dass quantitative Verfahren auch hermeneutische Textanalysen sehr sinnvoll unterstützen, zumindest validieren können.

FOLGERUNGEN

Der Begriff des Bildes eignet sich für die Untersuchung von Bewusstsein – wie gezeigt – auf drei verschiedenen analytischen Niveaus:

1) Auf höchstem Synthese-Niveau sind hermeneutische, eher ganzheitliche und verstehende Beschreibungen von Bildern – wie sie in sozial- und kulturgeschichtlichen Untersuchungen überwiegen, – sinnvoll.

2) Auf mittlerem Niveau können Varianten der 'klassischen' Inhalts- bzw. Textanalyse eingesetzt werden, welche sich besonders für institutionalisierte Texte in kulturell hochnormierten Forschungsgebieten empfehlen.

3) Auf tiefstem Syntheseniveau, wo autosemantische Schlüsselwörter die referent-units sind, werden Bild- und Kulturananlysen gleichsam auf atomarer Ebene ermöglicht, was die Mehrdeutigkeit der vorigen Methoden (referent-unit-Problematik, Subjektivität) durch quantitative und automatische Verfahren (Wörterbücher) auch in sehr heterogenen Feldern der Kultur zu ergänzen und zu validieren erlaubt.

Wichtig für den Erfolg einer Methode – oder besser: von Kombinationen dieser Methoden – ist die Ausarbeitung eines dem Analyseziel angemessenen

Bildbegriffes und seiner operationalen Fassung. Darüber hinaus hängt der Erfolg solcher Analysen davon ab, wie es gelingt, Annahmen, Hypothesen und Dimensionen über die symbolische Kultur des Untersuchungsgebietes zu gewinnen, auf deren Hintergrund Bilder produziert, diffundiert werden und wirken. Schliesslich hat eine soziologische Bild- und Kulturanalyse, die in diesen Prozessen agierenden Eliten und sozialen Strukturen als Erklärungsgrössen miteinzubeziehen, so zum Beispiel auch – wie sich oben zeigt – jene strukturellen Eigenschaften, die ein Untersuchungsgebiet als spezielle soziale Formation charkterisieren.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

ARDENER, E. (1975), Belief and the Problem of Women, *Perceiving Women* (Ardener, S. (Ed)) (Dent & Sons, London) 1–17.

ARDENER, E., (1975), The Problem Revisited, *Perceiving Women*, (Ardener, S. (Ed.)) (Dent & Sons, London) 19–27.

ARDENER, S. (Ed) (1975), Introduction, *Perceiving Women*, (Dent & Sons, London) VII–XXIII.

AUERBACH, E., (1946), "Mimesis, Dargestellte Wirklichkeit in der abendländischen Literatur" (Francke, Bern / München).

BAKER, S. W. (1980), Biological Influences on Human Sex and Gender, *Signs*, 6 / 1 (1980) 80–96.

BARTHES, R.; BERSANI, L. & alia, (1982), "Littérature et réalité" (Editions du Seuil, Paris).

BASCH, F. (1979), "Les femmes victoriennes, Roman et Société" (Payot, Paris).

BAUSINGER, H. (1968), "Formen der 'Volkspoesie'", *Grundlagen der Germanistik*, 6 (Schmidt, Berlin).

BAXMANN, L. (1983), Von der Egalité im Salon zur Citoyenne – einige Aspekte der Genese des bürgerlichen Frauenbildes, *Frauen in der Geschichte*, 3 Kuhn, A. & Ruesen, J. (Hrsg)) (Düsseldorf) 109 ff.

BECK, U. (1983), Soziale Ungleichheit. Gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer Formationen und Identitäten, *Soziale Welt*, (1983) Sonderband II, 35–74.

BECKER, G. (1981), "Treatise on the Family" (Harvard University Press, Cambridge).

BIRD, C. (1969), "Born Female" (Pocket Books, New York).

BLOOD, R. & WOLFE, D. M. (1950), "Husbands and Wives" (Free Press, New York).

BOALS, K. (1975), Political Science, *Signs*, 1 / 1, (1975) 161–174.

BORKOVSKY, A & al. (1983), Arbeitsbiographien von Frauen" (Bericht an den Schweizerischen Nationalfonds, Bern).

BOURDIEU, P. (1974), "Zur Soziologie der symbolischen Formen" (Suhrkamp Verlag, Frankfurt / M).

BOVENSCHEN, S. (1980), "Die imaginierte Weiblichkeit. Exemplarische Untersuchungen zu kulturgeschichtlichen und literarischen Präsentationsformen des Weiblichen" (Suhrkamp, Frankfurt / M).

BOWLES, G.. & DUELLI–KLEIN, R. (1980), "Theories of Women's Studies" (California Women's Studies).

BURKE, P. (1978; 1982), "Helden, Schurken und Narren. Europäische Volkskultur in der frühen Neuzeit" (Klett-Cotta, Stuttgart).

CALKIN, H. L. (1978), "Women in the Department of State. Their Role in American Foreign Affairs" (Dept. of State, Washington D. C.).

CHAMBERLAIN, H. (1973), "A Minority of Members, Women in the U. S. Congress" (Praeger, New York).

CHOMBART DE LAUWE, P. H. & M. J. (1967), "La femme dans la société. Son image dans différents milieux sociaux" (Paris).

CHOMBART DE LAUWE, P. H. (1971), "Pour une sociologie des aspirations" (Editions Denoël, Paris).

CHOMBART DE LAUWE, P. H. (1975), "La culture et le pouvoir" (Stock, Paris).

CUTRUFELLI, M. R. (1975), "Disoccupata con onore, Lavoro e condizione della donna" (Gabriele Mazzotta, Milano).

DAUPHIN, C. (1984), Histoire d'un stéréotype — la vieille fille, *Madame ou Mademoiselle, Itinéraires de la solitude féminine 18e–20e siècle* (Fargé, A. & Klapisch-Zuber (ed)) (Editions Montalba, Paris).

DE BEAUVOIR, S. (1949), "Le deuxième sexe" (Gallimard, Paris).

DEICHSEL, A. "Elektronische Inhaltsanalyse. Zur quantitativen Beobachtung sprachlichen Handelns" (Volker Spiess, Berlin).

DESCHAMPS, J. C. & DOISE, W. (1979), L'effet du croisement des appartenances catégorielles, *Expériences entre groupes* (Doise, W. (ed)) (Mouton, Paris).

DREWEK, R. (1980), "LDVLIB. Dokumentation der verfügbaren Programme für die computerunterstützte Textanalyse" (Manuskript) (Zürich).

DUNCAN, B. & DUNCAN, O. D. (1978), "Sex Typing and Social Roles: A Research Report" (Academic Press, New York).

ECO, U. (1972), "Einführung in die Semiotik" (UTB, München).

ECO, U. (1977), "Zeichen. Einführung in einen Begriff und seine Geschichte" (Suhrkamp, Frankfurt / M).

EISENSTEIN, H. (1984), "Contemporary Feminist Thought" (George Allen, London).

FIGES, E. (1970), "Patriarchal Attitudes. The Case for Women in Revolt" (Fawcett Publications, Greenwich, Conn.).

FIRESTONE, S. (1970), "The Dialectic of Sex" (William Morrow & Co., New York).

FRENZEL, E. (1970), "Stoffe der Weltliteratur. Ein Lexikon dichtungsgeschichtlicher Längschnitte" (Kroener, Stuttgart).

FRENZEL, E. (1980), "Motive der Weltliteratur. Ein Lexikon dichtungsgeschichtlicher Längschnitte" (Kroener, Stuttgart).

FRIEDAN, B. (1963), "The feminine Mystique" (Dell, New York).

FRIEDAN, B. (1981), "The second Stage" (Summit Books, New York).

GASKELL, J. S. (1975), The Sex-Role Ideology of Working Class Girls, *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, **12** / 4, (1975) 453 ff.

GERNDT, H. (1978), Die Anwendung der vergleichenden Methode in der europäischen Ethnologie, *Ethnologia Europaea*, **X** / 1 (1978) (Göttingen).

GIDDENS, A. (1976), "New Rules of the Sociological Method" (Basic Books, New York).

GINZBURG, C. (1983), "Der Käse und die Würmer" (Syndikat, Frankfurt / M).

GINZBURG, C. (1983), Hexenwesen und Volksfrömmigkeit, *Spurensicherungen* (Wagenbach, Berlin).

GIROD, R. (1977), L'inégalité des chances selon le sexe, *Inégalités. Analyse de la mobilité sociale* (Girod, R. avec un groupe de recherche (ed)) (PUF, Paris, collection "Sociologie d'aujourd'hui") 63.

GOULD, S. J. (1982), "Le pouce du panda. Les grandes énigmes de l'évolution" (Grasset, Paris).

GRETILLAT, F.; KELLER, J. P.; KELLERHALS, J. & VONECHE, L. (1981), une relation sans échange, *Revue suisse de sociologie*, 7, (1981) 1–24.

GROUPE D'ETUDES FEMINISTES DE L'UNIVERSITE DE PARIS (1981), "Les femmes et la science" (Penelope, Paris).

GUILLAUMIN, C. (1978), Le discours de la nature, *Questions féministes* 3, 3–28 (ed. Tiercé, Paris).

HALBWACHS, M. (1967), "Das kollektive Gedächtnis" (Enke, Stuttgart).

HAUSEN, K. (1976), Die Polarisierung der 'Geschlechtskaraktere' – eine Spiegelung der Dissoziation von Erwerbs- und Familienleben, *Sozialgeschichte der Familie in der Neuzeit Europas* (Conze, W. (Hrsg)) (Klett, Stuttgart).

HAUSEN, K. (1983), "Frauen suchen ihre Geschichte. Historische Studien zum 19. und 20. Jahrhundert" (Beck, München).

HEINTZ, B. & OBRECHT, W. (1981) Die sanfte Gewalt der Familie, *Weltgesellschaft und Sozialstruktur* (Hischier, G. (Hrsg)) (Ruegger, Diessenhofen).

HEINTZ, B. (1982), "Das Glück im Winkel. Strukturelle und kognitive Konsequenzen der Berufsaufgabe" (Lizenziatsarbeit, Zürich).

HEINTZ, P. (1969), "Ein soziologisches Paradigma der Entwicklung" (Enke, Stuttgart).

HEINTZ, P. (1975), Educational Code, Role Expectations and Information on the Social Structure. Some Theoretical Considerations, *Comparative Education Review*, 19 / 1, (1975) 144 ff.

HEINTZ, P. (1975), "Eine Theorie zur strukturellen Determinanten politischer Kultur (Soz. Institut, Zürich), mimeo.

HEINTZ, P. & al. (1978), Strukturelle Bedingungen von sozialen Vorurteilen, *Vorurteil* (Karsten, A. (Hrsg)) (Wissenschaftliche Buchgemeinschaft, Darmstadt) 321 ff.

HEINTZ, P. (1979), "Ein soziologisches Paradigma der Entwicklung" (Enke, Stuttgart).

HEINTZ, P. (1983), "Die Weltgesellschaft im Spiegel von Ereignissen" (Rüegger, Diessenhofen).

HELD, T.; RAMIREZ, F. O. & MEYER, J. W. (1983), "Violence and Abuse in the Family" (Paper presented at the 78th ASA meeting in Detroit).

HELD, T. & LEVY, R. (1974; 1983), "Die Stellung der Frau in Familie und Gesellschaft" (Frauenfeld; Rüegger, Diessenhofen, 2. Auflage).

HERZ, TH. (1979), Der Wandel von Wertvorstellungen in den westlichen Industriegesellschaften, *KZfSS*, 31 / 2 (1979) 282 ff.

HOFFMANN–NOWOTNY, H. J. & al. (1984), "Planspiel: Familie" (Rüegger, Diessenhofen).

INGLEHART, R. (1979), Wertwandel in den westlichen Gesellschaften. Politische Konsequenzen von materialistischen und postmaterialistischen Prioritäten, *Wertwandel und gesellschaftlicher Wandel* (Klages, H. & Kmieciak, P. (Hrsg)) (Frankfurt) 279 ff.

JAQUETTE, J. (1976), Female Political Participation in Latin America, *Women in the World* (Iglitzin, L. & Ross, R. (eds)) (Clio Books, Santa Barbara).

KELLERHALS, J.; PERRIN, J. F.; STEINAUER–CRESSON, G.; VONECHE, L. & WIRTH, G. (1982), "Mariages au quotidien", (Favre, Genève).

KIRKPATRICK, J. (1974), "Political Women" (Basic Books, New York).

KOTELMANN, J. & MIKOS, L. (1981), "Frühjahrsputz und Südseezauber. Die Darstellung der Frau in der Fernsehwerbung und im Bewusstsein von Zuschauerinnen" (Baur Verlag, Baden-Baden).

KREUTZER, H. J. (1977), "Der Mythos vom Volksbuch. Studien zur Wirkungsgeschichte des frühen deutschen Romans seit der Romantik" (Metzler, Stuttgart).

LAMBERT, H. (1978), Biology and Equality: a Perspective on Sex Differences, *Signs*, 4 / 1 (1978) 97–117.

LEHNER, F. (1979), Die 'stille' Revolution. Zur Theorie und Realität des Wertwandels in hochindustrialisierten Gesellschaften, *Wertwandel und gesellschaftlicher Wandel* (Klages, H. & Kmieciak, P. (Hrsg)) (Campus, Frankfurt).

LEMPEN, S. (1982), Nature, société et liberté, *Femmes suisses*, 70 (janvier 1982) 14 (Genève).

LEVY, R. (1977), Der Lebenslauf als Statusbiographie (Enke, Stuttgart).

LISCH, R. & Kriz, J. (1978), "Grundlagen und Modelle der Inhaltsanalyse" (Hamburg).

LOWE, M. (1978), Sociology and Sex Differences, *Signs*, 4 / 1 (1978) 118–125.

LUETHI, M. (1947; 1976), "Das europäische Volksmärchen, Form und Wesen" UTB, Bern).

MASON, K.O., U. A. (1976), Change in Women's Sex Role Attitudes 1964–1974, *ASR*, 41 4 (1976) 573 ff.

MEAD, M. (1971), "L'un et l'autre sexe. Le rôle de l'homme et de la femme dans la société" (Denoël & Gonthier, Paris) 128–129.

MEIER–DALLACH, H. P. & ROSENMUND, M. (1979), Eine soziologische Theorie zur Genese und Funktion von Bewusstsein, *Bulletin des soziologischen Instituts der Universität* Nr 36 (Zürich).

MEIER–DALLACH, H. P.; ROSENMUND, M. & RITSCHARD, R. (1980), Wandel und Konstanz des Bildes Schweiz, *Bulletin des soziologischen Instituts der Universität* Nr. 38 (Zürich).

MEIER–DALLACH, H. P. (1981) Die Sicht auf Welt und Nation – Deutungen gesellschaftlicher Harmonie und Disharmonie, *Weltgesellschaft und Sozialstuktur* (Hirschier, G. (Hrsg)) (Rüegger, Diessenhofen) 427 ff.

MEIER–DALLACH, H. P.; HOHERMUTH, S.; NEF, R. & ANLIKER, R. (1982 a), "Zwischen Zentrum und Hinterland" (Rüegger, Diessenhofen).

MEIER–DALLACH, H. P. & ROSENMUND, M. (1982b), "CH Cement. Das Bild der Schweiz im Schweizervolk" (Eco Verlag, Zürich).

MEMMI, A. (1982), "Le racisme" (Gallimard, Paris).
MESSAGE DU CONSEIL FEDERAL à l'Assemblée fédérale sur l'institution du suffrage féminin en matière fédérale (du 22 février 1957), *La feuille fédérale* vol. 1, no. 10 (Berne) 693–825.
MESSAGE DU CONSEIL FEDERAL sur l'initiative populaire 'pour l'égalité des droits entre hommes et femmes' du 14 novembre 1979, (Berne) rf. 79.076.
MEYER, J. W. (forthcoming), The Institutionalization of the Life Course and its Effects on the Self, *Human Development: interdisciplinary Perspectives* (Sorenson, Weinert, Sherrod (eds)).
MEYER, J. W.; BOLI, J. & THOMAS, G. M. (1981), "rationalization and Ontology in the Evolving World System" (Paper presented at the Pacific Sociological Association meetings, Oregan, March 1981).
MILLER, A.; GALANTER, E. & PRIBAM, K. H. (1973), "Strategie des Handelns, Pläne und Strukturen des Verhaltens" (Originaltitel: Plans and Structure of Behaviour), Konzepte der Humanwissenschaften (Klett, Stuttgart).
MILLMAN, M. & KANTER, R. (1975), "Another Voice: Feminist Perspectives on Social Life and Social Science" (Anchor Press, New York).
MOSER, D. R. (1980), Theorie- und Methodenprobleme der Märchenforschung. Zugleich der Versuch einer Definition der 'Märchens', *Jb. f. Vk., Im Auftrag der Goerres-Gesellschaft* (Brueckner, W. & Grass, W (Hrsg)) (München) 47–64.
MUHEIM, M.; SCHEUERMEIER, A. & WALTER, T. (1978), Provinz – Steile Welt – Heile Welt. Forschungsprojekt am soziologischen Institut der Universität (Zürich).
MURSTEIN, B. L. (1980), Mate Selection in the Seventies *JMF* 48 / 4, (1980) 777–792.
NABHOLZ, L. (1984), Femme – réalité et Utopie. Referat an der UNESCO-Tagung "Gender Images and National Culture" (Soziologisches Institut, Zürich).
NAUMANN, M. (1976) "Gesellschaft, Literatur, Lesen. Literaturrezeption in theoretischer Sicht" (Aufbau Verlag, Berlin).
NAVE–HERZ, R. (1982), Sex-Stereotyping in Teaching Material: its Effects on Girls' Expectations and Opportunities, *Sex Stereotyping in Schools* (Council of Europe).
NOWOTNY, H. J. & SCHUTZER, M. E. (1974), "Gesellschaftliches Lernen" (Herder & Herder, Frankfurt / M).
OAKLEY, A. (1979), Feminism and Sociology – Some Recent Perspectives, *AJS*, 84 / 5 (1979) 1259 ff.
OAKLEY, ANN (1981), "Subject Women" (Robertson, London).
OBRECHT, W. & al. (1976), A Code Theory (Manuscript) (Zürich).
ORTNER, S. & WHITEHEAD, H. (1981), Accounting for Sexual Meanings, *Sexual Meanings* (Ortner, S. & Whitdhead, H. (Eds)) (Cambridge Univ. Press, Cambridge) 1–27.

PADGUGG, R. (1979), Sexual Matters — On Conceptualizing Sexuality in History, *The Radical History Review* (Spring / Summer 1979 (New York) 9.

PATLAGEAN, E. (1978), L'histoire de l'imaginaire, *Les encyclopédies du savoir moderne: La Nouvelle Histoire* (sous la direction de J. Le Goff) (Paris).

RARISCH, I. (1977), "Das Unternehmerbild in der deutschen Erzählliteratur der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts" (Colloquium Verlag, Berlin).

REDFIELD, R. (1956), "Peasant Society and Culture; an Anthropological Approach to Civilisation (The University Press of Chicago, Chicago).

ROPER, B. & LABEFF, E. (1976) Sex Roles and Feminism Revisited: an Intergenerational Attitude Comparison, *JMF*, **39** / 1 (1976) 113 ff.

DE ROUGEMONT, D. (1939; 1972), "L'amour et l'occident" (Plon, Paris).

SAYERS, J. (1982), "Biological Politics. Feminist and Anti-Feminist Perspectives" (Tavistock, London).

SCANZONI, J. & FOX, G. L. (1982), Sex Roles, Family and Society, *Journal of Marriage and the Family* (Nov. 1982).

SCANZONI, J. (1972), "Sexual Bargaining: Power Politics in the American Marriage" (Prentice Hall, Englewood Cliffs, N. J.).

SCHENDA, R. (1970), "Volk ohne Buch. Studien zur Sozialgeschichte der populären Lesestoffe 1770–1910" (Vittorio Klostermann, Frankfurt / M.)

SCHENDA, R. & SCHENDA, S. (1980), La donna ed il conetto di lavoro nei racconti populari Siciliani della Gonzenbach e del Pitre. La cultura materiale in Sicilia, *Quaderni del circolo semologico siciliano*, **12–13**, (1978) 457–464.

SCHUTTE, J. (1983), Erfahrung und Ideologie. Studien zur massenhaft verbreiteten Literatur *Argument AS* **101** (Westberlin).

SHIELDS, S. A. (1980), The Variability Hypothesis: a History of the Biological Model of Sex differencies in Intelligence, *Signs*, **7** 4 (1980) 769–797.

SMOCK, A. C. (1977), Determinants of Women's Role and Status, *Women. Roles and Status in eight Countries*, (Giele, J. & Smock, A. (Eds)) (Wiley & Sons, New York) 383–421.

SPANIER, G. B. & ROBERT, A. (1980), Marital Quality: A Review of the Seventies, *Journal of Marriage and the Family*, **42** (1980) 825–839.

STRATHERN, M. (1976), An Antropological Perspective, *Exploring Sex Differencies*, (Lloyd, B. & Archer, J. (Eds)) (Academic Press, London) 49–70.

SWIDLER, A. (1980), Love and Adulthood in American Culture, *Themes of Work and Love in Adulthood* (Smelser, N. J. & Erikson, E. (eds)) (Cambridge).

STEPHAN, I. & WEIGEL, S. (1983), Die verborgene Frau. Sechs Beiträge einer feministischen Literaturwissenschaft, *Argument AS* **96** (Westberlin).

THORNTON, A. & FREEDMAN, D. S. (1979), Changes in the Sex Role Attitudes of Women, *ASR*, **44** / 5 (1979) 832 ff.

VAN DER KEILEN–HERMAN, M. (1980), Evaluation critique de quelques orientations de la recherche en psychologie de la femme, *Documentation sur la recherche féministe,* **IX / 2** (1980) (Canada).

WALTER, T. (1982), Die Darstellung des Menschen und seiner Umwelt vor und nach dem 2. Weltkrieg. Lizentiatsarbeit am soziologischen Institut der Universität (Zürich).

WHIPPLE, TH. W. & COURTNEY, A. E. (1980), How to Portray Women in TV Commercials, *Journal of Advertising Research,* **20 / 2** (1980) 53 ff.

WILLIAMS, R. (1981), "Culture" (Fontana Paperbacks, London).

WOOLF, V. (1929; 1980), "Une chambre à soi" (Denoël / Gontier, Paris).

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 813–824

D I S K U S S I O N E N
D E B A T T E N

D E B A T S
D I S C U S S I O N S

A propos L. GILLIOZ:
LA PREVENTION COMME NORMALISATION CULTURELLE
Rev. suisse sociol. 1 (1984) pp. 37–84

Ph. Lehmann, J. Martin; réplique de L. Gillioz

A PROPOS D'UN DISCOURS SOCIOLOGIQUE SUR LE DISCOURS PREVENTIF

Ph. Lehmann
sociologue
Institut universitaire de médecine sociale et préventive
Rue du Bugnon 17, CH–1011 Lausanne

L'article de Lucienne Gillioz "La prévention comme normalisation culturelle" [1] appelle un débat et des réponses de la part de personnes impliquées dans le programme de prévention des maladies cardiovasculaires [2] qui est donné comme base empirique aux réflexions de l'auteur. Les contributions données ici seront de deux ordres: sociologique et de politique de la santé publique.

SOCIOLOGIE D'UNE INTERVENTION VS THEORIE D'UN DISCOURS

Sur la scène sociologique, où parle L. Gillioz, il est d'usage de construire théoriquement le modèle de la réalité sociale dont on étudie les conditions d'occurence et les effets sociaux, et c'est à cela que l'auteur s'est attachée. Néanmoins il est aussi dans les convenances de la démarche scientifique de respecter des critères de validation, dont celui de la vérification empirique.

1) *RSS*, **10, 37–84, 1984, no 1**
2) Programme national de recherche scientifique 1A: prévention des maladies cardio-vasculaires 1976–1981; en particulier l'expérience pilote developpée à Nyon de 1977 à 1980.

Par exemple, on peut s'assurer que les faits que l'on utilise comme illustration d'une théorie sont des faits réels. La méthode sociologique propose dans ce but des procédures d'enquête ou d'observation, de collection de données ou de sources documentaires que chacun s'efforce généralement de respecter. A défaut de vérification, on devrait honnêtement désigner le statut de la réflexion sociologique et les exemples proposés comme des conjectures et hypothèses développées à partir d'une construction théorique.

Or, lorsque L. Gillioz déclare que son analyse sociologique "a pour objet d'étude la campagne de prévention des maladies cardio-vasculaires qui s'est déroulée à Nyon entre 1977 et 1981 dans le cadre des programmes nationaux financés par le Fonds National de la Recherche Scientifique" (p. 39) – campagne qui lui a "paru représentative des programmes de plus en plus nombreux entrepris à l'échelle des collectivités dans le but de supprimer des comportements identifiés comme facteurs de risque" (ibid) – on est en droit d'attendre d'elle une observation attentive de l'objet étudié et une compilation au moins minimale des sources et travaux consacrés à cet objet. Nous pouvons affirmer que telle ne fut pas sa démarche empirique et qu'elle s'est bornée à lire

- une brochure de publicité de 200 lignes réalisée pour le lancement de la campagne de prévention à Nyon en 1978 [3]
- un article introductif de la direction du PNR 1A paru en 1979 [4], et
- le rapport final résumé du programme de prévention des maladies cardio-vasculaires [5].

Elle n'a pas visité le Centre de Prévention de Nyon, ni rencontré des responsables, animateurs ou participants de l'action qui se déroule à Nyon depuis 1977, sous l'égide du PNR 1A jusqu'en 1980, et dans le cadre des Ligues de la Santé depuis 1981. D'autre part, elle feint d'ignorer les études sociologiques réalisées dans le cadre du PNR 1A, qui ont analysé le déroulement de la campagne de prévention et les éléments principaux du contexte culturel et institutionnel [6]. Les publications issues de ces travaux ont pourtant été diffusées et présentées à plusieurs reprises au sein du groupe "Sociologie de la médecine" de la SSS.

3) "Vivons de bon cœur", Centre de Prévention, Nyon, 1978

4) Groupe d'étude du PNR 1A (Junod B.) "Les maladies coronariennes et leur prévention" *Cah. Méd. Soc.* **23**, 97–106, 1979, no 2

5) Groupe d'étude du PNR 1A "Prévention des maladies cardio-vasculaires en Suisse" Haupt / Georgi, Berne / St-Saphorin, 1982, 60 p.

Le discours tenu par L. Gillioz sur la campagne de prévention à Nyon doit donc être considéré comme la description et l'analyse d'un "objet imaginaire", déduit des intentions, objectifs et présupposés théoriques d'un projet d'intervention. Certes la thématique générale de la prévention, le modèle médical qui l'inspire et les théories et stratégies communicationnelles ou comportementales auxquelles on recourt souvent lors d'actions préventives constituent un "objet théorique réel", qui prend la forme de nombreux articles et déclarations d'acteurs préventifs, médicaux ou politiques. Les textes des projets [7] ou des résultats généraux [5] du PNR 1 A appartiennent à ce corpus de discours et sont justiciables d'une analyse sociologique des idées, voire de l'idéologie.

Entre les discours d'intentions et la mise en œuvre d'une pratique, telle que la campagne de prévention à Nyon, le sociologue ne peut manquer d'observer les processus d'apprentissage, d'institutionnalisation, de professionnalisation, de communication, d'évaluation, etc. et voir ainsi comment les objetifs et modèles des experts sont réappropriés et transformés par les animateurs, puis par les usagers; la confrontation qui en résulte avec les autres institutions et pratiques sociales, la recherche de légitimation

6) BASSAND, M.; BRULHARDT, M.–C. & al. "Pour une sociologie du champ sanitaire urbain – premières hypothèses" Congrès SSS, Neuchâtel, avril 1978, 18 p.
BASSAND, M.; BRULHARDT M.–C. & al. "Le rôle de la recherche sociologique dans le programme national de recherche sur la prévention des maladies cardio-vasculaires" *Cah. Méd. Soc.* **23**, 127–135, 1979, no. 2
LEHMANN, PH.; CORAJOUD, G. & BRULHARDT M.-C. "Prévention et promotion de la santé, quelques aspects d'une pratique sociale: l'expérience nyonnaise de prévention des maladies cardio-vasculaires" Congrès SSS, Berne, mars 1980
Groupe d'étude du PNR 1A (LEHMANN, PH.) "Evaluation interne de l'expérience du PNR 1A sur la prévention des maladies cardio-vasculaires" *Med. Soc. Prev.*, **26**, 269–276, 1981, no. 4
CORAJOUD, G. & LEHMANN, PH. "Cultures et pratiques dans le champ sanitaire" IREC–EPFL, Lausanne, 1981, 222 p.
LEHMANN, PH. "Prévention des maladies cardio-vasculaires – Méthodes d'éducation pour la santé et évaluation: Nyon" *Cah. Méd. Soc.* **27**, 1–157, 1983, no 1
LEHMANN, PH. "Attitudes face à la santé et à la prévention" *Méd. Hyg.*, **42**, no 1554, 424–429, 1984

7) "Plan d'exécution du Programme national de recherche: Prévention des maladies cardio-vasculaires" Fonds National de la Recherche Scientifique, Berne 31. 3. 76

et la définition de modèles d'action particuliers appellent une autre démarche sociologique, par exemple l'analyse institutionnelle [8]. C'est ce que n'a pas fait L. Gillioz en se limitant aux discours et théories préventives.

DES QUESTIONS LEGITIMES AU DISCOURS PREVENTIF

En acceptant un moment de rester dans la démarche de la sociologie du discours préventif, arrêtons nous aux hypothèses et conclusions de L. Gillioz. D'abord pour reconnaître l'opportunité et la légitimité des questions qu'elle pose. Il est sociologiquement correct d'interpeller l'usage qui est souvent fait de la théorie des facteurs de risque et la propension à utiliser pour la prévention des notions causales dégagées des associations ou probabilités statistiques. Toutefois, cette critique est inappropriée quand les relations causales sont vérifiées par ailleurs par l'anatomophysiologie, la pathophysiologie, les recherches génétiques, les expérimentations animales et une validation correcte des résultats épidémiologiques, comme c'est le cas pour les principaux facteurs de risque des maladies cardio-vasculaire retenus par le PNR 1 A.

Il est aussi justifié de mettre en garde contre la clôture du système explicatif des maladies: cette clôture renvoie à l'image du rôle de l'acteur individuel et de sa perception de sa variance comportementale. Souvent, on pose les problèmes de façon telle qu'on puisse les résoudre, et ce sont les restrictions imposées à la stratégie d'intervention préventive qui justifient seules la limitation des facteurs étiologiques abordés.

De même on peut justement critiquer la finalisation des comportements prescrits exclusivement sur l'objectif de préservation de la santé, et le sectarisme ou le dogmatisme qui conduit nombre de discours préventifs à blâmer les individus "victimes" d'une culture indifférente à ces mots d'ordre sanitaires. Mais là encore, il faut s'assurer si possible que les interventions visées par la critique sont effectivement "coupables" des aspects en question.

8) cf. notamment LEHMANN, PH.; CORAJOUD, G. & BRULHARDT, M.–C. (1980) et LEHMANN, PH. (1983) op. cit. note 6

A PROPOS DE LA VIOLENCE: LEGITIMER N'EST PAS NORMALISER

Dans la suite de la démarche de L. Gillioz, nous aurions cependant à relever des contradictions et des abus qui, sur le plan sociologique, invalident dans une large mesure ses conclusions.

On peut en effet s'interroger sur ce que l'auteur appelle *"normalisation culturelle"*, comme effet social du discours préventif, et plus encore sur le terme d'"entreprise de *violence symbolique*" (p. 58). Il peut être évident à tout sociologue que le message d'une campagne de prévention est *idéologique* lorsqu'il propose une problématisation du risque de maladie exclusivement sous l'aspect de la responsabilité individuelle, des comportements auto-dommageables, de la bonne ou mauvaise volonté, etc. Si elle suit cette stratégie, la prévention occulte effectivement d'importantes dimensions collectives, structurelles, sociales ou économiques des conditions d'existence et, en ne suggérant pas leur part de causalité dans le risque de maladie, contribue à les *légitimer* aux yeux du public.

En cela, elle rejoint d'ailleurs les discours quotidiens – idéologiques eux aussi – des responsables politiques, des commerçants, des médias, des institutions culturelles et des particuliers à propos de quantité de sujets: la santé, le bonheur, la richesse, l'amour, la politique, la consommation, etc. Les messages préventifs se rattachent en effet souvent à cette tradition de l'individu-sujet libre de ses choix qui imprègne la culture occidentale depuis quelques siècles. En cultivant une représentation individuelle des facteurs de risque, ils contribuent à la légitimation des structures sociales dominantes et au renforcement de la représentation idéologique des rôles individuels.

De cet effet social du discours préventif, on ne peut pas en déduire un effet d'homogénéisation des comportements. Proférer un discours idéologique n'est pas en soi une violence ou une normalisation. Pour faire ce pas supplémentaire, il faut pouvoir supposer:

- soit qu'un facteur externe à la consommunication agisse de telle sorte que le discours en question doive être adopté par la population. Quel facteur? Le monopole du discours préventif ou la pénalisation autoritaire de ceux qui voudraient subsister en dehors de ce discours. On est donc inévitablement renvoyé hors d'une sociologie des discours vers une analyse des *rapports de force entre acteurs sociaux*. Il faut donc pouvoir vérifier la coercition.

– soit qu'il serait difficile à certains individus d'intérioriser un tel discours compte tenu de la fonctionnalité de leur culture propre. Or si cette intériorisation se produit, elle ne peut donc, par définition, être vécue comme violence. Cette dernière est donc induite par le sociologue sur la base de ses préférences pour une culture et son rejet d'un certain discours. S'il y avait véritablement violence, il faudrait l'expliquer par un facteur de coercition.

Par ailleurs, même si les messages préventifs individualisants ont un effet idéologique, et que les relations causales entre l'environnement et la maladie sont ignorées, on ne peut pas pour cette raison évacuer comme produits du seul arbitraire des acteurs préventifs les évidences étiologiques: par exemple les liens entre stress, alimentation déséquilibrée, obésité, inactivité physique, hypertension, tabac . . . et maladies cardiovasculaires.

PREVENTION MEDICALE ET MOUVEMENTS SOCIAUX CONVERGENTS

Représenter les discours préventifs en général comme centrés uniquement sur les facteurs de risque comportementaux et fondés sur la seule stratégie de la persuasion des individus est une interprétation politique arbitraire ou erronée de L. Gillioz. Elle en témoigne aussi par sa condamnation du "mouvement d'hygiène sociale, promu au siècle dernier dans le but de moraliser et d'éduquer les classes populaires" (p. 57). Il y a là occultation certaine des mouvements sociaux et politiques qui ont participé à une lutte pour une amélioration des conditions de vie et de santé. Rappelons par exemple que la lutte contre la tuberculose fut au départ menée par des organisations privées et en bonne partie contre la politique de l'Etat, notamment dans les domaines du logement, de la scolarité et des conditions de travail. Il serait plus exact de comparer ces mouvements sociaux, dont l'ampleur fut considérable au début de ce siècle, à des organisations syndicales. Ils ne correspondent en tout cas certainement pas – tout au moins avant que l'Etat relaie leurs préoccupations – à des entreprises de moralisation s'identifiant aux intérêts de la classe dominante. Cette sensibilisation des mouvements populaires à la prévention se prolonge tout au long de l'action syndicale et les documents récents de l'USS et de la CSC en témoignent. La nécessité de la prévention, individuelle et collective, est un point de convergence de discours médicaux, politiques et populaires et non une création exclusive de la théorie médicale.

LE FETICHISME DE LA CULTURE POPULAIRE

Notre deuxième contestation de l'analyse sociologique de L. Gillioz concerne sa représentation de la culure des milieux populaires. Quand elle dit que "la méconnaissance des déterminismes sociaux à la base des comportements ne peut qu'amener à penser la non-observance des règles émises dans les catégories moralisantes de la mauvaise volonté, de la négligence, du laisser-aller, et a toutes chances de déboucher sur une idéologie du blâme à la victime" (p. 59), elle manifeste un respect de la culture des couches populaires qui tend, lui, à la réification et la légitimation de cette culture. D'ailleurs, et c'est la thèse centrale de son article, en décrivant cette culture populaire si différente des modèles de comportement préventifs, elle érige en authenticité sociale "les hexis corporelles et les façons d'être des classes non-manuelles et manuelles, et aussi dans une certaine mesure des femmes et des hommes" (p. 57). Les uns perçoivent l'alimentation dans les catégories "léger, mince, délicat, faible", les autres dans le registre du "lourd, gras, grossier, fort" (ibid). L' "éthos de retenue et de mesure" s'oppose à "l'éthos du bien-vivre" (p. 56) et les "réfractaires à la prévention (. . .) ont une alimentation peu conforme aux principes de la diétique" (p. 54).

N'a-t-on pas oublié que cette culture populaire, avec ses grands traits et ses facettes diverses, doit avant tout se comprendre – dans l'analyse sociologique – comme *un mode d'adaptation culturelle aux conditions objectives déterminant les situations d'existence des milieux populaires:* assurer la reconstitution de la force de travail avec les moyens que permet le prix de vente de cette force de travail, s'approvisionner dans les grands magasins à la sortie du bureau ou de l'usine, et quand même assurer un sens et une gratification aux richesses gagnées pour ne pas vivre dans l'indignité et l'anonymat . . . Réifier la culture populaire, célébrer son authenticité, *c'est légitimer les mécanismes sociaux de détermination* de la classe populaire. Ce n'est pas par "mauvaise volonté" que les ouvriers, manœuvres et employés subalternes ne font pas de sport et qu'ils consomment la graisse de la viande (cf graphique p. 48–49). Mais il ne suffit pas d'évoquer "leur position dans l'espace social et l'usage social et professionnel du corps que celle-ci implique" (p. 55) pour échapper à une observation d'entomologiste.

Contre l'arbitraire culturel de la prévention (jogging et yoghurt), L. Gillioz proclame le droit des ouvriers à défendre leurs bastions culturels: le lard et les reportages sportifs à la télévision. Que voilà le résultat d'un "encanaillement imaginaire" de l'intellectuel(le) justifié par la fusion avec le sujet historique privilégié.

DIFFERENCE = VIOLENCE

La conséquence du fétichisme de la culture populaire, c'est que L. Gillioz interprète comme "violence symbolique" tout discours qui vient proposer des modèles de représentation ou de comportement qui diffèrent de la culture authentique d'un groupe social. Elle voit là un déni de la "fonction d'affirmation de l'identité sexuelle et sociale" (p. 58). Or, constater que la culture (corporelle, alimentaire, sanitaire) des catégories sociales moyennes et supérieures s'appuie sur des représentations épidémiologiquement correctes, cela ne peut pas plus légitimer la stratification sociale que remettre en cause ces résultats épidémiologiques. Et, pour aller plus loin, si tout message différent de la culture populaire relève de la violence symbolique, qu'en est-il du discours sociologique ?

FINALITES EXPLICITES ET RESULTATS OBJECTIFS

Légitimation, normalisation et domination, mais en plus "accroissement du marché potentiel de la médecine", "désamorçage des critiques externes", riposte aux thérapies douces (p. 74–75)... tels seraient les intérêts spécifiques du corps médical à promouvoir la prévention! On croyait pourtant que des classiques, tels Marx ou Merton – pour aller d'une école à l'autre – nous avaient appris à distinguer les effets sociaux d'une pratique de la théorie de cette dernière énoncée par les acteurs sociaux.

L. Gillioz a une fâcheuse tendance à prêter aux acteurs préventifs des finalités propres qu'elle dégage de son analyse sociologique. De même, sous prétexte que des actions préventives se réfèrent au "modèle de pensée bio-médical, classique en médecine depuis deux siècles" (p. 73), elle passe allégrement des "médecins promoteurs de la campagne de prévention nyonnaise" (ibid) au "corps médical", voire au "monde médical" (p. 74). A-t-on vérifié si les intérêts (explicites ou objectifs) des promoteurs ou acteurs de la prévention rejoignent les préoccupations du corps médical face à l'accroissement de la densité médicale ou face aux contestations et pratiques "parallèles"?

Que certaines tendances des pratiques médicales curatives et préventives se rejoignent dans une même perspective – la médicalisation – ne signifie pas pour autant une concertation des stratégies des acteurs et la poursuite d'enjeux de groupe. Le "souci du corps médical de dépasser les contradictions

de la médecine curative" (p. 75) est une extrapolation tirée des vues de l'auteur bien plus qu'une expression véridique des représentants du corps médical, dont la plupart ne se préoccupent guère de telles "contradictions".

Toutes nos remarques jusqu'ici ont respecté la démarche de L. Gillioz: l'analyse des messages et des effets du discours préventif. Elles concluent à solliciter de l'auteur beaucoup plus de prudence dans ses affirmations, même si celles-ci en restent au statut d'hypothèses. Nous ne reviendrons pas ici sur la sociologie de l'institution "Campagne de prévention à Nyon", mais il nous faut nous arrêter sur l'autre dimension empirique de l'article: les résultats d' enquête.

OU SONT PASSES LES 56 % DES REPONSES ?

Une partie importante de l'article de L. Gillioz oppose les comportements sains enseignés pour la prévention cardiovasculaire aux pratiques réelles observées dans la population, à partir de données recueillies lors de l'examen de santé initial du PNR 1 A. L'enjeu de cette comparaison est de montrer "l'arbitraire inhérent à l'action de prévention" (p. 51) et la "violence symbolique" (p. 58) qui résultent d'une entreprise voulant "généraliser à l'ensemble de la population des comportements et attitudes qui ne sont adaptés qu'à des univers sociaux bien précis" (p. 58). Là encore, nous avons à corriger certaines interprétations tirées nettement plus de la littérature [9] que de l'analyse statistique des données.

Les méthodes quantitatives appliquées par L. Gillioz avec l'aide de D. Glauser ne sont pas explicitées (analyse en composantes multiples et analyse discriminante) et les apports des résultats présentés ne font l'objet ni de tests ni de mesure de la part de variance expliquée. Ce qui est évident, en revanche, c'est que les quatre types dégagés par analyse dite discriminante représentent ensemble 44 % seulement de la population investiguée et qu'il n'est soigneusement pas dit un mot des 56 % restants (1533 individus).

9) BOLTANSKI, L. "La découverte de la maladie" Centre de sociologie européenne, Paris, 1968
BOLTANSKI, L. "Les usages sociaux du corps" *Annales*, **26**, 205–233, 1971, no 1
BOURDIEU, P. "La distincion" Ed. Minuit, Paris, 1979

Or, en recherchant les données relatives à ces absents, on constate qu'ils donnent toujours des réponses identitques à celles de la population totale, par contraste avec celle des groupes "divergents". Ils se situeraient donc "au centre" du modèle et permettent ainsi de tracer le portrait d'ensemble des attitudes et comportements corporels ou sanitaires, marqué par une faible différenciation des habitudes hormis quelques franges au "look" spécifique.

Au surplus, la composition socio-démographique des cinq sous-ensembles ainsi définis est tout à fait hétérogène et l'on ne saurait facilement attribuer un modèle corporel à une classe sociale ou à un genre ("des univers sociaux bien précis" – p. 58), comme le montre le tableau ci-contre.

Ces commentaires ne prétendent pas que le rapport au corps ou à la santé et les comportements "préventifs" soient identiques quelle que soit l'appartenance sociale, mais qu'au-delà de certaines tendances typiques, que véhiculent des milieux restreints, on ne peut partager l'espace du corps en camps ou territoires antagonistes comme la littérature sociologique classique a trop longtemps invité à le faire. Lorsque L. Gillioz résume L. Boltanski en disant:

> "à un habitus de non-écoute et d'oubli du corps, corrélatif d'un usage instrumental de ce dernier, qui se rencontre principalement dans les couches populaires, s'oppose un rapport réflexif au corps caractéristique des couches moyennes et supérieures" (p. 55),

elle fait uniquement référence à une tradition sociologique et non à l'observation des faits et des données qu'elle prétend analyser. Ce qui est nouveau, dans les résultats d'enquête du PNR 1 A cités ici, c'est justement que les types classiques rendent compte d'une orientation des tendances mais qu'en fait les populations, nyonnaise en particulier, "circulent" dans un espace de consommations et d'attitudes qui tend à s'uniformiser. Les différences sociales se marquent plutôt dans l'aisance ou la difficulté, la diversité ou l'uniformité, la valorisation symbolique ou fonctionnelle des modes de recours au système des pratiques corporelles. On rejoint ici la question des "coûts sociaux" et de la "violence symbolique" des campagnes de prévention, qui selon L. Gillioz sont

> "très inégaux (selon) les différentes classes, les plus pénalisées étant celles qui économiquement et socialement sont déjà le plus défavorisées" (p. 58).

Des quatre types ou modèles corporels définis par L. Gillioz, il n'y a que celui des "réfractaires" à qui la prévention pourrait faire violence et imposer

% en ligne	Quatre types dégagés par L. Gillioz				LES ABSENTS	Ensemble de la population étudiée
	I. les prédestiné(e)s à la prévention	*II. les modéré(e)s*	*III. les ascètes par nécessité*	*IV. les réfractaires*		= 100 %
ACTIFS SUR LE PLAN PROFESSIONNEL :						
Manœuvres. 1,9	7,6	15,8	19,6	**55,1**	316
Ouvriers qualifiés. 1,3	14,0	5,9	17,4	**61,4**	236
Employés subalternes non qualifiés. 5,4	15,9	12,0	14,7	**51,9**	258
Employés subalternes qualifiés. 6,3	16,8	7,6	10,8	**58,5**	316
Petits indépendants . . .3,8	15,5	11,4	15,2	**54,5**	132
Cadres inférieurs et moyens 3,1	17,9	6,6	10,5	**61,9**	257
Cadres supérieurs et professions libérales . . .2,6	22,3	6,7	13,7	**60,1**	193
NON ACTIFS					
Ménagères, retraités, étudiants et autres 4,4	22,0	15,6	5,4	**52,5**	1040
Hommes 2,1	11,9	7,6	15,3	**63,1**	1248
Femmes. 5,4	20,2	15,5	6,7	**52,0**	1501
Ensemble. 3,9	17,8	11,9	10,7	**55,7**	2750
n = *107*	*489*	*327*	*284*	**1533**	

un sacrifice économique ou symbolique important. Or, les réfractaires qui regroupent 11 % de la population enquêtée totale ne sont que

- 18 % des ouvriers, contre
- 13 % des employés,
- 12 % des cadres moyens et petits indépendants,
- 14 % des cadres supérieurs et
- 5 % des non-actifs.

Lue dans l'autre sens, la composition de ce groupe est de

- 35 % d'ouvriers,
- 24 % d'employés,
- 16 % de cadres moyens et petits indépendants,
- 5 % de cadres supérieurs et
- 20 % de non actifs.

Au vu de ces chiffres, on ne peut pas simplement identifier les "réfractaires" aux "couches populaires", pas plus d'ailleurs que les "prédestiné(e)s" aux "femmes des couches moyennes et supérieures".

Ce type de lecture est avant tout une transposition des modèles sociologiques de Bourdieu et Boltanski sans référence à la culture corporelle, alimentaire, sanitaire, etc. que l'on observe dans les collectivités où le PNR 1 A a été développé.

Sous cet aspect comme relativement au programme de prévention institutionnalisé par le PNR à Nyon, l'article de L. Gillioz se comprend comme un pamphlet idéologique, qu'il faudrait interpréter à partir de son intention et de ses conditions d'occurrence.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 825–838

PREVENTION ET SOCIETE, PREVENTION ET LIBERTE

Un point de vue de santé publique sur le programme de prévention cardio-vasculaire de Nyon, en réponse au texte de L. Gillioz, Rev. suisse sociol. 1, 1984, 37–84

Jean Martin
Médecin cantonal adjoint
Institut de médecine sociale et préventive CH–1011 Lausanne

Membre du Groupe spécialisé "Education pour la santé"
du Projet PNR 1 A (Nyon)

La plupart des observateurs, médicaux ou non, s'accordent à dire que, quand bien même il ne faut pas en attendre des transformations extraordinaires de l'état de santé de la collectivité, il y a lieu en Suisse et dans les pays comparables de promouvoir des actions à visée préventive. Etant entendu que la prévention déborde largement le domaine médical; que dans certains cas l'essentiel de l'action préventive possible ressortit à d'autres secteurs socio-économiques. S'agissant par exemple du problème de grande actualité et urgence de la prévention des accidents, les moyens classiques du système de santé (y compris l'éducation pour la santé) s'avèrent insuffisants et des actions vigoureuses (et parfois autoritaires) à d'autres échelons sont nécessaires si on est déterminé à limiter les dégâts de cette épidémie moderne.

Il reste toutefois que, s'il faut éviter toute médicalisation inappropriée de la prévention, elle est souvent basée sur les données de santé (bio-psycho-sociales. Et, même s'il ne joue pas un rôle prépondérant, le sécteur médico-sanitaire a une contribution à apporter.

Dans le cadre du Programme national de recherche No 1 (PNR 1) du Fonds national de la recherche scientifique, a donc été mené à chef à Nyon et à Aarau, de 1977 à 1980, le projet de prévention des maladies cardio-vasculaires qu'évoque l'article de L. Gillioz. Ce programme (nous parlerons essentiellement de la situation nyonnaise, que nous connaissons mieux) s'est bien fait connaître de la collectivité, s'est affirmé dans la presse locale et ses résultats scientifiques sont maintenant connus. C'est dire qu'une discussion constructive sur ce qu'il a accompli, sur ce qu'il a fait mal ou moins mal, est souhaitable.

L'auteur du texte qui suscite ces lignes a-t-elle voulu contribuer à une telle discussion? Cela ne peut être exclu. Notre impression toutefois est qu'elle atteindra un but différent. En effet, même si un peu de notre malaise peut être dû à une habitude insuffisante de la littérature sociologique, nous sommes surpris que les éléments de son discours semblent choisis de manière à discréditer le programme. N'aurait-il pas été plus utile de promouvoir un échange à cet égard (ce qui n'empêche pas évidemment l'expression d'opinions affirmées)? On a le droit de s'étonner de ce que, alors même qu'elle a rempli un mandat au sein du programme (son travail est cité dans la bibliographie de l'article), et que les données et dossiers pertinents aient été à sa disposition, l'auteur n'ait pas pensé utile de se baser plus souvent sur des faits observés, ni de partager avec les responsables du projet le texte soumis à la *Revue suisse de sociologie* (un avantage au moins de cette manière de faire aurait été de permettre l'information simultanée des lecteurs sur les points où les appréciations divergent substantiellement).

Nous ne pouvons ici reprendre tous les éléments qui, d'un point de vue de santé publique, suscitent des réserves, voire un désaccord ferme, dans le texte en question. Il paraît nécessaire cependant d'indiquer comment d'autres intervenants apprécient de manière significativement différente plusieurs des facettes du programme nyonnais (les numéros de pages dans ce qui suit se réfèrent au texte de L. Gillioz).

A) LA MEDECINE PREVENTIVE COMME PANACEE AUX PROBLEMES ACTUELS DU SYSTEME DE SANTE

(p. 38 et passim)

Il est vrai que certains, dans les discussions concernant une politique de santé rationnelle et l'évolution du système sanitaire en Suisse, ont émis

des opinions dans ce sens. Mais ce n'est pas le cas des préventologues eux-mêmes. Dans tous les cas, leurs formulations ont été nuancées. Par exemple:

> " S'agissant des développements actuels dans le domaine médico-sanitaire, il apparaît bien que c'est à la rapide croissance du coût de la santé et et de la maladie, et aux difficultés de financement correspondantes, que l'on doit les sérieuses remises en question dont les systèmes de prestations de soins sont l'objet dans notre pays comme dans beaucoup d'autres . . .
>
> On a accusé des difficultés économiques du moment les médecins et leur revenus, les hôpitaux et leur haute technologie, l'absence de contrôle de la formation des coûts, etc. D'autres mettent en cause la généralisation et le caractère trop complet de la couverture offerte par les assurances-maladie, les attentes excessives d'un public avide de magie médico-technique . . . et l'absence de responsabilisation à divers niveaux. Il y a de tout cela, vraisemblablement, dans ce que nous voyons actuellement . . .
>
> Notre propos ici est de présenter dans les grandes lignes ce qu'il faut entendre par prévention, en cherchant à préciser sa contribution potentielle à une action globale de santé plus efficace et plus efficiente (rentable). D'emblée, on peut dire sur la base des connaissances actuelles que la prévention n'est pas un "miroir aux alouettes", ainsi que certains ont parfois l'air de penser, *mais qu'il ne s'agit pas non plus d'une panacée* qui permettra de vider les hôpitaux tout en vidant moins la bourse du citoyen et les caisses de l'Etat et des assurances. Il faut donc clarifier ce qu'elle peut réaliser et ce qu'il est illusoire de lui demander"
>
> (Martin, 1980, p. 63–64).

A ce sujet comme à plusieurs autres, l'auteur de "La prévention comme normalisation culturelle" amalgame des éléments généraux de la discussion publique et politique sur les soins de santé avec les positions et les réalisations intervenues à Nyon. Cela ne contribue pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à la clarté du débat.

B) LA SANTE COMME VALEUR PRIORITAIRE

("l'étalon unique" – p. 43)

Contrairement à la lecture sélective qu'on peut faire de la littérature, la majorité de ceux qui se préoccupent de santé publique et de médecine préventive ne disent pas cela. Plus que d'autres au contraire, ils sont amenés à souli-

gner la relativité des préoccupations de santé par rapport à d'autres telles que l'emploi et les conditions de travail ou de logement. Cela étant, ou bien on refuse comme ne pouvant être qu'un exercice-alibi, corrompu d'avance, des programmes tels que ceux qu'a permis le PNR 1, ou bien on y voit une légitimité, un intérêt potentiel, et on les met au moins au "bénéfice du doute", en admettant qu'ils rencontrent des limites et des contraintes.

Dans la seconde hypothèse, il semble alors admissible qu'une action de prévention des maladies cardio-vasculaires ait comme un postulat de départ une valeur certaine accordée à la santé . . . Cela ne veut pas forcément dire "qu'elle constitue la dimension essentielle du bien-être et par conséquant que la vie quotidienne doit être organisée en fonction des règles qu'elle implique". *(p. 42)*

Que des questions posées dans une enquête de population aient utilisé des formulations de ce type (parmi d'autres exprimant des positions fort différentes) ne devraient pas être incompréhensible ou inacceptable pour des sociologues.

C) UNE CONCEPTION MEDICALISEE, FRAGMENTEE ET ABSTRAITE DE LA SANTE

L'approche par facteurs de risque, même si on lui reconnaît le mérite de faire mieux comprendre la notion *fondamentale* de l'étiologie multifactorielle de la maladie, paraît discutable à L. Gillioz parce que fragmentaire, réductionniste. Elle serait excessivement médicalisante (ce qui ne se vérifie pas: en santé maternelle et infantile, par exemple, il est bien admis que les facteurs de risque majeurs sont sociaux et économiques). Pour qui a des responsabilités opérationnelles pratiques, il est vrai par ailleurs que les facteurs de risque ont l'avantage de représenter des "points d'accrochage" qui permettent d'engager le dialogue ("la manipulation", diront d'autres).

Dans le texte que nous discutons, le malaise ressenti vis-à-vis des facteurs de risque est appuyé par deux écrits que l'auteur cite, celui de Sterling sur le rôle du tabac dans le cancer du poumon, et celui de Mohler sur le rapport entre absorption de graisse et cholestérol sanguin. Ce sont les seules références à visée épidémiologique spécifique introduites dans ce travail sociologique et c'est extrêmement regrettable. En effet, d'un point de vue de santé publique, on peut affirmer très clairement que les opinions exprimées par ces auteurs sont parmi les rares qui ressortissent plus des stratégies de "Jetez le doute, jetez le doute, il en restera toujours quelque chose", qu'à une réflexion et une recherche scientifiques. Dans la mesure où L. Gillioz

a eu comme collègues à propos du projet nyonnais plusieurs épidémiologistes, elle aurait pu aborder cette question avec eux avant d'appuyer une argumentation sur des références largement considérées comme non crédibles.

D) "THE POLITICS OF VICTIM BLAMING" DE CRAWFORD

Un des dérapages qu'il faut craindre en matière de prévention, spécialement à une époque de restriction des crédits publics pour les services de santé et sociaux, est de faire porter une responsabilité inappropriée (compte tenu des circonstances socio-économiques et culturelles) aux personnes atteintes d'affections dont un comportement différent aurait permis d'éviter la survenue. L'article original de Crawford cité par Gillioz a suffisamment retenu l'attention pour qu'il ne nécessite pas ici de longs commentaires. La mise en garde est judicieuse. Comme souvent, le besoin pratique majeur alors est de définir des justes milieux (il y a aussi des situations où, si l'on veut bien prendre en compte les intérêts de l'arbre *et* de la forêt, du patient *et* de la collectivité, on doit admettre qu'une certaine responsabilité de l'individu doit être engagée, et qu'il est éthiquement acceptable que cela ait des conséquences – plus que jamais, la liberté des uns a ses limites là où commence celle des autres).

La mention de cette problématique a manifestement sa place dans un travail traitant de prévention. Mais les exemples que propose L. Gillioz ne permettent pas de condamner, sous ce rapport, le projet nyonnais. Mis en œuvre dans une région donnée d'un pays donné, il a simplement fait écho aux tendances discutées largement dans le moment en question, y compris un accent sur la responsabilité (à pondérer) de l'individu dans le maintien de sa santé. Nous affirmons vivement qu'on serait bien en peine de montrer que, à Nyon, on ait plus que dans le milieu ambiant utilisé la tactique du "blâme de la victime".

E) LA PROBLEMATIQUE PREVENTION – LIBERTE ET LA PARTICIPATION DE TOUS LES SECTEURS DE LA COLLECTIVITE

La prévention et ceux qui souhaitent la promouvoir ont à faire face à des critiques mettant en cause les fondaments éthiques de leur action.

Elles proviennent d'une coalition objective de groupes habituellement guère proches les uns des autres et expriment deux discours:

- La crainte d'atteintes potentielles à la liberté individuelle, dans le sens de "c'est le libre choix de chacun de mettre sa santé en danger", ceci de la part d'un secteur de pensée ultra-libéral (ce faisant, on oublie opportunément que, dans nos pays en tout cas, la majorité des coûts que peuvent engendrer la maladie et le handicap sont supportés par la collectivité et plus par le citoyen individuel)
- La crainte d'une "action d'imposition et d'homogénéisation culturelles", ainsi que l'appelle L. Gillioz *(p.40)*. On y voit le plus souvent une manipulation par les classes aisées et dominantes d'autres groupes, dont les représentations de santé et la valeur qu'ils accordent à diverses habitudes (par exemple le fait de fumer comme un acte convivial essentiel) sont forts différentes de celles des bourgeois.

Ce qu'on peut dire, c'est que les préoccupations à cet égard au cours des années ont été nombreuses et approfondies, ici et ailleurs (voir Baker, 1980; Beauchamp, 1980; Higginson, 1976). En rapport précisément avec le PNR 1 à Nyon, un tel souci était évoqué dans un ouvrage décrivant en détail les méthodes d'éducation pour la santé utilisées:

> "Dans le même ordre d'idées, il est vrai que se posent et se poseront constamment des questions quant à ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas: c'est l'*interface prévention-liberté.* Sans doute, les avocats de la prévention doivent-ils se montrer crédibles en proposant des modalités raisonnables . . ."
>
> (Martin & Junod, 1983)

Dans une revue plus générale du sujet, on écrivait:

> "Une large discussion doit prendre place sur ces questions, à tous les niveaux. Dans le cas de nombreux facteurs de risque pour la santé, il importe, d'une part, de faire quelque chose et, d'autre part, de le faire de façon raisonnable, sans fanatisme ni rigidité excessive. Et c'est de plus en plus souvent, certainement (malheureusement), qu'on aura à rechercher l'équilibre acceptable entre le bénéfice d'une mesure à visée préventive donnée et le coût d'un "aménagement" de la liberté dans telle ou telle situation. C'est finalement au citoyen qu'il incombe de contribuer, avec les secteurs techniquement concernés, à la *définition de la prévention qu'il désire.* On doit espérer que, tout en préservant les libertés, on trouvera les moyens de limiter autant que possible les dégâts humains et sociaux qui découlent de la prévalence dans notre vie de risques évitables". (Martin, 1980, p. 80)

A l'évidence, si des programmes tels que celui de Nyon ont été lancées, c'est que, devant les démonstrations faites de la nocivité pour la santé de facteurs et comportements clairement identifiés, on a cru devoir mettre ces informations à la disposition de la collectivité, de manière aussi convaincante que possible. On n'a pas voulu s'en tenir à la doctrine ultra-libérale du "laissez faire". Par ailleurs, vouloir "faire le bonheur des gens contre leur gré", l'impérialisme culturel dont parlent certains (L. Gillioz ne le fait pas), est un danger qui a été dans les esprits de ceux qui ont élaboré et suivi le programme nyonnais, notamment dans le cadre de son Groupe d'experts "Education pour la santé":

> "Pour réaliser leurs objectifs, les initiateurs du programme de prévention ont misé sur la mobilisation de l'ensemble de la population . . . ils ont joué à fond la carte de la collectivité nyonnaise. Ils se sont ainsi assuré le concours de personnalités et institutions locales . . . chargées de relayer l'action auprès de la population . . ." *(L. Gillioz, p. 41)*

> "Il est fait que les organisateurs ont investi beaucoup d'efforts pour trouver des relais locaux . . ." *(p. 72)*

Comme L. Gillioz elle même a pu l'observer, ni le temps ni la peine n'ont donc été ménagés pour atteindre tous les groupes sociaux, en fonction de modalités acceptables pour eux. Ceci avec un succès partiel seulement, c'est vrai. Mais il n'y a pas eu volonté aprioritaire de normaliser les Nyonnaises et Nyonnais, quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle ou leur origine ethnique, dans un moule unique. Nous suggérons que sur ce point l'auteur de "La prévention comme normalisation culturelle" risque l'erreur classique en épidémiologie de postuler qu'une relation d'association ("les prédestiné(e)s de la prévention ont été les utilisateurs les plus fréquents des possibilités offertes") est une relation de cause à effet ("c'est parce que le programme était élaboré en fonction des caractères spécifiques de ce groupe, par des animateurs s'y rattachant et cherchant à y attirer le reste de la population, que les choses se sont passées ainsi").

F) L'INDISPENSABILITE DE MESURES PREVENTIVES HORS DU SECTEUR MEDICO–SANITAIRE

L. Gillioz décrit *(p. 69)* une évacuation des dimensions collectives des problèmes liés à la prévention, tout en citant un texte des promoteurs du

projet qui pourtant paraît parfaitement clair (mais qui est peut-être vu comme une déclaration-alibi):

> "Les problèmes collectifs liés à la publicité pour le tabac et l'alcool, à certains intérêts financiers et à la production alimentaire devraient être abordés dans le cadre d'une prévention globale; mais les conditions de temps et les moyens impartis au Programme National de Recherche impliquent une approche partant du comportement individuel avant de déboucher sur d'éventuelles décisions collectives plus générales."

(Groupe d'étude du Programme National suisse de Recherche No 1 – 1979, 105)

D'autres professionnels de santé publique se sont exprimés dans un sens comparable depuis des années:

> "Il est souhaitable par conséquent que la promotion de ces changements (en matière de prévention) se fasse dans une collectivité assez large. D'autre part, il n'est pas utile de passer sous silence le fait que certaines meures à viséee préventive vont à l'encontre d'intérêts économiques. Il y aura place à ce sujet pour la négociation mais il reste vrai qu'on cherchera à amener des modifications quant à ce qui est produit et quant à la promotion commerciale de ce qui est produit".
>
> (Martin, 1978)

Y-at-il lieu de leur jeter la pierre parce que, alors qu'ils cherchent à influencer ce qui se passe à l'extérieur de leur propre domaine, ils n'y réussissent que lentement?

C) LE PROGRAMME DE PREVENTION, EXPRESSION ET INSTRUMENT DE GROUPES SOCIAUX FAVORISES DEFENDANT DES INTERETS PARTICULIERS (NOTAMMENT CEUX DE LA CORPORATION MEDICALE)

Dans la mesure où L. Gillioz a été professionnellement en contact avec les responsables concernés, ses suggestions répétées que le programme nyonnais est devenu un instrument d'arbitraire culturel et socio-politique, a renforcé la violence symbolique inhérente au système de santé actuel, ne manquent pas d'étonner, voire stupéfient.

De domination de la part des médecins cliniciens (et spécialistes biomédicaux), il n'y en a pas eu. Il convient à cet égard de faire une différence claire entre les études transversales incluses dans la recherche (au début – baseline study – et à la fin du programme) et les efforts de promotion de la santé. Dans les études, qui comportent des aspects physiques et biomédicaux bien définis (prise de pression artérielle, étude biochimique du sang, etc.), on a demandé les avis d'experts médecins. Et pour cause. Ils ne sont pas intervenus, par contre, dans le programme d'action mis en œuvre pendant trois ans, et poursuivi par la suite aussi bien à Aarau qu'à Nyon. [1]

A Nyon, le corps médical installé en cabinet a collaboré dans de bonnes conditions avec le programme (sans que la réaction initiale ait été l'enthousiasme, mais sans non plus tenter de manœuvre de récupération par la suite). Quelques médecins ont apporté une contribution au travail en groupes (par ex. training autogène). L. Gillioz aurait pu connaître ces derniers. Elle aurait pu relever qu'ils n'illustrent pas un archétype paternaliste et omniscient, qu'au contraire ils sont d'orientation collégiale et non-dominatrice. Cela ne ressort pas d'une étude scientifique, c'est un fait observable.

Reste un troisième type de médecins impliqués: ceux spécialisés en médecine préventive / santé publique qui ont été associés au programme. S'intéressant à la sociologie médicale, l'auteur de "La prévention comme normalisation culturelle "sait sans doute que, très généralement, ces professionnels ne sont pas considérés comme des suppôts inconditionnels de la corporation médicale et de ses intérêts à court terme. Il s'en faut au contraire de beaucoup (et cela vaut dans le cas particulier). Là encore, s'agissant des acteurs médicaux associés au programme, un amalgame sans rapport avec la réalité se révèle commode pour accréditer une certaine thèse.

Des remarques dans le même sens valent pour ce que dit l'auteur du "désamorçage des critiques externes" dans sa conclusion *(p. 74)*. Loin de viser une médicalisation, plusieurs activités à Nyon ont précisément eu une orientation de self help. Qu'elles ne se soient pas manifestées "con-

1) Et ce sur la base d'une volonté collective. Notamment, les crédits nécessaires à poursuivre l'action au delà de la période de recherche ont fait l'objet à Aarau d'une votation populaire. Mais peut-être discutera-t-on la légitimité de ce type de décision aussi ?

tre" le système de soins en place est vrai (mais l'aide mutuelle peut être légitime et efficace sans forcément être opposée à ce qui existe par ailleurs). Dire qu'il y a eu "défense et riposte" de la médecine dans un sens opposé au self help care *(p. 75)* ne repose simplement pas sur des bases de fait.

Corollaire de ce qui précède, on discutera encore le point suivant:

H) LES PERMANENTS (NON MEDECINS) DU PROGRAMME DE NYON, AGENTS DE L'IDEOLOGIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DOMINANTE

Ainsi qu'on vient de le rappeler, les membres de la profession médicale n'ont pas joué de premier rôle dans les entreprises de promotion de la santé à Nyon. L'action déterminante a été le fait d'une assistante sociale avec une formation complémentaire en éducation pour la santé (la coordinatrice du programme, première responsable sur le terrain), d'une infirmière de santé publique, d'une diététicienne et de plusieurs autres.

On nous permettra simplement de dire que la suggestion faite que, par son action de trois ans (et plus – les activités continuent), ce groupe d'animation a servi les idéologies dominantes sera ressentie comme blessante voire insultante par ses propres membres. Et les médecins eux s'étonneront de ne pas s'être aperçus que, pendant plusieurs années, tout avait été fait à Nyon pour défendre leurs propres intérêts . . . L. Gillioz aurait dû se renseigner avant de traiter ce sujet.

I) ACTION PREVENTIVE COMPTE TENU D'UN CERTAIN CADRE, OU REVOLUTION CULTURELLE ET SOCIALE, OU INACTION ?

L. Gillioz exprime son insatisfaction de ce que le programme qu'elle examine de manière critique se soit à son avis simplement conformé aux règles socio-culturelles du Pays de Vaud (ou de la Suisse), restant très obéissant vis-à-vis des secteurs influents. C'est un exemple intéressant de situation où, selon les attentes et la vision que l'on a du contexte du travail, on arrive à des conclusions à l'opposé l'une de l'autre. Au risque de

paraître ridicule à certains lecteurs, nous soulignons que, pour plusieurs de ceux qui sont actifs quotidiennement, dans ce pays, dans le domaine de la santé publique et d'autres domaines proches, les trois ans d'activité du programme de Nyon ont été une démonstration relativement inattendue du fait qu'on pouvait développer chez nous ce qui mérite la qualification d'animation communautaire. "A la suisse" sans doute, sans génie peut-être, mais de façon plus imaginative et beaucoup moins soumise aux idées reçues ou intérêts en place qu'on aurait pu le craindre.

Nous pouvons donc faire état de ce qui a été notre surprise (et satisfaction), [2] à mesure que les activités nyonnaises se développaient, de voir qu'elles n'ont pas suscité localement de réaction négative notable, voire blocage, malgré leur caractère non conventionnel dans notre milieu. On pourra alléguer que, s'il n'y a pas eu opposition, c'est qu'on n'allait pas assez loin dans la remise en cause des structures et modalités habituelles. Mais veut-on bien accepter qu'un tel programme n'est pas un exercice d'école, qu'il se déroule dans la réalité ?

Les alternatives possibles au type de programme mis en œuvre à Nyon sont de deux ordres : la révolution (socio-) culturelle ou une inaction vertueuse. Nous ne pouvons qu'avouer que, à l'époque dans le cadre du PNR 1 comme actuellement s'agissant de remplir nos responsabilités professionnelles (pour le court terme au moins !), nous ne croyons pas à la première et nous sommes convaincus qu'il y a mieux à faire que se résigner à la seconde.

Il est certain les responsables du PNR 1 A, comptables d'un important crédit du Fonds national, dans le cadre d'un projet qui pouvait mettre en évidence des orientations novatrices, ont voulu aux différents stades de la démarche mettre en balance la volonté et la nécessité d'innover (par exemple, de se départir d'une adhérence stricte au modèle médical, quoi qu'on en dise) avec une estimation "informée" de ce qui était faisable.

2) Nous nous sommes exprimés très clairement dans ce sens dans le passé (Martin & Junod, 1983).

J) ACTION NON MEDICALISEE REUSSIE EN MILIEU DE TRAVAIL. COLLABORATION CONSTRUCTIVE OU COLLUSION ENTRE ENTREPRISE CONCERNEE ET ANIMATEURS ?

Dans sa discussion des facteurs de risque, L. Gillioz mentionne que leur définition permet cas échéant de les présenter comme "causes premières" de maladie, en isolement de leur contexte. Comme pour l'interface prévention-liberté, il y a là un souci légitime. A ce propos, elle évoque la composante du programme nyonnais qui a eu pour cadre une entreprise pharmaceutique de la région *(p. 68)*. La dite entreprise en effet a ouvert ses portes aux animateurs, qui y ont notamment proposé des cours de relaxation qui ont remporté un bon succès.

Devant la demande (le besoin ressenti) à laquelle correspond ce succès, on pourrait s'étonner avec L. Gillioz du fait qu'on n'ait pas immédiatement requis de la firme des modifications visant à réduire le stress (professionnel) de son personnel. Peut-être une intervention directe dans ce sens aurait-elle été acceptée ? On peut aussi considérer que, même en l'absence d'une telle intervention, l'ouverture démontrée par les responsables (les cours pouvaient être suivis pendant les heures de travail) et la sensibilisation qu'elle a permis des membres du personnel, sont un atout notable pour l'avenir, en vue d'une action accrue dans le sens de l'hygiène mentale au travail.

EN GUISE DE CONCLUSION

"La prévention comme normalisation culturelle" traite de plusieurs dimensions importantes en rapport avec des programmes de prévention (médicalisée ou non), qui doivent retenir l'attention de manière approfondie. Cela étant, même s'il fallait faire la part d'accents volontairement appuyés afin que le message passe mieux, nous devons regretter vivement un éclairage unilatéral et, plus que cela, des interprétations dont on peut craindre qu'elles sont fondées sur des a priori intellectuels hâtivement greffés sur le seul support disponible localement et ayant bénéficié d'une certaine visibilité, le Projet PNR 1 de Nyon.

En tant que praticien et chercheur en médecine préventive et santé publique, ayant en particulier à envisager (de manière critique) la traduction de projets pilotes à l'échelon d'une collectivité cantonale, nous

disons notre déception que l'auteur de l'étude n'ait pas jugé nécessaire de baser sur des faits des parties importantes de son travail, faits qu'elle aurait aisément pu rassembler sur la réalité vécue à l'époque à Nyon par ses habitants.

Une des critiques majeures faite à l'égard des responsables et animateurs du programme est la *décontextualisation* de la thématique santé par rapport à d'autres aspects de l'existence des Nyonnais *(voir notamment p. 68 et 73).* Sans doute les dits animateurs ne prétendent-ils pas avoir mis sur pied un programme impeccable. Cela étant, s'agissant de décontextualisation d'une expérience pratique donnée (réalisée dans une localité connue, saisissable, sur laquelle de multiples informations sont à disposition), on peut dire que l'article de L. Gillioz est une remarquable réussite. L'interprétation systématiquement orientée qui est faite du programme de prévention cardio-vasculaire et la métamorphose théorisée qui en résulte tiennent plus d'un hommage au "1984" de George Orwell que d'une contribution pratique sur ce qui s'est passé dans le canton de Vaud entre 1977 et 1980.

Une fois encore, il est utile de rendre les tenants de la prévention attentifs aux effets secondaires défavorables que peut avoir un certain activisme. Mais ce qu'on est en droit de demander, dans un article à visée scientifique, est une *délimitation beaucoup plus ferme* entre ce qui est fait vérifié, ou interprétation personnelle d'une situation, ou encore spéculation désincarnée. On doit refuser les amalgames et les généralisations faits à partir d'éléments ponctuels et décontextualisés.

Les problèmes qui se posent à nos systemes de santé, dans le domaine des soins aussi bien que celui de la prévention, requièrent une collaboration substantielle et suivie des groupes concernés, y compris les sociologues de la médecine. Mais l'intransigeance, la chasse aux sorcières et la réticence à descendre d'Utopie (et à admettre certaines contraintes dans la manière dont fonctionne notre société) sont peu susceptibles de promouvoir cette collaboration.

BIBLIOGRAPHIE

BAKER, S.P. On lobbies, liberty and the public good. *American Journal of Public Health* **70**, 573–574, 1980.

BEAUCHAMP, D. E. Public Health and Individual Liberty, in *Annual Review of Public Health* (L. BRESLOW & al., ed.). PALO ALTO, CA: Annual Reviews Inc., 1980, p. 121–136.

LEHMANN, PH. Prévention des maladies cardio-vasculaires – Méthodes d'éducation pour la santé et évaluation (Nyon). *Les Cahiers médico-sociaux* **27**, no. 1, 167 pages, 1983.

HIGGINSON, J. A Hazardous Society? Individual versus Community Responsability in Cancer Prevention. *American Journal of Public Health*, **66**, 359–366, 1976.

MARTIN, J. Quelle prévention les Suisses veulent-ils? *Bulletin des médecins suisses* **59**, 1317–1318, 1978.

MARTIN, J. Utiliser le potentiel de la prévention et préciser ses limites. *Annuaire 1980 de la Nouvelle Société Helvétique* ("Le système de santé: malade?"). Buri Druck, Berne, 1980, p. 63–83.

MARTIN, J. & JUNOD, B. L'expérience nyonnaise: feu de paille ou modèle d'avenir? Préface de LEHMANN PH., 1983 (cf. ci-dessus), p.II–V.

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 839–852

LA CONSTRUCTION SOCIOLOGIQUE FACE AUX REPRESENTATIONS DES AGENTS

Lucienne Gillioz
Institutions Universitaires
de Psychiatrie
Unité d'investigation sociologique
6, rue du XXXI Décembre
CH–1207 Genève

Mon article "La prévention comme normalisation culturelle" a donc joué un rôle de trouble-fête en jetant un pavé dans la mare tranquille des écrits sur le Programme de prévention des maladies cardio-vasculaires. Du moins si j'en juge par la vivacité des réactions qu'il a suscitées chez les professionnels impliqués dans ce Programme.

Ce qui frappe d'emblée dans les deux critiques qui me sont adressées, c'est le hiatus repérable entre la violence verbale de certaines attaques et la pauvreté des arguments avancés pour les étayer, comme si l'inflation verbale était la mesure de la faiblesse des raisons données. En effet, quand on examine de près le contenu, la logique et la cohérence des critiques qui me sont faites, on ne peut manquer de voir que, le plus souvent, elles ratent leur objet et empêchent l'instauration d'un vrai débat. Soit mes contradicteurs commettent un certain nombre de confusions épistémologiques, se méprennent sur la nature de l'analyse sociologique et le niveau où elle se situe, ce qui fausse la discussion, soit ils ne comprennent simplement pas l'objet de mon analyse et le sens de certains développements et sont amenés à m'imputer des idées et des interprétations que je n'ai jamais soutenues. C'est ce que je vais tenter de clarifier dans ma réponse.

Pour commencer, je me vois donc obligée de rappeler certains préalables d'ordre sociologique et épistémologique – au risque d'ennuyer les lecteurs de la Revue familiers de ces notions – avant de passer à des réponses plus spécifiques.

D'emblée je voudrais indiquer que je ne répondrai pas aux critiques qui relèvent de l'attaque personnelle et de l'imputation gratuite d'intentions – par exemple "feint d'ignorer", "chasse aux sorcières", "encanaillement imaginaire", "intransigeance", etc. – et que je m'efforcerai de situer ma réponse sur le terrain des arguments scientifiques.

1. L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE N'EST PAS DE L'ORDRE DE LA CONDAMNATION

Une même idée se retrouve, plus ou moins accentuée, chez mes deux contradicteurs, à savoir que la sociologue "discrédite", "condamne", "jette la pierre". Que les résultats d'une sociologie non complaisante par rapport à la médecine puissent avoir une forte charge critique, je ne le conteste nullement. Seulement, assimiler l'étude des effets sociaux d'une pratique ou d'un discours à une condamnation constitue une totale méprise. La première relève d'une analyse de la réalité, alors que la deuxième ressortit au jugement moral. Rien dans mon texte n'autorise un tel glissement sémantique. Aussi, lorsque pour conclure son propos, J. Martin me reproche

> "la réticence à descendre d'Utopie et d'admettre certaines contraintes dans la manière dont fonctionne notre société"

ce reproche m'apparaît pour le moins paradoxal venant d'un médecin impliqué dans une campagne de prévention, et adressé à une sociologue. Car mon étude n'a-t-elle pas précisément pour but de rappeler, contre l'utopie médicale d'une transformation des mentalités et des comportements, les contraintes du social ? C'est-à-dire les différentes logiques régissant les rapports qu'ont les sujets sociaux au corps, à la santé, à la prévention, l'inertie qu'elles opposent au changement, et les fonctions et significations sociales des pratiques qu'elles déterminent ?

2. LOGIQUES SOCIALES ET LOGIQUES INDIVIDUELLES INTENTIONNELLES

C'est une chose bien connue depuis les fondateurs de la sociologie que l'objet sociologique obéit à d'autres lois que celle de l'intention consciente, et que la sociologie se distingue radicalement d'une psychologie des motiva-

tions ou des intentions. Les logiques sociales, mises en évidence par le travail sociologique, qui sont d'ordre collectif et non individuel, ne résultent donc aucunement des volontés délibérées des acteurs, mais bien des rapports sociaux existant entre ces derniers. Parmi de nombreux textes classiques je citerai ici Durkheim (1897):

> " Nous croyons féconde cette idée que la vie sociale doit s'expliquer non par la conception que s'en font ceux qui y participent, mais par des causes profondes qui échappent à la conscience."

Ainsi quand, par exemple, les sociologues montrent la fonction de sélection sociale assumée par le système scolaire, ils ne prétendent nullement que les enseignants veulent de façon consciente et délibérée éliminer les élèves issus des milieux les plus pauvres en capital culturel; ils constatent simplement que c'est là le résultat du fonctionnement de l'école, et des rapports qu'elle entretient au système social.

Lorsque J. Martin oppose aux effets sociaux de la campagne mis en évidence – homogénéisation et normalisation culturelles, violence symbolique – les intentions des agents et affirme

> qu' " il n'y a pas eu volonté a-prioritaire de normaliser les Nyonnaises et Nyonnais . . . dans un moule unique",

il montre par là qu'il confond l'analyse sociologique avec une psychologie des motivations et des intentions. Et quand il ajoute immédiatement après, – à propos des correspondances existant entre le modèle de comportement préventif et le modèle culturel propre aux femmes de couches moyennes et supérieures – que je

> " risque l'erreur classique en épidémiologie de postuler qu'une relation d'association est une relation de cause à effet",

il se méprend également sur le sens de mon argument. Ce que j'ai tenté de montrer, ce sont des rapports d'*homologie,* et non de causalité, entre le modèle préventif promu et les pratiques de certains groupes sociaux, homologie qui est à rechercher dans l'identité ou la proximité des habitus.

Dans le même ordre d'idée, consistant à opposer aux effets des pratiques les intentions des agents, J. Martin, après avoir constaté que ce sont des non-médecins qui ont mené sur le terrain l'action de prévention, déclare que

> " la suggestion faite que, par son action de trois ans, ce groupe d'animation a servi les idéologies dominantes sera ressentie comme blessante, voire insultante par ses propres membres."

Il est fort possible que les membres du groupe d'animation prennent la chose ainsi, mais cela ne saurait remettre en cause le fait qu'une action, axée sur la promotion individualisée de la santé et menée par des agents qui détiennent par délégation des médecins leur pouvoir d'intervention

sur la population, ait toute chance de contribuer à propager la vision individualiste qu'a la médecine des phénomènes de santé et de maladie. Plusieurs sociologues ont d'ailleurs attiré l'attention sur le fait que même des mouvements alternatifs voulant promouvoir une démédicalisation risquent malgré eux de servir le système et l'idéologie médicale. Ainsi W. Fischer (1981) constate:

> "Le risque est donc grand que ces mouvements du self-care reproduisent à un autre niveau les mécanismes du champ médical: former des patients adaptés au système de santé actuel et étendre l'emprise médicale à toutes les sphères de la vie."

C. Herzlich (1984), de son côté, se demande

> "si le mouvement vers une démédicalisation centrale dans ces groupes n'est pas sans ambiguïté. Paradoxalement il peut aller de pair avec un surinvestissement de la notion de santé devenue valeur suprême . . .".

Que par ailleurs le travail d'inculcation ne soit pas le fait des médecins eux-mêmes, mais ait été délégué à des agents de couches moyennes, issus des professions paramédicales ou sociales, représente simplement une condition d'efficacité de l'entreprise d'inculcation culturelle. Il s'agit là d'un cas particulier d'un phénomène bien connu des études de transmission culturelle, à savoir la nécessité de médiateurs entre groupes sociaux différents.

Ph. Lehmann témoigne de la même confusion entre sociologie et psychologie des motivations lorsqu'il me reproche de prêter aux acteurs préventifs des finalités propres dégagées de mon analyse. De plus, il confond intérêts et effets des pratiques

(cf. "Légitimation, normalisation et domination, mais en plus 'accroissement du marché potentiel de la médecine', 'désamorçage des critiques externes', riposte aux thérapies douces . . . tels seraient les intérêts spécifiques du corps médical à promouvoir la prévention!").

Je ne peux donc que renvoyer Ph. Lehmann à mon texte, où il verra que les trois niveaux suivants sont distingués:

a) les finalités explicites des acteurs que l'on peut dégager des déclarations et discours de ces derniers. En l'occurence, les finalités des acteurs sont de promouvoir la santé à travers la lutte contre les facteurs de risque des maladies cardio-vasculaires.

b) Les intérêts sous-jacents à l'entreprise de prévention qui peuvent être à la fois matériels et symboliques. Ceux-ci sont occultés dans le discours des acteurs et doivent être dégagés par l'analyse sociologique. J'en ai recensé de trois ordres: l'accroissement du marché potentiel de la médecine, le désamorçage des critiques externes, l'extension du champ d'application de la médecine comme stratégie de concurrence.

c) Les effets sociaux des pratiques et des discours préventifs qui doivent également être mis en évidence par l'analyse sociologique. J'ai tenté de montrer deux types d'effets sociaux: un effet d'homogénéisation et de normalisation culturelles engendré par l'action de prévention et un effet d'occultation des déterminants sociaux, politiques, économiques des phénomènes de santé et de maladie produit par la centration du modèle de pensée préventif sur les dimensions individuelles de ces phénomènes.

3. LA CONSTRUCTION D'OBJET ET LE STATUT DE LA REALITE EN SOCIOLOGIE

L'épistémologie actuelle est d'accord pour affirmer, contre l'idée positiviste d'une science reflet du réel, que l'objet est toujours construit. Il ne saurait donc y avoir de réalité immédiatement saisissable par la science. Cette construction de l'objet a pour condition première la distanciation par rapport aux représentations et idéologies des agents (Bourdieu, Chamboredon, Passeron, 1973). Cela suppose donc que le sociologue travaillant dans le champ de la médecine, s'il veut parler d'une position sociologique autonome et non "médico-centrée", doit construire son objet *contre la vision qu'en ont les agents du système médical.* Cette condition ne va évidemment pas de soi.

Des critiques découlant d'une épistémologie naïve

Plusieurs critiques qui me sont adressées participent d'une épistémologie naïve qui croit à la transparence du réel, à l'immédiateté du savoir et à la nécessité pour le chercheur d'avoir un *contact direct* avec la réalité étudiée. (cf. entre autres:

"Elle n'a pas visité le Centre de Prévention de Nyon, ni rencontré des responsables, animateurs ou participants de l'action . . .").

Comme si l'objet était un fruit mûr qu'il suffirait de cueillir sur l'arbre de la réalité! Je rappellerai donc ici une remarque tirée du "Métier de sociologue"

". . . l'invention ne se réduit jamais à une simple lecture du réel . . . puisqu'elle suppose toujours la rupture avec le réel et les configurations qu'il propose à la perception." (Bourdieu, Chamboredon, Passeron, 1973).

Par ailleurs, J. Martin me reproche "un éclairage unilatéral et une interprétation systématiquement orientée". Ne faut-il pas voir dans cette critique la réaction d'un acteur qui ne peut se reconnaître dans la construction qui est faite de l'objet ? Et l'unilatéralité du point de vue n'est-elle pas inhérente à la démarche scientifique elle-même, comme le dit Weber ? :

> "Il n'existe absolument pas d'analyse scientifique 'objective' de la vie culturelle ou . . . des 'manifestations sociales', qui serait *indépendante* de points de vue spéciaux et *unilatéraux* *), grâce auxquels ces manifestations se laissent explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, sélectionner pour devenir l'objet de la recherche ou analyser et organiser en vue de l'exposé." (Weber, 1965).

Toujours concernant le problème de l'objet et du rapport à la réalité, je voudrais maintenant examiner d'un peu plus près la logique des arguments développés par Ph. Lehmann pour disqualifier mon analyse et la vider de son contenu de réalité. Ph. Lehmann qualifie ma recherche de

> "description et analyse d'un objet imaginaire, déduit des intentions, objectifs et présupposés théoriques d'un projet d'intervention".

Deuxième naïveté épistémologique à relever : il renvoie à l'ordre de l'imaginaire les intentions, objectifs et présupposés théoriques, qui constituent pourtant des phénomènes parfaitement observables. Se rend-il compte alors de l'impossibilité de tenir une telle position épistémologique? Toujours est-il que, dans la phrase suivante et en contradiction avec les propos qu'il vient d'émettre, il adopte une position inverse et déclare que les textes de projets, déclarations d'acteurs préventifs, etc. "constituent un objet théorique réel". Voilà donc mon étude lestée d'un petit poids de réalité ! Sa tactique consiste alors à réduire mon article à l'analyse d'un discours et à me reprocher de n'avoir pas fait ce que lui considère comme la "vraie" sociologie d'une "vraie" réalité, à savoir l'étude des "processus d'apprentissage, d'institutionnalisation, de professionnalisation, de communication, d'évaluation, etc. . ."

L'incompréhension de l'objet

En fait, il semble que Ph. Lehmann n'a pas compris que l'objet de ma recherche était les effets sociaux d'une *pratique* de médecine préventive. Contrairement à ce qu'il affirme , ce ne sont pas seulement les "intentions, objectifs et présupposés théoriques" qui sont au centre de mon analyse, mais bien une entreprise de prévention concrète qui s'est déroulée dans un espace-temps délimité (Nyon, 1977–1980) et qui a mis en œuvre

*) *souligné par moi*

tout un ensemble d'actions bien réelles: ouverture d'un centre de prévention, mise sur pied de groupes de sensibilisation aux facteurs de risque des maladies cardio-vasculaires, organisation de deux kermesses du cœur, examens de santé gratuits, etc. Ne voir dans tout cela que des intentions ou objectifs constitue simplement un déni de réalité.

Dans le même ordre d'idée consistant à déréaliser mon étude en lui contestant une référence à la réalité, Ph. Lehmann me reproche de transposer des modèles sociologiques, notamment celui de L. Boltanski, sans faire référence à la culture propre à la collectivité concernée. Je laisse volontairement de côté pour l'instant la question des résultats statistiques que je traiterai en détail plus loin. Je me contenterai de signaler ici une étrange incohérence de la position de Ph. Lehmann. Dans un article intitulé "Attitudes face à la santé et à la prévention" et portant précisément sur la communauté nyonnaise, celui-ci conclut son propos par la constatation suivante:

> "Les observations faites par cette recherche rejoignent les études classiques françaises et américaines (7–12) de sociologie de la médecine et de la santé en montrant des polisarisations culturelles des attitudes relatives à la santé, généralement constatées entre catégories socio-économiques" (Lehmann, 1984).

Or, si l'on regarde à quelles études renvoient les références 7–12, on y trouve précisément deux travaux classiques de L. Boltanski. Si donc le système explicatif de ce dernier est pertinent pour rendre compte des modèles culturels en matière de santé et de maladie de la population nyonnaise, la critique de Ph. Lehmann n'a plus de raison d'être.

Le sociologue et le respect de l'objet

Le fait d'avoir mis en évidence, après bien d'autres, un modèle culturel corporel propre aux couches populaires, me vaut le reproche de respect qui tend à la réification, à la légitimation et au fétichisme de cette culture. Il n'y a pas grand'chose à répondre à un reproche qui ne repose sur aucun argument solide. Je dirai simplement ceci: la culture des couches populaires est ce qu'elle est et ne mérite de la part du sociologue ni plus ni moins de respect que n'importe quelle autre culture. Que Ph. Lehmann en vienne à considérer comme exagéré et inacceptable cet élémentaire respect de son objet n'a rien d'étonnant chez un sociologue qui peut écrire à propos précisément du "modèle sanitaire de la classe populaire-ouvriers":

Et pour étayer son affirmation Ph. Lehmann précise:

> "Les membres de la classe populaire pratiquent moins de sport, s'intéressent moins aux campagnes de prévention, fréquentent moins les médecins et utilisent moins de remèdes domestiques que tous les autres groupes sociaux" (Lehmann, 1984).

Ce parfait exemple d'ethnocentrisme médical et de classe – qui, ne pouvant appréhender une culture étrangère que dans les catégories du manque ou de l'insuffisance, lui dénie toute spécificité – constitue peut-être une des clés permettant de comprendre la critique, paradoxale pour un sociologue, que m'adresse Ph. Lehmann.

4. ARBITRAIRE CULTUREL ET VIOLENCE SYMBOLIQUE

Les concepts d'arbitraire culturel et de violence symbolique appliqués à l'entreprise de prévention ont suscité chez mes contradicteurs de vives réactions. Or, je crains fort que ces derniers ne se soient plus attachés à la charge idéologique que peuvent receler ces termes qu'au sens précis qu'ils véhiculent dans le contexte sociologique où ils ont été employés. Est-il nécessaire de redire ici que violence symbolique n'a pas été utilisé pour décrire les attitudes des médecins, comme paraît penser J. Martin (cf. "archétype du médecin paternaliste et omniscient"), puisque ce n'est pas au niveau des attitudes et comportements personnels que je me place, mais bien au niveau du système des relations sociales existant entre une institution de prévention et les groupes sociaux. Je préciserai donc que les termes d'arbitraire culturel et de violence symbolique sont employés à la suite de Bourdieu et Passeron (1970) – qui les ont forgés pour analyser les fonctions du système d'enseignement – dans le sens suivant:

Arbitraire culturel désigne tout contenu culturel imposé comme légitime et ne pouvant être déduit d'aucun principe universel. Certes, les médecins contesteront cette notion d'arbitraire, puisque, diront-ils, les contenus inculqués s'appuient sur des fondements scientifiques. Même en admettant que la causalité des associations statistiques mises en évidence par l'épidémiologie soit parfaitment établie, il n'en reste pas moins que ce n'est pas au nom de la science – de laquelle ne peut être déduit aucun principe guidant les conduites humaines – mais bien de la *valeur santé* que l'on se propose de modifier les attitudes et comportements des individus. Or, il s'agit là d'une valeur relative, dont l'importance varie selon les sujets sociaux, et à laquelle peuvent parfaitement être préférées d'autres valeurs concurrentes, comme le bien-être immédiat, l'intensité du moment plutôt que la longue durée, ou la fidélité à la culture de son groupe d'origine.

Violence symbolique renvoie à l'effet du double arbitraire de l'imposition symbolique (imposition par un pouvoir arbitraire d'un arbitraire culturel se présentant comme légitime).

En me servant de ces notions, je n'ai donc fait qu'utiliser des instruments conceptuels tout à fait usuels dans certains courants sociologiques.

Ph. Lehmann se donne beaucoup de peine pour démontrer que l'idéologie individualisante du Programme de prévention qui occulte les dimensions collectives des phénomènes de santé et de maladie n'entraîne pas un effet d'homogénéisation des comportements et que proférer un discours idéologique ne constitue pas une violence ou une normalisation. Qui a jamais prétendu cela ? L'argument de Ph. Lehmann découle d'une incompréhension de la logique sociologique que j'ai développée, incompréhension qui l'amène à confondre deux niveaux pourtant bien distincts dans mon analyse.

- Premier niveau (cf. point 1 : l'inculcation d'un arbitraire cultuel). Les notions d'homogénéisation et de violence symbolique apparaissent dans mon texte à la page 58 et sont utilisées pour décrire les effets sociaux d'une pratique de prévention qui consiste à généraliser à l'ensemble de la population des modèles culturels propres à certains groupes sociaux.

- Deuxième niveau (cf. point 2 : l'idéologie inhérente au modèle médical de référence). Je traite aux pages 70 et 72 de l'idéologie caractéristique du modèle médical, qui porte à se centrer sur les dimensions corporelles et individuelles de la santé et de la maladie et je mets en évidence la fonction sociale de cette idéologie : occulter les déterminants économiques, sociaux, politiques de la santé et de la maladie et neutraliser ainsi tout une série d'enjeux socio-politiques.

Autre erreur à relever : je n'ai jamais prétendu, comme le voudrait Ph. Lehmann, que les discours préventifs en général soient centrés uniquement sur les facteurs de risque comportementaux et fondés sur la seule stratégie de persuasion des individus. La mention à la p. 38 d'autres types de prévention n'ayant rien à voir avec les facteurs de risque comportementaux aurait dû empêcher toute équivoque.

Je relèverai enfin une dernière méprise de Ph. Lehmann. Partant d'une phrase de mon texte qui dit :

> "En cela la campagne préventive se situe dans la continuité de son ancêtre, le mouvement d'hygiène sociale, promu au siècle dernier dans le but de normaliser et d'éduquer les classes populaires",

Ph. Lehmann me reproche d'occulter les mouvements sociaux et populaires ayant lutté pour l'amélioration de la santé. Sa critique montre qu'il se méprend sur ce dont je parle. Dans la phrase citée, je fais allusion à un fait historique pourtant bien connu, le mouvement prophylactique et hygiéniste, impulsé principalement par les médecins, et qui visait à un contrôle sanitaire, social et moral des populations (cf. entre autres B.-P. Lécuyer (1977), J.-P. Peter (1975–1976), R. Castel (1976), P. Perrot (1984). Que par ailleurs se soient développées des luttes populaires pour la santé, dans une tout autre ligne que le mouvement hygiéniste, c'est une chose églament bien connue, mais qui n'a rien à voir avec ce que je voulais montrer: que la prévention médicale actuelle ne se situe pas en rupture, mais en continuité par rapport aux premières formes de médecine publique du XIXème siècle. Pour illustrer mon propos je citerai ici l'historien Perrot:

> "Car désinfecter la pauvreté, c'est non seulement lui donner une santé vigoureuse, une aptitude accrue au travail et à la guerre, mais c'est encore la défaire de sa 'barbarie' lui faire intéroriser les normes qui la soumettent aux représentations et aux comportements dominants (hygiène, sobriété, sédentarité, ordre, familialisme, épargne, etc.) sans qu'elle puisse jamais les vivre vraiment, puisque subsisteront toujours l'écart économique et ses conséquences culturelles".

En guise de conclusion à ce point d'histoire, Ph. Lehmann souligne, dans un bel élan d'œcuménisme, l'harmonieuse convergence des discours médicaux, politiques et populaires sur la nécessité de la prévention individuelle et collective. Entendue dans un sens si général, la prévention ne peut, comme la paix, que faire l'unanimité. Il n'empêche que les contenus concrets que les différents groupes sociaux donnent à ce terme ne sont pas identiques. Ainsi, quand les syndicats parlent de prévention, ils visent avant tout l'évitement des accidents et maladies professionnels par l'amélioration des conditions de travail et des mesures de sécurité sur les lieux de travail (USS, 1983; CSC, 1981).

5. RESULTATS STATISTIQUES: LA PRESENCE DES ABSENTS

Ph. Lehmann, concentrant son attention sur la seule analyse typologique, remarque que les quatre types dégagés ne représentent que 44 % de la population investiguée et s'exclame: "Où sont les 56 %?". S'intéressant à ces derniers et constatant que ceux-ci donnent des réponses identiques à celles de la population totale, il conclut à une faible différenciation des habitudes

et poursuit en mettant en question les analyses qui partagent l'espace du corps (il s'agit en fait de l'espace des pratiques corporelles) en territoires antagonistes. Le problème soulevé ici appelle plusieurs précisions et remarques:

1) La mise en évidence d'un espace des pratiques corporelles, articulé à un espace social est faite dans mon article à travers les résultats de l'*analyse en composantes multiples,* visualisés par le graphique présenté p. 48–49, résultats qui ont pris en compte l'*ensemble de la population étudiée* (N = 2750). Sur ce graphique apparaissent très clairement les positions opposées qu'occupent sur le premier axe les hommes et les femmes et sur le deuxième axe les couches moyennes et supérieures d'une part et les couches populaires d'autre part qui comprennent aussi les personnes âgées à faibles revenus et à faible niveau d'instruction. Ces résultats démentent donc l'affirmation de Ph. Lehmann selon laquelle "on ne saurait facilement attribuer un modèle corporel à une classe sociale ou à un genre".

2) L'utilisation de types, issus de l'analyse discriminante, avait essentiellement une fonction heuristique et visait à approfondir l'analyse sur certains aspects, *sans souci d'exhaustivité.* Plus précisément, il s'agissait de montrer, à propos de certains groupes, les correspondances existant entre configurations de pratiques et configurations de traits sociologiques. Et c'est volontairement que je n'ai retenu que les groupes les plus typés, dont je n'ai jamais prétendu qu'ils fussent majoritaires. De même je n'ai jamais identifié de façon simpliste, comme Ph. Lehmann le laisse entendre, "réfractaires" à couches populaires ou "prédestinées" à femmes des couches moyennes ou supérieures. Ce que j'ai montré, ce sont des affinités entre certains types de pratiques et certaines caractéristiques sociologiques.

La constatation que les absents donnent des réponses proches de celles de la population totale est assez banale, quand on sait que ceux-ci représentent un poids de 56 % dans l'ensemble de la population étudiée. Cela ne signifie pourtant pas que leurs comportements soient uniformes et indifférenciés, mais qu'ils varient plus ou moins autour d'une moyenne. Il est évident que les comportements extrêmes ne peuvent être que neutralisés dans des chiffres qui reflètent avant tout les tendances moyennes de ce sous-ensemble.

Cela dit, il est vrai que le matériel sur lequel on a travaillé n'est pas très différencié; cela s'explique fort bien par certains raisons que j'avais déjà indiquées et que je vais rappeler ici.

3) Les résultats empiriques de l'enquête ne peuvent se comprendre et s'interpréter correctement sans tenir compte du mode de constitution de la population étudiée. Il faut rappeler que celle-ci est formée à 90 % de participants spontanés, donc nullement représentatifs de l'ensemble de la population nyonnaise, les couches moyennes y étant surreprésentées, tandis que les fractions inférieures des couches populaires y sont fortement sous-représentées (cf. Gillioz, 1980). Aussi n'est-il pas étonnant que dans *l'ensemble* la population étudiée présente des comportements relativement proches des comportements préventifs prônés. Ce type de réflexion semble étrangère à Ph. Lehmann qui se permet de parler de "population nyonnaise", là où en toute rigueur il devrait dire "population nyonnaise de l'enquête non représentative de l'ensemble". Aussi, quand il prétend observer

"qu'en fait les populations, nyonnaise en particulier, circulent dans un espace de consommation et d'attitudes qui tendent à s'uniformiser" il pourrait bien se laisser prendre au piège d'un artefact méthodologique directement imputable au mode de constitution du matériel observé.

5) Lorsque par un revirement inattendu et contradictoire par rapport à sa position antérieure, Ph. Lehmann concède que la prévention pourrait faire violence, il minimise celle-ci en prétendant qu'elle ne concernerait que 11 % de la population enquêtée, à savoir les "réfractaires". Ce faisant, il oublie:

a) qu'un certain nombre d'individus recensés dans l'enquête ont un profil de comportement qui se rapproche des "réfractaires";

b) mais surtout que l'enquête ne concerne qu'un quart de la population nyonnaise, et pas n'importe quel quart, puisque ce sont les individus dont les comportements sont les plus en affinité avec le modèle sanitaire préventif qui ont été touchés. On peut donc penser qu'une forte proportion des individus qui ont boudé la campagne et ses activités sont précisément ceux dont les comportements et attitudes sont le plus en décalage par rapport à l'idéal préventif prôné. La violence symbolique de l'action de prévention et les coûts qu'elle exige sont donc beaucoup plus importants que Ph. Lehmann veut bien l'admettre.

*

* *

La polémique qui s'est engagée à propos de "La prévention comme normalisation culturelle" aura au moins un mérite: exemplifier une notion centrale de la sociologie de la connaissance, à savoir que le lieu social d'où l'on parle détermine le point de vue sur l'objet. A cet égard il est intéressant de constater que la ligne de partage des positions en présence ne passe pas tant par les disciplines des chercheurs (médecine et sociologie) que par leur insertion institutionnelle. C'est celle-ci finalement qui rend compte de la posture épistémologique prise: identification ou distance par rapport à la campagne de prévention et à ses enjeux.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU, P. & PASSERON, J.–CL. (1970), "La Reproduction" (Minuit, Paris).

BOURDIEU, P.; CHAMBOREDON, J.–C. & PASSERON, J.–CL. (1973), "Le métier de sociologue" (Mouton, Paris / La Haye).

CASTEL, R. (1976), "L'ordre psychiatrique". L'âge d'or de l'aliénisme (Minuit, Paris).

CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DE LA SUISSE (1981), Humanisation du milieu de travail. Thèmes du Congrès 1981 (Ed. CSC, Berne).

DURKHEIM, E. (1897), Essais sur la conception matérialiste de l'histoire, *Revue Philosophique,* Vol. **XLIV** (Décembre 1897) (22è année).

FISCHER, W. (1981), Domination médicale et stratégies alternatives pour la santé. *POUR,* **78** (mai / juin 1981) 13–18.

GILLIOZ, L. (1980), Campagne pour la prévention des maladies cardio-vasculaires: les déterminants sociaux de la participation à l'examen de santé initial, *Médecine Sociale et Préventive,* **25** (Nov. 1980) 250–257.

HERZLICH, CL. (1984), "Malades d'hier, malades d'aujourd'hui" (Payot, Paris).

LECUYER, B. P. (1977), Médecins et observateurs sociaux: les annales d'hygiène publique et de médecine légale (1820–1859), *Pour une histoire de la statistique* (Imprimerie Nationale, Paris).

LEHMANN, PH. (1984), Attitudes face à la santé et à la prévention, *Médecine & Hygiène,* **42** (1984) 424–429.

PERROT, PH. (1984), "Le travail des apparences ou les transformations du corps féminin XVIIIè–XIXè siècle" (Seuil, Paris).

PETER, J.–P. (1975–76), Le grand rêve de l'ordre médical en 1770 aujourd'hui, *Autrement,* **4** (Hiver 1975–76).

UNION SYNDICALE SUISSE (1983), "Sécurité et santé au travail". Propositions de l'Union syndicale suisse pour une meilleure protection des travailleurs (Documents de l'Union syndicale suisse).

WEBER, M. (1965), "Essais sur la théorie de la science" (Plon, Paris).

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 853–854

RESUMES

FRANÇAIS

LA STRATIFICATION SOCIALE EN SUISSE

V. Bornschier

La première partie de cet article est consacrée à l'analyse des processus de stratification sociale de la population active – féminine et masculine – dans les années 70, et ceci en tenant compte de la distribution des revenus. Du point de vue empirique, on ne peut mettre en évidence qu'une stratification sociale modérée, dans le sens d'une cristallisation des status.

Nous examinons dans la deuxième partie si les classes économiques constituent des faisceaux de status, de telle sorte qu'elles contribuent à la formation de couches. Le résultat empirique révèle une stratification, mais seulement faiblement accentuée, comportant toutefois une différenciation plus clairement observable des status entre d'une part les classes moyennes et d'autre part les classes inférieures.

Dans la dernière partie sont étudiés des processus différents de liaison et d'enchaînement des status dans des classes économiques. Par le modèle des revenus, on peut observer qu'un status est traduit très différemment en fonction de la classe.

.....Pages 647–720

LE PLEBISCITE DE POLITIQUE ENERGETIQUE DU 23 SEPTEMBRE 1984, ANTICIPATION DE DEVELOPPEMENT OU CRITIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Une illustration d'une analyse événementielle et régionale de la société

R. Nef & M. Rosenmund

L'article décrit un cas d'application d'une analyse régionale de la société, dans lequel il a été tenté d'élaborer et de diffuser des interprétations sociologiques d'un événement socio-politique d'actualité – la votation fédérale du 23 septembre 1984 concernant les initiatives anti-atomique et énergétique. L'analyse est basée essentiellement sur trois ensembles de renseignements au niveau d'agrégation communale: 1. Information sur le comportement politique (résultats d'autres votations fédérales), 2. Caractéristiques socio-structurelles et culturelles des communes (N = 1655) et 3. Données concernant la conscientisation en rapport direct avec la thématique de l'énergie atomique (informations agrégées sur la base communale obtenues par enquête représentative: N = 156).

Après une discussion introductive de la stratégie d'analyse, les résultats matériels de l'exploitation empirique sont décrits et interprétés. Les principales constatations peuvent être résumées de la manière suivante: les démarcations concernant l'énergie atomique ne se recoupent que faiblement avec les axes conflictuels "classiques" qui se dégagent des diverses articulations d'intérêts politiques des dernières décennies. Il apparaît avec une certaine évidence qu'en matière de politique énergétique un conflit est articulé, dont l'objet général réside dans l'évaluation du modèle de développement sociétal de l'après-guerre. Cette hypothèse directrice nous conduit à examiner dans quelle mesure les facteurs explicatifs choisis – le degré auquel on est concerné par l'option nucléaire, la partition culturelle et linguistique, la différenciation structurelle des régions et des caractéristiques communales, rendent compte des résultats de la votation.

. . . . . .Pages 687–720

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 855–856

ZUSAMMENFASSUNGEN

DEUTSCH

ZUR SOZIALEN SCHICHTUNG DER SCHWEIZ

V. Bornschier

Diese Arbeit untersucht in einem ersten Teil soziale Schichtungsprozesse bei den ökonomisch aktiven Schweizerinnen und Schweizern in den 70er Jahren, und zwar unter Einbezug der Einkommensverteilung. Empirisch wird nur eine moderate soziale Schichtung im Sinne von Statuskristallisation aufgewiesen.

In einem zweiten Teil wird geprüft, ob ökonomische Klassen Status in dem Sinne bündeln, dass sie schichtenbildend wären. Das empirische Ergebnis ist eine nur schwach ausgebildete Schichtenbildung, aber mit einer immerhin erkennbar deutlicheren Absetzung nach Status zwischen den Mittelschichtsklassen einerseits und den Unterschichtsklassen andererseits.

Im letzten Teil werden unterschiedliche Statusverknüpfungsprozesse in ökonomischen Klassen untersucht. Beim Einkommensmodell wird aufgewiesen, dass sich Status je nach Klasse deutlich unterschiedlich ummünzt.

. . . . . Seiten 647–686

DAS ENERGIEPOLITISCHE PLEBISZIT VOM 23. SEPTEMBER 1984 ZWISCHEN ENTWICKLUNGSERWARTUNG UND WACHSTUMS-KRITIK

Ein Beispiel ereignisorientierter, raumbezogener Gesellschaftsanalyse

R. Nef & M. Rosenmund

Der Beitrag beschreibt einen Anwendungsfall raumbezogener Gesellschaftsanalyse, bei dem versucht worden ist, soziologische Interpretationen eines gesellschaftspolitischen Ereignisses – der eidgenössischen Volksabstimmung vom 23. September 1984 über die Atom- und Energieinitiative – aktualitätsbezogen zu erarbeiten und zu diffundieren. Die Analyse stützt sich im wesentlichen auf drei Datenkomplexe auf kommunalem Aggregationsniveau: 1. politische Verhaltensinformation (Ergebnisse weiterer, ausgewählter eidgenössischer Abstimmungen), 2. sozio-strukturelle und -kulturelle Charakteristika der Gemeinden (N = 1655) und 3. Bewusstseinsparameter mit explizitem Bezug zur Kernenergiethematik (auf Gemeindeniveau aufaggregierte Daten eines Repräsentativ-Surveys; N = 156).

Nach einer einführenden Diskussion der Analysestrategie werden die materiellen Ergebnisse der empirischen Auswertung dargestellt und interpretiert. Die wichtigsten Befunde lassen sich wie folgt zusammenfassen: Es zeigt sich, dass die Frontenbildung bezüglich Kernenergie nur höchst beschränkt parallel zu den 'klassischen' Konfliktachsen erfolgt, die sich aus den politischen Interessenartikulationen der letzten Jahrzehnte ableiten lassen. Es kann einige Evidenz dafür beigebracht werden, dass sich an der energiepolitischen Sachthematik ein Konflikt artikuliert, dessen allgemeiner Gegenstand die Beurteilung des gesellschaftlichen Entwicklungsmodells der Nachkriegszeit ist. Auf dem Hintergrund dieser Leithypothese wird untersucht, inwiefern sich die berücksichtigten Erklärungsfaktoren – Betroffenheit durch die AKW-Option, sprachkulturelle Teilung, regionsstrukturelle Differenzierung und kommunale Charakteristika – in den Abstimmungsergebnissen niederschlagen.

. . . . . Seiten 687–720

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 857–858

SUMMARIES

ENGLISH

SOCIAL STRATIFICATION IN SWITZERLAND

V. Bornschier

The first part of this study examines the processes of social stratification among the economically active Swiss population – both men and women – during the 1970's, taking the distribution of income into consideration. From an empirical point of view, only a moderate social stratification in the sense of status crystallisation is shown.

The second part investigates the assumption that economic classes pull together aspects of status in a way that leads to stratification. Although the empirical findings point out only a weak stratification, nevertheless there is a more clear differentiation according to status among the middle and lower classes.

The last part deals with different processes of status linkage within the economic classes. The income model demonstrates that status is transmitted very differently as a function of class.

. . . . . Pages 647–686

THE ENERGY POLICY PLEBISCITE OF SEPT. 23, 1984 BETWEEN THE EXPECTATIONS OF DEVELOPMENT AND CRITIQUE ON GROWTH.

An Example of Event Oriented, Morphological Analysis of Society.

R. Nef & M. Rosenmund

This article describes an application of morphological societal analysis in which the attempt has been made to examine and diffuse the sociological interpretation of a current social political event, namely the federal referendum on the nuclear and non-nuclear energy initiatives held on Sept. 23, 1984. The analysis is mainly based on three data complexes on an aggreggated communal level: 1. Information on political behaviour (results of other selected federal referenda), 2. Social structural and social cultural characteristics of the communities (N = 1655) and 3. Consciousness parameters explicitly referring to the issue of nuclear energy (aggregate data on a communal level form a representative survey; N = 156).

Following an introductory discussion of the analysis strategy, the material findings of the empirical evaluation are presented and interpreted. The most significant findings can be summarized as follows: the establishment of fronts concerning the nuclear energy issue are scarcely parallel to the "classic" conflict axes derived from the articulation of political interests during the past decades. There is some evidence that the issue of energy policy articulates a conflict whose general objective is to evaluate post-war societal development. Referring to this key hypothesis, the following selected explanatory factors – degree of concern elicited by the nuclear energy option, linguistic and cultural variation, structural regional differentiation and communal charcteristics – are examined as to their impact on the voting outcome.

.....Pages 687–720

Schweiz. Z. Soziol. / Rev. suisse sociol. 3 (1984) 859–864

INDEX VOL. 10 (1984)

Artikel *Articles*	*Heft Nr.* *Numéro*	*Seiten* *Pages*
AMMANN, H., Jugendpolitik, eine Chance zur antizipierenden Politik	1	233–244
BALLMER–CAO, T.–H., Images des genres en sciences sociales	3	777–784
BIELEFELD, U., Sozialerfahrung und ihre Verarbeitung. Arbeit, Arbeitslosigkeit und Nichtarbeit junger Ausländer	2	563–590
BŒCKLI, R., Einige poetologische Voraussetzungen von literarischen Bildern	3	785–794
BORNSCHIER, V., Zur sozialen Schichtung in der Schweiz	3	647–688
BUCHMANN, M., Wandel des jugendlichen Vergesellschaftungsprozesses? Zum Stand der heutigen Jugendsoziologie	1	267–285
CHAPONNIERE, M., Images normatives des genres	3	769–776
FASSA, F. & ROUX, P. Topologie pour la nuit: de Lôzane-Bouge à Koprock	1	213–232
FREUND, W. S., Travailleurs immigrés: Retour? Oui ... mais! A la lumière du cas tunisien	2	595–611
GILLIOZ, L., La prévention comme normalisation culturelle	1	37–84
GILLIOZ, L., La construction sociologique face aux représentations des agents	3	839–852
GIORDANO, CH., Zwischen Mirabella und Sindelfingen. Zur Verflechtung von Uniformierungs- und Differenzierungsprozessen bei Migrationsphänomenen	2	437–464
HAOUR–KNIPE, M., Les paradoxes de la migration volontaire: migrantes occasionnelles et migrantes professionnelles	2	517–538

Artikel *Articles*	*Heft Nr.* *Numéro*	*Seiten* *Pages*
HEINTZ, B., Individuelle und kollektive Geschlechterbilder	3	745–754
HELD, T. & MURRAY, B., Bilder von Mann und Frau. Zur Analyse kollektiver Vorstellungen über die Geschlechter in nationalen Kulturen	3	725–729
HETTLAGE, R., Unerhörte Eintragungen in ein Gästebuch – A propos "Gastarbeiter"!	2	331–354
HETTLAGE, –VARJAS, A. & HETTLAGE, R., Kulturelle Zwischenwelten. Fremdarbeiter – eine Ethnie?	2	357–404
HILY, M.–A. & POINARD, M., A propos des associations portugaises en France ou l'identité condensée	2	465–484
KELLERHALS, J. & CARDIA–VONECHE, L., Rôles féminins et masculins dans la relation de couple: Plusieurs images pour une même culture	3	755–768
LADOR, Y., La question des jeunes? Un problème de vieux!	1	183–192
LEHMANN, PH., A propos d'un discours sociologique sur le discours préventif	3	813–824
MARTIN, J., Prévention et société, prévention et liberté	3	825–838
MURRAY, B. & HELD, T., Collective Images of Gender.	3	733–744
NEF, R. & ROSENMUND, M., Das energiepolitische Plebiszit vom 23. September 1984. Zwischen Entwicklungserwartung und Wachstumskritik. Ein Beispiel ereignisorientierter, raumbezogener Gesellschaftsanalyse	3	689–722
NEIDHART, L., Jugendkonflikte: Misslungene Konfliktschlichtung	1	245–256
ORIOL, M., L'émigré portugais ou l'homme multidimensionnel	2	541–562
PREISWERK, Y., Mort, culture populaire et pouvoir	1	85–96
ROUX, P., & PEDRAZA, A., Lausanne bouge: le tournant obscur	1	197–212

Artikel *Articles*	*Heft Nr.* *Numéro*	*Seiten* *Pages*
SAURMA, A., Der Alltag als soziologisches Thema. Ein Bericht über deutschsprachige Beiträge.	.1	7–36
SCHIFFAUER, W., Religion und Identität. Eine Fallstudie zum Problem der Reislamisierung bei Arbeitsemigranten.	.2	485–516
SEGOND, G.–O., Thèses et antithèses	.1	155–160
STEINAUER–CRESSON & GROS, D., L'hymne au "Bon Sens" ou la ritualisation du faux débat sur la jeunesse.	.1	131–154
TWENHŒFEL, R., Kulturkonflikt und Integration. Zur Kritik der Kulturkonfliktthese	.2	405–434
VUILLE, M., Editorial: Recensions (Trend Report)	.1	1–6
VUILLE, M., Des mouvements de jeunes à la dualisation et à l'esquive: une fatalité ?	.1	161–182
VUILLE, M., Avant-Propos (Atelier)	.1	127–130
WALTER, TH., Bilder und symbolische Kultur: Drei Niveaus ihrer Erfassung in Texten	.3	795–805
WILLENER, A., Epilogue	.1	257–266
ZWICKY, H., Forschungstendenzen in der politischen Soziologie	.1	97–124

Sonderheft
Numéro spécial

ZWISCHENWELTEN DER GASTARBEITER
ENTRE–DEUX–MONDES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

R. Hettlage	W. Schiffauer
A. Hettlage-Varjas, avec R. Hettlage	M. Haour-Knipe
R. Twenhöfel	M. Oriol
Chr. Giordano	U. Bielefeld
M.-A. Hily, avec M. Poinard	W. S. Freund

. . . . . .2 329–642

Ateliers	*Heft Nr. Numéro*	*Seiten Pages*
MOUVEMENTS DE JEUNES EN SUISSE: THESES ET ANTITHESES *JUGENDBEWEGUNGEN IN DER SCHWEIZ: THESEN UND ANTITHESEN* M. Vuille G. Steinauer-Cresson & D. Gros G.-O. Segond Y. Lador P. Roux & A. Pedraza F. Fassa & P. Roux H. Ammann L. Neidhard A. Willener M. Buchmann	1	127–286
BILDER VON MANN UND FRAU. ZUR ANALYSE KOLLEKTIVER VORSTELLUNGEN UBER DIE GESCHLECHTER IN NATIONALEN KULTUREN *IMAGES DE L'HOMME ET DE LA FEMME. A PROPOS DE L.ANALYSE DE REPRESENTATIONS COLLECTIVES DES GENRES DANS DES CULTURES NATIONALES* B. Murray T. Held B. Heintz J. Kellerhals & L. Cardia-Vonèche M. Chaponnière T.-H. Ballmer-Cao R. Bœckli Th. Walter	3	725–812
Buchbesprechungen *Bibliographies critiques*		
BOWLES, G. & DUELLI KLEIN, R. (Eds) (1983), "Theories of Women's Studies" Routledge & Kegan, London / Boston (A.-M. Käppeli)	1	287–290

Buchbesprechungen
Bibliographies critiques

Heft Nr. *Numéro*
Seiten *Pages*

BUCHMANN, M. (1983),
"Konformität und Abweichung im Jugendalter. Eine empirische Untersuchung zur Biographie- und Identitätsentwicklung und abweichendem Verhalten Jugendlicher"
Verlag Ruegger, Diessenhofen
(E. B. Hill) 1 309–311

KILANI, M. (1983),
"Les cultes du cargo mélanésiens. Mythe et rationalité en anthropologie"
Les Editions d'En-Bas, Le Forum anthropologique, Lausanne
(D. Felder) 1 303–309

LALIVE D'EPINAY & al.
(GUGRISPA-Université de Genève) (1983),
"Vieillesses. Situations, itinéraires et modes de vie des personnes âgées aujourd'hui"
Editions Georgi, St-Saphorin (Lavaux)
(A. Bourdin) 1 293–296

LAUBIER, de, P. (1983),
"Introduction à la sociologie politique"
Masson, coll. Droit-Sciences économiques,,
Fribourg
(S. Klapproth) 1 301–303

MANN, M., (sous la direction de) (1983),
"The Macmillan Student Encyclopedia of Sociology"
Macmillan, Londres
(J. Coenen-Huther) 1 290–292

SABELLI, F. (1983),
"Interaction sociale et autogestion"
Service des Publications de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement,
Itinéraires, Notes et Travaux, No 27, Genève
(P. Maurer) 1 312–313

Buchbesprechungen *Bibliographies critiques*	*Heft Nr.* *Numéro*	*Seiten* *Pages*
THELOT, C. (1982), "Tel père, tel fils ? Position sociale et origine familiale" Dunod, Paris (P. Weiss)	1	296–301
WINDISCH, U. (1982), "Pensée sociale, langage en usage et logiques autres. L'exemple de la causalité dans la vie quotidienne en acte" Ed. L'Age d'Homme, Lausanne (J. Widmer)	1	314–316